

Université de Montréal

L'Asie centrale post-soviétique : au croisement entre modernisation et démodernisation

Par

Marc Jeandesboz

Département d'histoire, Faculté des arts et des sciences

Thèse présentée en vue de l'obtention du grade de Ph. D.

en histoire

AVRIL 2023

© Marc Jeandesboz, 2023

Université de Montréal

Unité académique : département d'histoire, Faculté des arts et des sciences

Cette thèse intitulée

**L'Asie centrale post-soviétique,
au croisement entre modernisation et démodernisation**

Présentée par

Marc Jeandesboz

A été évaluée par un jury composé des personnes suivantes

Michael Jabara Carley
Président-rapporteur

Yakov Rabkin
Directeur de recherche

Samir Saul
Membre du jury

Richard Foltz
Examineur externe

Résumé

Cette thèse porte sur les changements intervenus en Asie centrale et au Kirghizstan au XX^{ème} siècle et vise à s'inscrire dans le cadre plus large des travaux portant sur la modernisation et la démodernisation. Cette région est restée en marge des développements économiques et sociaux liés à la révolution industrielle et à la globalisation jusqu'au début du XX^{ème} siècle.

Le développement des concepts de modernisation puis de démodernisation sont liés aux développements économiques et sociaux. L'avènement de l'économie-monde, la concurrence entre les États-Unis d'Amérique et l'Union soviétique et la multiplication du nombre d'États ont fait des modèles de développement un enjeu crucial de géopolitique mondiale.

Dans cette perspective, cette thèse propose d'analyser comment le rattachement à l'Empire russe mais surtout à l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS) a considérablement modifié les structures économiques et sociales, la culture et les modes de vie de la population en Asie centrale. Cette région du monde a été modernisée selon les préceptes soviétiques et en cela, elle présente un cas d'étude utile tant l'Asie centrale, ses populations et sa culture étaient singulières au regard du reste de l'URSS.

Le démantèlement de l'Union soviétique a provoqué l'indépendance des quinze républiques qui la constituaient. Dans une région ayant connu des avancées fulgurantes dans des domaines tels que la santé et l'éducation, de nombreuses dynamiques contraires vont pourtant apparaître dans les années 1990 et 2000. Les conditions d'accès à l'indépendance et les choix politiques effectués par les nouveaux gouvernements vont mener, au Kirghizstan notamment, à une autre révolution, néo-libérale cette fois-ci.

Le contraste entre les deux périodes constitue un cas d'étude sur les dynamiques liées à la modernisation et à la démodernisation. Celui-ci soulève des interrogations liées aux choix néolibéraux qui ont été effectués et de leur impact au niveau humain. Finalement, cette thèse illustre aussi la place grandissante qu'occupera l'Asie centrale en raison de son positionnement géographique stratégique tout autant que de son histoire.

Mots clés : Asie centrale, modernisation, démodernisation, Kirghizstan, histoire de la Russie.

Abstract

This thesis focuses on the changes that occurred in Central Asia and Kyrgyzstan in the twentieth century and is part of a larger body of work on modernization and demodernization. This region remained on the margins of the economic and social developments linked to the industrial revolution and globalization until the beginning of the 20th century.

At the level of academic research, the development of the concepts of modernization and demodernization are linked to the economic and social developments that took place throughout the 20th century. The advent of the world economy, the competition between the United States of America and the Soviet Union, and the multiplication of the number of states have made development models a crucial issue in world geopolitics.

In this perspective, this thesis proposes to analyze how the attachment to the Russian Empire but especially to the Union of Soviet Socialist Republics (USSR) has considerably modified the economic and social structures, the culture and the ways of life of the population in Central Asia. This region of the world was modernized according to Soviet precepts and in this respect it presents a useful case study, as Central Asia, its people and its culture were singular compared to the rest of the USSR.

The dismantling of the Soviet Union led to the independence of the fifteen Socialist and Soviet Republics that made it up. From a region that had experienced dazzling advances in areas such as health and education, many opposing dynamics will however appear in the 1990s and 2000s. The conditions of access to independence and the political choices made by the new governments will lead, in Kyrgyzstan in particular, to another revolution, this time neo-liberal. The contrast between the two models and their consequences constitute a case study on the dynamics of modernization and demodernization. It raises questions related to the neoliberal choices that have been made and their impact on the human level. Finally, this thesis also illustrates the growing place that Central Asia will occupy because of its strategic geographical position as well as its history.

Key words : Central Asia, Soviet Union, Modernization, Demodernization, Kyrgyzstan, Russian History.

Table des matières

Résumé.....	3
Abstract.....	4
Liste des tableaux.....	8
Liste des figures.....	9
Liste des sigles et abréviations.....	10
Remerciements.....	11
Introduction.....	12
État de la question.....	16
Problématique.....	27
Sources et méthodes.....	30
Objectif et organisation de la thèse.....	36
Chapitre 1 - De la modernisation à la démodernisation.....	39
1.1 De l'idée de modernité à la modernisation.....	41
A) Des origines de la modernité occidentale.....	42
B) L'entre-deux-guerres, modernité et modernisation.....	46
C) De la théorie de la modernisation et de l'alternative soviétique.....	48
1.2 De remise en question en remise en question.....	52
A) Des limites de la théorie occidentale et de la mondialisation des travaux sur la modernisation.....	52
B) Postmodernisme et la fin de l'Union soviétique.....	56
C) Du consensus de Washington.....	58
1.3 Des lendemains qui déchantent dans le territoire postsoviétique.....	63
A) De la disparition d'une alternative.....	64
B) Un passé qui ne passe pas – entre contemplation, regrets et réinterprétation de celui-ci.....	66
C) Littérature postsoviétique, <i>démodernisation</i> et nouveaux questionnements.....	68

Chapitre 2 – De la modernisation centrasiatique russo-soviétique en Asie centrale	71
2.1 L’Asie centrale à l’aube de son intégration à l’Empire russe	74
A) De Pierre Ier le Grand et des sciences au service de l’État	74
B) L’Asie centrale à l’aube des conquêtes russes.....	77
C) De la fin du XVIIIème à la révolution d’Octobre, l’Asie centrale à l’aube de nombreux bouleversements	81
2.2 Du tsarisme au soviétisme : une Asie centrale bouleversée.....	84
A) Le début de la politisation	84
B) La transformation administrative de l’Asie centrale	88
C) Le recensement de 1897 et les débuts de l’effort modernisateur	92
2.3 De l’empreinte soviétique au Kirghizstan.....	99
A) De l’éducation comme premier vecteur de modernisation de la région (1920-1950)	101
B) La transformation socialiste : éducation, urbanisation et santé	105
C) De la Grande Guerre patriotique et de l’industrialisation massive de la région	111
Chapitre 3 – De l’après-guerre à l’indépendance, la République kirghize entre modernisation et démodernisation	118
3.1 De la Grande Guerre patriotique à l’arrivée de Gorbatchev au pouvoir – évolutions en Asie centrale	122
A) Des années 1950 aux années 1980 – quelles réalités socio-économiques au Kirghizstan et en Asie centrale ?	124
B) La survivance des modes de vie et de pensée traditionnels.....	141
C) <i>Perestroïka, glasnost</i> et réactions en Asie centrale	147
3.2 Les ravages des années 1990	155
A) Le démantèlement de l’Union soviétique et le renforcement du multilatéralisme	157
B) Quels défis et quelles réformes en Asie centrale ?	161
C) Le chaos des premières années d’indépendance post-soviétiques en Asie centrale.....	167

3.3 Le Kirghizstan des années 1990, entre modernisation et démodernisation	178
A) L'indépendance du Kirghizstan et la mise en place des réformes.....	180
B) Les années 1990 et 2000, un Kirghizstan démodernisé?	198
C) Réapparition de pratiques traditionnelles et culturelles ? Nouvelles dynamiques et démodernisation	227
Conclusion	242
Références.....	249

Liste des tableaux

Tableau 1. -	Reproduction de la <i>Table 3. De-Russification of Administration in the USSR and the RSFSR in 1926-1989</i>	96
Tableau 2. -	Reproduction de la <i>Table 2. Participation of 15 titular peoples in the management of the Russian Empire and the USSR in 1897-1989</i>	97
Tableau 3. -	Reproduction de la <i>Table 1. The national composition of the USSR state apparatus and power structures in 1926, 1959, 1979, and 1989 (%)</i>	98
Tableau 4. -	Reproduction de la <i>Table 5. Urban and rural population, Kyrgyz Republic, 1897-1999</i>	126
Tableau 5. -	Reproduction de la <i>Table A.1. Ethnic Composition of the Kirgiz SSR, 1959 and 1970</i>	128
Tableau 6. -	Reproduction de la <i>Table B. 1. Native and Second Languages Spoken by the Kirgiz (in thousands)</i>	129
Tableau 7. -	Reproduction de la <i>Table B.2. Publications in the Kirgiz SSR</i>	134
Tableau 8. -	Reproduction de la <i>Table 3.8 Per capita investment 1960-85: USSR, Russia and Central Asia compared (USSR=100)</i>	142
Tableau 9. -	Reproduction de la <i>Table 3.2 Economic performance indicators in Central Asia, 1989, 1993, 1996 and 1999</i>	169
Tableau 10. -	Reproduction de la <i>Table 7 : Current Account Balance during Transformation</i> ...	171
Tableau 11. -	Reproduction de la <i>Table 3.3 General government spending and balance in the central Asian republics (as per cent of GDP), 1990-99</i>	173
Tableau 12. -	Reproduction de la <i>Table 3.4 Social spending (as per cent of GDP) for the central Asian republics, 1991-96</i>	173
Tableau 13. -	Reproduction de <i>Table 2. Breakdown of Actual Privatization by Sector</i>	183
Tableau 14. -	Livestock Capita and Poultry, output of main livestock product	190
Tableau 15. -	Reproduction de la <i>Table 2.5 CentralAsian poverty and inequality (2003)</i>	198
Tableau 16. -	Reproduction de la <i>Table 1.4 Main causes of death, standardized death rates at all ages per 100 000 population, 1990-2009 (selected years)</i>	204

Liste des figures

Figure 1.-	Photographie de la <i>Table B.4. Selected Data on the Education in the Kirgiz SSR (1971)</i>	131
Figure 2.-	Photographie de la <i>Table B.4. Selected Data on the Education in the Kirgiz SSR (1971)</i> suite.....	132
Figure 3.-	Photographie de <i>Table B.3. Electronic Media and Films in the Kirgiz SSR</i>	136
Figure 4.-	Photographie de la <i>Table B.5. Selected Data on Scientific and Cultural Facilities and Personnel in Kirgiz SSR (1971)</i>	137
Figure 5.-	Photographie de la <i>Table B.5. Selected Data on Scientific and Cultural Facilities and Personnel in Kirgiz SSR (1971)</i>	138
Figure 6.-	Reproduction de la <i>Figure 1 : Changes In Real GDP Index, 1990-2004</i>	170
Figure 7.-	Reproduction de la <i>Table 6 : Employment Ratios in Central Asia</i>	170
Figure 8.-	<i>Dynamics of the shadow economy volumes</i> [Figure 5.].....	192
Figure 9.-	<i>Poverty rates in Kyrgyzstan</i> [Figure 2.].....	197
Figure 10.-	<i>Trends in real health spending from public sources (Index: 199 = 100)</i> [Figure 8.3]	206
Figure 11.-	<i>Number of physicians per 100,000 population in regions of Europe</i> [Figure 10.1]	207
Figure 12.-	Évolution du personnel médical au Kirghizstan entre 1990 et 2009	208
Figure 13.-	<i>Percentage of hospitalized patients making informal payments, 2001, 2004 and 2006</i> [Figure 7.1]	210
Figure 14.-	<i>Share of successful tests of 4-graders based on external assessment of school education (%)</i> [Figure 22]	217
Figure 15.-	<i>Vocational and technical secondary enrolment in Central Asia</i> [Figure 6.7].....	218

Liste des sigles et abréviations

BIRD : Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement

BIT : Bureau International du Travail

BM : Banque Mondiale

BRI : Belt and Road Initiative

CEI : Communauté des États Indépendants

IDH : Indice de Développement Humain

OCDE : Organisation de Coopération et de Développement Économique

OIM : Organisation Internationale des Migrations

OMS : Organisation Mondiale de la Santé

ONU : Organisation des Nations Unies

PCUS : Parti Communiste d'Union Soviétique

PNUD : Programme des Nations Unies pour le Développement

RSS : Républiques Socialistes et Soviétiques

RPC : République Populaire de Chine

UNESCO : Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture

UNICEF : Fonds des Nations Unies pour l'Enfance

URSS : Union des républiques socialistes et soviétiques

Remerciements

Ma reconnaissance va tout particulièrement au professeur émérite Yakov Rabkin pour m'avoir guidé pendant toutes ses années. Je vous remercie pour votre patience et pour votre soutien. Vous m'avez énormément appris et je me considère particulièrement chanceux de vous avoir eu comme directeur de thèse.

Je remercie aussi ma famille pour son soutien indéfectible dans les bons et dans les mauvais moments. Merci de m'avoir soutenu et aidé afin que se concrétise mon projet.

Je tiens à remercier l'OSCE Academy à Bichkek, et notamment Aigoul Abdoubaetova et la professeur Viktoria Ackhurina pour l'accueil et pour l'aide apportée. Je tiens à souligner l'aide et à remercier le professeur Yuri Akimov de l'Université d'État de Saint-Pétersbourg pour m'avoir aiguillé lors de mon séjour en Russie. Je remercie également le professeur Richard Foltz pour son aide à la préparation à la rédaction de cette thèse. De nombreuses rencontres au Kirghizstan et en Russie ont rendu mes séjours particulièrement instructifs. Je vous en suis très reconnaissant.

Finalement, merci à mes amis de toujours d'avoir été là tout au long de cette aventure.

Introduction

L'accord de *Belovejskaia Puszca* est signé en Biélorussie le 8 décembre 1991. Il ne scelle pas seulement la fin de l'existence de l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS) ni n'acte la création de la Communauté des États Indépendants (CEI)¹ ; il met aussi fin à une voie révolutionnaire distincte qui aura marqué son siècle ainsi que la vie des 290 millions de Soviétiques qui la composaient². Les discussions académiques portant sur l'Union soviétique sont indissociables du très lourd héritage idéologique, intellectuel, historique et psychologique qu'elle aura léguée. Cette entité géopolitique, lors de son avènement suite à la fin de la Guerre civile russe (1917-1922)³, deviendra le symbole d'une forme d'organisation sociale nouvelle et porteuse d'un message égalitaire qui aura tantôt fait de séduire tantôt d'effrayer mais n'aura eu cesse d'être incontournable dans les soubresauts et les grands événements ayant ponctué les relations internationales du XXème siècle alors que les bolchéviques s'étaient engagés dans une voie de modernisation radicalement différente.

Les réformes de Mikhaïl Gorbatchev, Premier secrétaire du Parti Communiste de l'Union Soviétique (PCUS) de 1985 à 1991, visaient à modifier et à donner un nouveau souffle au système soviétique⁴. L'Histoire retient que ses réformes auront plutôt été parallèles et sans doute liées à l'effondrement d'un ensemble géopolitique qui aura profondément marqué l'organisation sociale et économique de ses citoyens, les différentes conceptions de la modernité tout en constituant une alternative pour y parvenir⁵. Alors que la chute du Mur de Berlin le 9 novembre 1989 dans toute sa portée symbolique est communément reconnue comme marquant le dénouement de la Guerre froide, le démantèlement de l'URSS l'a mené à son terme de façon irréversible. La disparition de cet ensemble constitua la fin d'une alternative idéologique qui

¹ « The Belavezha accords signed », *Boris Yeltsin presidential library*, <https://www.prlib.ru/en/history/619792>,

² Lors du dernier recensement soviétique de 1989, la population était d'exactly 285 742 511 habitants.

N.A. (s. d.) Всесоюзная перепись населения 1989 года. Национальный состав населения по республикам СССР. Демоскоп weekly, http://www.demoscope.ru/weekly/ssp/sng_nac_89.php,

³ « Declaration on the USSR foundation and the treaty was signed », *Boris Yeltsin Presidential Library*, <https://www.prlib.ru/en/history/619858>

⁴ Les mémoires de Gorbatchev offrent un regard particulièrement éclairant sur les objectifs des réformes.

Gorbachev, Mikhaïl S. (1997). *Mémoires : Une vie et des réformes*, Monaco : Éditions du Rocher.

⁵ Nous reviendrons les différentes perceptions de l'impact qu'ont eues la *perestroïka* et la *glasnost* eu égard le démantèlement de l'Union soviétique.

remit profondément en cause la configuration internationale et mena à des réactions diamétralement opposées. Le 26 décembre 1991, le Président des États-Unis d'Amérique George Bush père fêtait la « transformation historique et révolutionnaire de la dictature totalitaire, l'Union soviétique, et la libération de ses peuples »⁶. Le politologue Francis Fukuyama, de son côté, considérait que la défaite du soviétisme marquait l'apparent triomphe du libéralisme dans ses formes économique et politique, laissant percevoir sa toute-puissance et la quasi-certitude de voir ce modèle s'étendre au reste du monde préfigurant la « fin de l'Histoire »⁷. Le Président de la Fédération de Russie Vladimir Poutine, considère, quant à lui, lors d'un discours à la Douma en 2005 la chute de l'Union soviétique comme « un désastre majeur du XXème siècle »⁸, que l'historien Stephen Cohen juge avoir mené à « la pire dévastation sociale et économique jamais subie par un pays moderne en temps de paix »⁹. D'aucuns pourraient se poser la question du potentiel recul de l'État-providence¹⁰ en Occident étant donné la disparition d'une compétition discrète, presque silencieuse, entre l'État socialiste soviétique et l'Occident tout au long la Guerre froide¹¹. Il faut rappeler la teneur idéologique importante qui a teinté les débats et travaux sur l'Union soviétique depuis sa création jusqu'à sa chute et depuis lors.

Une conséquence est néanmoins certaine, l'implosion de l'Union soviétique a mené à l'apparition ou à la réapparition de quinze entités étatiques puisque chacune des quinze républiques acquerraient leur indépendance dans les mois entourant le démantèlement¹² alors même que lors du référendum tenu en mars 1991, les populations des républiques concernées par le référendum s'étaient prononcées en faveur du maintien dans l'Union soviétique en majorité, et

⁶ Bush, G. Sr. « Bush's Address to Nation on Gorbachev's resignation », *The New York Times*, <https://www.nytimes.com/1991/12/26/world/end-soviet-union-text-bush-s-address-nation-gorbachev-s-resignation.html>

⁷ Fukuyama, F. (1992). *La fin de l'histoire et le dernier homme*, Paris : Flammarion.

⁸ Poutine, V. (s. d.) « Annual Address to the Federal Assembly of the Russian Federation », *The Kremlin*, <http://en.kremlin.ru/events/president/transcripts/22931>,

⁹ Cohen, S. (2000). *Failed Crusade. America and the Tragedy of Post-Communist Russia*, New York : W.W. Norton & Company.

¹⁰ Tout au long de cette thèse, nous comprendrons l'importance qu'a eue le soviétisme pour le développement des filets de protection sociale, du développement du financement de l'État pour l'éducation, la santé et les infrastructures et de son influence sur le reste du monde.

¹¹ Ferge, Z. (1997). The perils of the welfare state's withdrawal. *Social Research*, 64(4), 1381–1402. <http://www.jstor.org/stable/40971236>.

¹² La Lituanie est la première à déclarer son indépendance le 11 mars 1991 quand le Kazakhstan est la dernière à le faire le 16 décembre de la même année.

tout particulièrement en Asie centrale¹³. Alors que le désir de la quitter était très loin d'être unanime, elles se devaient toutes, dans ce contexte particulièrement difficile en raison de la soudaineté de leur indépendance, mettre en place leur souveraineté, dans certains cas développer une conscience et une identité nationale, établir des relations diplomatiques, continuer sur la même voie¹⁴ ou choisir un nouveau modèle de développement. Bien que ces quinze républiques aient connu des parcours historiques différents avant d'être intégrées à l'URSS ou bien même créées en son sein, elles avaient à l'aube de leur indépendance en raison du modèle de développement soviétique centralisateur une correspondance de leur appareil étatique, de l'organisation de leur société ainsi que des conditions de vie relativement similaires quoi que fluctuant selon les régions. Il faut aussi souligner que celles-ci avaient occupé des positions différentes au sein de l'Union en ce qui concernait l'économie, notamment. Autant d'aspects sur lesquels nous reviendrons. Les pays baltes (Estonie, Lettonie, Lituanie), l'Ukraine (très brièvement) et la Russie avaient déjà préalablement connu l'indépendance, étaient déjà pourvus d'une conscience et d'une identité nationales ancrées dans la population en plus de disposer d'une certaine expérience pour mettre en œuvre et instituer leur souveraineté. En ce qui concerne la Moldavie, les États du Caucase (l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Géorgie) et d'Asie centrale (le Kazakhstan, le Kirghizstan, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et le Turkménistan), l'indépendance comportait toutefois plus de défis. Ces États se devaient d'établir leur souveraineté de façon soudaine, dans un contexte de grave crise économique et politique sans expérience souveraine récente. D'ailleurs, comme le démontrèrent les résultats du référendum portant sur la volonté de rester au sein de l'Union soviétique de 1991¹⁵, ce désir de la quitter était loin d'être unanime. Encore une fois, le vote au sein des cinq républiques centrasiatiques y plébiscitait le maintien¹⁶.

C'est dans le Caucase et en Asie centrale qu'auront cours le plus de troubles dans les années 1990 alors que des conflits de nature ethnique éclateront en Abkhazie, en Adjarie, en Ingouchie, au Karabakh, en Moldavie, en Ossétie, en Tchétchénie ainsi qu'au Tadjikistan de 1992

¹³ 73 % des Russes, 71 % des Ukrainiens, 84 % des Biélorusses, 94 % des Azéris, 95 % des Kazakhes, 96 % des Kirghizes, 97 % des Tadjikes, 98 % de Turkmènes et 94 % des Ouzbèkes sont prononcés en faveur du maintien (à l'arrondi près).

¹⁴ La Biélorussie ou le Turkménistan sont des exemples de pays où les décideurs ont opté pour certaine continuité.

¹⁵ Kotkin, S. (2001). *Armageddon averted: The collapse of the Soviet Union*, Oxford : Oxford University Press, 106.

¹⁶ Ces résultats tranchent avec les scènes de liesse ayant été observées dans les États baltes, par exemple.

à 1997. Des heurts interethniques et intercommunautaires auront lieu par intermittence dans la vallée du Ferghana (mettant aux prises Kirghizes, Ouzbèkes et Tadjikes dans les trois républiques éponymes qui se partagent celle-ci). Les différentes minorités disséminées aux quatre coins de l'Union soviétique se retrouveront face à des choix cornéliens alors que la Fédération de Russie ou leurs États d'origine ethnique (Russie, Allemagne, Corée du Sud, par exemple) n'étaient pas en mesure d'assurer leur sécurité ou leur rapatriement dans l'immédiat et que l'incertitude du futur et la peur de ce qu'il réservait étaient prégnantes au sein de la population en général. La soudaineté de l'éclatement de l'Union soviétique, malgré l'euphorie qui avait cours dans une grande partie du monde, a posé énormément de questions d'ordre existentiel pour ceux qui étaient concernés. Qu'allait-il se passer au niveau économique et social ? Y aurait-il un bain de sang comme lors de la fin du régime tsariste ? Comment allaient se comporter les nouveaux États avec les nombreuses minorités présentes dans les républiques¹⁷. Presque trente ans plus tard, ces considérations perdent de leurs poids en raison des changements qui se sont opérés dans un environnement relativement pacifique compte tenu de la très forte militarisation de cet espace et des nombreux défis que comportait la disparition de l'ensemble soviétique.

Néanmoins, s'il n'y a pas eu de déflagration armée majeure, le démantèlement a eu un impact socioéconomique aux nombreuses ramifications. Le vide politique soudain et profond après le démantèlement de l'Union a été partiellement pallié par le maintien au pouvoir des élites soviétiques dans la plupart des quinze républiques¹⁸. Le vide a néanmoins provoqué une grave crise humaine et sociale profondément déstabilisatrice : paupérisation extraordinaire, migrations massives, régression du statut de la femme, apparition et renforcement du radicalisme (politique et religieux), augmentation importante de la criminalité, régression du niveau de vie (accès à la santé et à l'éducation notamment), réduction de l'activité industrielle, agricole et scientifique, augmentation rapide des inégalités. Si ces phénomènes se sont également manifestés ailleurs sur le vaste territoire post-soviétique, leur intensité et leur ampleur en Asie centrale ont été inégales.

¹⁷ On pensera notamment aux colons de la période tsariste, aux peuples nomades sédentarisés, aux déplacements des peuples européens et asiatiques jugés hostiles par Staline conséquemment à la Seconde Guerre mondiale, à la politique des terres vierges et aux politiques de russification par exemple.

¹⁸ Grzymala-Busse, A. et Luong, P. J. (2002). Reconceptualizing the state : Lessons from post-communism. *Politics & Society*, 30(4), 529-554.

Cette thèse vise à expliquer et mieux comprendre ces développements, en prenant pour cas d'étude la République kirghize et l'Asie centrale postsoviétiques, à travers le prisme de la démodernisation. Ce concept, qui a émergé dans les années 1990, vise à pallier le vide laissé par les théories portant sur la modernisation considérant que cette dernière serait irréversible : la démodernisation, c'est « la dégradation des conditions matérielles et culturelles dans une société moderne et le retour à des formes de vie plus anciennes et primitives, accompagnés d'une montée de plusieurs types d'irrationalité et de "la régression de la pensée et de l'organisation sociale" »¹⁹. Les États centrasiatiques ont particulièrement bénéficié des programmes modernisateurs soviétiques en ce qui concerne l'éducation, la santé, les infrastructures et autres, autant d'aspects sur lesquels nous reviendrons. Cette thèse vise à expliquer et mieux concevoir la déliquescence généralisée de ces avancées durant les années 1990.

État de la question

L'Asie centrale stricto sensu est composée du Kazakhstan, de l'Ouzbékistan, de la République kirghize²⁰, du Tadjikistan et du Turkménistan ; toutes des anciennes républiques soviétiques (RSS) ayant reçu – sans la demander - leur indépendance en 1991. La signification de cette expression géographique a fluctué au gré du temps en raison de la position de carrefour de l'Asie centrale entre plusieurs sous-continentes constituant l'Eurasie et des nombreuses reconfigurations territoriales qui ont découlé des multiples conflits qui ont agité la zone à travers les époques²¹. Entre la colonisation tsariste au XVII^e siècle de cet espace jusqu'à l'élaboration et l'officialisation des frontières des cinq nouvelles républiques entre 1924 et 1936²², celui-ci a acquis la forme qu'on lui connaît aujourd'hui²³, bien que les frontières continuent à être un sujet sensible et de provoquer des escarmouches comme à la frontière entre le Kirghizstan et le Tadjikistan à l'été 2021. Si les géographes incluaient traditionnellement à l'Asie centrale ce que

¹⁹ Rabilotta, A. Rabkin Y, et Saul, S. (2013). La démodernisation en marche. *Revue internationale et stratégique*, 92, 41.

²⁰ Nous alternerons entre République kirghize et Kirghizstan bien que la première appellation soit maintenant officielle.

²¹ Lindley, C. (2009). Asie centrale: le Heartland. *Le débat*, (1), 115-130.

²² Sabol, S. (1995). The Creation of Soviet Central Asia : The 1924 National Delimitation. *Central Asian Survey*, 4(2), 225-241.

²³ Lindley, C. (2009). Asie centrale: le Heartland. *Le débat*, (1), 115-130.

sont aujourd'hui l'Afghanistan et la région chinoise du Xinjiang, une partie de l'Iran voire de l'Inde, nous nous en tiendrons à une conception à cinq États de celle-ci telle qu'elle a été laissée en héritage par la géopolitique et l'empreinte soviétique.

La vigilance des autorités soviétiques eu égard à l'Asie centrale a rendu plus difficile encore qu'ailleurs son accès durant l'entièreté de l'existence de cet État. Cette vigilance s'explique par différents éléments sur lesquels nous reviendrons dans le cadre de cette thèse. Le fait que cette région reste un espace intellectuel provincial pendant ses 70 ans d'existence fera en sorte que les connaissances provenant de l'extérieur s'appuieront longtemps sur des sources secondaires et des idées reçues tout en étant fortement teintées par le climat idéologique de la Guerre froide²⁴. Du côté soviétique, la recherche restera encadrée, mais tout de même accessible aux chercheurs du bloc de l'est ainsi qu'à des chercheurs occidentaux, par exemple, dans le cadre des échanges américano-soviétiques gérés aux États-Unis par IREX²⁵. Or, depuis le début des années 1990, la recherche en sciences sociales et en sciences humaines s'est penchée sur cette région du monde peu connue et qui revêt pourtant de nombreux intérêts autant au niveau historique, culturel que stratégique. Dès le début des années 1990, son accessibilité nouvelle pour les chercheurs et chercheuses à l'extérieur de l'espace post-soviétique, le contexte particulièrement euphorique du démantèlement de l'URSS avec toutes les interrogations que cela soulevait ainsi que l'intérêt géopolitique de cette région centrale au continent eurasiatique allaient de pair avec une importante production scientifique se penchant sur la région. Si les périodes glorieuses des cités de la route de la soie comme Samarcande ou Khiva, rayonnant au niveau commercial, culturel, et religieux ont été largement étudiées, l'ouverture des grandes routes maritimes au XVI^{ème} siècle a plongé la région dans un oubli relatif au niveau académique en ce qui concerne cette période historique²⁶, et ce, jusqu'à la période soviétique où les travaux portant sur l'Asie centrale en particulier restaient en marge²⁷. Le projet pharaonique Belt and Road Initiative (BRI) promu par les autorités de la République Populaire de Chine (RPC) a suscité un

²⁴ Haugen, A. (2003). *The establishment of national republics in Soviet Central Asia*, London : Palgrave Macmillan, 15-17.

²⁵ S.A. (s. d.). *Our History*. IREX. <https://www.irex.org/our-history>

²⁶ Starr, F. (2013). *Lost Enlightenment : Central Asia's golden age from the Arab conquest to Tamerlane*, Princeton: Princeton University Press.

²⁷ Abashin, S. (2015). Soviet Central Asia on the periphery. *Explorations in Russian and Eurasian History*, 16(2), 359-374.

regain important d'intérêt et à la publication de nombreux travaux en raison des références évidentes à sa prédécesseuse²⁸ et de ses implications plurielles²⁹. L'Asie centrale est en effet une région d'importance stratégique dans le cadre de ce projet d'infrastructures d'envergure majeure³⁰, tout comme elle reste une zone convoitée autant par les grandes puissances comme la Fédération de Russie, les États-Unis d'Amérique et la RPC, que les puissances régionales telles que la République Islamique d'Iran, la République de Turquie, le Royaume d'Arabie Saoudite et la République Islamique du Pakistan.

La réduction de l'activité commerciale au XVIème siècle aura des effets durables et n'aura de cesse d'affaiblir les unités politiques comme celle des Khanats de Khiva, de Kokand, et de l'Émirat de Boukhara tout au long du XVIème et du XVIIème siècle³¹. Cet affaiblissement graduel facilitera la colonisation et l'intégration progressive de l'ensemble de ce territoire par l'Empire tsariste et la Chine à partir du XVIIème siècle, ce qui, nous le verrons, marquera le début d'une recomposition majeure de cet espace qui deviendra au XXème siècle un laboratoire en termes de modernisation et de modernité. Les cinq États qui composent l'Asie centrale se sont faits modernisés « à marche forcée » selon les préceptes soviétiques. Carrefour culturel, religieux et linguistique, à l'image des villes millénaires de Boukhara et Khiva, cet espace a été considérablement modifié par l'empreinte impériale tsariste et surtout soviétique, puisque, dans une logique « civilisationnelle »³² mais également stratégique³³, une très importante reconfiguration a été opérée et ce, à tous les niveaux de la société et sous de nombreuses formes, notamment sociales, culturelles et linguistiques³⁴.

²⁸ Xi, J. (2021). « Working Together to Deliver a Brighter Future for Belt and Road Cooperation », *Ministry of Foreign Affairs of the People's Republic of China*, https://www.fmprc.gov.cn/mfa_eng/zxxx_662805/t1658424.shtml

²⁹ Ces deux ouvrages sont particulièrement éclairants à ce sujet : Frankopan, Peter. *Les Nouvelles Routes de la Soie*, Bruxelles, Éditions Nevicata, 2018, 222 p. Mações, B. (2019). *The Dawn of Eurasia*, London; Penguin Books ainsi que l'article Standish, R. (2022). *China's Belt and Road Grapples With Mounting Debt Crisis, Impacting Central Asia, Pakistan and Beyond*. Radio Free Europe. <https://www.rferl.org/a/china-debt-crisis-belt-road-initiative-kyrgyzstan-pakistan-/31970756.html>

³⁰ Le Kirghizstan n'y fait pas exception : Mogilevskii, R. (2019). Kyrgyzstan and the belt and road initiative. *University of Central Asia-Institute of Public Policy and Administration (IPPA) Working Paper*, (50).

³¹ Black, C. E. (1991). *The Modernization of inner Asia*. Armonk : M. E. Sharpe, 64.

³² Cadiot, J. (2007). *Le laboratoire impérial : Russie-URSS, 1870-1940*, Paris : CNRS Éditions.

³³ Roy, O. (1997). *La nouvelle Asie Centrale ou la fabrication des nations*, Paris : Seuil.

³⁴ Black, C. E. (1991). *The Modernization of inner Asia*, Armonk : M. E. Sharpe.

Des populations hétéroclites, aux croyances diverses et variées, aux activités économiques fortement liées à leur mode de vie (nomades, semi-nomades, sédentaires) vont voir leur existence et leur moyen de la mener progressivement modifiées d'abord par les autorités tsaristes mais surtout après les révolutions et la Guerre civile russes (1917-1922), bouleversées par les bolchéviques³⁵. En effet, de 1924 à 1936, les langues, les alphabets, les structures économiques et sociales, l'organisation politique, les infrastructures liées à l'éducation, la santé et la culture seront complètement remaniés pour répondre à un cahier des charges soviétique. Le nom des régions et leurs frontières, quant à elles, seront élaborés et institutionnalisés par les autorités soviétiques dans une logique d'intégration de la région au sein de l'URSS en suivant différents principes qui restent encore débattus aujourd'hui et sur lesquels nous nous attarderons³⁶. Il s'agit véritablement, d'un changement radical établi sur une période historique relativement courte qui a laissé un héritage durable. Il est essentiel afin de comprendre comment la République kirghize a évolué depuis 1991. C'est-à-dire que l'historiographie de l'Asie centrale a été pendant la majeure partie de la Guerre froide la chasse gardée, d'une part, des soviétologues occidentaux et, d'autre part, de l'Académie des sciences de Moscou et de ses filiales locales. Elle a été dès lors inscrite dans des cadres académiques et idéologiques particuliers. Les recherches occidentales sur la question souffraient de partis pris évidents mais, surtout, à quelques exceptions près, de n'avoir qu'un accès limité aux sources et aux sociétés concernées par leurs travaux³⁷. Pour ce qui est de la recherche soviétique, elle se canalisait trop souvent dans une logique auto justificatrice et fortement liée aux événements politiques en cours dans les régions concernées³⁸, d'autant plus que l'accès aux archives d'État de la période soviétique n'était possible que pour « une « élite d'historiens qui avaient la confiance des dirigeants et s'efforçaient de la mériter »³⁹. Autrement

³⁵ Park, A. G. (1957). *Bolshevism in Turkestan. 1917-27*, New York : Columbia University Press.

³⁶ Plusieurs ouvrages traitent de cette question, notamment : Martin, T. (2001). *The Affirmative Action Empire: Nations and Nationalism in the Soviet Union 1923-1939*, Ithaca : Cornell University Press de même que Hirsch, F. (2005). *Empire of Nations: Ethnographic knowledge and the Making of Soviet Union*, Ithaca : Cornell University Press ou Haugen, A. (2003). *The establishment of national republics in Soviet Central Asia*, London : Palgrave Macmillan, 2003

³⁷ Combe, S. (2009). Introduction De la soviétologie à l'histoire du monde soviétique ». Dans *Archives et histoire dans les sociétés postcommunistes*, Paris : La Découverte.

³⁸ Gorshenina, S. (2009). La marginalité du Turkestan colonial russe est-elle une fatalité ou l'Asie centrale postsoviétique entrera-t-elle dans le champ des Post-Studies ? *Cahiers d'Asie centrale*, 17/18, 17-76.

³⁹ Combe, S. (2009). Introduction De la soviétologie à l'histoire du monde soviétique ». Dans *Archives et histoire dans les sociétés postcommunistes*, Paris : La Découverte, 7.

dit, « pour l'Occident, cette région n'est restée un objet d'étude que dans le cadre presque exclusif de la soviétologie, dominée par la théorie de la modernisation et la narration du fait national, tandis qu'à l'Est, elle a relevé de l'historiographie soviétique axée sur l'histoire de la lutte des classes et l'évolution des facteurs sociaux et économiques conformément aux "lois objectives de développement" »⁴⁰. L'accès aux archives dans l'espace post-soviétique et en Asie centrale plus particulièrement reste encore difficile et restreint de nos jours, y compris pour les historiens (et doctorants) kirghizes⁴¹. Nous prendrons ainsi bien évidemment en compte comment l'historiographie a évolué dans l'espace postsoviétique centrasiatique avant d'adopter une perspective plus large et de voir quels sont les débats historiographiques les plus prégnants au sens large depuis le début des années 1990 portant sur la République kirghize et la région qui l'entoure.

Dans son chapitre « Accès aux archives soviétiques : difficultés du passé, contradictions du présent », l'historienne Victoria Prozorova-Thomas dresse un parallèle entre le traitement des archives et de la pratique historique entre l'avant et l'après-1991 ; elle trouve « regrettable [en Russie] que les traditions totalitaires perdurent et que le pouvoir continue de contrôler les rapports entre les historiens et la mémoire nationale »⁴². Si les contextes russe et centrasiatique sont différents, un élément semble être partagé en ce qui concerne l'historiographie et l'accès aux archives : une grande proximité entre les priorités gouvernementales et l'écriture de l'histoire. Ce qui sépare néanmoins les réalités russe et centrasiatique se manifeste par le fait que l'écriture de l'histoire en Asie centrale est fortement liée aux stratégies de légitimation des régimes en place : « L'histoire est en effet au cœur d'une légitimité idéologique qui vise à renforcer les élites dans leurs positions et la population dans son sentiment d'appartenance à cette nouvelle communauté nationale »⁴³. Cette écriture de l'histoire conduit donc à se concentrer sur des aspects intimement

⁴⁰ Gorshenina, S. (2009). La marginalité du Turkestan colonial russe est-elle une fatalité ou l'Asie centrale postsoviétique entrera-t-elle dans le champ des Post-Studies ? *Cahiers d'Asie centrale*, 17/18, 17-76.

⁴¹ Абдрахманов, Б. (2022). *Репрессивные меры карательных органов Кыргызстана в 30-е годы XX века. Причины и последствия*, Бишкек : Институт истории, археологии и этнологии имени Б. Джамгерчинова Джамгерчинов, 303-304.

⁴² Prozorova-Thomas, V. (2009). 2 : Accès aux archives soviétiques : Difficultés du passé, contradictions du présent. Dans S. Combe (dir.), *Archives et histoire dans les sociétés postcommunistes*, Paris : La Découverte « Recherches ».

⁴³ Gatelier, K. (2012). Entre réinterprétation du passé et difficile rapport à la modernité, les stratégies de légitimation du pouvoir ouzbek. *Revue internationale de politique comparée*, 19(4), 41-65.

liés à ce processus de légitimation, notamment dans le contexte post-soviétique dans lequel elle s'écrit, où les fondements idéologiques d'avant se trouvent remis en question. Ces particularités historiographiques en Asie centrale sont reprises à leur compte dans les débats plus larges se questionnant sur l'héritage colonial de la région⁴⁴, héritage qui continue à être débattu tant l'expérience centrasiatique se distingue des autres territoires ayant été annexés ou colonisés ailleurs dans le monde. D'ailleurs, on comprend que cet héritage occupe une place particulièrement sensible dans une région où les États ont adopté des stratégies différentes vis-à-vis de celui-ci.

En effet, comme le démontre Marlène Laruelle, la dévalorisation brutale des idées marxistes a mené dans la région à un repositionnement de la pratique historique où le rapport avec le passé tsariste et soviétique est très ambigu⁴⁵. Quel héritage devait-on reconnaître à cette période intimement liée à la formation de ces États-nations, quand bien même « les historiographies nationales sont marquées par l'ancrage des discours culturalistes, fondés sur des présupposés primordialistes, qui font de la nation un donné de la nature existant depuis des temps immémoriaux, et acteur premier de l'histoire humaine »⁴⁶? Malgré des différences entre les cinq États centrasiatiques dans cette perception des périodes tsaristes et soviétiques, ce repositionnement a abouti de la même manière « au développement d'échappatoires historiographiques : contournement du problème par son effacement et maintien en parallèle de discours contradictoires à la fois prosoviétiques et antisoviétiques au Kazakhstan, au Kirghizstan et au Tadjikistan, victimisation de soi, écriture mégalomane de l'histoire et schizophrénie du rapport au passé soviétique en Ouzbékistan et au Turkménistan »⁴⁷. Une étude des discours tenus par les historiens et historiennes kirghizes depuis 1991 en Asie centrale nous ouvrira peut-être des pistes quant à la manière dont sont présentés certains aspects amenés par la colonisation russe puis, par l'intégration de ces territoires à l'ensemble soviétique.

⁴⁴ Darden, K. et Grzymala-Busse, A. (2006). The Great Divide: Literacy, Nationalism, and the Communist Collapse. *World Politics*, 59(1), 83-115.

⁴⁵ Laruelle, M. (2009). Le paradigme du colonialisme en Asie centrale postsoviétique. *L'Homme et la société*, 4(174), 27-40.

⁴⁶ Ibid, 30.

⁴⁷ Ibid, 34.

Les débats académiques sur le post-colonialisme émergent dans les années 1970 comme une critique de l'eurocentrisme dans l'analyse des rapports de domination des empires européens sur les peuples conquis et colonisés. Il vise à mettre l'accent sur les rapports à la modernité, qui n'ont pas été qu'européens et aussi à faire connaître les discours et les évolutions intellectuelles ayant eu cours dans les territoires sous domination étrangère. Or, l'étude de la Russie et de l'URSS est restée jusqu'aux années 1990 en marge de l'historiographie (post) coloniale pour plusieurs raisons. Tout d'abord, la position historique et géographique ambivalente de la Russie entre l'Ouest et l'Est, l'Europe et l'Asie, a posé la question de la nature européenne de la Russie tsariste et de l'Union soviétique, et donc de l'applicabilité du concept de colonialisme à celles-ci. Effectivement, l'expérience coloniale russe est particulière en ce sens qu'elle ne correspondait que partiellement aux canons anglais ou français, en raison de l'importance accordée au « déterminisme géographique naturel, selon lequel l'étendue continentale a prédestiné l'Empire russe à une extension non coloniale sans comparaison avec les autres États européens »⁴⁸, ainsi qu'à l'influence importante du courant de l'eurasisme chez une partie des élites intellectuelles russes et post-soviétiques. Du fait du caractère particulier de la modernité soviétique, les travaux sur l'Asie centrale dans cette perspective promettent de contribuer à l'avancement des recherches sur le postcolonialisme et sur les différentes formes de modernité.

Plusieurs auteurs se sont posé la question de la place que devrait occuper l'Asie centrale dans la littérature académique dédiée au post-colonialisme. Si d'aucuns soulignent que l'expérience coloniale russe en Asie centrale se distingue du fait que se soient succédé deux manières de faire différentes (bien que soient encore largement débattues les continuités et discontinuités entre celles-ci)⁴⁹, tsariste et soviétique, sur des sociétés considérées à l'époque

⁴⁸ Gorshenina, S. (2009). La marginalité du Turkestan colonial russe est-elle une fatalité ou l'Asie centrale postsoviétique entrera-t-elle dans le champ des *Post-Studies* ? *Cahiers d'Asie centrale*, v 17/18, 25.

⁴⁹ Voir ces différents articles : Heathersaw, J. (2010). Central Asian statehood in post-colonial perspective. Dans Kavalski, E. dir. (2010). *Stable outside, fragile inside: post-Soviet statehood in Central Asia*, London : Ashgate, 87-101.

Kandiyoti, D. (2002). Postcolonialism Compared: Potentials and Limitations in the Middle East and Central Asia. » *International Journal of Middle East Studies*, 34(2), 287.

Laruelle, M. (2009). Le paradigme du colonialisme en Asie centrale postsoviétique. *L'Homme et la société*, 4(174), 27-40.

Khalid, A. (2006). Backwardness and the Quest for Civilization: Early Soviet Central Asia in Comparative Perspective. *Slavic Review*, 65(2), 231-251.

comme « traditionnelles, stagnantes, primitives et immobiles »⁵⁰ selon les termes soviétiques de l'époque, le consensus est qu'il reste encore beaucoup de travail à faire avant de déterminer les caractéristiques propres aux effets de la période russo-soviétique sur la région. Deux camps se sont opposés jusqu'au début des années 1990, l'un vantant les mérites de la modernisation soviétique, notamment sur l'émancipation des femmes, l'alphabétisation, et le succès des formes d'expression soviétiques sur celles plus traditionnelles, et l'autre se concentrant sur la durabilité des pratiques musulmanes dans la région, la persistance des modèles sociaux locaux et le rôle ambigu de l'état soviétique par rapport à ceux-ci⁵¹. La multiplication des écrits qui se penchent sur la question illustre bien la vitalité de la recherche sur cette région et l'important potentiel qui en découle. Nous pensons qu'il faut porter une attention toute particulière au syncrétisme d'influences qu'a subi cette région. L'ouverture des archives soviétiques a mené à la parution de nombreux travaux récemment, et qui proposent de nouvelles perspectives sur cette région, ô combien singulière eu égard la façon dont elle a été intégrée à l'ensemble soviétique⁵². En nous imprégnant de la réémergence de travaux sur les courants intellectuels vernaculaires, très prégnants au début du XXème siècle dans la région, notamment en ce qui concerne la religion et la modernité, en plus des archives soviétiques (que nous traiterons via des travaux y ayant eu accès), tout autant que nos recherches personnelles, nous pourrons contribuer par cette thèse aux études postcoloniales. À tout le moins, l'objectif est de contribuer à une meilleure connaissance de la République kirghize indépendante, de la région et de l'impact des changements opérés durant les années 1990, sans renier les débats qui persistent sur la question eu égard au postcolonialisme.

Dès lors, il faut accorder une attention particulière à la place et l'utilisation des ressources par les différents acteurs sur place, à la légitimité et aux différentes formes d'expression, et selon Svetlana Gorshenina, tout en veillant à « s'interroger non pas sur la signification positive ou négative de la conquête (ou du rattachement), mais en contournant la guerre des mémoires, de mettre en lumière les éléments de cette rencontre déterminante entre la Russie et l'Asie centrale,

⁵⁰ Kandiyoti, D. (2002). Postcolonialism Compared: Potentials and Limitations in the Middle East and Central Asia. *International Journal of Middle East Studies*, 34(2), 287.

⁵¹ Ibid, 287.

qui a profondément modifié la situation sociale, culturelle, idéologique et économique des deux parties. »⁵³. Cette dernière citation souligne bien l'équilibre à trouver dans l'analyse du subtil jeu d'influences entre ces deux entités et la nécessaire prudence requise quant à la façon dont sont discutés dans les travaux historiques et autres les bienfaits et méfaits qu'ont pu découler de l'annexion de l'Asie centrale à l'ensemble russe puis soviétique. De plus, il ne faut pas négliger les influences issues du monde turc d'un côté et persan de l'autre dans la compréhension des dynamiques sur place⁵⁴. Plus encore, bien qu'il semble y avoir un consensus sur la possibilité d'inscrire l'étude de cette région dans une perspective post-coloniale, le caractère très particulier de cette région au regard des autres formes de colonialisme nécessite une recherche plus approfondie sur l'étude de la région centrasiatique dans un cadre explicitement post-colonial. C'est pourquoi nous désirons garder une certaine distance sans pour autant renier les points communs entre notre recherche et ce qui peut se faire dans ce cadre précis.

Ainsi, depuis le début des années 1990, de nombreux travaux se sont penchés sur les changements intervenus pendant la parenthèse soviétique et ont souvent traité de cette question dans une optique liée à la modernisation. D'une région considérée comme « primitive et sous-développée »⁵⁵ par les penseurs soviétiques, il fallait absolument, dans une mentalité résolument de ce temps, les guider vers le progrès et en faire des Soviétiques modèles. Plus encore, le discours soviétique sur la libération des peuples opprimés par l'impérialisme, considérée comme une conséquence directe et néfaste du capitalisme, voire de son aboutissement, fera également de l'Asie centrale une vitrine afin de démontrer la supériorité du modèle soviétique sur les autres tout autant que de la bonne volonté des autorités à respecter leur promesse vis-à-vis de peuples libérés du joug étranger⁵⁶. C'est que l'Asie centrale soviétique et post-soviétique gagne également à être étudiée à travers le prisme de la Guerre froide et de sa composante idéologique

⁵³ Gorshenina, S. (2009). La marginalité du Turkestan colonial russe est-elle une fatalité ou l'Asie centrale postsoviétique entrera-t-elle dans le champ des *Post-Studies* ? *Cahiers d'Asie centrale*, 17/18, 25..

⁵⁴ Les influences turques et turciques sont majoritaires chez les Kirghizes, les Kazakhs, les Ouzbèkes et les Turkmènes quand les influences persanes le sont chez les Tadjikes. Il faut garder à l'esprit le fait que des minorités sont présentes dans les différentes républiques, les centres urbains ayant été traditionnellement peuplés par les Tadjikes (d'influence persane). Ces éléments sont discutés, notamment dans l'ouvrage Foltz, R. (2019) *A history of the Tajiks: Iranians of the East*. New York : Bloomsbury Publishing et notamment dans l'introduction.

⁵⁵ Kandiyoti, D. (2002). Postcolonialism Compared: Potentials and Limitations in the Middle East and Central Asia. » *International Journal of Middle East Studies*, 34(2), 287.

⁵⁶ Allison, R. (1988). *The Soviet Union and the strategy of non-alignment in the Third World*, Cambridge : Cambridge University Press.

quand il est question des différents projets de modernisation et de développement. L'évolution socioéconomique de cette région est indissociable des grands débats liés aux moyens de se moderniser et de se développer pour accéder à une modernité. Depuis que l'Union soviétique a cessé d'exister, la modernité soviétique a grandement perdu de son prestige, de son rayonnement et de sa superbe. Néanmoins, elle est encore difficilement analysée sans les considérations idéologiques et les connotations plus ou moins négatives qui ont régi les travaux académiques dans le monde bipolaire ayant succédé à la Seconde Guerre mondiale.

Ainsi, avant de nous pencher sur l'institutionnalisation de l'Asie centrale soviétique - en se focalisant davantage sur la République kirghize - de son évolution socioéconomique et de son niveau de développement à la veille du démantèlement de 1991, il faudra revenir sur les considérations théoriques liées à la modernité d'un État - la modernisation. Cela nous permettra d'aborder son penchant inverse, la démodernisation⁵⁷. La profonde reconfiguration observée dans cette région du monde par l'empreinte soviétique soulève moult questions relativement à la façon d'atteindre un certain niveau de modernité propre à une définition particulière de celle-ci. Or, il est incontestable que le XXème siècle a vu la mise en pratique d'une pluralité de ces conceptions : des régimes fascistes de l'entre-deux-guerres aux révolutions russe, kémaliste et maoïste, sans compter les Tigres asiatiques, le Japon post-impérial ou le modèle nordique par exemple. Un nombre important d'études se sont penchées sur la façon d'atteindre un certain niveau de développement et de modernité. Nous verrons quels outils théoriques mais aussi quelles considérations philosophiques ont permis à la compréhension des enjeux liés aux développements des sociétés et de la façon dont il était conçu qu'on puisse les mettre en pratique.

Il est essentiel de revenir sur ce grand pan du travail de recherche puisqu'un concept qui s'applique à ces dynamiques socio-économiques, celui de *démodernisation*, n'a émergé que dans les années 1990. Ce concept venait remettre en question un postulat de base : la modernité est irréversible. En réalité, il ne faut prendre pour acquis ni le niveau de développement socioéconomique, ni l'accès de la population à des services de base, ni même la capacité de l'État d'exercer son rôle régalien. Alors que la plupart des études considèrent et considéraient le développement comme irréversible en l'absence de conflit, plusieurs événements historiques sont

⁵⁷ L'historique de ce concept, ses implications théoriques et philosophiques, sera abordé dans la partie théorique de cette thèse, c'est-à-dire le premier chapitre.

venus remettre en question ce qui semblait pourtant jusqu'à maintenant être accepté comme consensuel⁵⁸. Mais alors, comment nommer et analyser ce phénomène inverse à la modernisation ? Émerge le concept de démodernisation qui est une composante essentielle de cette thèse doctorale. La partie théorique visera donc autant à faire l'état des lieux des travaux ayant porté sur le développement et la modernisation étatique qu'elle nous permettra de proposer ce concept dans l'analyse de l'Asie centrale post-soviétique et notamment de la République kirghize des années 1990 et 2000. En effet, les changements, comme nous le verrons, n'ont pas été que géopolitiques mais ont touché aussi les populations et leur mode de vie.

Au lendemain de leur indépendance respective, ces cinq républiques ont en effet dû faire des choix. Toutes n'ont pas opté pour les mêmes politiques économiques et réformes, le Kazakhstan et le Kirghizstan optant pour la « thérapie de choc », l'Ouzbékistan et le Tadjikistan optant pour une transition « gradualiste », et le Turkménistan une politique protectionniste poussée à l'extrême⁵⁹. Le Tadjikistan a connu une guerre civile (1992-1997) ce qui a considérablement retardé la mise en place de réformes⁶⁰, lui conférant une position très particulière, au même titre que le Turkménistan, très peu ouvert aux chercheurs étrangers et donc méconnu, mais néanmoins bien fourni en matières premières à forte valeur ajoutée. Un aspect réunissait les cinq républiques : leurs économies étaient exportatrices et tournées presque entièrement vers « le centre », ou plutôt le réseau économique intégré de l'URSS, bien que les produits différassent⁶¹. L'indépendance s'est donc accompagnée d'une crise économique et sociale majeure en raison de l'arrêt des subsides soviétiques et de l'absence de débouchés pour l'exportation, la Russie étant à l'époque dans un marasme économique d'envergure. Malgré des ressources énergétiques importantes quoi qu'inégalement réparties entre les cinq républiques, les sociétés d'Asie centrale, et dans une moindre mesure le Kazakhstan, ont connu des reculs dans des secteurs qui avaient pourtant énormément bénéficié des politiques soviétiques⁶². Notre

⁵⁸ Charle, C. (2011). *Discordance des temps : une brève histoire de la modernité*, Paris : Armand Colin, 18.

⁵⁹ Laruelle M. et Peyrouse S. (2008). Impact et enjeux sociaux des évolutions économiques en Asie centrale. *Autrepart*, 4(48), 13-23.

⁶⁰ Foroughi, P. (2002). Tajikistan: nationalism, ethnicity, conflict, and socio-economic disparities – sources and solutions. *Journal of Muslim Minority Affairs*, 22(1), 39-61.

⁶¹ L'ouvrage suivant est particulièrement éclairant à ce sujet : Pomfret, R. (2006). *The Central Asian economies since independence*, Princeton : Princeton University Press

⁶² Comme nous tenterons de le démontrer dans la partie dédiée à cela.

intention est d'analyser la démodernisation en Asie centrale, c'est-à-dire les reculs sociaux entre le milieu des années 1980 et les réformes de Gorbatchev, et le milieu des années 2000, notamment la paupérisation⁶³. En même temps, il a y eu une revitalisation et une revigoration de pratiques et d'idées qui avaient été volontairement ignorées pendant la période soviétique et qui laissent déjà entrevoir un retour au bouillonnement intellectuel du tournant du XXe siècle⁶⁴.

De plus, outre le contexte historique particulier qui a conduit à l'indépendance de ces États, l'étude de l'Asie centrale doit contribuer à une meilleure compréhension des changements qui se sont opérés dans l'espace postsoviétique consécutivement la transformation initiée par le démantèlement de l'Union soviétique. Notre démarche vise à observer et comparer les sociétés dans le temps, pour tenter de comprendre et comparer tant les « retours en arrières » que les avancées qui ont pu être faites durant cette même période. Notre point focal sera bien évidemment la République kirghize.

Un élément central de cette thèse sera aussi de nous questionner sur la modernité soviétique en faisant abstraction, dans la mesure du possible, des connotations idéologiques pesant sur son analyse. Le changement de paradigme politico-économique, au moins en apparence, soulève des questions qui nous paraissent centrales et prometteuses : non seulement cette thèse prétend contribuer à la conceptualisation et l'avancement des travaux sur la démodernisation, mais elle vise également à contribuer à l'avancement du savoir sur la modernité soviétique. Ainsi, cette thèse vise à offrir un regard croisé sur un changement de paradigme qui s'est opéré très rapidement, tout autant qu'à proposer une analyse de la cristallisation des problèmes soulevés par celui-ci.

Problématique

Les conséquences socioéconomiques de la modernisation sont plurielles. Comme il a été mentionné, notre démarche consiste à analyser les effets de celles-ci. Il s'agit de voir comment et dans quels contextes, ces sociétés spécifiques sont arrivées à un certain niveau de développement

⁶³ Laruelle M. et Peyrouse S. « Impact et enjeux sociaux des évolutions économiques en Asie centrale. », *Autrepart*, vol.4, n° 48, 2008, p. 13-23.

⁶⁴ Adeeb, K. (1999). *The Politics of Muslim Cultural Reform: Jadidism in Central Asia*, Berkeley : University of California Press

dans des domaines clés comme l'éducation ou la santé par exemple, pour ensuite s'interroger sur les retours en arrière qui s'y sont opérés. La concentration sur la République kirghize ne perd pas de vue que la modernisation soviétique avait une approche davantage régionale car c'est à cette échelle qu'ont été conçues les initiatives modernisatrices d'envergure, au moins dans les deux premières décennies soviétiques⁶⁵.

Notre postulat de départ est que la démodernisation va de pair avec la modernisation et plus encore qu'elle y est intrinsèquement liée. En effet, si les cinq républiques n'ont pas adopté les mêmes modèles, il est intéressant de comparer les choix qui y ont été faits et d'analyser les conséquences qui s'en sont suivies. C'est d'ailleurs ce qui a guidé notre décision de nous focaliser sur le Kirghizstan. Cette volonté répond de même à une logique d'historicisation de notre sujet. Le terme démodernisation ne répond pas, à notre sens, à un recul vis-à-vis de la modernité, mais plutôt un recul vis-à-vis de certains de ses aspects. Si une société décide, comme les Amish par exemple, de garder son mode de vie traditionnel, il ne nous semble pas pertinent de se questionner sur une quelconque démodernisation ou « retour en arrière ». C'est bien lorsqu'il y a des mesures mises en place visant à modifier fondamentalement les structures économiques et sociales comme cela a été le cas dans l'espace post-soviétique, notamment, qu'il convient de s'interroger sur leurs conséquences, qu'elles soient immédiates et directement liées aux mesures, ou qu'elles apparaissent plus tardivement à la suite de changements plus profonds. Cette thèse doit donc impérativement aussi prendre en compte différentes conceptions liées au temps en différenciant les effets conjoncturels des effets structurels par l'analyse des causes plus immédiates et des causes plus profondes. Il s'agit ainsi de débattre de phénomènes propres à la période soviétique, voire impériale, afin de mieux comprendre l'évolution historique de la société kirghize dans les années 1990. Il convient donc d'être particulièrement vigilant à différentes dynamiques qui ont coexisté et qui permettent selon nous de mesurer les réels changements opérés durant les années 1990 à l'image de la coexistence et de la concomitance de la modernisation et de la *démodernisation*.

Ainsi, comment les sociétés centrasiatiques se sont-elles modernisées sous l'influence tsariste puis surtout soviétique ? En quoi la société kirghize, dans le contexte centrasiatique soviétique, a-t-elle connu une modernisation ? En quoi celle-ci peut-elle être comparable à

⁶⁵ Narkonmats, Turkenmats, GOSPLAN etc.

d'autres formes de modernisation et comment doit-elle être perçue et conçue ? En quoi les années 1990 ont-elles été le théâtre d'un bouleversement des acquis soviétiques ? Quels en ont été les « reculs » qui nous renvoient à une démodernisation ?

Nous pensons qu'une conjonction d'éléments a mené aux développements observés dans les années 1990. Tout d'abord, le caractère impromptu de la situation géopolitique qui a mené au démantèlement de la superpuissance soviétique doit être analysé en vertu de la soudaineté et des difficultés liées à la disparition de cet ensemble dans un temps très court. Au niveau international, l'indépendance nouvelle des pays d'Asie centrale va aller de pair avec une compétition régionale⁶⁶ qui va à la fois réveiller voire augmenter des tensions liées à des questions frontalières, liées aux matières premières (y compris l'eau), mais aussi leur donner une dimension toute autre qui relèvera désormais non plus de la bonne volonté de Moscou mais aussi de ses relations avec des pays désormais souverains. Les questions liées aux minorités, à la langue, à la façon dont ces États voulaient se positionner et quelles politiques étrangères ils voulaient mettre en place doit être pris en compte afin de mesurer les dynamiques internes, comme au Kirghizstan. Les initiatives prises par les différentes puissances mondiales et régionales qui désireront s'établir comme des États partenaires et useront de différents leviers d'influences qui auront des impacts à long terme auront aussi de l'importance pour les pays de la région. Dans le contexte post-soviétique où le nationalisme ethnique aura une résonance particulière dans la construction de ces nouveaux États-nations ayant été créés sur des bases plutôt arbitraires, la question de la légitimation ethnique aura également une importance particulière. Il en est de même pour les décisions économiques, qui auront une portée sociale primordiale, et qui seront intimement liée aux décisions de politiques étrangères mais également liées au positionnement des élites souvent issues des instances dirigeantes soviétiques. Les choix effectués sont essentiels à mesurer tout comme les conditions dans lesquels ils ont été pris car ils ont eu un grand rôle et ont influé sur les développements ultérieurs dans la République kirghize. Nous ne pourrions ignorer les aspects culturels et religieux dans notre analyse, dans notre explication et notre compréhension de la démodernisation qui s'est observée, selon nous, en Asie centrale post-soviétique et au Kirghizstan tout particulièrement.

⁶⁶ Allison, R. (2008). Virtual regionalism, regional structures and regime security in Central Asia. *Central Asian Survey*, 27(2), 185-202.

Sources et méthodes

Cette thèse, étant donné son appartenance à l'histoire contemporaine, se basera sur une littérature pluridisciplinaire produite depuis le démantèlement de l'URSS, essentielle afin de percevoir les phénomènes liés à la démodernisation en cours en Asie centrale durant les années 1990. Même si les travaux historiques ont été souvent affectés par la conjoncture politique sur une longue période, ils restent utiles (à condition de savoir les lire) comme sources portant sur les politiques modernisatrices tsaristes et soviétiques et sur leurs conséquences. Beaucoup d'études sur le passage du soviétisme à l'après-soviétisme, sont interdisciplinaires. Nous aurons recours à ces travaux afin de nous aider à mieux caractériser la société kirghize soviétique à l'aube de son indépendance tout autant que pour mieux définir et analyser son penchant post-soviétique.

Nous porterons donc une attention accrue aux travaux se concentrant sur le changement de régime politico-économique et les conséquences sociales de cette transformation, ainsi que sur les travaux investiguant les mutations des systèmes de santé, d'éducation (primaire, secondaire et supérieure), sur l'état des infrastructures, sur la démographie, sur les pratiques culturelles et l'organisation sociale de ces sociétés. À titre d'indication, les statistiques de la Banque Mondiale (BM), de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD), de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), du Fonds Monétaire International (FMI), du Bureau de l'Organisation des Nations Unies pour le Développement (PNUD), du Bureau International du Travail (BIT), de l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM), les statistiques des républiques (post)soviétiques nous seront très utiles.

Avec l'objectif de répondre à notre souci d'établir le concept de démodernisation dans une démarche de conceptualisation individualisante, il nous est également nécessaire d'avoir recours et de puiser dans les nombreux travaux portant sur les théories de la modernisation. Cela nous permettra de cerner la démodernisation centrasiatique et de l'introduire dans un débat qui puisse nous permettre de mettre en évidence les liens qui peuvent exister, ou non, entre le contexte post-soviétique et le concept de démodernisation, à tout le moins au Kirghizstan.

Les théories occidentales de la modernisation datent de la fin des années 1950 et ont été développées par des auteurs issus de plusieurs disciplines, dont l'économiste et politologue Walt

Whitman Rostow⁶⁷. Souvent, on établit un lien mécanique entre développement économique et développement démocratique. Les préceptes de cette théorie ont inspiré les modèles de développement de certains États issus de la décolonisation. Nombre de pays, et non les moindres comme la RPC, se sont pourtant développés économiquement sans se démocratiser d'où plusieurs remises en question de ce paradigme. Nous aurons principalement recours aux travaux publiés depuis le tournant postmoderniste insufflé par l'entremise d'auteurs comme Inglehart⁶⁸ ou Przeworski⁶⁹ qui ont amené la notion de particularisme des processus de développement et de modernisation et fournissent des outils théoriques essentiels que nous utiliserons dans notre conceptualisation de la démodernisation.

Notre méthodologie reposera sur une analyse des différentes sources proposées précédemment afin de comprendre les enjeux liés à la transformation de la République kirghize. Notre travail comportera une importante part allouée à l'analyse d'indices quantitatifs de manière à mesurer les changements sociaux. Bien entendu, cette dimension quantitative servira à appuyer la partie qualitative, dans laquelle nous nous interrogerons sur les dynamiques observées et le lien avec modernisation et démodernisation, intimement liées⁷⁰.

Ainsi, seront analysées les données statistiques soviétiques (et autres statistiques disponibles) dès les années 1980 de sorte à pouvoir capter les changements qui s'étaient observés dès la mise en place des réformes de Gorbatchev à partir de 1985. Avec une volonté d'inscrire ce travail quantitatif dans une logique historique, nous avons eu accès à certaines sources gouvernementales soviétiques, pour tenter d'analyser les dynamiques observées et les inscrire dans le contexte politique de l'époque. Finalement, nous aurons recours à des articles journalistiques, à des travaux littéraires et à des témoignages afin de voir la réaction sociale à ces évolutions diverses. La littérature (post) soviétique nous semble en effet pertinente afin de capter certains phénomènes sociaux qui peuvent éventuellement être révélateurs des phénomènes dans

⁶⁷ Rostow, W. W. (1960). *The Stages of Economic Growth: A Non-Communist Manifesto*, Cambridge : Cambridge University Press.

⁶⁸ Inglehart, R. (1997). *Modernization and postmodernization: cultural, economic, and political change in 43 societies*, Princeton : Princeton University Press.

⁶⁹ Przeworski, A. (2000), *Democracy and development: political institutions and well-being in the world, 1950-1990*, Cambridge : Cambridge University Press.

⁷⁰ Etkind, A. et Minakov, M. (2018). Post-Soviet Transit and Demodernization. *Ideology and Politics*, 1(9), 4-13.

la région et peuvent aussi constituer une perspective intéressante dans l'analyse de la démodernisation.

Ainsi, notre partie qualitative s'appuiera sur des sources quantitatives que nous sommes allés puiser aussi bien dans la littérature produite par la recherche académique que par les organisations internationales et autres agences liées au développement, que sur des sources davantage qualitatives. L'avantage de celles-ci est qu'elles se reposent très souvent sur des archives et statistiques soviétiques – lorsqu'elles portent sur des sujets pré-1991 - auxquelles les chercheurs concernés ont obtenu l'accès, ce qui n'a pas été le cas pour l'auteur de cette thèse ; celui-ci a ainsi pu accéder à certaines informations et autres statistiques auxquelles il n'avait pas eu accès de façon directe.

C'est que mon séjour à Bichkek s'est déroulé pendant la pandémie du COVID-19 et l'accès aux archives kirghizes s'en est trouvé encore plus difficile - accès dont la logique d'attribution semble bien davantage ressembler à une loterie qu'à une procédure clairement définie. L'obtention d'un mandat de recherche pour un chercheur étranger n'était visiblement pas à l'ordre du jour. Par ailleurs, il n'est aucunement dit que d'accéder aux archives d'État kirghizes aurait bénéficié à ma recherche puisqu'il est peu probable que les archives portant sur la période d'indépendance soient déjà disponibles (impossible de vérifier ces informations). Nous avons pris rapidement conscience de cet enjeu méthodologique mais nous pensons avoir été en mesure de le contourner en portant une attention accrue à la cohérence entre les différentes statistiques et sources utilisées dans ce travail.

Le caractère très contemporain de notre sujet d'études dans un pays ayant connu une instabilité chronique ces dernières années, a rendu politique des informations, souvent peu accessibles, souvent peu communiquées, alors que la gestion des archives a beaucoup évolué durant les dernières décennies⁷¹. Pour la période postsoviétique, la même démarche sera adoptée, bien que la variété de statistiques offertes soit bien plus importante. En effet, il existe une panoplie de statistiques, qui illustre l'évolution d'une société dans tel ou tel domaine, statistiques élaborées par des organisations internationales (OI), organisations non-gouvernementales (ONG) et également provenant des gouvernements centrasiatiques.

⁷¹ Курманов, З. (2018). История Кыргызстана и текущие проблемы архивов. *Центр политико-правовых исследований*. <https://www.center.kg/article/178>

La partie qualitative se repose également sur des éléments issus des entretiens et du séjour qu'a effectués l'auteur de cette thèse au Kirghizstan entre les mois de mars et octobre 2021.

Je me suis employé, dans la mesure du possible en raison du contexte sanitaire que nous connaissons, à parcourir le plus possible le Kirghizstan – zones rurales et centres urbains de la même manière⁷² - dans une optique d'observation et d'échange⁷³. Ils ont été des entretiens non-directifs où j'abordais successivement les questions de modernisation et de démodernisation⁷⁴, de changements intervenus dans les années 1990, de la pratique religieuse ainsi que de l'accès à la santé et à l'éducation. Eu égard le sujet de ma thèse, je ciblais les personnes plus âgées qui avaient connu l'Union soviétique (40 ans et plus, même s'il est délicat de demander l'âge et que je devais souvent me reposer sur l'apparence physique).

Les entretiens se déroulaient généralement chez les gens ou dans des lieux publics (où j'évitais soigneusement qu'il y ait trop de monde présent), à la suite d'une demande spontanée de ma part (bien qu'il me soit arrivé de devoir revenir le lendemain, ce que je proposais à chaque fois par politesse quand cela était possible). Il est intéressant de constater que si les personnes étaient heureuses de me répondre, la sortie d'un microphone faisait figure de repoussoir. La prise de notes dérangeait souvent donc je les prenais à posteriori. J'ai donc rapidement dû me contenter d'entretiens informels où l'anonymat était gage de conversation.

Ce sont les hommes qui me répondaient, les femmes chuchotant le plus souvent dans l'oreille de leurs maris. Il m'a donc été plus difficile d'obtenir des informations provenant des femmes, surtout dans les communautés rurales, leurs réponses étant fort probablement modifiées par leurs proches. Outre le fait que la période soviétique résonne souvent comme une période dénuée de problèmes majeurs et où « il n'y avait pas d'inquiétude particulière au sujet du futur », elle est aussi perçue comme une période où l'activité économique n'était pas centrale à la vie des

⁷² L'auteur s'est rendu dans 5 des 7 cantons kirghizes (celui de Bishkek, où l'auteur était basé, de Chuy, de Jalal-Abad, de Osh et de Issik-Kyl) – sur les plus de 8 mois passés au Kirghizstan, l'auteur a passé près de deux mois et demi à sillonner le pays et les différents villages et villes de ces différentes régions.

⁷³ En tout et pour tout, l'auteur a effectué des entretiens informels avec plus d'une vingtaine de familles dans des échanges dits « ouverts ». L'auteur était accompagné d'une interprète (non-officielle) parlant à la fois le russe et le kirghize lorsque nécessaire.

⁷⁴ Initialement, je n'osais aborder le concept de démodernisation car je ne voulais aucunement heurter les personnes interrogées. Néanmoins, au fur et à mesure de mes discussions, à plusieurs endroits, j'ai finalement décidé d'aborder la démodernisation : les Kirghizes en général me regardaient avec un œil dubitatif lorsque je mentionnais la modernisation de leur pays depuis 1991.

gens, contrairement à la période ayant suivi l'indépendance. Les témoignages sur la difficulté d'accéder à des vivres, à des médicaments ou aux services de l'État, la violence endémique, sont autant d'éléments qui sont revenus presque systématiquement.

Également, pour la frange la plus âgée de la population, la période soviétique est perçue comme un terrain fertile en comparaisons. Les écoles et les hôpitaux fonctionnaient, mais la pratique de la religion était largement perturbée par le pouvoir en place. Les femmes travaillaient certes, mais elles ne pouvaient pas « s'occuper de leurs familles ». Il y avait le service militaire ce qui permettait une socialisation avec le reste du pays (l'URSS).

Aussi, l'atomisation de la société est un sujet récurrent : la logique de survie aura raison parfois des relations de bon voisinage. Cela serait une forme de solidarité qui aurait disparu dans le chaos des années 1990 où la survie devenait une question individuelle et familiale au dépend du groupe plus large (villageois notamment). En ce qui concerne les populations plus jeunes, je leur posais évidemment des questions du même ordre mais leurs connaissances sur la période soviétique étaient bien souvent réduites au strict minimum. Par contre, j'ai bénéficié de mes échanges avec eux dans la mesure où les perspectives sombres de leur pays et l'envie d'ailleurs semblaient consensuelles à l'exception de ceux vivant dans les zones reculées où la vie à la montagne est une évidence, un mode de vie apparemment « immuable ».

Ceci étant dit, j'ai aussi pu avoir des échanges approfondis avec des connaisseurs de la région (qu'ils soient originaires de celle-ci où que cela soit lié à leur profession ou leur sujet d'études) : l'ancien directeur de la BIRD durant les années 1990, Fernand Pillonel, le coordinateur régional (Asie centrale) de l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime, Dr. Murad Tangiev, la professeur Viktoria Ackhurina, spécialiste des questions liées à la construction des États en Asie centrale, la professeur Anja Mihr, spécialiste de la gouvernance et des droits humains, la directrice de la recherche de l'OSCE Academy, Aigoul Abdoubaetova, autant d'individus qualifiés et qui ont pu me donner des idées à la fois pour ma recherche, mais aussi pour ma façon d'appréhender mon étude de terrain au Kirghizstan. Je me suis appuyé plus largement sur le personnel de l'OSCE Academy et de l'Institut Français d'études de l'Asie centrale qui m'a donné des pistes mais également des contacts dans les différentes régions visitées. Le jury pourrait se questionner sur l'absence d'une liste officielle et d'un recueil des échanges effectués. En effet, dans le contexte de la pandémie, l'étude de terrain et la tenue

d'entretiens étaient interdits eu égard les risques sanitaires potentiels, par le Comité d'éthique auquel j'aurais dû me référer⁷⁵. J'ai tout de même décidé de partir au Kirghizstan puisqu'autrement, je n'aurais pu mener à bien ma recherche doctorale. Pour autant, le choix a été fait de mentionner quelques éléments tirés de ces entretiens sans en faire un élément central de ma thèse. J'y ai eu recours dans l'optique de démontrer que les problématiques que j'aborde dans cette thèse font effectivement parti des réalités contemporaines auxquels font face les Kirghizes. À l'image de l'accès aux archives, le contexte très particulier durant lequel s'est effectuée ma recherche a mené à des arbitrages soigneusement effectués qui, je l'espère, ne remettent pas en cause la pertinence académique de celle-ci.

Il est impossible d'établir une liste exhaustive d'indicateurs et de statistiques dont la croissance ou la décroissance seraient liées à la démodernisation. Des statistiques auxquelles nous sommes sûr d'avoir recours sont d'abord démographiques, afin d'analyser l'impact de la transition notamment sur l'espérance de vie à la naissance, le taux de mortalité (pour les hommes et pour les femmes), le taux de natalité, les statistiques liées à la malnutrition et à la prévalence de certaines maladies (comme le VIH ou la tuberculose), les données sur les flux migratoires ainsi que sur la part de la population urbaine et rurale.

D'un point de vue culturel et social, de nombreux éléments seront passés en revue. Pour ce qui est de la dimension culturelle, nous utiliserons les statistiques liées au financement culturel des États, l'évolution de la publication de livres et de brochures, l'évolution de la publication de journaux et de périodiques, le nombre de représentations théâtrales, etc. Tout ce qui touche à la vitalité culturelle, en russe et en langue locale. D'un point de vue social, nous nous pencherons sur les statistiques liées à la criminalité, au nombre de suicides, à l'inégalité des genres, à la part de la population recevant de l'aide sociale (si c'est le cas), aux statistiques sur l'alphabétisation et sur l'accès à l'éducation. D'ailleurs, nous analyserons les données portant sur l'activité scientifique et l'enseignement supérieur, notamment les fonds alloués à la recherche et au développement, le taux de publication, l'emploi dans le secteur des sciences et par champ de recherche, le salaire moyen des scientifiques pour mesurer l'état et l'évolution de la pratique scientifique dans les républiques centrasiatiques et d'autres données scientométriques. Finalement, nous envisageons de nous pencher sur des éléments liés à l'environnement,

⁷⁵ Comité d'éthique de la recherche en arts et humanités (CERAH) de l'Université de Montréal.

notamment aux travaux sur la pollution des sols et de l'air afin de voir en quoi est-ce que les conséquences de la monoculture du coton, les essais nucléaires, où l'absence ou presque de réglementations écologiques ont pu avoir un impact, avant et après le démantèlement de l'URSS, sur les populations concernées. D'autre part, la démodernisation pourrait réduire la pollution à cause de la désindustrialisation qui l'accompagne souvent.

Cet ensemble nous permettra de mieux cerner les causes directes de la transformation, plus évidentes, et celles plus indirectes et plus profondes.

Objectif et organisation de la thèse

Cette thèse s'articulera autour de quatre principaux axes. Le premier, théorique, traitera des travaux qui se sont penchés sur les différentes conceptions de la modernité et de la modernisation depuis les Lumières jusqu'à l'époque contemporaine mais également sur la lecture qui en a été faite par les États eux-mêmes dans la façon de se moderniser. Elle nous fera donc remonter aux origines philosophiques des travaux sur la façon de moderniser un État et sur la façon dont ces idées ont été reçues, débattues puis mises en place. Nous parcourrons donc un large corpus de textes tant les considérations liées à cette question ont été fertiles durant le XIX^{ème} et surtout au XX^{ème} siècle dans le contexte de la Guerre froide et des vagues successives d'indépendances liées à la décolonisation. Nous nous focaliserons tout particulièrement sur les deux modèles qui ont servi d'inspiration à une grande partie des différentes alternatives soit, le modèle dirigiste et centralisé, soviétique, de l'un, et les théories de la modernisation occidentales, de l'autre. Cela nous permettra ensuite d'inscrire et de traiter du concept-clé de cette thèse, celui de démodernisation, de sa théorisation durant les années 1990 et de la façon dont nous la concevons tout autant que de l'utilisation que nous en ferons. Ce premier axe vise donc autant à situer notre thèse au niveau théorique, à expliciter notre méthodologie et à la situer, mais aussi à expliquer la façon dont nous analyserons et étudierons la modernisation de l'Asie centrale soviétique. De même, elle vise à expliciter et justifier l'utilisation du concept de démodernisation à l'étude du territoire post-soviétique et de la République kirghize en particulier.

Le second axe visera, quant à lui, à étudier, dans une perspective historique large, la façon dont le modèle soviétique de modernisation a été conçu en Asie centrale. Cette perspective historique large s'explique par la nécessité de remonter jusqu'à la période tsariste pour établir un

état des lieux à la veille des révolutions russes et de la mise en place du régime bolchévique conséquemment à la Guerre civile et à l'instauration de l'URSS. Ce qui deviendra l'Asie centrale soviétique était auparavant dépourvu d'une organisation étatique dite moderne au regard des canons du XXème siècle. Il nous faudra donc expliquer comment les frontières et leurs différents attributs ont été élaborés, choisis et mis en place car ils ont eu une incidence à la fois sur les événements durant la période soviétique et plus encore après son démantèlement. Cela nous permettra de mieux expliquer les changements majeurs qui sont intervenus durant la période soviétique au regard de la modernisation du territoire et de la société. Cette partie s'appuiera donc à la fois sur des sources qualitatives et quantitatives avec l'objectif de faire un bilan des années soviétiques sur le territoire, l'État et la population kirghizes.

L'année 1991 est une année charnière : la superpuissance soviétique est démantelée. Cet axe se concentrera en premier lieu sur les discussions historiques ayant mené à la fin de cette entité géopolitique ainsi que sur ses différentes perceptions. Son aspect soudain et les implications plurielles du démantèlement seront explicités puisqu'ils expliquent aussi les nombreux défis auxquelles les sociétés et les États postsoviétiques ont été confrontés, les choix qui ont dû et qui seront faits ainsi que le contexte propre à leur élaboration. La focalisation se fera sur la République kirghize mais il est inévitable de prime abord de comprendre le caractère plus large de ce bouleversement. Par la suite, nous nous interrogerons sur les conséquences des choix opérés, de leurs différentes facettes et dimensions et de l'évolution de la société et de l'État kirghizes dans les années 1990. Une attention toute particulière sera portée aux éléments liés à la modernité soviétique, au particularisme de la République kirghize à l'aube de son indépendance de façon à mieux comprendre les développements ultérieurs à celle-ci. L'objectif de cet axe est d'aller puiser dans les éléments liés à la modernisation mais surtout à son penchant inverse, la démodernisation, de manière à les situer historiquement dans le dernier axe de cette thèse. Là encore, nous nous appuierons sur des sources qualitatives et quantitatives tout autant que sur les rares sources kirghizes accessibles et tout autre élément pertinent à la compréhension des années 1990 dans cette république.

Le dernier axe servira à débattre de la signification de l'évolution de la société et de l'État kirghize dans l'optique de la modernisation et de la démodernisation. Pour cela, nous nous baserons sur le résultat de nos recherches présentées dans l'axe précédent. Nous exposerons

pourquoi nous considérons que le démantèlement de l'Union soviétique a cristallisé dans la République kirghize le phénomène de démodernisation. Nous croyons aussi qu'il faille dans cette partie inscrire la démodernisation kirghize dans un cadre plus large : celui de l'espace post-soviétique. Finalement, cet axe portera sur l'implication potentielle du concept de démodernisation dans la compréhension des enjeux géopolitiques contemporains liés aux différents modèles de développement. Dans un monde hautement concurrentiel où les États les plus faibles ne sont plus seulement vulnérables aux rivalités entre les États mais où les acteurs non-étatiques tendent également à avoir une influence grandissante, en quoi le concept de démodernisation est-il pertinent à la compréhension de la réalité du XXIème siècle ? Quels liens existent-ils entre ces questions et le démantèlement de l'Union soviétique ? Quel avenir pour l'État-providence ?

Chapitre 1 - De la modernisation à la démodernisation

Durant les dernières années, alors que la puissance de la Chine s'affirme dans les différentes arènes internationales, le concept de modernisation est de nouveau mis de l'avant par les autorités de RPC⁷⁶. La « modernisation à la chinoise » serait la clé de du développement économique⁷⁷, comme en témoigne la formidable croissance économique et la diminution considérable de la pauvreté dans l'Empire du milieu lors des trente dernières années, et elle constituerait une alternative au modèle occidental⁷⁸. C'est durant la Guerre froide que la modernisation est devenue un terme, un concept et un sujet d'études incontournables de la politique internationale.

Dans ce chapitre, nous nous intéresserons à sa genèse ainsi qu'à son évolution. En effet, il existe une pléthore d'ouvrages traitant de la modernité dont elle est un dérivé, sans compter ceux qui s'intéressent à ses déclinaisons, comme de la modernisation. Or, ces termes sont difficilement définissables tant leurs perceptions et utilisations ont évolué au gré de leurs usages dans les sciences sociales et humaines. La modernité, comme la modernisation, sont particulières puisqu'elles incarnent un rapport au temps en lien à la fois avec le présent et l'avenir, mais aussi et surtout avec le progrès. Bien qu'aucune définition scientifique ne fasse consensus à ce jour, la modernité, comme la modernisation, sont des concepts intimement liés au passage du temps. L'historien Cyril Black, en 1967, estime que la modernisation

may be defined as the process by which historically evolved institutions are adapted to the rapidly changing functions that reflect the unprecedented increase in man's knowledge, permitting control over his environment, that accompanied the scientific revolution⁷⁹.

⁷⁶ Xinlu, L. (2023, 8 février). Xi Jinping hails China modernisation miracle as path for developing countries. South China Morning Post. <https://www.scmp.com/news/china/politics/article/3209450/xi-hails-china-modernisation-miracle-path-developing-countries>

⁷⁷ Ministry of Foreign Affairs of the People's Republic of China. (2023, 7 mars). Foreign Minister Qin Gang Meets the press. https://www.fmprc.gov.cn/mfa_eng/zxxx_662805/202303/t20230307_11037190.html

Ministry of Foreign Affairs of the People's Republic of China. (2023, 21 avril). Chinese Modernization : New Opportunities for the World. https://www.fmprc.gov.cn/eng/wjdt_665385/zyjh_665391/202304/t20230421_11062902.html

⁷⁸ Suisheng, Z. (2010). The China Model: can it replace the Western model of modernization? *Journal of Contemporary China*, 19(65), 419-436.

⁷⁹ Black, C.E. (1967). *The dynamics of Modernization: A Study In Comparative History*, New York : Harper and Row, 7.

Celles-ci impliquent un avenir prometteur de l'homme grâce à l'augmentation de son savoir et du potentiel qui en découle. Si, à l'instar du projet moderniste des Lumières, la modernité concerne à la base l'Homme, la Réforme, les révolutions successives de l'histoire moderne, qui visaient son émancipation, en tant que fidèle ou citoyen, il en sera de même pour les sociétés et leurs États : les hommes à l'image des sociétés dans lesquelles ils évoluent, se modernisent. La diffusion du capitalisme et de la démocratie en Occident annonçait un avenir radieux, avenir qui fut sérieusement ébranlé par la Grande Guerre, puis par la Seconde Guerre mondiale, alors même que l'entre-deux-guerres avait vu poindre de nouvelles idées qui viendraient rajouter des perspectives autres en ce qui concerne la modernité et la manière d'y accéder. Il est incontestable que l'avènement de l'Union soviétique en 1922⁸⁰ offrait déjà une sérieuse alternative au modèle occidental.

Comme nous le verrons dans la deuxième partie de ce chapitre, les travaux sur la modernisation vont progressivement s'enrichir de perspectives nouvelles et novatrices, d'origines plus variées après 1945. La compétition entre les deux superpuissances dans le contexte de la Guerre froide confirme la rivalité entre les deux modèles et l'importance stratégique du concept et des travaux qui y sont liés. La modernisation devient progressivement un outil d'influence et de rayonnement pour l'URSS⁸¹ et les États-Unis, tout comme elle inspire les politiciens et théoriciens des pays en développement qui en tirent leurs propres interprétations. Tout au long de la deuxième moitié du XXème siècle, les vagues de décolonisation et le développement économique et politique inégal des pays du monde en pleine globalisation offrent de nombreux cas d'études. Les échecs comme les réussites de certains modèles offrent toute une palette comparative qui en fait une véritable discipline des sciences humaines et sociales enrichissant de ce fait même les possibilités et les perspectives offertes lorsque l'on se questionne sur le sujet. Car les grands événements géopolitiques ayant ponctué le XXème et XXIème siècles ont souvent remis en question certains préceptes clés liés aux théories de la modernisation et notamment celui de son irréversibilité. Ce sont ces questionnements, qui ont abouti à l'élaboration du concept de démodernisation.

⁸⁰ Boris Yeltsin Presidential Library. (1922). *Declaration on the USSR foundation and the treaty was signed*. Boris Yeltsin Library. <https://www.prlib.ru/en/history/619858>.

⁸¹ Nove, A. et Newt, J. A. (1967). *The Soviet Middle East. A Model for Development?* Santa Barbara : Praeger.

Dans la dernière partie du chapitre, nous présenterons en quoi la chute de l'URSS a ouvert une nouvelle page des travaux portant sur la modernisation. Tout indiquait que « la fin de l'histoire » allait rendre caducs les modèles de développement inspirés du socialisme indiquant l'inéluctabilité d'une « grande convergence » des modèles socio-économiques. Ce bouleversement géopolitique a également causé une crise économique et sociale profonde dans les États apparus sur les anciennes frontières soviétiques. Cette période de grandes turbulences et de changements socio-économiques rapides aux nombreuses ramifications ont rendu pertinent le concept de démodernisation. En effet, l'irréversibilité de la modernisation était remise en question, tant certains acquis de la période soviétique ayant trait à l'État-providence se dégradaient. Nous terminerons ce premier chapitre en abordant en quoi la littérature post-soviétique est évocatrice du mal-être et des difficultés majeures rencontrées dans l'espace post-soviétique qui renvoient, selon nous, à la démodernisation. Ce chapitre vise à mettre de l'avant pourquoi l'Asie centrale postsoviétique est particulièrement pertinente pour se questionner sur l'évolution de ces différents concepts au XXIème siècle.

1.1 De l'idée de modernité à la modernisation

La diffusion du capitalisme et de la démocratie en Occident annonçait un avenir radieux, avenir qui fut sérieusement ébranlé par la Grande Guerre, puis par la Seconde Guerre mondiale, alors même que l'entre-deux-guerres avait vu poindre de nouvelles idées qui viendraient rajouter des perspectives en ce qui concerne la modernité et la manière d'y accéder. D'autres événements ayant ponctué le XXème et XXIème siècles ont souvent remis en question la modernité et à la modernisation. Ces questionnements sont les suivants. L'État moderne se conjugue-t-il toujours avec la modernisation ? En quoi est-ce que le démantèlement de l'Union soviétique a soulevé d'intéressantes pistes liées à ces interrogations ?

L'objectif de ce chapitre est de s'interroger sur les origines et les discussions liées à l'application de la modernité aux États, et de voir quels phénomènes associés ont été étudiés. Dans un premier temps, nous remonterons à l'élaboration et à l'origine de la modernité, apparue à la fin du XVIIIème siècle dans l'Europe des Lumières jusqu'à ce qu'elle s'applique aux États au début du XXème siècle. Dans la seconde partie, nous nous questionnerons sur les travaux sur la modernisation, liés aux développements géopolitiques entre les révolutions russes de 1917 et la

fin de la Guerre froide en 1991. Dans la dernière partie, après avoir présenté quelques pistes liées à la *démodernisation* dans le contexte postsoviétique, nous proposerons une perspective sur celle-ci à travers la littérature postsoviétique.

A) Des origines de la modernité occidentale

Les travaux des penseurs de la période des Lumières constituent encore aujourd'hui sans contredit le socle théorique des travaux sur la modernité. De Adam Smith et de l'importance de la libéralisation économique, à Jean-Jacques Rousseau et de l'importance des libertés individuelles, les bases idéologiques de la modernité occidentale proviennent de cette période faste en avancées scientifiques et intellectuelles. Or, nous interprétons la modernisation comme le résultat de la modernité. La modernisation, plus précisément, est un mot et un concept qui sont nés aux États-Unis dans les années 1950 dans le domaine de la sociologie historique. L'objectif principal, à l'origine, est d'établir des comparaisons entre le développement économique et social des différents pays, et notamment les plus avancés, et les plus reculés. Les États les plus avancés étant considérés comme modernes, et les autres « reculés » et « traditionnels » pour ne pas dire « primitifs ». ⁸²

On retrouve dès le début de sa genèse cette idée d'émancipation dans les travaux des grands penseurs des Lumières, bien qu'ils ne se soient pas tous entendus sur sa forme. Elle trouve son origine chez les penseurs des Lumières qui alliaient nature et raison dans une perspective émancipatrice, de sorte

d'unir l'homme et le monde, comme le faisait l'idée de création, plus souvent associée qu'opposée à celle de nature, mais en permettant à la pensée et à l'action humanitaire d'agir sur cette nature en connaissant et en respectant ses lois sans recourir à la révélation ni à l'enseignement des Églises⁸³.

Comme nous le verrons plus loin dans cette thèse et notamment dans le troisième chapitre, ces préoccupations philosophiques ont également été théorisées en Russie et en Chine par exemple, avec bien entendu des conceptions fondées sur leurs particularismes culturels et linguistiques à différents moments dans le temps, dès le XVIIIème siècle en Russie, puis au XIXème siècle en Chine (à l'époque moderne). La logique des penseurs des Lumières est que la société doit prendre

⁸² Hafner, U. (2009). Modernisation. *Dictionnaire historique de la Suisse*. <https://hls-dhs-dss.ch/fr/articles/015997/2009-11-10>.

⁸³ Touraine, A. (1992). *Critique de la modernité*. Paris : Fayard, 28.

le pas sur Dieu dans ce qui traite du jugement général, soit en d'autres termes, affirmer que « L'ordre social ne doit dépendre de rien d'autre que d'une libre décision humaine, qui fait de lui le principe du bien et du mal et non plus le représentant d'un ordre établi par Dieu ou par la nature »⁸⁴. Ces penseurs, comme John Locke en Grande-Bretagne, René Descartes en France ou Nicolas Copernic en Pologne trouvent dans la création d'un contrat social les germes de la modernité tout en prenant une distance avec les explications et conditions théologiques à la pensée et l'organisation humaines. Pour résumer, les penseurs des Lumières ne s'entendaient pas sur ce qu'elle était mais plus sur ce à quoi elle s'opposait :

La conception de la modernité élaborée par les philosophes des Lumières est révolutionnaire, mais elle n'est rien d'autre. Elle ne définit ni une culture ni une société ; elle anime les luttes contre la société traditionnelle plutôt qu'elle n'éclaire les mécanismes de fonctionnement d'une société nouvelle⁸⁵.

Ce sont des événements historiques subséquents, conjugués à une continuelle interrogation dans les sciences sociales, sur ce qu'est la modernité, qui aboutiront à une conceptualisation plus précise. Ces événements, les Révolutions américaine (1775-1783) et française (1789), avec l'idéal de liberté et l'octroi au citoyen (de race blanche et de genre masculin) d'un rôle prépondérant, qui vont permettre à la modernité de s'inscrire dans des cadres socioculturels. Elle se diffusera à une grande échelle notamment à travers le capitalisme et les profondes mutations socioéconomiques - notamment l'industrialisation et l'urbanisation – que celui-ci entraîna en Europe occidentale au cours de la révolution industrielle, en parallèle à la démocratisation de cette région du monde. En d'autres termes, le passage vers la modernité se traduit par une rupture avec les sociétés traditionnelles, et il s'observe notamment à travers l'émancipation de l'individu et la création de la citoyenneté. Il va sans dire que la modernité a longtemps été pensée en Occident et pour l'Occident puisqu'il n'était question au départ que de ces sociétés dans les analyses proposées. Il faut toutefois mentionner qu'en Russie tsariste, par exemple, des questionnements soient également apparus durant la même période avec des spécificités propres⁸⁶. S'il existe d'interminables débats sur la prédisposition des sociétés d'Europe à avoir été le théâtre de ce que l'on considère aujourd'hui comme des avancées, d'autres questions ont vu

⁸⁴ Touraine, A. (1992). *Critique de la modernité*. Paris : Fayard, 29.

⁸⁵ Ibid, 32.

⁸⁶ Beer, D. (2008). *Renovating Russia: the human sciences and the fate of liberal modernity, 1880-1930*, Ithaca : Cornell University Press.

le jour et notamment celle du comment rentrer dans la modernité ?⁸⁷ Les chercheurs ont commencé à se poser des questions plus précises et à élaborer des cadres afin de mesurer les avancements et de proposer des théories et des aspects qu'ils considéraient clé pour l'accès à la modernité. Les sociologues à ce titre ont joué un rôle non négligeable dans ces travaux.

Dans l'ouvrage *Modernity : Critical Concepts*, le sociologue Malcolm Waters, dans son introduction générale à l'ouvrage, souligne l'importance de la révolution industrielle pour les sociologues de la modernité. Les sociologues, selon Waters, établissent le début de l'ère moderne entre 1750 et 1820 avec les Révolutions française et américaine et surtout la Révolution industrielle au Royaume-Uni. Selon eux, l'industrialisation est la condition *sine qua non* pour la création d'un État moderne⁸⁸. En effet, la modernité comme configuration socioculturelle est constituée d'un système de production industrielle de grande échelle, mécanisée et spécialisée. Elle est caractérisée par des pratiques interpersonnelles rationnelles, calculées et basées sur des intérêts propres, des objets physiques et sociaux inscrits dans une logique mercantile. La propriété privée est aussi un aspect constitutif de celle-ci. De même, la modernité se construit sur un contrôle étatique basé sur l'approbation de la société, et non pas revenant de droit à une personne ou groupe de personnes. Elle se bâtit par des citoyens ayant des droits, par des sphères culturelles autonomes et reliées entre elles, ainsi que par des unités sociales différenciées, séparées et distinguables. Cette perspective sociologique de la modernité est importante d'une part, car elle implique certaines étapes que doit traverser une société donnée pour se moderniser, ce qui sera repris dans les travaux sur la modernisation⁸⁹ et d'autre part, car cette approche nous permet de distinguer les traits de ce que l'on appelle dorénavant l'État moderne. Pour autant, on reconnaîtra aisément le caractère malléable et difficilement définissable de la modernité lorsqu'on l'applique à un État. Dans son ouvrage, *La discordance des temps, une brève histoire de la modernité*, l'historien Christophe Charle estime que la modernité, nouveau régime d'historicité qui apparaît au tournant du XIXème, consiste en une « tension continue entre

⁸⁷ De nombreux débats, auxquels ont pris part notamment Pomeranz, Frieden et Diamond, portent sur les facteurs économiques, culturels, géographiques et autres qui auraient été des éléments essentiels et explicatifs de la révolution industrielle en Europe. Voir :Diamond, J. M. (2007). *De l'inégalité parmi les sociétés : Essai sur l'homme et l'environnement dans l'histoire*, Paris : Gallimard, Pomeranz, K. (2000). *The great divergence : China, europe, and the making of the modern world economy*, Princeton : Princeton University Press et Frieden, J. A. (2006). *Global Capitalism : Its Fall and Rise in the Twentieth Century*, New York : W. W. Norton.

⁸⁸ Waters, M. (1999). *Modernity: critical concepts, Vol.1 Critical Concepts*. New York : Routledge, xiii.

⁸⁹ Ibid.

passé, présent et futur à dessiner»⁹⁰ et résulte de ce « processus indéfini et irréversible qui marquerait une nouvelle période de l'histoire de l'humanité tournée vers le futur »⁹¹. Nous pensons que la révolution industrielle incarne bien ce tournant, dans la mesure où elle coïncide avec le progrès en tant que présent et futur, comme fin et moyen, enfin comme objectif.

Le caractère linéaire, du progrès et de la modernité ancré dans le scientisme va être sujet à d'âpres débats tout au long du XIX^{ème} et du XX^{ème} siècles. En effet,

Jusqu'au début du XX^e siècle, le scientisme a connu un grand succès dans la vie intellectuelle, jusqu'à ce que les sciences sociales, et surtout Weber en Allemagne et Durkheim en France, dont l'action fut prolongée par celles de Simiand, puis de Marc Bloch et de Lucien Febvre, rompent, au cours de débats célèbres, en Allemagne avec plus de profondeur qu'en France, avec le scientisme, qui croyait que des faits clairement établis révéleraient les lois de l'évolution historique⁹².

La modernité s'en trouvait heurtée, et d'autres voies s'ouvraient. Autrement dit, « La conception de l'histoire comme processus linéaire progressive s'est révélée inconsistante... La modernité commence à perdre foi en elle-même »⁹³. Habermas, exprime cette même idée en d'autres mots,

Enlightenment thinkers of the cast of mind of Condorcet still had the extravagant expectation that the arts and the sciences would promote not only the control of natural forces, but would also further understanding of the world and of the self, would promote moral progress, the justice of institutions and the even happiness of human beings. The 20th century has shattered this optimism⁹⁴.

La Première Guerre mondiale a considérablement ébranlé l'optimisme caractérisé par cette croyance en l'irréversible progrès vers le bien universel, tel que conçu par les théoriciens occidentaux de la modernité. Les premiers effets destructeurs de la modernité se faisaient sentir, et allaient exercer une influence considérable non seulement sur les théories liées à celles-ci, mais également en pratique, puisqu'allaient se concrétiser dans les années de l'entre-deux-guerres de nouvelles façons de concevoir la modernité. Les révolutions russes et le bolchévisme, la crise de 1929 et ses nombreuses conséquences, notamment la montée du fascisme sous ses différentes formes, allaient poser les bases des différentes conceptions de la modernité et de la

⁹⁰ Charle, C. (2011). *Discordance des temps : une brève histoire de la modernité*, Paris : Armand Colin, 18.

⁹¹ Ibid, 18.

⁹² Touraine, A. (1992). *Critique de la modernité*, Paris : Fayard, 78.

⁹³ Schabert, T. (1983). Modernité et histoire. *Diogène*, 121, 128.

⁹⁴ Habermas, J et Ben-Habib S. Modernity versus Postmodernity. *New German Critique*, 22, 9.

modernisation. C'est véritablement à la suite de la Seconde Guerre mondiale que les théories de la modernisation prendront de l'importance en dehors des cercles académiques. Nous verrons que les deux modèles les plus influents mèneront ensuite à l'apparition de nombreuses déclinaisons ailleurs dans le monde.

B) L'entre-deux-guerres, modernité et modernisation

Cette période marque un tournant, non seulement puisqu'il mènera au déclin de la domination européenne à l'échelle mondiale et à l'essor des États-Unis. Il en sera ainsi jusqu'à ce que se consolide la superpuissance soviétique. C'est ainsi que les expériences fascistes et les premières expériences de l'État-providence allaient poser de nombreuses bases comparatives et aboutir au lendemain de la Seconde Guerre mondiale à de véritables théories qui seront d'importantes « courroies de transmission » dans la guerre idéologique qui caractérisera la seconde moitié du XX^{ème} siècle.

La Grande Guerre a mené à une mobilisation massive des sociétés qui y ont participé en raison de l'effort incomparable qu'a nécessité cette guerre d'une nouvelle forme. La Grande Guerre était aussi le résultat d'une course effrénée vers le progrès qui avait commencé avec la révolution industrielle. Cette course allait continuer dans l'entre-deux-guerres alors que les États européens, déjà en plein bouleversement à l'aube de la Seconde Guerre mondiale allaient insérer une dimension sociale aux politiques publiques. Cette dernière s'immiscerait peu à peu dans les débats et gagnerait en importance. La crise de 1929 et les conséquences sociales désastreuses qui s'en suivirent marquèrent un important pas dans la prise de conscience de l'importance du bien-être collectif dans les discours politiques, et notamment aux États-Unis avec le *New Deal* de Franklin Delano Roosevelt. Cela fut aussi le cas dans les discours académiques⁹⁵, alors que les yeux se tournaient à l'Est, admiratifs des avancées soviétiques faites en un laps de temps relativement modeste, et ce, malgré les ravages humains de la collectivisation et des grandes purges : « Stalinism exerted a powerful influence over the entire world because what happened in the USSR during the 1930s seemed to be an implausible achievement in the forward march of European (universal history) »⁹⁶. Le fait que l'Union soviétique mette en place des programmes

⁹⁵ On peut notamment penser à l'ouvrage mondialement connu de Karl Polanyi publié en 1944, *La grande transformation*.

⁹⁶ Kotkin, S. (1997). *Magnetic mountain: Stalinism as a civilization*, Berkeley : University of California Press, 6.

sociaux de grande envergure rendait nécessaire une réaction des autorités des régimes parlementaires libéraux qui eux, peinaient à suivre l'importante cadence soviétique,

During the interwar period, authoritarian regimes, including the Soviet Union, proved very successful at deploying welfare measures and using a broad commitment to social welfare to enhance their legitimacy. Liberal parliamentary regimes were slower to recognize the welfare nexus, and at least initially proved less enamored of achieving it in practice⁹⁷.

Si le caractère moderne de l'URSS reste encore aujourd'hui sujet à débat tant il n'est pas évident de l'intégrer à une approche comparative en raison de son caractère particulier, il n'en reste pas moins que les politiques mises en place par les autorités soviétiques, sous l'impulsion de Joseph Staline durant les années 1930 notamment à la suite du premier plan quinquennal de 1928 ont attiré l'attention du monde en raison de son immense amplitude et de l'attrait qu'elles pouvaient exercer⁹⁸. Cela explique en partie l'importance prise par l'État-providence, ou autrement dit, la mise en place de filets sociaux et l'augmentation du rôle de l'État vis-à-vis en matière de santé, d'éducation et d'infrastructures. Il ne faut pas négliger que le dynamisme de l'Allemagne nazie⁹⁹ et de l'Italie fasciste a également suscité durant l'entre-deux-guerres à la fois de l'inquiétude et de l'admiration, et imposait donc des réactions¹⁰⁰. Il va sans dire que se côtoyaient en Europe plusieurs modèles de la modernité. Commencent à être élaborés des termes renvoyant aux réflexions nouvelles sur ces nouvelles formes de développements et de modernisation et qui nécessitent donc de nouvelles catégorisations et concepts. Particulièrement dans ce contexte où, comme nous l'avons déjà mentionné, apparaissaient les sociétés de masse qui présentaient donc des aspects nouveaux et ce dans un contexte de concurrence accrue entre les États agités par le nationalisme ethnique. Les États allaient être particulièrement attentifs à l'évolution des pays voisins à la fois dans une logique de puissance et de rayonnement mais également de légitimation interne. C'est pourquoi des termes comme anti-modernité, modernité antilibérale, modernisme réactionnaire vont parfois être utilisés, principalement pour catégoriser

⁹⁷ Kotkin, S. (2001). Modern times: the Soviet Union and the interwar conjuncture. *Kritika: Explorations in Russian and Eurasian History*, 2(1), 162.

⁹⁸ Kotkin, S. (1997). *Magnetic mountain: Stalinism as a civilization*, Berkeley : University of California Press, 30-33.

⁹⁹ Herf, J. (1986). *Reactionary modernism: technology, culture, and politics in Weimar and the Third Reich*, Cambridge : Cambridge University Press.

¹⁰⁰ Hettne, B. (2013). *Thinking about Development*, London : Zed Books.

l'Italie fasciste ou l'Allemagne nazie. Un autre exemple, qui d'ailleurs a mené à la première utilisation du terme *welfare state* par William Beveridge en 1942, visait justement à s'opposer au *warfare state nazi*¹⁰¹.

Le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale a imposé une terrible interruption à ces réalisations, et la suite des choses s'est avérée beaucoup plus claire en raison bien évidemment de la disparition de deux régimes fascistes, mais aussi eu égard la position de force à la fois des Américains et des Soviétiques au lendemain de la guerre :

Thus, what had been a competition of modernities among the American model, the British and French parliamentary-imperial models, and the various mobilizational models – whether Italian fascist, Nazi, imperial Japanese, or Soviet socialist – became by the late 1940s a competition between two stark alternatives (American-led capitalism versus Soviet socialism), notwithstanding the search for an institutionally ill-defined “third way”.¹⁰².

Avec l'appui du plan Marshall notamment, les pays de l'ouest allaient mettre l'accent sur la mise en place d'un État-providence durant l'après-guerre, jusqu'à aller défier l'URSS sur un terrain où elle avait pourtant pris de l'avance.

Les bases de la rivalité est-ouest en ce qui concerne les programmes de développement étaient établies et elles seraient une composante essentielle du conflit idéologique de la Guerre froide.

C) De la théorie de la modernisation et de l'alternative soviétique

L'après-guerre a ainsi correspondu avec la mise en place de mesures sociales à grande échelle, institutionnalisée au niveau de l'État, et ce, à l'est comme à l'ouest. Or, la fin de la Seconde Guerre mondiale a également coïncidé d'une part avec l'importance prise de l'aide au développement, et d'autre part avec l'élaboration de la théorie occidentale de la modernisation à l'ouest, et de l'équivalent soviétique à l'est¹⁰³. Chacun des modèles proposait des étapes jugées

¹⁰¹ Kotkin, S. (2001). Modern times: the Soviet Union and the interwar conjuncture. *Kritika: Explorations in Russian and Eurasian History*, 2(1), 149.

¹⁰² Ibid, 16.

¹⁰³ Olcott, M., Hajda, L. et Olcott, A. (1990). *The Soviet Multinational State: Readings and Documents*, Armonk : M.E. Sharpe.

Latham, M. (2011). *The Right Kind of Revolution: Modernization, Development, and U.S. Foreign Policy from the Cold War to the Present*, Ithaca : Cornell University Press.

nécessaires afin d'atteindre un stade ultime, de la modernité et du progrès, et qui allait rendre manifeste la rivalité entre les deux blocs aussi en ce qui concerne les théories liées à la modernisation. Du point de vue de la théorie occidentale de la modernisation, comme du côté soviétique, la marche vers la modernité était donc constituée d'étapes à suivre, bien qu'elles n'étaient évidemment pas les mêmes. Les nombreux défis liés à la reconstruction de l'Europe et de sa partie est, les vagues successives de décolonisation dans le contexte idéologiquement propice de la Guerre froide ont mené à une importante production scientifique visant à démontrer la supériorité du modèle étatique et économique occidental d'un côté, et du modèle dirigiste soviétique de l'autre. Les travaux occidentaux sur le sujet suggéraient que le développement économique, par la mise en place du libéralisme économique, impliquerait une série de changements sociaux – qui se traduiraient notamment par l'urbanisation, l'alphabétisation de la population, la mobilité sociale, l'apparition d'une société de masse et la mise en place d'une communication de masse, ainsi qu'une montée du revenu par habitant¹⁰⁴. Tout cela menant à la démocratie, et donc, à la modernité telle qu'elle était considérée aux États-Unis principalement¹⁰⁵, mais en Occident plus largement¹⁰⁶. Ainsi, lorsqu'une société répondrait à un certain cahier des charges, elle serait considérée comme moderne. Du point de vue soviétique, le rôle-clé de l'État comme garant et administrateur exclusif du politique et de l'économique faisait de la planification et de la mobilisation de masse l'élément déterminant du développement. La différence principale se manifestait dans l'absence de propriété privée, mais également et surtout par l'accent mis, à tout le moins théoriquement et lorsque cela était possible, sur l'industrialisation massive. Finalement, un point d'orgue était mis sur le développement d'infrastructures liées aux transports et à l'énergie, et par une attention particulière attribuée à l'amélioration des services sociaux offerts à la population, notamment en ce qui concerne la santé et l'éducation. C'est d'ailleurs sur ce point que la politique étrangère soviétique insistait, en

James M. et Betts, P.. (2022). *Socialism Goes Global : The Soviet Union and Eastern Europe in the Age of Decolonisation*. Oxford : Oxford University Press.

¹⁰⁴ Latham, M. (2011). *The right kind of revolution: modernization, development, and U.S. Foreign Policy from the Cold War to the present*, Ithaca : Cornell University Press, 49.

¹⁰⁵ Bien qu'elle devienne un point de comparaison privilégié dans l'élaboration de ce qu'est la démocratie, elle était toute relative alors que l'esclavage, aboli en 1865, puis les lois Jim Crow sur la ségrégation raciale (abolies en 1965) démontraient d'une « démocratie » à deux vitesses aux États-Unis.

¹⁰⁶ Martinelli, A. (2005). *Global Modernization: rethinking the project of modernity*, Thousand Oaks : SAGE, 8.

prenant pour exemple notamment, les avancées faites dans les pays du Caucase et d'Asie centrale. Nous y reviendrons amplement.

A la fin des années 1950, les différents auteurs qui ont contribué à l'élaboration de la théorie occidentale de la modernisation ont été, parmi d'autres, le professeur de science politique Seymour Martin Lipset, le sociologue Neil Joseph Smelser, et sûrement le plus connu de tous, l'économiste et historien Walt Whitman Rostow¹⁰⁷. Bien qu'apportant chacun des aspects propres à leurs disciplines, un certain consensus régnait quant au lien presque inéluctable existant entre développement économique et développement démocratique. À l'image de la modernité dans sa forme la plus ancienne, la modernisation telle qu'elle était vue au milieu du XXème siècle était fortement teintée de téléologie. Un aspect éminemment important lorsque l'on s'attarde au lien entre les théories occidentales de la modernisation et l'élaboration de la politique étrangère, et notamment aux États-Unis où cela était le plus évident, est la grande proximité entre les chercheurs et les décideurs¹⁰⁸. Qu'il s'agisse du Harvard Center for International Relations, du Social Science Research Council ou du Massachusetts Institute of International Studies, les chercheurs étaient souvent invités à travailler pour le Département d'État des États-Unis, quelle que soit l'administration en place. L'exemple le plus frappant reste fort probablement le rôle conséquent que joua Walt Whitman Rostow auprès de l'administration du président américain Lyndon Johnson, alors qu'il exerça successivement un rôle de conseiller au département d'État, Directeur de la planification politique puis député à la sécurité nationale¹⁰⁹. Son rôle a été considéré comme déterminant dans les politiques menées par les États-Unis en Corée du Sud et au Vietnam. Autrement dit, outre l'exemple de Rostow, l'influence qu'ont pu exercer les théoriciens de la modernisation sur la politique étrangère américaine est sans équivoque. Du côté soviétique, cette vision scientifique et progressive de l'histoire était partagée sans que les étapes n'étaient évidemment pas les mêmes. Bien que le lien entre les décideurs et les théoriciens soit

¹⁰⁷ Respectivement, voir l'article Lipset, S. (1959). Some social requisites of democracy : Economic development and political legitimacy. *American political science review*, 53(1), 69-105., et les ouvrages Rostow, W. W. (1960). *The Stages of Economic Growth : A Non-Communist Manifesto*, Cambridge : Cambridge University Press. Et Smelser, N. J. (1965). *Social change in the industrial revolution : An application of theory to the british cotton industry*, London : Routledge.

¹⁰⁸ Latham, M. (2011). *The right kind of revolution: modernization, development, and U.S. Foreign Policy from the Cold War to the present*, Ithaca : Cornell University Press.

¹⁰⁹ Gilman, N. (2004). *Mandarins of the future: modernization theory in cold war America*, Baltimore : The Johns Hopkins University Press, 249.

plus opaque, il existait la même préoccupation chez les décideurs politiques de faire valoir le modèle soviétique de développement, et notamment dans le tiers-monde¹¹⁰. Ce qui est sûr, c'est que le modèle libéral et capitaliste tout comme le modèle soviétique suscitaient de l'admiration et de l'envie aux quatre coins du monde. Ils étaient perçus comme l'incarnation du progrès et de la modernité, justifiant ainsi que le reste du monde se doive, s'il voulait les rejoindre, d'adopter les mêmes pratiques alors même que leurs prédispositions n'étaient pas identiques à celles de leur modèle de base de réflexion. Nous verrons dans le troisième chapitre qu'il en a été de même en ce qui concerne le marxisme-léninisme.

Il est regrettable qu'une grande partie de la littérature sur la modernisation ait jusqu'à tout récemment négligé les dimensions internationales et transnationales du développement et de la modernisation avant et après la Seconde Guerre mondiale puisque la plupart des écrits revêtaient un caractère étatsunien. Cette croyance répandue de l'exceptionnalisme de leur pays a fait en sorte qu'il n'y ait pas de lien entre les discours coloniaux et postcoloniaux européens et le discours modernisateur américain¹¹¹. Cette sémantique de la modernisation a pendant longtemps été réservée et utilisée en Occident, puisque jusque dans les années 1970, ce domaine de recherche était principalement le fait de chercheurs étatsuniens et occidentaux. Ainsi,

The United States, the "first new nation" has come to play a role approximately comparable to that of England in the seventeenth century. America was fertile soil for both the democratic and industrial revolutions and for combining them more intimately than had been possible in Europe¹¹².

C'est pourquoi la sémantique de la théorie occidentale de la modernisation était différente de celle soviétique, puisqu'il fallait marquer une différence à la fois dans les façons de faire, mais également de dire. Cette précision vise à souligner le lien important et stratégique qui allait unir dans les décennies suivantes les travaux académiques traitant du développement et de la modernisation d'où qu'il vienne avec la politique étrangère dans le contexte idéologisé de la

¹¹⁰ Allison, R. (1988). *The Soviet Union and the strategy of non-alignment in the Third World*, Cambridge : Cambridge University Press.

¹¹¹ Unger, C. R. (2010). *Histories of Development and Modernization: Findings, Reflections, Future Research*. H / SOZ / KULT Kommunikation und Fachinformation für die Geschichtswissenschaften <http://www.hsozkult.de/literaturereview/id/forschungsberichte-1130>, 13.

¹¹² Arnason, J.P. (2000). Communism and Modernity. *Daedalus*.129(1), 61-90.

Guerre froide¹¹³. Comme nous l'avons vu dans cette première partie, idées, évènements historiques et rivalités hégémoniques sont les trois ingrédients qui ont fait de la modernisation un concept incontournable du XXème siècle.

1.2 De remise en question en remise en question

Cette partie passera en revue l'évolution des travaux sur la modernisation à partir des années 1960. La décolonisation et des évènements politiques subséquents allaient modifier la donne en ce qui concerne les théories, ainsi que la façon dont elles allaient affecter les politiques modernisatrices aux quatre coins du monde. Ainsi, nous verrons en quoi les premiers travaux occidentaux et, en particulier, américains sur la modernisation ont évolué, quelles en ont été les critiques et comment de nouveaux courants sont apparus. Nous porterons aussi une attention toute particulière aux développements géopolitiques, et ce, jusqu'à la chute de l'Union soviétique, consolidant par conséquent le modèle issu du consensus de Washington en raison de la disparition de l'alternative soviétique.

A) Des limites de la théorie occidentale et de la mondialisation des travaux sur la modernisation

Pendant les années 1960 et 1970, la décolonisation en cours et les difficultés rencontrées par les pays nouvellement indépendants ont convergé vers une remise en cause de la théorie occidentale de la modernisation. En effet, « les caractéristiques de l'école américaine de la modernisation de l'après-guerre, parce qu'elle reste bien le fondement de la vision dominante du développement jusque dans la première décennie du XXIe siècle »¹¹⁴ n'avaient pas été à la hauteur, comme le démontraient, par exemple, les difficultés rencontrées par les pays nouvellement indépendants dans leur développement économique aussi bien que politique, que cela soit en Amérique latine ou en Afrique. En Asie de l'est, les réussites économiques des tigres asiatiques, qui n'étaient pas pour l'heure couplées à une démocratisation, illustraient les limites des recoupements faits entre développement économique et démocratique par les premiers

¹¹³ La sémantique liée à la modernisation sera parfois considérée comme hypocrite pendant la Guerre froide alors que l'on finançait davantage des régimes sympathisants (et dictatoriaux) de sorte à éviter la montée de partis socialistes (nous pouvons penser ici au Chili et à l'assassinat de Salvador Allende en 1973).

¹¹⁴ Peemans, J.-P. (2007). Le rôle de la modernisation dans les rapports entre impérialisme, capitalisme et développement. *Cahiers Marxistes*, 236(2), 2.

théoriciens de la modernisation. C'est également le moment où sont apparues les théories dites du développement, du centre-périphérie, qui proposaient des perspectives critiques des modèles de développement. Il n'est donc pas étonnant que les remises en question et les travaux sur le développement et la modernisation en général se soient véritablement portés sur des régions du monde qui n'avaient que peu compté dans les débats jusqu'alors. Dans les mêmes années, on observe une recrudescence du rayonnement de l'Union soviétique, notamment en Amérique latine¹¹⁵, et en Afrique¹¹⁶, où apparaissent assez clairement des formes hybrides de modernisation, alors même que le mouvement des non-alignés se constituait en 1961 et gagnerait en ampleur sur la scène internationale. Un aspect éminemment distinctif des manières de voir et d'élaborer les politiques modernisatrices en Union soviétique, en faisant abstraction de son caractère révolutionnaire, est également et surtout le rapport entretenu avec l'Occident. Un rapport paradoxal sera de mise puisque, bien que l'Occident soit un contre-exemple des objectifs affichés par les penseurs soviétiques, ce sera néanmoins la base de comparaison privilégiée de l'appareil soviétique dans la mise en place de ses politiques¹¹⁷. Or, ceci est d'autant plus pertinent en prenant l'exemple du Kenya, par exemple, où il a été constaté que les lignes de démarcation entre les deux modèles n'étaient pas si fortes, et qu'au contraire, d'aller puiser dans l'un et l'autre était une chose bien plus courante que généralement admise. L'arbitrage entre la volonté de croissance économique et le besoin de fournir des programmes sociaux posait un problème complexe nécessitant de puiser dans les différents modèles afin de répondre à des défis propres à certaines sociétés :

The only permanent solution to all of these problems rests on rapid growth... If Africanization is undertaken at the expense of growth, our reward will be a falling standard of living; if free primary education is achieved by sacrificing growth, no jobs will be available for the school-leavers. Growth, then, is the first concern of planning in Kenya¹¹⁸.

¹¹⁵ Gilman, N. (2004). *Mandarins of the future: modernization theory in cold war America*, Baltimore : The Johns Hopkins University Press, 234.

¹¹⁶ Speich, D. (2009). The Kenyan Style of "African Socialism": Developmental Knowledge Claims and the Explanatory Limits of the Cold War, *Diplomatic History*, 33(3), p. 449-466.

¹¹⁷ Arnason, J. (2000). Communism and Modernity. *Daedalus*, 129(1), 61-90.

¹¹⁸ Speich, D. (2009). The Kenyan Style of "African Socialism": Developmental Knowledge Claims and the Explanatory Limits of the Cold War. *Diplomatic History*, 33(3), 458.

Des observations du même acabit ont aussi été faites en Iran par exemple¹¹⁹, où le modèle de développement a été imaginé en s'inspirant de différents courants, tout en étant également influencé par les développements géopolitiques jusqu'à nos jours.

Les trajectoires énumérées ci-dessus soulignent que le lien censé être inéluctable entre développement économique, avancées sociales et développement démocratique n'était pas valide, comme l'ont démontré les travaux produits à la fin des années 1960, entre autres, de Samuel Eisenstadt et de Samuel Huntington¹²⁰. Une véritable prise de conscience quant à de nécessaires ajustements et à une plus grande prise en compte de la diversité des sociétés avant de proposer des plans de développement et de modernisation commençait à voir le jour. Cela était déjà le cas en Union soviétique, voire en Russie impériale, notamment par rapport à la marche à suivre eu égard le Caucase et l'Asie centrale¹²¹. Dans le tiers-monde, des hommes d'États comme Nehru en Inde, Nasser en Égypte ou N'Krumah au Ghana vont insister sur le particularisme de leurs pays, cultures et histoires. À l'image de l'école de la dépendance durant les années 1960, qui voyait à travers le prisme de la modernisation une certaine réplique de la forme de domination propre aux sociétés capitalistes¹²², les pays en développement et leurs leaders voulaient tracer leurs voies propres de développement, tout en tentant de trouver un juste milieu entre les deux blocs. Si l'initiative était prometteuse, elle n'aura pas réellement eu d'impact du point de vue du développement puisque les États se sont souvent résolus à se ranger du côté d'un bloc ou de l'autre, alors même que cette arène était un terrain de jeu pour les deux superpuissances¹²³. On commence alors à considérer que le caractère prophétique de la théorie de la modernisation est définitivement chose ancienne. Dans le même ordre d'idées, le modèle soviétique, maoïste, ou kéraliste sont des alternatives qui créent une émulation au sein des chercheurs académiques sur le sujet, qui augmentent les perspectives comparatives et permettent de remettre en cause certains

¹¹⁹ Tazmini, G. (2012). *Revolution and Reform in Russia and Iran*, London : Tauris.

¹²⁰ Voir notamment respectivement les ouvrages : Eisenstadt, S. N. (1966). *Modernization - Protest and change*, Upper Saddle River : Prentice-Hall et Huntington, S. P. (2006). *Political order in changing societies*. Yale University Press.

¹²¹ Hirsch, F. (2014). *Empire of Nations: Ethnographic Knowledge and the Making of the Soviet Union*, Ithaca : Cornell University Press.

¹²² Rist, G. (2014). *The history of development: from Western origins to global faith*, London : Zed Books.

¹²³ Allison, R. (1988). *The Soviet Union and the strategy of non-alignment in the Third World*, Cambridge : Cambridge University Press.

préceptes de la théorie de la modernisation, notamment en ce qui a trait au lien entre le développement économique et la démocratie, ainsi que le caractère universel du progrès. La modernisation et sa théorie classique sont avant tout américaines et se basent sur des expériences occidentales, qui, comme pour la modernité, étaient devenues un modèle proposé au reste du monde sans grande considération pour les différences majeures qui pouvaient exister entre les différents pays concernés,

despite its direct reference to European societies, it progressively covers, with various rhythms and sequences, the entire world, inserting itself more or less forcefully into a unique global system, that appears today at the birth of the millenium strongly interdependant from an economic point of view and closely related from a cultural one¹²⁴.

Si Martinelli prend acte, en 2005, de cette réalité, il n'en reste pas moins que les alternatives à ce modèle et l'importante production scientifique sur la modernisation contribuent au maintien des débats sur la modernisation pendant toute la seconde moitié du XXème siècle.

De fait, même si les années 1970 et 1980 marquent un coup d'arrêt à la théorie classique de la modernisation d'un point de vue académique, elle reste un élément clé dans la quête de légitimité des pays en développement et un outil d'influence pour les grandes puissances,

La séduction exercée par la théorie de la modernisation s'expliquait de deux manières : pour les pays du Nord, elle justifiait la poursuite des politiques menées jusqu'alors, privilégiant la croissance interne et l'aide internationale afin de contrecarrer les ambitions communistes ; pour les pays du Sud, elle constituait la promesse d'un avenir meilleur confié à la nouvelle classe dirigeante qui, tout en s'enrichissant, multipliait les signes de l'occidentalisation¹²⁵.

Du côté soviétique, malgré un certain prestige lié à l'immense effort de guerre fourni, les premières ombres au tableau commençaient à planer en raison de l'immense coût humain des réformes soviétiques qui commençaient à être connues en Occident et ailleurs, notamment en ce qui concerne la collectivisation des terres et le système du goulag. D'autres aspects continuaient à susciter de l'admiration et à être dépeints sous une lumière positive, à l'image de la publicité positive faite à des projets monumentaux comme celui de Magnitogorsk, à travers les nombreux exploits sportifs de ses athlètes, ainsi qu'à travers les progrès scientifiques et notamment liés à

¹²⁴ Martinelli, A. (2005). *Global modernization : Rethinking the project of modernity*, Thousand Oaks : SAGE, 10.

¹²⁵ Rist, G. (2014). *The history of development: from Western origins to global faith*, London : Zed, 178.

l'exploration spatiale, la recherche fondamentale, et certaines figures de proue artistiques et culturelles. L'arrivée en 1953 de Nikita Khrouchtchev au pouvoir et la politique de la déstalinisation allaient certes nuancer la vision négative de l'URSS – en Occident principalement –, mais l'utilisation de la violence en 1956 et en 1968 notamment, sans compter la perspective nouvelle offerte par la République populaire de Chine¹²⁶, ou encore par l'expérience yougoslave, allaient encore une fois vers un élargissement du spectre des comparaisons. Alors que les maux économiques et sociaux de l'URSS commençaient à devenir évidents dans les années 1970 et 1980, et malgré son prestige encore important, notamment en Afrique et dans le tiers-monde, l'ouverture des champs comparatifs dans tous les travaux sur le développement et la modernisation ouvraient de nouvelles perspectives. Les événements des années 1990, et l'avènement du postmodernisme en sciences sociales allaient avoir une influence importante sur les travaux sur la modernisation en lui donnant un second souffle.

B) Postmodernisme et la fin de l'Union soviétique

Le démantèlement de l'URSS a créé de nouvelles perspectives de recherches sur la modernisation puisque l'apparition et la réapparition de quinze nouveaux États ouvraient de nouvelles voies comparatives, comme ce fut le cas quelques décennies auparavant avec les pays issus de la décolonisation. Le changement majeur allait résider dans la perspective qui allait dorénavant être privilégiée, celle du postmodernisme, et ce, surtout par les sociologues de la modernisation¹²⁷. Les auteurs, parmi lesquels Inglehart et Baker et ou Przeworski¹²⁸, ont amené la notion de particularisme des processus de développement et de modernisation, dans la même logique que celle de Eisenstadt et celles des multiples modernités. Dans cette optique, plusieurs indicateurs et concepts visant à aider la compréhension et la mesure plus inclusives des efforts de modernisation et de développement des différents pays ont été théorisés, comme l'Indice de Développement Humain (IDH) par exemple. Ceci a mené à des débats sur la modernisation dans

¹²⁶ Chen, Z. (2010). La voie chinoise de développement. *Études internationales*. 41(4), 455-483.

¹²⁷ Martinelli, A. (2005). *Global Modernization: rethinking the project of modernity*, Thousand Oaks : SAGE, 84.

¹²⁸ Respectivement, voir notamment l'article Inglehart, R., & Baker, W. E. (2000). Modernization, cultural change, and the persistence of traditional values. *American sociological review*, p. 19-51 et Przeworski, A., Alvarez, M. E., Cheibub, J. A. et Limongi, F. (2000). *Democracy and development : Political institutions and well-being in the world, 1950-1990*, Cambridge : Cambridge University Press.

la mesure où la pluralité des parcours allait inciter les chercheurs à s'interroger sur les différentes formes de modernité et de modernisation.

Le cahier des charges se trouvait complexifié, tout autant que les perspectives comparatives. Ces nouveaux indicateurs permettent donc de recueillir des informations liées à la santé, à la science, aux inégalités pour mieux percevoir les différentes dynamiques internes aux sociétés. Ainsi on peut mieux les comparer. Évidemment, l'État tient un rôle central, que cela soit comme acteur et unité d'analyse à la fois. À partir des années 1990, les études de la modernisation vont porter plus d'attention à l'évolution des sociétés occidentales, qui connaissent des changements importants depuis le choc pétrolier de 1973, alors que la désindustrialisation se conjugue avec l'apparition de sociétés de services qui suscitent de nouvelles interrogations chez les chercheurs. Alors que l'une des caractéristiques primordiales de la modernisation était l'industrialisation des sociétés, les études allaient se concentrer sur d'autres phénomènes.

The rise of advanced industrial society leads to another fundamentally different shift in basic values – one that de-emphasizes the instrumental rationality that characterized industrial society. Postmodern values become prevalent, bringing a variety of societal changes, from equal rights for women to democratic political institutions and the decline of state socialist regimes¹²⁹.

C'est la raison pour laquelle les années 1990 et 2000 ont vu la production d'une littérature scientifique fertile tout comme cela avait été le cas durant les vagues de décolonisation, nécessitant, une fois encore, de nouveaux concepts et de nouvelles catégorisations. Ceci explique et met en évidence la vitalité comme l'intérêt suscités par les recherches sur la modernisation durant cette période tout autant que cela justifie l'intérêt de notre démarche et d'un concept comme la démodernisation, apparu durant la même période.

À l'image des historiens indiens du mouvement des subalternes qui se sont interrogés sur le caractère occidental de la modernité, la littérature sur la modernisation s'est diffusée dans plusieurs régions du monde. Ces travaux issus du « reste du monde » traitent de la modernisation en travaillant bien sûr sur les particularismes de chaque structure étatique et sociale, et sur la manière la plus à même de se moderniser sans pour autant renier ses propres particularités culturelles. Il est clairement établi depuis l'apparition des théories marxistes de la modernisation

¹²⁹ Inglehart, R. (1997). *Modernization and postmodernization: cultural, economic, and political change in 43 societies*, Ithaca : Princeton University Press, 6.

au XIXème et XXème siècle qu'il n'y pas de chemin unique à suivre pour se moderniser. C'est beaucoup plus récemment, durant les années 1990 notamment, que l'analyse du contexte local est devenue centrale.

C) Du consensus de Washington

Outre l'ouverture de nouvelles perspectives comparatives, le démantèlement de l'URSS a également été concomitant à la disparition d'une alternative qui, bien qu'elle soit tombée en désuétude dans les années 1980 et 1990, continuait d'avoir un certain prestige dans les pays en développement. Le discours et les pratiques liées au développement, et malgré la vivacité renouvelée des débats sur la question, allaient devenir fortement influencées par le consensus de Washington, et dont les têtes de proue avaient été la Première ministre britannique Margaret Thatcher du Royaume-Uni (1979-1990) et le président des États-Unis Ronald Reagan (1981-1989)¹³⁰. Allaient apparaître, autant dans les débats académiques que dans le vocabulaire utilisé par les grandes organisations internationales, des expressions comme « thérapie de choc », qui étaient fortement inspirées par les dix étapes clés du consensus de Washington, censées permettre à une société de « rattraper son retard » par la mise en place de ses réformes, mettant un accent important sur la notion de croissance économique¹³¹. La baisse, voire le retrait, des barrières tarifaires afin d'ouvrir l'économie de ces pays à des investissements directs de l'étranger, mais surtout, la diminution importante du budget étatique, ou autrement dit un désengagement de celui-ci à travers des réformes fiscales, visaient à « assainir » c'est-à-dire à diminuer les dépenses tout en ouvrant l'économie de ces pays à des investissements directs de l'étranger – le retrait de l'État conjugué à l'ouverture du pays aux investissements étrangers permettrait de mettre en place une économie concurrentielle où le marché se régulerait de lui-même. Devait s'en suivre une croissance économique, recette supposée pour que les sociétés concernées rattrapent leur retard¹³²¹³³. Or, cela a rarement été le cas, et c'est peut-être l'une des raisons pour laquelle les

¹³⁰ Gilman, N. (2004). *Mandarins of the future: modernization theory in cold war America*, Baltimore : The Johns Hopkins University Press, 205.

¹³¹ Berr, E. et Combarous. F. (2004). L'impact du consensus de Washington sur les pays en développement : une évaluation empirique. Centre d'Économie du Développement. Université Montesquieu-Bordeaux IV. <http://reparti.free.fr/berr2004.pdf>, 2-4.

¹³² Ibid, 10-13.

¹³³ L'ouvrage Chang, H.-J. (2002). *Kicking away the ladder : Development strategy in historical perspective*, New York : Anthem Press, propose une intéressante analyse de ces dynamiques.

préceptes du développement ont récemment été remis en question par l'Organisation de Coopération et de Développement Économique¹³⁴. Ainsi, alors que les années 1990 allaient voir, à la surprise générale, l'Union soviétique s'effondrer, disparaissait non seulement une superpuissance, mais aussi une alternative face à la suprématie croissante du consensus de Washington dans les discours liés aux politiques de développement. L'espace postsoviétique est révélateur en regard du contexte dans lequel ont émergé quinze nouveaux États : celui d'une crise économique et politique sans précédent, et qui requéraient donc des fonds pour mettre en place leur souveraineté alors même que leur principal argentier, la dorénavant Fédération de Russie, était dans un marasme économique d'envergure.

Les conséquences du démantèlement de l'Union soviétique sont donc multiples. S'il est plus souvent admis, comme nous avons pu le voir, que les structures étatiques des républiques soviétiques n'étaient pas pour ainsi dire modernes, selon le prisme occidental, en raison de l'absence évidente de libertés individuelles et de démocratie, certains autres aspects eux, l'étaient sans conteste. En effet, les progrès qui avaient pu être faits pendant la période soviétique concernaient notamment la science, la culture, l'éducation et la santé. Ceux-ci peuvent expliquer en grande partie les mesures prises dans les pays occidentaux concernant le développement de l'État-providence. Or, d'importantes mutations ont eu lieu dans la plupart des États postsoviétiques, et particulièrement dans les domaines clés que l'on vient de citer, et ce, notamment en raison de l'important désengagement de l'État que requéraient les bailleurs de fonds afin de prêter, mais également pour plusieurs autres raisons que nous aborderons dans la dernière partie. Il faut néanmoins garder à l'esprit que les États baltes, non exempts de secousses socio-économiques importantes durant leur transformation, ont reçu un appui politique et économique massif dans le cadre de leur candidature à l'Union Européenne (UE). Cela témoigne sans doute d'une transformation réussie eu égard le cahier des charges complet et complexe auquel doit répondre tout État se désirant de se joindre à l'UE. Il ne faut toutefois pas négliger l'impact qu'a pu avoir une « fuite des cerveaux »¹³⁵, notamment une importante émigration des populations jeunes et diplômées vers les pays nordiques, et les tensions politiques persistantes

¹³⁴ Gurría, J.A. (2017). Orientations stratégiques du secrétaire général. *Organisation de Coopération et de Développement Économiques*. <http://www.oecd.org/fr/apropos/secretairegeneral/C-MIN-2017-1-FR.pdf>

¹³⁵ Kristapsons, J., Martinson, H. et Dageyte, I. (2000). *Baltic R&D System In Transition Experiences and Future Prospects*, Riga: Zinātne, 86.

notamment en Estonie et en Lettonie entre les populations autochtones et « russes » notamment découlant du nationalisme ethnique estonien et letton¹³⁶. Également, le « passage à l'ouest » des républiques baltes a été facilité par l'aide massive de la part de l'Union européenne (UE). Les autres États post-soviétiques ont été loin de pouvoir se targuer d'un tel apport financier et humain afin de transformer leurs États. D'ailleurs, à l'exception balte qui, ne nous l'oublions pas, a aussi connu des années 1990 particulièrement éprouvantes, l'espace postsoviétique a été le théâtre, encore une fois, de bouleversements sociaux d'une grande envergure.

Le concept de démodernisation a peu à peu pris de la place dans les débats académiques durant cette même décennie, bien que de nombreux aspects de ce concept restent à débattre. L'un des premiers auteurs à introduire la démodernisation est Alain Touraine en 1997 dans son ouvrage *Pourrons-nous vivre ensemble ?* où il estime que les logiques de production sont de moins en moins en position d'influer sur l'économie, créant ainsi des replis identitaires pouvant aboutir à une certaine désintégration de nos sociétés¹³⁷. Alors que l'économie se délitait et que le système politique soviétique avait perdu toute légitimité, ce même danger planait sur l'ex-URSS. L'apport incontestable de Touraine est d'entrevoir certains déséquilibres propres aux sociétés les plus développées et qui préfigurent d'importantes mutations dont les conséquences peuvent être dommageables. L'historien Stephen Cohen utilise également le concept de démodernisation à la fin des années 1990 afin de qualifier ses observations de l'espace postsoviétique, et notamment de la Russie¹³⁸. Plus récemment, dans l'article « La démodernisation en marche », Yakov Rabkin, Samir Saul et Alberto Rabilotta décrivent la démodernisation comme « la dégradation des conditions matérielles et culturelles dans une société moderne et le retour à des formes de vie plus anciennes et primitives, accompagnés d'une montée de plusieurs types d'irrationalité et de "la régression de la pensée et de l'organisation sociale" »¹³⁹.

Les travaux sur la démodernisation ont continué à être écrits au cours des dernières années. Une distinction importante dans le contexte post-soviétique doit être apportée eu égard à la

¹³⁶ Ozolins, U. (2003). The Impact of European Accession upon Language Policy in the Baltic States. *Language Policy*, 2(3), 217-238.

¹³⁷ Touraine, A. (1997). *Pourrons-nous vivre ensemble ? : égaux et différents*, Paris : Fayard.

¹³⁸ Cohen, S. F. (2000). *Failed Crusade. America and the Tragedy of Post-Communist Russia*, New York : W.W. Norton & Company.

¹³⁹ Rabilotta, A., Rabkin, Y. et Saul, S. (2013). La démodernisation en marche. *Revue internationale et stratégique*, 92(4), 41.

différence entre démodernisation et désindustrialisation, l'industrie étant l'un des objectifs majeurs de la modernisation pour les Soviétiques. Comme l'explique Yakov Rabkin, la désindustrialisation concerne un processus rapide de changement économique et social menant à la disparition – ou la réduction drastique – de l'activité et la capacité industrielle¹⁴⁰. La démodernisation, quant à elle, « implies lasting degradation of material, health, and cultural conditions in a formerly modernized society, a return to “premodern” forms of life and collective identities »¹⁴¹. Si les deux phénomènes vont souvent main dans la main, la désindustrialisation ne mène pas forcément à la démodernisation. À la suite des chocs pétroliers, certaines économies européennes comme la France ou l'Italie ont largement misé sur les délocalisations afin de diminuer leurs coûts de production industrielle : leurs économies se sont tertiarisées sans pour autant que l'on constate les éléments propres à la démodernisation que l'on a mentionnés précédemment.

La démodernisation, également, ne doit pas être perçue comme forcément antinomique à la modernisation puisque ces deux phénomènes sont souvent indissociables particulièrement, comme nous le verrons, dans le contexte centrasiatique des années 1990. Après le choc des indépendances et la crise socio-économique majeure de la première moitié de la décennie, la plupart des pays vont renouer avec la croissance, certains avec le développement de sociétés civiles et même se démocratiser (nous pensons ici au Kirghizstan durant sa première décennie d'indépendance), des éléments liés au cahier des charges classique de la modernisation occidentale. La démodernisation peut être forcée ou imposée de l'extérieur, tout comme elle peut être causée par des changements politiques internes à un État, voire des désastres naturels bouleversant complètement l'organisation sociale et économique d'une société donnée. Là encore, il convient de préciser qu'une conjonction de facteurs, internes et externes, peut intervenir dans la cristallisation du phénomène de démodernisation.

Toutefois, dans le contexte de la globalisation au XX^{ème} siècle, il est évident que les facteurs externes jouent un rôle sur le phénomène de démodernisation. À quelques exceptions près, même les États les plus reclus comme la Corée du Nord sont impactés par les développements économiques extérieurs. Quoi qu'il en soit, dans le contexte post-soviétique, le

¹⁴⁰ Rabkin, Y. et Minakov, M. (dir.) (2018). *Demodernization. A Future in The Past*, Stuttgart : Ibidem, 23.

¹⁴¹ Ibid, 24.

virage à 180 degrés vers une libéralisation de l'économie a ouvert cet espace aux aléas de l'économie internationale. Pour reprendre l'analyse de Sergei Ordenov et Hanna Kleshnia, « demodernization is a form of transformation that allows traditionalist societies to adapt to the economic demands of the global world-system without carrying out structural changes in the social system »¹⁴². Par ailleurs, le cas de l'Asie centrale post-soviétique est d'autant plus pertinent que des sociétés qui ont été modernisées par presque 70 ans de soviétisme ont renoué avec certaines pratiques traditionnelles, tout en s'intégrant au système global. Une hybridité entre modernisation et démodernisation a donc été à l'œuvre bien que nous considérons que la démodernisation a largement pris le dessus. L'apparition massive d'inégalités, l'affaiblissement de l'État-providence, l'installation d'une crise économique et sociale aux conséquences particulièrement néfastes sur les populations concernées en termes d'indicateurs de développement et démographiques, le retour à des formes d'organisation traditionnelles, sont autant de phénomènes qui seront discutés et analysés.

Quels faisceaux d'indices permettent de parler de démodernisation ? Il conviendra de porter une attention particulière à la temporalité dans l'analyse de la démodernisation, chaque crise, transition, ou guerre, apportant son lot de secousses socio-économiques temporaires.

Les conséquences sociales datant de la transition ont été très difficiles pour les populations concernées, autant en termes d'éducation, de santé, de culture, d'emploi, et d'inégalités, particulièrement en Asie centrale¹⁴³. Peut-on penser que cela est lié aux choix politiques et économiques effectués durant la transition par ces pays ? Est-ce aussi dû à l'absence de renouvellement politique, ou à la culture politique de ces pays ? La manne constituée de rentes naturelles importantes, notamment au Kazakhstan et en Ouzbékistan, a-t-elle profité à la population comme cela a été le cas de la Lybie de Kadhafi ? Où est-ce l'ensemble de ces facteurs conjugués, sans compter l'importante émigration des personnes les plus qualifiées comme de la perte des subsides soviétiques ? L'émigration massive des allophones¹⁴⁴ après 1991 en Asie centrale a-t-elle été une cause de démodernisation ou une conséquence ? Est-ce dû à l'absence

¹⁴² Ordenov, S. S., & Kleshnia, H. M. (2019). Demodernization as a hybrid form of modernization of traditionalist society in the globalized world. *Humanities & Social Sciences Reviews*, 7(4), 1241-1247, 1246.

¹⁴³ Laruelle, M. et Peyrouse, S. (2008). Impact et enjeux sociaux des évolutions économiques en Asie centrale. *Autrepart*, 48(4), 13-23.

¹⁴⁴ Tout au long de cette thèse, nous entendrons par allophones l'ensemble des peuples provenant des parties de l'URSS non centrasiatiques.

d'emplois et l'incertitude du futur et à la dégradation des conditions des pays post-soviétiques et en Asie centrale en particulier ? Ou est-ce lié à la volonté de quitter le nouvel État dès lors que les conditions politiques le permettent ? Ainsi, la temporalité, l'établissement des causes pour mieux comprendre les conséquences sont préalables aux discussions sur la démodernisation. S'il semble aisé à la lecture d'indicateurs d'observer une détérioration dans tel ou tel domaine, il l'est beaucoup moins de l'inscrire dans un tout cohérent, ce qui nécessite de garder en permanence à l'esprit la primauté du contexte afin de saisir les spécificités permettant de parler de démodernisation. Beaucoup de recherches spécifiques doivent être menées afin de mieux quantifier et qualifier ce qu'est la démodernisation dans le contexte postsoviétique. Les développements ayant eu cours dans cette région durant les années 1990 sont intéressants aussi, car ils permettent de mieux comprendre l'incidence du recul de l'État-providence, à l'image de ce qui s'est passé dans plusieurs pays d'Amérique latine durant les dernières décennies.

1.3 Des lendemains qui déchantent dans le territoire postsoviétique

La disparition de l'alternative soviétique, aussi soudaine eut-elle été, n'a pas manqué d'avoir des conséquences d'envergure non seulement pour les sociétés concernées mais également à l'échelle mondiale. Dorénavant décrédibilisé et délégitimé, le modèle soviétique n'avait plus lieu d'être exporté. La *perestroïka* laissait déjà présager un alignement vers une certaine libéralisation de l'économie. Les années 1990 dans l'espace postsoviétique ont été le théâtre d'une libéralisation massive. L'espace postsoviétique a été un laboratoire en ce sens que dans un temps extrêmement réduit, s'est observé un changement radical de modèle avec une importante montée des inégalités¹⁴⁵. Dans cette partie seront discutés les enjeux liés à la disparition du soviétisme, certaines réactions issues du monde postcommuniste, tout en gardant à l'esprit les implications à l'échelle globale de ce nouvel ordre géopolitique.

Les bouleversements liés à la disparition de l'Union soviétique, à la fois endogènes et exogènes, continuent d'attirer l'attention des chercheurs tant plusieurs phénomènes, singuliers, remettent en cause certains préceptes, ou à tout le moins les remettent en question. L'espace postsoviétique a été affligé d'une crise sociale sans précédent, alors même que les acquis de la

¹⁴⁵ Gouline, K. et Iline, V. (2005). Le niveau de vie en Russie 1991-2004. Des inégalités croissantes. *Le Courrier des pays de l'Est*, 1051(5), 56.

période soviétique faisaient parfois concurrence à ceux du monde occidental, et ce, malgré des conditions de vie en deçà de ce qui se trouvait de l'autre côté du rideau de fer. Il faudrait se référer aux progrès scientifiques soviétiques, à un système d'éducation centralisé accessible à tous, tout comme les services de santé, au rôle valorisé de la femme dans la société, à une vitalité culturelle et artistique incontestable, une relative égalité entre les membres de la société à l'exception de la nomenklatura et de l'élite de l'intelligentsia et des différences entre la ville et la campagne. Tout ce système a été bouleversé par la transformation de l'espace postsoviétique suite au démantèlement de l'Union. Comment expliquer un tel retour en arrière ? De nombreux indicateurs (concernant la science, l'éducation, la santé, la culture et la polarisation économique) ont décliné, mettant en question la supposée irréversibilité de la modernité. On peut s'appuyer également sur des témoignages littéraires d'auteurs postsoviétiques de renommée afin d'explorer la démodernisation.

A) De la disparition d'une alternative

Si le démantèlement de l'Union soviétique provoque à l'ouest une certaine euphorie et remet au goût du jour la possibilité d'une uniformisation des sociétés comme l'a décrit le travail de Francis Fukuyama *La fin de l'histoire et le dernier homme*¹⁴⁶, à l'est, les superlatifs ne manquent pas pour qualifier ce que beaucoup en ex-URSS, voire à l'extérieur de cet espace, considèrent comme une tragédie. Ce qui est certain, c'est que « [...] the failure of the Soviet model to establish itself as an alternative to Western capitalism does not mean its emergence and expansion was of no importance for the fate of modernity »¹⁴⁷. Le nouvel hégémon avait le champ libre pour élaborer des politiques de développement à son image et surtout à son avantage. Une éventuelle convergence entre le système socialiste et capitaliste n'était plus à l'ordre du jour.

L'appréciation renouvelée de la période soviétique semble très prégnante au sein des sociétés postsoviétiques, et ce, que cela soit dans des travaux académiques, littéraires, ou journalistiques. Selon un sondage effectué en 2016, 58 % de la population russe répondaient par l'affirmative à la question de savoir si elle aimerait la restauration de l'URSS¹⁴⁸. En Asie centrale

¹⁴⁶ Fukuyama, F. (1992). *La fin de l'histoire et le dernier homme*, Paris : Flammarion.

¹⁴⁷ Arnason, J.P. (2000). Communism and Modernity. *Daedalus*, 129(1), 6.

¹⁴⁸ N.A. Most Russians regret USSR collapse, dream of its return, poll shows. *TV-NOVOSTI*, <https://www.rt.com/politics/340158-most-russians-regret-ussr-has/>.

également, la nostalgie pour la période soviétique est marquée¹⁴⁹. Les études sur la mémoire historique regorgent d'exemples contradictoires en ce qui concerne l'usage qui en est fait, ainsi que la multiplicité de ses formes, de ses causes, tout autant que sur la façon dont elle s'exprime¹⁵⁰. De traiter de la démodernisation à travers la littérature post-soviétique nous permet de saisir certains changements intervenus durant les années 1990 à travers le prisme de la pratique culturelle.

Ces écrits soulèvent d'intéressantes perspectives, puisqu'à travers des récits fictifs et semi-fictifs, certains éléments distinctifs des nombreux travaux sur la modernisation et le développement, apparaissent. Sont tour à tour abordés des sujets comme l'éducation et son accès, les soins, l'état des infrastructures, les problèmes de dépendance, ainsi qu'à un niveau plus large, une profonde méfiance à l'égard des institutions en raison de l'opacité d'un fonctionnement nouveau. Même si les façons de faire soviétiques n'étaient pas des plus transparentes, elles étaient connues par la population qui se les était appropriées. Or, les certitudes et façons de faire soviétiques vont être remplacées par une grande incertitude du lendemain. C'est pourquoi de nombreuses questions se posent. L'écart entre l'optimisme dans le reste du monde qu'a pu susciter le démantèlement de l'Union soviétique et la façon dont sont retranscrits et perçus les changements tout au long des années 1990 sur place soulève un grave désenchantement lié à la régression de la qualité de vie et une grande différence dans la façon dont sont perçus les changements et possibilités liées au démantèlement de l'Union soviétique. Ainsi, parcourir ces nombreux écrits provoque à coup sûr une interrogation tant certains aspects paradoxaux questionnent le bon sens. Cette nostalgie sert à puiser une légitimité historique afin d'inspirer une continuité, la naturalité et la légitimité d'une indépendance comme le fruit d'une histoire nationale¹⁵¹¹⁵². Mais avant tout cette nostalgie en Asie centrale est-elle le résultat de la

¹⁴⁹ Wood, C. (2022, 1er juin). Rising Soviet Nostalgia In Central Asia : Kyrgyzstan's Young Pioneers. The Diplomat. <https://thediplomat.com/2022/06/rising-soviet-nostalgia-in-central-asia-kyrgyzstans-young-pioneers/>.

McMann, K. M. (2005). *Central Asians and the state: nostalgia for the Soviet era*, Washington D.C. : National Council for Eurasian and East European Research. https://www.ucis.pitt.edu/nceer/2005_818_09_McMann.pdf

¹⁵⁰ Mironova, A. (2022). О пользе дубинки. *Gazeta.Ru* <https://www.gazeta.ru/comments/column/mironova/15151292.shtml>

¹⁵¹ Prozorova-Thomas, V. (2009). 2 : Accès aux archives soviétiques : difficultés du passé, contradictions du présent », *Archives et histoire dans les sociétés postcommunistes*. La Découverte, 336.

¹⁵² Gatelier, K. (2012). Entre réinterprétation du passé et difficile rapport à la modernité, les stratégies de légitimation du pouvoir ouzbek. *Revue internationale de politique comparée*, 19(4), 41-65.

paupérisation et du chômage endémiques ? Ce qui ressort de cette période c'est que le passé soviétique ne passe pas : les écrits oscillent entre contemplation, regrets, et réinterprétation de celui-ci.

B) Un passé qui ne passe pas – entre contemplation, regrets et réinterprétation de celui-ci

L'auteur Aleksandr Zinoviev (1922-2006), auteur prolifique et éclectique, à la fois chercheur, écrivain et polémiste, mais également dissident de longue date, a pourtant été l'un des rares à envisager avec une grande réserve les promesses de l'après-communisme. En effet, comme il est évident de le constater dans son livre *Homo Sovieticus*¹⁵³ paru en russe en Suisse en 1982, Zinoviev nous démontre à quel point il abhorre ce système politique dont il décrit l'absurdité tout autant que la passivité de ses concitoyens auxquels il ne fait d'ailleurs aucun cadeau tant ses descriptions sont tranchantes. Il peut donc paraître surprenant que, quelques années plus tard, l'un de ces écrits le plus fameux et paru en russe en 1988, *Katastroïka : histoire de la perestroïka à Partgrad*¹⁵⁴, à travers la description d'une ville imaginaire, s'en soit pris à la fois au soviétisme, à la passivité des gens, mais tout en n'épargnant pas l'Occident suggérant justement qu'aucun des deux systèmes ne soit meilleur que l'autre. Les livres qu'il publiera dans les années 1990 et au début des années 2000 ne font qu'aller plus loin, tout en étant toujours plus virulents et acerbes dans la critique de ce qu'il qualifie comme *l'Occidentisme*, ou la mainmise et la victoire d'une idéologie sur tout le reste. Ceci ressort tout particulièrement dans son dernier livre, *La suprasociété globale et la Russie*¹⁵⁵, où l'auteur s'emploie à attribuer les torts de la Russie à ce qu'il considère comme un nouveau totalitarisme financier qu'il analyse comme étant une convergence et une homogénéisation des sociétés sous l'impulsion de l'Occident. Zinoviev, dissident ayant passé de nombreuses années de sa vie en exil en Occident et notamment en Allemagne, aura donc cheminé intellectuellement tant il aura été bouleversé par les développements ayant eu lieu dans son pays natal durant les années 1980-1990. Comme le dit bien le critique littéraire Michael Kirkwood dans un livre paru en 1993 sur l'œuvre de Zinoviev, « [...] we are confronted with the current paradox that one of the most effective critics of soviet

¹⁵³ Zinoviev, A. (1983). *Homo sovieticus*, Paris : L'Âge d'homme.

¹⁵⁴ Zinoviev, A. (1990). *Katastroïka : histoire de la perestroïka à Partgrad*, Paris : L'Âge d'homme.

¹⁵⁵ Zinoviev, A. (2000). *La suprasociété globale et la Russie*, Paris : L'Age d'Homme.

communism that has ever lived is currently engaged in a struggle to prevent its collapse»¹⁵⁶. C'est effectivement un paradoxe, qu'un dissident de cette stature ait pris de telles positions, et ce, malgré les excès de son verbe très aiguisé. Nous pensons que cet exemple est révélateur du profond malaise qui a habité l'esprit d'une partie importante de la population de l'ex-URSS durant les années 1990 et même au-delà.

Le prix Nobel de littérature a été attribué en 2015 à l'auteur biélorusse Svetlana Aleksievich pour son ouvrage *La fin de l'homme rouge : ou le temps du désenchantement*¹⁵⁷. L'auteur biélorusse propose au travers de nombreux entretiens ainsi qu'un traitement d'archives qui, bien que critiqué pour sa méthode à mi-chemin entre compilation de témoignages et création littéraire¹⁵⁸, offre une plongée singulière dans les souvenirs et les impressions de citoyens lambda se remémorant le passé, commentant le présent ou même s'imaginant l'avenir. Autant d'éléments qui posent de nombreuses questions, tant les citoyens interrogés semblent regretter certains aspects clés qui régissaient leurs vies jusqu'en 1991. En effet, comme l'indique le titre du livre, il est probant de constater l'importante nostalgie pour la période soviétique. Si les délations, les goulags, la peur généralisée, et les nombreux manques sont aussi très présents dans les témoignages, il n'en reste pas moins que la paupérisation grandissante durant les années 1990, le désengagement de l'État se traduisant par la déclassification et la perte de statut, la fermeture d'école et d'hôpitaux, la perte d'importance de l'art et de la culture sont autant d'éléments qui provoquent à la fois de l'amertume mais également des regrets chez la majorité des personnes interrogées. Dans son introduction au recueil *Œuvres*¹⁵⁹, paru en 2015, Svetlana Aleksievitch reprend la citation d'un ancien dissident polonais, Adam Michnik, « qui quand on lui demandait ce qu'il y avait de pire dans le communisme répondait : "Ce qui arrive après" »¹⁶⁰. Entre dissidents et citoyens lambda, les années 1990 auront bel et bien marqué l'imaginaire collectif de l'ex-monde communiste, à tel point qu'il est dorénavant incontestable que malgré toutes les

¹⁵⁶ Kirkwood, M. (1993). *Alexander Zinoviev : an introduction to his work*, New York : Springer.

¹⁵⁷ Alexievitch, S. (2013). *La fin de l'homme rouge : ou le temps du désenchantement*, Paris : Actes Sud.

¹⁵⁸ Ackerman, G. et Lemarchand, F. (2009). Du bon et du mauvais usage du témoignage dans l'œuvre de Svetlana Alexievitch. *Tumultes*, 33(1), 55.

¹⁵⁹ Aleksievich, S. (2015). *Œuvres*, Paris : Actes Sud.

¹⁶⁰ Ibid, 13.

horreurs de cette époque, ce qui est venu après ne semble pas avoir été à la hauteur de ce que bon nombre d'observateurs auraient pu espérer.

Outre ces auteurs fameux, la littérature postsoviétique est notamment empreinte d'une présence assez répandue de l'absurde dans les écrits des années 1990. De *La vie des insectes* de l'auteur russe Viktor Pelevine paru en 1997 au *Pingouin* paru en 2004 de l'auteur ukrainien Andreï Kourkov, les invraisemblances de la vie dans l'espace postsoviétique reflète bien la perte de repères d'une population déboussolée non seulement par le changement de régime politique, mais aussi par les nombreux changements qui s'y sont opérés à une vitesse folle sans que la population n'y trouve réellement de sens ou encore moins sa place. Comme le résume bien la directrice du centre d'études franco-russe en sciences humaines et sociales de Moscou, Hélène Mélat, en s'interrogeant sur l'évolution du volet russe de la littérature depuis 1992, «La littérature russe est donc passée de l'état de choc à une relative libération : après avoir représenté le présent et la souffrance à l'état brut, examiné son passé pour tenter de s'en libérer ou au moins d'en accepter les aspects négatifs, et ayant imaginé un avenir catastrophique, elle prend du recul par rapport à la réalité et s'amuse à la transformer»¹⁶¹. La littérature postsoviétique offre une perspective pertinente et ô combien révélatrice de la profonde onde de choc qui a traversé l'espace géographique de l'ex-URSS, et qui nous pensons, renvoie à la démodernisation.

C) Littérature postsoviétique, démodernisation et nouveaux questionnements

L'arrivée de Gorbatchev au pouvoir en 1985 suscita brièvement une vague d'espoir et d'optimisme. Or la littérature se faisait l'écho d'un profond traumatisme, ce qui n'est pas lié au hasard. D'un État omniprésent à tous les niveaux de la société, à un État de plus en plus en retrait, d'une idéologie et du parti unique qui l'incarne comme ciment social et politique jusqu'à sa disgrâce, sans compter la crise économique majeure qui frappera les nouveaux États formant la Communauté des États Indépendants viendra rajouter à l'improbable concours de circonstances ayant mené au démantèlement de l'URSS une dimension humaine tragique. Les conséquences désastreuses de la crise économique, la profonde modification de l'ordre établi comme l'illustre l'étendue importante des réformes en cours dans la région et l'incertitude quant à des lendemains imprévisibles, sont autant d'éléments constitutifs à une crise morale et matérielle d'envergure. Ce

¹⁶¹ Mélat, H. (2005). Du traumatisme à l'évasion : les premiers pas de la littérature postsoviétique (1992-2005). *Revue Russe*, 26(1), 21-22.

n'est pas non plus un hasard si cet espace postsoviétique, du fait du cas d'étude singulier qu'il incarne, a ouvert de nouvelles perspectives notamment en rapport avec la démodernisation. Comme le laisse penser la littérature, mais également plusieurs travaux s'étant penchés sur la décennie 1990 dans l'espace postsoviétique, de nombreux reculs sont apparus.

Un ouvrage¹⁶² réunit une variété de cas de démodernisation, qu'elle soit de nature institutionnelle au Moyen-Âge en France, religieuse au XXIème siècle aux États-Unis, ou qu'elle concerne des sociétés particulières, comme l'Afrique du Sud sous Jacob Zuma (2009 à aujourd'hui), ou l'Égypte sous Mohammed Ali Pasha (1805-1848), ou même en cours en Irak et en Libye. Cette pluralité de perspectives confère à ce concept un avenir prometteur. Le « recul » est un aspect central à la démodernisation, c'est-à-dire qu'elle serait un processus inscrit dans le temps, historique, révélateur d'un changement allant à l'encontre de ce qui serait accepté comme une forme donnée, voire moderne d'une société, d'une pratique (religieuse par exemple), voire d'une idée (comme celle de progrès). Dans le monde contemporain, et étant donné l'influence primordiale du consensus de Washington sur les politiques développementalistes, l'espace postsoviétique n'est pas le seul à être en proie aux phénomènes liés à la démodernisation. En nous inspirant des « multiples modernités » telles que proposées par le sociologue Samuel Eisenstadt, à savoir la nécessité d'inscrire chaque modernité dans son contexte propre¹⁶³, il existe plusieurs démodernisations qui doivent être à chaque fois analysées en vertu du cadre dans lequel elles s'observent.

C'est fort de ce postulat que nous avons proposé dans cette partie d'avoir recours à ce dont la littérature postsoviétique semble faire foi. Celle d'une difficulté à cerner des bouleversements inattendus et qui ont mené à une reconfiguration majeure d'un territoire qui constitua un temps l'une des deux superpuissances mondiales. Cette dernière a exercé une grande influence sur le façonnement des politiques développementalistes et de modernisation, jusqu'à ce que sa disparition, en plus de provoquer un cataclysme d'envergure, laisse la voie libre à une façon de faire unique, ou presque, jusqu'à récemment. Notre thèse se propose d'analyser à travers les sources quantitatives et qualitatives auxquelles nous avons pu avoir accès en quoi ces dynamiques s'appliquent à la République kirghize et à l'Asie centrale post-soviétique.

¹⁶² Rabkin, Y. et Minakov, M. (dir.) (2018). *Demodernization : a Future in The Past*, Stuttgart : Ibidem.

¹⁶³ Eisenstadt, S. N. (2000). Multiple Modernities. *Daedalus*, 129(1), 1-29.

Depuis la fin de la Guerre froide, les alternatives au néolibéralisme sont rares et ne suscitent que peu d'enthousiasme dans le reste du monde. Les cures d'austérité sont de plus en plus fréquentes tandis que la course aux financements internationaux se fait sur le dos des programmes sociaux. La démodernisation ne se cantonne pas seulement à l'espace postsoviétique et semble de plus en plus prompte à se matérialiser même là où on ne l'attendrait pas. On assiste à un déclin quasi généralisé de l'État-providence dans la plupart des États les plus développés, alors même que ceux qui aspirent à les rejoindre sont découragés de mettre en place des programmes sociaux d'envergure.

Il est primordial que la démodernisation, des travaux académiques à la littérature, ne soit plus un obscur terme réservé à une poignée de chercheurs et de chercheuses, mais gagne en crédibilité et en popularité afin que puisse s'élaborer des cadres d'études pour y remédier. Il n'y a qu'un pas de la modernisation à la démodernisation, et d'en être conscient est la première étape d'un long chemin vers la conceptualisation d'une réalité cruelle mais dorénavant incontournable pour la compréhension des enjeux contemporains, comme de ceux d'hier. Dans la suite de notre thèse, et à partir de ces nombreux questionnements, nous vous proposerons une étude des éléments qui nous convainquent de la pertinence de l'utilisation de ces concepts dans le contexte de l'Asie centrale post-soviétique tout comme, après avoir dédié le prochain chapitre à la modernisation de celle-ci par les autorités tsaristes et soviétiques, en quoi les années 1990 reflètent une démodernisation dans cet espace et au Kirghizstan en particulier.

Chapitre 2 – De la modernisation centrasiatique russo-soviétique en Asie centrale

Renommée pour ses mythiques dynasties guerrières, pour ses joyaux architecturaux et pour sa très riche histoire héritée de son positionnement géographique central sur le continent eurasiatique, l'Asie centrale a été et reste un territoire d'échanges et de convoitises. De par le passage des commerçants les plus aventureux, de porteurs de messages religieux divers, d'explorateurs reconnus, à l'image de Ibn Battuta au XIV^{ème} ou Marco Polo au XV^{ème} siècle, ou d'armées conquérantes ayant fait la joie des historiens militaires, la région communément appelée aujourd'hui Asie centrale est aussi bien connue pour sa très riche et longue histoire jusqu'à la découverte des routes maritimes au XVI^{ème} siècle. C'est de ce moment qu'elle est restée largement méconnue en Occident jusqu'à récemment. L'historien Sergei Abashin considère par ailleurs que les connaissances sur la région centrasiatique sont aussi restées limitées pendant et après la période soviétique, ce qui explique d'ailleurs la quantité limitée de sources historiques sur la région¹⁶⁴. De la fin du XVIII^{ème} siècle, coïncidant avec le début de l'influence russe sur ce vaste territoire, à une indépendance obtenue au début des années 1990 par les cinq États héritiers des Républiques soviétiques socialistes (RSS¹⁶⁵), les connaissances sur ce carrefour géographique, culturel, linguistique, économique et militaire ont été largement chassées de quelques chercheurs à l'extérieur de la sphère d'influence russo-soviétique jusqu'à un regain d'intérêt à la suite du démantèlement de l'URSS. Comme nous le verrons, l'analyse de cette région du monde est pertinente au regard du façonnement des territoires par les conquêtes et par les échanges et au regard de l'insidieuse avancée de la modernité importée, dans des régions qui en étaient auparavant imperméables. Il s'agit aussi de se pencher sur le rôle de l'élargissement des empires et de la transformation de sociétés traditionnelles, ainsi que de la multiplicité des façons qu'ont eues les différents États colonisateurs et différents empires d'exercer un contrôle sur les populations ainsi que sur les ressources. De quelle manière allaient-elles être exploitées et comment les territoires avaient été conquis ? Quelles justifications avaient mené ces États à de telles entreprises ? Nous pouvons ainsi penser notamment aux empires portugais et espagnols, principalement axés sur l'extraction de matières premières, des empires

¹⁶⁴ Abashin, S. (2015). Soviet Central Asia on the periphery. *Explorations in Russian and Eurasian History*, 16(2), 359-374. <https://doi.org/10.1353/kri.2015.0027>

¹⁶⁵ Nous utiliserons l'acronyme RSSK pour mentionner précisément la RSS kirghize.

britanniques et français, qui non seulement exploitaient les ressources matérielles et humaines mais qui sont restés davantage sur la durée et qui ont mis en place des modèles différents de cohabitation et de gestion de territoires. Ces différents empires ont aussi eu la particularité de s'étendre par les mers et les océans quand les Russes eux, se sont étendus par voie terrestre et fluviale sur l'immensité du continent eurasiatique, avec des soubresauts et des pauses. La logique était celle d'une continuité géographique, contrairement aux empires européens qui sillonnaient les mers et les océans bien loin de leur pays et/ou région de départ, sans réelle logique du même nom.

C'est pour cela que l'expansion coloniale russe puis soviétique puis la gestion impériale de l'Asie centrale sont d'autant plus pertinentes à être analysées, car elle est inscrite dans une approche qui n'omet pas les autres formes d'expansions coloniales et impériales qui ont existé ailleurs dans le monde. En effet, non seulement il est intéressant de se pencher sur les éléments de planification, mais aussi sur les contingences – il est rare que les choses se soient passées exactement comme ce qui était prévu - les réactions et résistances sur place, une méconnaissance du climat voire des empêchements pouvant venir d'États concurrents ou de changements de régime internes ont souvent eu des incidences sur les plans élaborés dans les différentes capitales. L'objectif de ce chapitre est de mettre en perspective les différentes approches qui se sont succédé et qui ont mené à l'intégration de l'Asie centrale à l'Empire tsariste puis à l'Union soviétique et d'en expliquer les ressorts idéologiques, théoriques tout comme la façon dont ils ont été appliqués tout en gardant à l'esprit la singularité de ce qui s'y est passé au regard du reste du monde.

Nous nous pencherons sur les réformes mises en place qui ont dramatiquement altéré l'Asie centrale tout au long du XIX^{ème} et du XX^{ème} siècle. Pour ce faire, nous avons adopté une approche chronologique : de l'Asie centrale médiévale à son intégration à l'Empire russe, du tsarisme au soviétisme, puis de la gestion de ce très vaste territoire durant la période soviétique (1922-1991). Nous verrons que de nombreux liens de continuité entre la période tsariste et soviétique existent, tout comme, il y a eu de nombreux changements de cap à la fois pendant la période tsariste et la période soviétique¹⁶⁶. La pertinence de ce chapitre est de comprendre comment l'Asie centrale a été intégrée à un ensemble impérial et vise à établir l'analyse de la

¹⁶⁶ Tillet, L. (1969). *The Great Friendship*, Chapel Hill : University of North Carolina Press.

République kirghize qui suivra. Aussi, ce chapitre a pour but de contribuer aux travaux sur les différentes formes d'expansion coloniale et impériale qui ont pu exister et qui n'ont cessé d'avoir des répercussions à la fois au niveau de la modernisation et de la démodernisation, au niveau culturel et humain, mais également au niveau géopolitique et ce, jusqu'à aujourd'hui.

Quelle Asie centrale ? Quels peuples d'Asie centrale ?

Transoxiane, Tartarie, Turkestan, Asie Mineure, Asie centrale... Cette vaste région s'est vue accorder nombre de termes la catégorisant selon les époques et les perspectives prises à son sujet. Avant de nous lancer dans le développement, nous désirons ici clarifier les termes y afférant qui seront utilisés dans ce chapitre. L'Asie centrale dans son acception large comportait les cinq ex-républiques soviétiques devenues indépendantes à la suite du démantèlement de l'Union soviétique. Le Xinjiang, un temps sous la domination russe et constituant aujourd'hui une région de la RPC, tout comme le Tibet, la Mongolie, l'Afghanistan, des pans du territoire aujourd'hui constituant la République islamique d'Iran ou de la République de Turquie sont historiquement tous parties intégrantes de ce qui est considéré comme l'Asie centrale. Si les travaux sur la période tsariste se concentrent de manière générale sur l'ensemble de cette région, nous porterons une attention toute particulière aux territoires et populations qui constitueront plus tard les cinq RSS.

Également, nous verrons dans la partie sur la période soviétique et notamment sur les années postrévolutionnaires le processus menant à la dénomination des peuples et à la mise en place des frontières, et des nombreuses caractéristiques de ce que deviendront entre les années 1920 et 1930 les cinq RSS d'Asie centrale. Un élément primordial à la compréhension de l'Asie centrale au XXIème siècle est aussi et surtout de saisir le caractère particulier de ces États créés par une entité externe dans un cadre impérial. Ces États n'avaient à l'origine aucune vocation à devenir indépendants bien qu'ils en aient eu les attributs dès le départ. Ainsi, si nous avons pu nous étendre davantage sur l'immense richesse sémantique des peuples et des langues qui composaient la région à l'aube de l'arrivée des Russes, nous préférons insister de manière large sur les changements qui se sont opérés pour ensuite en arriver à la mise en place des cinq RSS par les bolchéviques. Ouzbèkes, Tadjikes, Turkmènes, Kazakhes, Kirghizes ont été utilisés pour catégoriser les peuples nomades, semi-nomades et sédentaires ayant habité la région après les conquêtes russes, mais leur signification a évolué à mesure puisqu'y ont été intégrés de

nombreux autres peuples et clans. Ce qui est sûr, c'est que la fragmentation de cette région entre différents peuples et façons de vivre a eu un impact décisif sur la façon dont les autorités tsaristes ont abordé la conquête de ces territoires. Les travaux soviétiques reprendront souvent à leur compte les travaux tsaristes en y apportant, nous le verrons, l'aspect idéologique dans leur façon d'intégrer à l'URSS les territoires et les peuples centrasiatiques¹⁶⁷.

2.1 L'Asie centrale à l'aube de son intégration à l'Empire russe

Dans cette première partie, l'objectif est d'expliquer les ressorts et les fondements idéologiques et intellectuels qui ont mené à l'expansion russe vers l'est et le sud au-delà du Caucase. Par la suite, nous dresserons un état des lieux de la région centrasiatique à l'aube de l'arrivée des Russes pour mieux saisir comment ceux-ci ont initié des changements qui s'amplifieront et s'accroîtront à la suite de la Guerre civile russe et de l'arrivée des bolchéviques. Après avoir présenté et expliqué les ressorts de la prise d'influence russe sur ce territoire, nous serons en mesure de soulever les enjeux liés au débat sur le caractère singulier de cette région au regard de la façon dont elle a été intégrée à l'ensemble russo-soviétique.

A) De Pierre Ier le Grand et des sciences au service de l'État

Si la Russie commence son expansion géographique vers l'est et vers le sud pendant le règne d'Ivan IV le Terrible au XVI^{ème} siècle, la prise de Kazan a lieu en octobre 1552, c'est véritablement au XVIII^{ème} siècle que la Russie se tournera vers la Sibérie et l'Asie centrale. C'est sous Pierre Ier le Grand, dont le règne s'est étalé entre 1672 et 1725 que les sciences sont devenues un outil de pouvoir en Russie. Ce Tsar, qui désire ardemment faire de la Russie une grande puissance a passé des périodes importantes en Europe occidentale - notamment aux Pays-Bas - où il a pu développer son goût pour les sciences et les techniques, chose nouvelle pour un Tsar russe¹⁶⁸. Nombreux sont les émissaires étrangers¹⁶⁹ à aller observer le bouillonnement intellectuel ouest européen où les nombreuses innovations techniques et scientifiques qui y ont vu

¹⁶⁷ Wheeler, G. (1966). *The Peoples of Soviet Central Asia*, New York : Dufour Editions.

Wheeler, G. (1968). The Problem of the Nationalities. *Studies on the Soviet Union*, VII(4), 99-110.

¹⁶⁸ Van Der Oye, D. S. (2010). *Russian orientalism: Asia in the Russian mind from Peter the Great to the emigration*, New Haven : Yale University Press.

¹⁶⁹ Souyri, P.-F. (2016). *Moderne Sans Être Occidental : Aux Origines Du Japon D'aujourd'hui*, Paris : Gallimard.

le jour ont permis à ces États d'étendre leur domination sur le reste du monde. Il faut toutefois préciser que les nombreux progrès scientifiques¹⁷⁰ qui ont cours en Europe de l'Ouest au long du XVIIIème siècle ne s'y cantonnent pas. Il y a une véritable émulation au-delà de cet espace¹⁷¹. Si la conquête des territoires sibériens puis centrasiatiques se sont faits progressivement à partir du XVIème siècle suite au traité de Nerchinsk (1689), elle trouve ses origines dans une reconfiguration de l'État tsariste qui sera initiée au XVIIIème siècle justement par ce Tsar féru de sciences¹⁷². Il mettra en œuvre plusieurs réformes d'amplitude visant à faire entrer son empire dans la modernité européenne, et ce, au niveau politique, économique et scientifique. L'apparition de disciplines structurées et structurantes ou leur renforcement durant ces années-là sont devenus pour les différents États à la fois une façon de briller et de faire valoir la grandeur de son empire, tout en étant un outil au service d'une meilleure connaissance des différents territoires et des différentes populations les composant. L'idée centrale pour les États et les Empires était de mieux connaître pour mieux organiser et ainsi maximiser les rendements de leurs pays mais aussi de leurs colonies (ou protectorats). La Russie – et son très vaste territoire – n'y fit pas exception¹⁷³. C'est dans cette veine que des efforts importants y seront alloués, sous l'impulsion de Pierre le Grand, pour que la géographie, l'anthropologie, l'ethnologie, la démographie, la linguistique, par exemple, en constante définition et redéfinition puisse servir une meilleure organisation de l'Empire mais aussi son expansion. En effet, « Peter the Great and his followers (preceded slightly earlier by thinkers such as Kirzhanich introduced this worldview [l'économie politique c'est-à-dire les relations entre population, territoire et richesse] into Russian governance in the early 1700s, and by the latter part of the century Russia's ruling elite had no doubts about the fact that population and territory were fundamental state resources, that they were inherently related, and that the optimization of their interrelationship was necessary for the increase of state utility and public welfare»¹⁷⁴. C'est aussi dans ce contexte que les sciences

¹⁷⁰ Notamment les techniques de navigation modernes, les nouvelles techniques de production industrielle, les organisations administratives et bureaucratiques.

¹⁷¹ Frieden, J. A. (2006). *Global Capitalism: Its Fall and Rise in the Twentieth Century*, New York : W.W. Norton.

¹⁷² Heller, M. (1997). *Histoire De La Russie Et De Son Empire*, Paris : Plon.

¹⁷³ Andreev, A. (2012). Russian expeditions to Central Asia (1870—1920s): scientific and politico-military aspects. *Terra Linguistica*, 10(4), 103-109.

¹⁷⁴ Sunderland, W. dans « Imperial Space: Territorial Thought and Practice in the Eighteenth Century», dans Burbank, J. et Von Hagen M. (2007). *Russian empire space, people, power, 1700-1930*, Bloomington : Indiana University Press, 49.

sont progressivement mises au service de l'Empire afin d'en établir précisément ses contours et ses constituants. La création de l'Académie impériale des sciences de Saint-Pétersbourg le 8 février 1724 est le symbole de cette dynamique nouvelle et deviendra la place forte de la recherche et du rayonnement intellectuel russe jusqu'à aujourd'hui¹⁷⁵.

Le désir d'expansion de la Russie, ou à tout le moins le maintien de l'Empire deviendra une constante chez ses successeurs¹⁷⁶. Cela se traduira par une volonté permanente de faire de l'Empire russe un acteur international important non seulement d'un point de vue de la puissance de l'État, mais également et surtout, en ce qui concerne notre travail, de la science et du savoir mis au service des intérêts nationaux. Ainsi, et à partir de Pierre 1^{er} le Grand, avancées scientifiques, connaissances des populations (organisation sociale, pratiques économiques et culturelles) et des ressources naturelles iront de pair avec l'expansion territoriale, la Russie tsariste se joignant à d'autres grands empires européens dans une mission civilisatrice¹⁷⁷. Même si l'intégration de l'Asie centrale viendra bien après le règne de Pierre le Grand, il n'y est pas étranger puisque c'est lui qui aura fait en Russie de l'avancée du savoir, du développement des sciences un outil afin de contrôler un espace, de renforcer la puissance ainsi que pour s'étendre. Sans oublier que cela constituait un outil de prestige. Les grandes expéditions russes en Extrême-Orient lancées en 1733 puis dans les steppes d'Asie centrale, s'inscrivent dans la durée pour devenir un vecteur de prestige et de fierté : « Not surprisingly, these activities generated enormous excitement among patriotic observers, who rarely failed to compare Russia's exploits to the great discoveries of other European powers and who drew a direct link between territorial discovery and national achievement »¹⁷⁸. Ce lien entre le territoire et l'étude des populations composant ce vaste empire illustre aussi le vent nationaliste qui soufflait à travers l'Europe. Il fallait concevoir et fixer du mieux possible le territoire impérial et à ce titre le rôle des chercheurs

¹⁷⁵ Les autorités soviétiques la déplaceront à Moscou en 1934 après l'avoir renommée l'Académie des Sciences de l'URSS

¹⁷⁶ Heller, M. (1997). *Histoire De La Russie Et De Son Empire*, Paris : Plon.

¹⁷⁷ L'ouvrage suivant est particulièrement riche en informations pour comprendre les nombreuses expérimentations ayant eu lieu dans la région : Cadiot, J. (2007). *Le laboratoire impérial : Russie-URSS, 1870-1940*, Paris : CNRS Editions.

Voir aussi l'article suivant : Vichnevski, A. (1995). L'Asie centrale post-soviétique : Entre le colonialisme et la modernité. *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 26(4), 101-123.

¹⁷⁸ Sunderland, W. dans « Imperial Space: Territorial Thought and Practice in the Eighteenth Century », dans Burbank, J. et Von Hagen M. (2007). *Russian empire space, people, power, 1700-1930*, Bloomington : Indiana University Press 52.

allait abonder en ce sens en se mettant au service de l'État. On peut d'ailleurs dire que ces questions de territoire seront primordiales et particulièrement discutées jusqu'au début du XXème siècle, tant elles continueront à susciter des débats dans les plus hautes sphères du pouvoir, que cela soit en Russie tsariste et en Union soviétique¹⁷⁹. L'Empire russe, dont le pouvoir était d'une grande verticalité, verra donc son expansion en Asie centrale précédée d'un accent mis sur le développement des sciences et du savoir.

Si le début l'expansion de l'empire russe est considéré comme étant concomitant à la prise de Kazan en 1552 par Ivan le Terrible, c'est parce que cette ville est en quelque sorte le point de départ des nombreuses autres conquêtes qui s'échelonnèrent le long des siècles suivants¹⁸⁰. Selon Soucek, on peut considérer qu'il y a eu deux vagues d'expéditions, la première entre 1730 et 1848, puis la seconde entre 1864 et 1894, et qu'elles étaient souvent en lien avec les événements qui se produisirent au sein de l'Empire et qui dictaient les priorités au plus haut sommet de l'État¹⁸¹. On peut penser par exemple à l'élargissement de l'empire en Europe, notamment en Crimée et dans le Caucase et qui nécessitèrent énormément de ressources tout au long du XIXème siècle et qui détournèrent ou retardèrent parfois l'attention accordée aux territoires à l'est et au sud de l'empire. On constate ainsi que l'Asie centrale, jusqu'à la fin du XIXème siècle, est partagée entre trois Khanats, de même que les Steppes kazakhes principalement habitées de peuples nomades et qui seront sous l'intégral contrôle russe dès 1855. En ce qui concerne les Khanats, c'est la prise de Tachkent en 1865 qui sera annonciatrice de la mainmise russe sur l'ensemble de ce territoire composant l'Asie centrale. En effet, c'est cette ville stratégiquement importante qui deviendra le cœur de l'administration et de la domination tsariste sur la région, mais aussi permettra d'asseoir les conquêtes des trois Khanats, dont deux se concrétiseront par la mise en place de protectorats, ceux de Boukhara et Khiva, quant à celui de Kokand il sera directement intégré à l'Empire russe en 1876.

B) L'Asie centrale à l'aube des conquêtes russes

Un aspect particulier de l'expansion russe que nous souhaitons mettre en évidence est qu'elle a été constituée de soubresauts et qu'elle est singulière au regard des autres formes de

¹⁷⁹ Bustanov, A. K. (2014). *Soviet Orientalism and the Creation of Central Asian Nations*, New York : Routledge.

¹⁸⁰ Gorshenina, S. (2012). *Asie Centrale : l'invention des frontières et l'héritage russo-soviétique*, Paris : CNRS, 37.

¹⁸¹ Soucek, S. (2000). *A history of inner Asia*, Cambridge : Cambridge University Press, 195.

colonialisme et d'impérialisme¹⁸², puisqu'elle est considérée comme dénuée de linéarité et de véritable plan directeur¹⁸³ contrairement aux expansions espagnoles et portugaises qui étaient planifiées de façon concrète et ordonnée¹⁸⁴. Dans le même esprit, on peut souligner que les autorités russes ont abordé l'administration et l'intégration à l'empire des territoires annexés en usant de méthodes de gestion différentes selon les régions et les populations concernées. En effet, ces territoires constitués d'une grande variété de populations – sédentaires, nomades, ou semi-nomades – et dont les croyances étaient aussi diverses que leur mode de vie, nécessitaient des approches qui l'étaient tout autant, sans compter les nombreuses variations linguistiques, leur organisation sociale, leurs pratiques économiques et culturelles ou encore les caractéristiques géographiques de leurs environnements. Ainsi, il est particulièrement intéressant de constater la pluralité des approches menées par les autorités tsaristes en premier lieu, mais également des administrateurs et de la façon dont les populations ont réagi à l'avancée russe, assez frontale, qui est venue modifier l'ordre établi sur des territoires, comme en Asie centrale. Enfin, il faut garder à l'esprit un élément particulièrement important. La volonté d'étendre et de clairement définir les frontières de l'Empire ainsi que les peuples le constituant (sans oublier bien sûr la connaissance des ressources stratégiques) et elle s'est faite progressivement¹⁸⁵. Il apparaît néanmoins qu'une telle différence dans les manières de faire selon les régions de l'Empire démontre l'importance toute particulière de l'attention qu'ont portée les autorités administratives aux particularismes culturels ainsi qu'à la situation politique, économique et sociale sur place. Nous verrons dans ce chapitre en quoi l'Asie centrale est dans cette perspective, digne d'un intérêt particulier.

Pendant des siècles, l'Asie centrale a été un carrefour culturel rayonnant : « Central Asia, the traditional heartland of Inner Asia, was for centuries the crossroads of major empires, dominant nomadic formations that conquered and held in political subjugation the large sedentary states on their periphery for hundreds of years »¹⁸⁶. Ce rôle central a conféré à cette région une

¹⁸² Резван, М.Е. (2019). *Русский ориентализм (наука, искусство, коллекции)*, СПб.: МАЭ РАН, 36-62.

¹⁸³ Laruelle, M. (2009). Le paradigme du colonialisme en Asie centrale postsoviétique. *L'Homme et la société*, 174(4), 28.

¹⁸⁴ Les deux ouvrages suivants démontrent bien les différences d'approches entre les différents empires. Macqueen, N. (2007). *Colonialism*, New York : Routledge et Cummings, S. N., et Hinnebusch R., eds. *Sovereignty After Empire: Comparing the Middle East and Central Asia*, Edinburgh : Edinburgh University Press.

¹⁸⁵ Abashin, S. (2015). Soviet Central Asia on the periphery, *Explorations in Russian and Eurasian History*, 16(2), 359-374.

¹⁸⁶ Black, C.E. (1991). *The Modernization of inner Asia*, Armonk : M.E. Sharpe, 64.

structure particulière, qui était intimement liée à la formation puis au remplacement des différents empires nomades régnants, ce qui le rend digne d'intérêt afin de comprendre la façon dont les autorités tsaristes ont géré ce territoire. De même, il faut souligner que cette région était du point de vue de son rayonnement culturel, intellectuel et religieux, une véritable place centrale comme peuvent l'illustrer le rôle qu'ont pu tenir des cités comme Samarcande, Boukhara ou Khiva dans le monde turco-persan¹⁸⁷: « From the sixteenth century on, this great cultural and imperial crossroads began to break down into a series of fragmented and subjected dependencies, increasingly subservient to the sedentary agricultural states on the periphery »¹⁸⁸. Ce processus de fragmentation trouve son origine principalement dans l'ouverture des routes maritimes vers l'Asie et qui laissent dans un oubli relatif les voies commerciales terrestres qui avaient valu au géographe et géologue allemand Ferdinand Von Richtofen en 1877 de désigner cet itinéraire par la Route de la soie¹⁸⁹. Une autre caractéristique à souligner est que consécutivement à la disparition des empires mongols a succédé en Asie centrale une constellation de tribus ayant adopté différents modes de vie. On soulignera qu'était inexistante toute forme d'unité de la région, et où la religion elle-même, et l'islam en particulier, était perçu et pratiqué différemment selon les endroits, ce qui ne participait pas non plus à une forme d'unité culturelle ou politique¹⁹⁰.

C'est lors de la Commission frontalière du Pamir organisée en 1895 que les Russes vont affirmer et revendiquer formellement la frontière sud de leur Empire dans la continuité de la base juridique de 1870.¹⁹¹ Il est important de le spécifier car les bolchéviques eux-mêmes se baseront sur les travaux de cette commission. Certains ethnologues et géographes travailleront d'ailleurs plus tard au Commissariat des Nationalités et contribueront à l'institutionnaliser¹⁹². Avant les conquêtes russes et jusqu'à ce que la région soit profondément modifiée par les bolchéviques, la

¹⁸⁷ Les oasis, ou centres urbains, étaient des points de contact entre les persophones, sédentarisés, et les peuples turcophones davantage nomades notamment pour le commerce. À ce sujet, les ouvrages suivants sont remarquables pour comprendre le rôle de ces villes : Frankopan, P. (2017). *Les routes de la soie : L'histoire du cœur du monde*, Bruxelles : Éditions Nevicata et Foltz, R. (2020). *Les religions de la Route de la soie : les chemins d'une mondialisation prémoderne*, Montréal : Les Presses de l'Université Concordia.

¹⁸⁸ Black, C.E. (1991). *The Modernization of inner Asia*, Armonk : M.E. Sharpe, 67.

¹⁸⁹ Morgan, D. (2014). Le mirage de la route de la soie. *Books*, 52(3), 72-73.

¹⁹⁰ Black, C.E. (1991). *The Modernization of inner Asia*, Armonk : M.E. Sharpe, 77.

¹⁹¹ Becker, S. (2004). *Russia's Protectorates in Central Asia: Bukhara and Khiva, 1865-1924*, New York : Routledge.

¹⁹² Soucek, S. (2000). *A history of inner Asia*, Cambridge : Cambridge University Press, 200.

région était constituée d'une multitude de peuples nomades, semi-nomades et sédentaires, qui formaient un tout symbiotique sur lequel reposait la vie économique¹⁹³, dans une économie considérée comme autosuffisante. Les tribus nomades et semi-nomades étaient structurées selon une hiérarchie clanique, et leurs activités économiques étaient principalement concentrées sur l'élevage et l'agriculture, legs de la période mongole¹⁹⁴. Les zones urbaines, étaient économiquement plus orientées vers l'artisanat et l'économie des bazars, et étaient historiquement peuplées par des populations ethniquement et culturellement liées à la culture perse quand les nomades et semi-nomades étaient d'origine turcique. Ces différences notables étaient également distinguables du fait des zones géographiques, les zones du sud étant davantage urbanisées alors que les steppes et les montagnes restaient la chasse gardée des peuples nomades et semi-nomades. La perspective adoptée à l'époque par la Russie tsariste était de distinguer dans l'empire une partie « européenne », d'une autre plus éloignée géographiquement et culturellement en mettant une opposition des Russes par rapport aux non-Russes, et les croyants par rapport aux non-chrétiens¹⁹⁵ – à savoir ceux qui n'étaient pas orthodoxes¹⁹⁶. Le Turkestan et les Steppes étant bien entendu considérés comme faisant partie de la partie non européenne et elles étaient encore largement méconnues des autorités tsaristes. Toutefois, de plus en plus de travaux, comme nous l'avons vu, continuaient d'être publiés et commandés afin d'accroître la connaissance des régions lointaines de l'empire. Ainsi, les populations centrasiatiques étaient d'origines ethniques et tribales différentes et avaient des pratiques religieuses et spirituelles hétérogènes en plus de contribuer chacune à leur manière à la vie économique. Afin de mieux asseoir l'emprise soviétique et de mieux intégrer la région au reste du territoire, l'organisation et les structures sociales et économiques de la région ont été des aspects essentiels sur lesquels se sont penchés les décideurs soviétiques (centrasiatiques y compris) quant à la façon dont ils ont délimité les frontières des RSS centrasiatiques dans les années 1920 et 1930.

¹⁹³ Black, C.E. (1991). *The Modernization of inner Asia*, Armonk : M.E. Sharpe, 77.

¹⁹⁴ Токторбекова, Н. А. (2017). Изучение хозяйственной жизни кыргызов во второй половине XIX-начале XX вв. *Universum: общественные науки*, 5(35), 9-13.

¹⁹⁵ Les non-chrétiens, ceux qui n'étaient pas orthodoxes, étaient catégorisés selon la classification d'« иноверец » : musulmans, juifs, catholiques, bouddhistes, et chamanistes. <https://www.pravenc.ru/text/468811.html>.

¹⁹⁶ Voir le chapitre suivant, qui explique bien l'évolution de l'usage des termes liés à ces différences par les autorités tsaristes : Werth, P. *Changing Conceptions of Difference Assimilation and Faith* dans Burbank, J. et Von Hagen M. (2007). *Russian empire space, people, power, 1700-1930*, Bloomington : Indiana University Press, 169-195.

C) De la fin du XVIIIème à la révolution d'Octobre, l'Asie centrale à l'aube de nombreux bouleversements

Autorités séculaires et religieuses en Asie centrale ou en Russie, communauté scientifique, populations locales tous ont généré une véritable émulation d'idées, tout autant que des positions et des réactions qui ont influé sur la façon dont cette partie de l'Empire a été non seulement intégrée, perçue mais aussi modifiée. Entre pragmatisme et idéologie, entre considérations économiques (terres arables, culture du coton et du tabac, ressources premières)¹⁹⁷, politiques (mission civilisatrice) et géopolitiques (nous pensons ici à la concurrence avec l'Empire britannique mieux connue sous l'expression de *Great Game*)¹⁹⁸, il est intéressant de constater l'arbitrage entre les différentes parties prenantes. Ce qui semble prévaloir au bout du compte pour les autorités tsaristes est l'idée de donner la priorité à une certaine stabilité, et non pas à de grands projets de transformation. Dans ce contexte, la question religieuse a été éminemment discutée. Entre influence de l'Église orthodoxe et désir de stabilité, les positions eu égard à cette question ont aussi fluctué¹⁹⁹. En Asie centrale, afin de ne pas créer d'émeutes et de ne pas encourager le fanatisme, un certain espace sera alloué aux autorités islamiques sans pour autant qu'elles soient institutionnalisées au Turkestan²⁰⁰. Par ailleurs, dans le cadre des protectorats, une certaine latitude était donnée aux autorités sur place. Les réels bouleversements résidaient davantage dans la modification des modes de vie traditionnels, qui commençaient à être bouleversés par l'arrivée massive de Russes et d'Ukrainiens qui, évalués à 3,5 millions entre 1900 et 1915, avait des implications immédiates pour les populations nomades et semi-nomades puisque la plupart des nouveaux arrivants exerçaient comme eux des activités agricoles²⁰¹. L'équilibre démographique de la région commençait de ce fait à être modifié. La gestion tsariste de l'Asie centrale peut être décrite comme incrémentale et fluctuante au gré des priorités en vogue au Kremlin, tout autant que des conflits successifs ou des changements à la tête de l'empire. La gestion et l'administration du Turkestan illustrent donc la difficulté de mettre en œuvre plusieurs exigences

¹⁹⁷ Black, C.E. (1991). *The Modernization of inner Asia*, Armonk : M.E. Sharpe, 94-105.

¹⁹⁸ Piatigorsky, J. et Sapir, J. Dir. (2009). *Le grand Jeu : XIXème siècle, les enjeux géopolitiques de l'Asie centrale*, Paris :Éditions Autrement, 252.

¹⁹⁹ Campbell, E. (2007). « The Muslim Question In Late Imperial Russia », dans Burbank, J. et Von Hagen M. (2007). *Russian empire space, people, power, 1700-1930*, Bloomington : Indiana University Press, 320-348.

²⁰⁰ Ibid.

²⁰¹ Rashid, A. (1994). *The Resurgence of Central Asia: Islam or Nationalism?*, London : Zed Books, 51-52.

pouvant sembler contradictoires : comment inclure à l'ensemble de l'empire des populations si différentes, de confessions différentes, et considérées comme arriérées et traditionnelles ? Quel rôle économique donner à la région ? Comment gérer l'arrivée massive de colons, de plus en plus nombreux ? Quel rôle laisser jouer aux autorités locales ?

Déjà à l'aube du XXème siècle une pression s'exerce sur ces sociétés traditionnelles, ce qui, inévitablement, crée des réactions au sein de la population locale et de ses élites, tout autant qu'au sein des élites administratives²⁰². La structure traditionnelle si particulière de cette région faisait écho au débat général de l'époque sur le rôle et la façon dont devaient être déterminées les régions²⁰³. Dès lors, les décisionnaires nécessitaient toujours plus d'informations sur les territoires et les populations conquises afin de savoir comment les intégrer à l'ensemble de l'empire²⁰⁴. Ce débat continuera pendant la période soviétique. Sous le régime précédent, un élément distinctif du colonialisme tel qu'il était pratiqué ailleurs ressortait, celui du principe de la différence coloniale : il n'y avait ni mixité ni assimilation entre les colonisateurs et les colonisés²⁰⁵. La présence russe va coïncider avec la création d'institutions administratives et d'infrastructures modernes. Les Russes contribueront à la construction d'imprimeries industrielles (publication du premier quotidien *Terjuman* en 1885 et qui sera publié jusqu'en 1914)²⁰⁶, à la construction du chemin de fer transcaspéen qui se termine en 1905 et la modernisation et la remise en l'état de barrages et canaux²⁰⁷. Investissements qui s'inscrivent à la fois dans une logique d'incorporation du territoire à l'empire et une logique militaire²⁰⁸. Ces changements étaient perçus positivement par certaines franges de la population et sont concomitants de l'apparition de nouveaux courants intellectuels vernaculaires qui s'interrogent

²⁰² Sheehy, A. (1966). The Andizhen Uprising of 1898 and Soviet Historiography. *Central Asian Review* XIV, 2, 139-150.

²⁰³ Bacon, E. E. (1966). *Central Asia Under Russian Rule*, Ithaca : Cornell University Press.

²⁰⁴ Tagirova, N. (2007). « Mapping the Empire's Economic Region » dans Burbank, J. et Von Hagen M. (2007). *Russian empire space, people, power, 1700-1930*, Bloomington : Indiana University Press, 125-139.

²⁰⁵ Khalid, A. (2006). Backwardness and the Quest for Civilization: Early Soviet Central Asia in Comparative Perspective. *Slavic Review*, 65(2), 238.

²⁰⁶ Soucek, S. (2000). *A history of inner Asia*, Cambridge : Cambridge University Press, 205.

²⁰⁷ Murray Matley, I. (1989). Agricultural Development » dans Allworth E., dir. *Central Asia: 120 years of Russian rule*, Durham : Duke University Press, p. 266-309.

²⁰⁸ Carrère d'Encausse, H. (1964). *Réforme et révolution chez les musulmans de l'empire russe*, Paris : Armand Colin, 74-75.

sur les questions liées à la modernité, à la nation, à la façon de réformer leurs sociétés tout en gardant l'essence de celles-ci. Plusieurs courants sont à l'œuvre sur ce vaste territoire et les déboires rencontrés par le régime tsariste ouvrent la voie à une poursuite de ce que les prédécesseurs des Soviétiques avaient mis en œuvre avec cependant des justifications radicalement différentes conjuguées à des façons de faire qui ne l'étaient pas toujours.

En tout état de cause, le début du XX^{ème} siècle est particulièrement agité au Turkestan. Les sociétés traditionnelles commencent à être bouleversées par les conséquences de la présence allophone²⁰⁹ ce qui se traduit par l'émergence d'idées nationalistes. C'est réellement à partir de la révolution de 1905 qui secoue l'Empire que ces mouvements prennent de l'ampleur au Turkestan notamment, mais aussi dans les Khanats²¹⁰. Plusieurs aspects expliquent cette dynamique. Tout d'abord, la question musulmane s'est politisée dans un contexte de nationalisme ethnique, ce qui provoque la peur d'un séparatisme de la part des populations « étrangères ». De plus, il faut compter avec les évolutions qui se produisent sur le territoire ottoman avec les idées des Jeunes Turcs qui trouvent un écho certain dans les Khanats et contribuent à une vigoureuse activité intellectuelle²¹¹. Lorsque s'opère au même moment une refocalisation des priorités tsaristes à propos de la question de la stabilisation de l'Empire à la suite des soubresauts de 1905 en même temps qu'on observe une relative ouverture libérale, une certaine tolérance apparaissait et favorisait la vitalité des débats sur place. Ce vide permet donc aux élites intellectuelles locales de prendre de l'importance sur le terrain et de s'imposer davantage encore comme des intermédiaires entre les autorités tsaristes et la population²¹². Ceci est particulièrement pertinent et intéressant dans la mesure où ce rôle ne cessera de croître après les révolutions de Février et d'Octobre. Ainsi, le déclenchement de la Première Guerre mondiale, dont l'issue est connue de tous pour le régime tsariste, aura d'importantes conséquences sur le Turkestan. La région va connaître pendant la période trouble de la guerre civile puis jusque dans les années 1930 de nombreux changements.

²⁰⁹ Par allophones, nous entendons l'intégralité du reste des populations issues de l'URSS sachant fonctionner en russe.

²¹⁰ Chuvin, P. et al. (2008). *Histoire de l'Asie centrale contemporaine*, Paris : Fayard, 106-108.

²¹¹ Tuna, M. (2017). « Pillars of the Nation »: The Making of a Russian Muslim Intelligentsia and the Origins of Jadidism." *Kritika: Explorations in Russian and Eurasian History*, 18(2), 257-281.

²¹² Roy, O. (1997). *La nouvelle Asie centrale ou la fabrication des nations*, Paris : Seuil, 74-75.

2.2 Du tsarisme au soviétisme : une Asie centrale bouleversée

Dans la première partie, nous avons abordé les développements qui ont eu cours dans la région de l'Asie centrale à partir des premières incursions russes au XVIIIème jusqu'au début du XXème pour avoir une idée générale de l'évolution de l'influence russe sur celle-ci. Nous avons vu qu'elle a été progressive et qu'elle a suscité localement des réactions qui ont mené à de nouveaux courants intellectuels.

Tout d'abord, nous présenterons la teneur de ces courants intellectuels afin de constater leur rôle pendant cette période de turbulences qui débuta dès 1916, avant que n'éclate la Guerre civile russe. Ensuite, nous verrons quels changements sont intervenus au niveau de l'administration (impériale puis soviétique), et comment ceux-ci ont laissé une empreinte majeure sur les sociétés concernées : création de nouvelles entités administratives, de nouvelles langues²¹³, de nouvelles dynamiques sociales ainsi qu'une reconfiguration majeure de tout cet espace. Les bouleversements intervenus durant cette période sont essentiels à la compréhension des dynamiques qui interviendront consécutivement au démantèlement de l'Union soviétique.

A) Le début de la politisation

Durant la période tsariste, le Turkestan occupait une place particulière lorsqu'on le comparait au reste des territoires de l'empire russe.

In general, the social and political distance between the rulers and the ruled remained greater than anywhere else in the empire, with the possible exception of Siberia and the north (where the indigenous population was much smaller and did not pose a demographic threat to Russian dominance)²¹⁴;

Ceci était principalement lié au fait de la différence culturelle des peuples centrasiatiques et l'absence de volonté d'assimilation de ceux-ci par les autorités tsaristes. Cela se traduit par une institutionnalisation de la différence entre les populations russes et centrasiatiques dans les pratiques légales expliquant ainsi que les populations locales jouèrent un rôle aux plus bas

²¹³ Au Kirghizstan, l'intellectuel Kasym Tynystanov (linguiste kirghize) est reconnu comme le fondateur du Kirghize moderne. Lui sera d'ailleurs décerné une médaille d'or du président kirghize à titre posthume en 2001 pour sa contribution essentielle et primordiale à l'élaboration de la langue kirghize (il avait été réhabilité pendant la déstalinisation en 1964 après avoir été éliminé pendant les grandes purges). Voir Боллонова А.Б. (2011). *К.Тыныстанов - ученый и государственный деятель Кыргызстана*. Каракол: ИГУ.

²¹⁴ Rashid, A. (1994). *The Resurgence of Central Asia: Islam or Nationalism?*, London : Zed Books, 236.

niveaux de l'administration²¹⁵. Il fallait effectivement des relais avec la population locale afin d'expliquer puis appliquer les politiques voulues et décidées à Saint-Pétersbourg. La volonté de maintenir une certaine stabilité fit en sorte que le Turkestan resta avec un statut à part pendant la période tsariste dans la gestion des affaires courantes tout en étant intégré à l'ensemble économique russe, notamment par l'encouragement et la mise en place d'une monoculture massive du coton qui était une véritable manne pour le pouvoir central²¹⁶. Pour autant, cette présence étrangère n'est pas sans créer de remous au sein des populations concernées, menant à l'apparition de groupuscules nationalistes, alors que des éléments apportés par l'Empire russe comme l'imprimerie industrielle donne des moyens nouveaux aux populations locales de faire valoir leurs idées, mais aussi d'y avoir accès. En ce qui concerne les canaux de communication, la majeure partie de la population était encore analphabète : une minorité d'individus avaient accès à ces débats et le relais de ces idées se faisait principalement dans les mosquées donc par voie orale, ce qui explique aussi la rareté des sources primaires quant aux messages qui étaient diffusés aux masses²¹⁷. Quoi qu'il en soit, il est indéniable qu'une véritable émulation intellectuelle est en cours sur le territoire d'Asie centrale, autant dans les steppes kazakhes, dans les Khanats que dans le Turkestan. Avant de présenter les groupes les plus actifs, qui joueront un rôle de prime importance après la révolution d'Octobre, il faut relativiser leur rôle et leur influence durant les dernières décennies de tsarisme. Il n'existait pour ainsi dire aucune forme d'unité ou d'opinion publique, et les mouvements qui apparaissaient se cantonnaient à des franges réduites de la population. Si nous tenons à préciser ces aspects-là, c'est d'abord parce que ces groupes vont être sur le devant de la scène, surtout dans les années suivant l'arrivée des bolchéviques dans l'élaboration de ce que deviendront les RSS. Ils réapparaîtront pour prendre une certaine importance dans l'historiographie centrasiatique à partir de la *Glasnost*.

Jusqu'à la révolution d'Octobre, et en dehors des conséquences de l'arrivée massive des colons qui provoquèrent des remous et des heurts, la plupart des Centrasiatiques vivaient selon leurs traditions immuables et le peu d'entre eux qui étaient éduqués l'étaient dans un cadre traditionnel, c'est-à-dire dans les *madrasas* et autres écoles coraniques où certains d'entre eux

²¹⁵ Rashid, A. (1994). *The Resurgence of Central Asia: Islam or Nationalism?*, London : Zed Books, 237.

²¹⁶ Obertreis, J. (2017). *Imperial Desert Dreams : Cotton Growing and Irrigation in Central Asia, 1860-1991*, Göttingen : V&R unipress.

²¹⁷ Fourniau, V. (1991). Un mouvement de jeunesse inconnu en Asie centrale : les jeunes Boukhares entre les idéologies de libération nationale et sociale. *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 25(1), 11-17.

parvenaient à accéder aux plus hautes formes de savoir (et notamment l'écriture)²¹⁸. Pour autant, c'est à travers ces courroies de transmission que commencent à émerger, principalement dans les deux Khanats de Khiva et de Boukhara qui resteront autonomes jusqu'en 1920, une éducation dite moderne. Celle-ci est véhiculée par des Centrasiatiques et des Tatares qui, revenant de Russie ou du monde turco-persan après leurs études, apportent des idées nouvelles ainsi que les graines du nationalisme. Cette méthode moderne d'éducation, est appelée « Usul-i jadid », que l'on peut traduire par *nouvelle méthode* mènera à la création d'un mouvement moderniste et nationaliste plus connu sous le nom de *Jadids*²¹⁹. L'un de ses porte-étendard, un Tatar du nom d'Ismail Bey Gasprinskii (1851-1914), sera l'un des artisans majeurs de la création de ces écoles et d'un mouvement intellectuel qui laissera sa marque en Asie centrale. À cette époque, il faut rappeler que le rôle de la communauté tatare était important dans les avancées tsaristes dans la région puisqu'ils tenaient un rôle d'intermédiaire important en tant que marchands, traducteurs et courtiers depuis des siècles²²⁰. L'idée centrale de ce penseur qui reste actuel aujourd'hui eu égard au panturquisme et à l'eurasisme, était d'ouvrir à la modernité les musulmans de Russie sans pour autant les condamner à renier leurs traditions²²¹. Ses pérégrinations en Europe et en Russie l'avaient convaincu de la nécessité de mettre en place une éducation dite moderne qui permettrait à ses coreligionnaires de s'affirmer et *in fine* de pouvoir protéger leurs particularismes et leurs pratiques culturels²²². Ses idées vont faire des émules dans certaines franges de la population, notamment cette volonté de se moderniser²²³. D'autres courants associeront les idées des *Jadids* à des velléités indépendantistes telles les Jeunes Boukhariotes par exemple, qui entraîneront des heurts avec les autorités tsaristes dans les années durant les années 1910²²⁴. Certains voient aussi plus loin et considèrent qu'une telle formation permettrait peut-être de s'émanciper du colonisateur russe – par la création d'un État ou d'une province regroupant tous les musulmans

²¹⁸ Soucek, S. (2000). *A history of inner Asia*. Cambridge : Cambridge University Press, 205.

²¹⁹ Ibid, 205.

²²⁰ Rashid, A. *The Resurgence of Central Asia: Islam or Nationalism?*, London : Zed Books, 239.

²²¹ Zenkovsky, S. A. (1960). *Pan-Turkism and Islam in Russia*. Cambridge : Harvard University Press.

²²² Karami, J. et Abedi, K. (2017). Modernity in Ismail Gasprinski's Thoughts and its Influence on Russian Muslim. *Central Eurasian Studies*, 10(1), 189-204.

²²³ Kubatova, A. E. (2009). *Jadid schools in Kyrgyzstan*, Bichkek : Institute of History and Cultural Heritage of the National Academy of Sciences of the Kyrgyz Republic.

²²⁴ Fourniau, V. (1991). Un mouvement de jeunesse inconnu en Asie centrale : Les jeunes Boukhares entre les idéologies de libération nationale et sociale. *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 25(1), 11-17.

de Russie²²⁵. En ce qui concerne les *Jadids*, leur projet peut se résumer de la manière qui suit : « [...] like most nationalisms, saw the problem as a dialectic between modernity and authenticity: the nation had to be made more modern and more authentic at the same time »²²⁶. Abderrauf Fitrat (1886-1938), un des leaders de ce mouvement, était partisan d'une mobilisation de la population afin de faire valoir ses droits mais il comprendra rapidement le manque d'enthousiasme de la population locale²²⁷. Pour autant, les idées des *Jadids* et des groupes liés trouveront dans le discours révolutionnaire bolchévique une façon de faire avancer leurs idées. Ultimement, la conscription imposée par le régime tsariste en 1916 engendrera des révoltes importantes qui seront sévèrement réprimées préparant par la même un terrain fertile à la dissémination des idées de ces groupes, nationalistes tout particulièrement²²⁸.

S'il existe des courants modernistes propres à l'Asie centrale, il en existe aussi d'autres à caractère traditionaliste comme les *kadimistes*, qui s'opposent à l'entrée dans la modernité²²⁹ et militent pour le statu quo. Cette opposition entre modernistes et traditionalistes sera un terrain fertile utilisé par les bolchéviques durant la guerre civile (1917-1921) dans leur stratégie armée mais également dans leur quête de légitimation. La répression brutale des opposants à la conscription contribua aussi à l'agrandissement des factions susmentionnées. En novembre 1917 l'établissement d'un gouvernement autonome du Turkestan, est proclamé. Il aura pour conséquence la mise à sac de Tachkent par les Russes en février 1918 comme réponse à ces événements à caractère autonomiste ayant cours sur place²³⁰. La zone sera progressivement pacifiée par les bolchéviques, qui se tourneront vers les deux Khanats restants, Boukhara et Khiva et en prendront le contrôle. C'est à partir de ce moment que les divisions, tout comme le manque d'unité de la population, vont être mis à profit par les révolutionnaires : « Throughout the period of the civil war in the region, no clear or viable indigenous group alternative to eventual Soviet rule emerged. No signed group had defined or put forward a coherent political vision

²²⁵ Cette idée fera son bout de chemin durant les années 1920 jusqu'à ce que soit arrêté la configuration tellement qu'elle sera institutionnalisée après 1924.

²²⁶ Khalid, A. (2006). Backwardness and the Quest for Civilization: Early Soviet Central Asia in Comparative Perspective. *Slavic Review*, 65(2), 238.

²²⁷ Rashid, A. (1994). *The Resurgence of Central Asia: Islam or Nationalism?*, London : Zed Books, 239-240.

²²⁸ Soucek, S. (2000). *A history of inner Asia*, Cambridge : Cambridge University Press, 205.

²²⁹ Black, C.E. (1991). *The Modernization of inner Asia, Armonk* : M.E. Sharpe, 50.

²³⁰ Black, C.E. (1991). *The Modernization of inner Asia, Armonk* : M.E. Sharpe, 52.

capable of catalyzing a persuasive national movement.»²³¹. En parallèle, un mouvement indépendantiste, *Alash Orda*, déclare son autonomie en 1917 sur le territoire correspondant peu ou prou au Kazakhstan actuel, bien que restant sous le contrôle des Russes blancs. Les bolchéviques viendront reprendre le contrôle de ces territoires en 1920 après avoir vaincu ces derniers. Entre la guerre civile, les répressions, la conscription, une préoccupation grandit à Moscou quant à la nécessité de réserver un meilleur traitement à la population afin de ne pas compromettre le rayonnement des bolchéviques vis-à-vis «des peuples colonisés» par le capitalisme et de mieux asseoir son pouvoir²³². Les bolchéviques feront avancer leurs intérêts, peu à peu, jusqu'à contrôler l'intégralité du territoire tout en trouvant une légitimité et une légitimation auprès des élites locales – et vice-versa - qu'ils auront aidées face à leurs propres ennemis durant cette période trouble d'une grande violence²³³ en apportant un soutien militaire (en hommes ou en armes à ces élites). C'est d'ailleurs à ce titre que celles-ci auront un mot non négligeable à dire pendant la construction du fédéralisme soviétique des années 1924-1936. C'est aussi à partir de 1920 que commence à poindre l'idée de créer un Turkestan soviétique englobant tous les territoires d'Asie centrale sous contrôle russe. Pour autant, cette idée est discutée dans le cadre d'un débat sur les formes à lui donner, avec l'émergence de deux paradigmes concurrents : le paradigme ethnolinguistique et le paradigme du régionalisme économique. Comme nous le verrons, une synthèse sera dans l'élaboration finale des RSS d'Asie centrale.

B) La transformation administrative de l'Asie centrale

Alors que le projet colonial tsariste correspondait à une volonté d'étendre le territoire et la puissance de l'empire en s'inscrivant dans une logique stratégique, celle des bolchéviques est également idéologique. Elle vise à mettre en place une «révolution culturelle»²³⁴, tout en étant consciente bien sûr de l'aspect stratégique que représentait l'Asie centrale. Elle l'était par son positionnement géographique, par sa grande quantité de ressources naturelles, dont le coton, qui avait été mise de l'avant par les autorités tsaristes, en plus d'être un réservoir potentiel immense

²³¹ Ibid.

²³² Soucek, S. (2000). *A history of inner Asia*, Cambridge : Cambridge University Press, 217.

²³³ Ibid, 208.

²³⁴ Khalid, A. (2006). Backwardness and the Quest for Civilization: Early Soviet Central Asia in Comparative Perspective. *Slavic Review*, 65(2), 238.

de main-d'œuvre. L'Asie centrale promettait également d'être un laboratoire d'expérimentation pour la création de sociétés socialistes et de l'*homo sovieticus*²³⁵. Plusieurs dynamiques allaient donc se côtoyer dans les années 1920 et 1930. Après avoir établi un contrôle politique sur l'Asie centrale, notamment, encore fallait-il établir un travail de conquête conceptuelle : « The Soviet regime from the start found inspiration in the idea that modern governments could use scientific knowledge to revolutionize economic production, social structures, and individual consciousness. In particular, the regime wanted to use such knowledge to overcome the problem of "historical diversity" (mnogoukladnost') and build socialism in an immense territory with lands and peoples "at the most diverse level of historical development. " »²³⁶. En résumé, le savoir scientifique servirait aussi à légitimer la forme que prendrait le territoire dans le cadre de l'idéologie marxiste-léniniste. Un élément singulier et surprenant au regard de l'inimitié entre les bolchéviques et leurs précurseurs est que les élites scientifiques de la Russie tsariste seront priées de contribuer à la délimitation des régions, de répertorier les peuples, les ethnies, les tribus, les nationalités, les langues, les religions, les structures sociales et les activités économiques dans la continuité de ce qu'ils avaient entrepris sous le régime précédent. Ainsi, il serait plus aisé d'élaborer les frontières des futures RSS de la région et la composition de leurs populations dans le cadre marxiste-léniniste qui prédominait. Les ethnologues ont joué un rôle particulièrement important à cet égard²³⁷. Ces équipes pluridisciplinaires sont supervisées par le Narkomnats, c'est-à-dire le Commissariat des nationalités (sous la direction de Staline jusqu'à sa dissolution en 1924) et le Gosplan (chargé de la planification économique). Ils avaient donc la lourde tâche dans le cadre des débats que cela susciterait, de se questionner sur la façon la plus à même d'atteindre le socialisme dans ces régions en retard d'un point de vue du développement.

De 1920 à 1924, la zone est progressivement reprise jusqu'à être contrôlée intégralement par les bolchéviques. Les élites nationalistes locales, de part et d'autre de la région, tentent de faire valoir leurs positions en mettant en avant des revendications autonomistes dans le cadre des instances du parti communiste, avec l'idée d'une république du Turkestan englobant tous les

²³⁵ Cadot, J. (2007). *Le laboratoire impérial : Russie-URSS, 1870-1940*, Paris : CNRS Editions.

²³⁶ Hirsch, F. (2007). State and evolution: Ethnographic knowledge, Economic Expediency, and the making of USSR, 1917-1924 », dans Burbank, J. et Von Hagen M. (2007). *Russian empire space, people, power, 1700-1930*, Bloomington : Indiana University Press, 139.

²³⁷ Hirsch, F. (2005). *Empire of nations: ethnographic knowledge & the making of the Soviet Union*, Ithaca : Cornell University Press, 21-62.

territoires musulmans de la région. Celles-ci résonneront jusqu'au sein même des instances dirigeantes à Moscou, alors qu'en même temps s'ouvraient des discussions sur la forme que devrait avoir cette entité²³⁸. Ceci s'explique en grande partie par le fait que les bolchéviques avaient attiré l'attention des élites locales avec leurs promesses de progrès et de modernisme et avaient réussi, dans une moindre mesure au Kazakhstan où de nombreux Russes étaient présents de longue date²³⁹, à les rallier au sein du parti communiste. Jusqu'où fallait-il leur octroyer de la marge dans leur volonté d'autodétermination ? Comment amener la révolution en Asie centrale considérant que la doctrine marxiste n'abordait pas la question d'une structure sociale (hiérarchisée par clans, nomade, semi-nomade et sédentaire) aussi particulière que celle de cette région ? Staline, commissaire aux nationalités au moment de ces discussions, estimait qu'une nation se définissait par une communauté historiquement évoluée, formée et unie autour d'un langage, d'un territoire et d'une mentalité commune, définie par des expériences partagées et qui se manifestent au sein d'une culture commune²⁴⁰. Dans le cas de l'Asie centrale, nous avons déjà constaté que les différents peuples, malgré des courants nationalistes, quoique marginaux, manquaient d'union et ne correspondaient pas aux critères retenus par Staline. Un débat est engagé quant à la manière de délimiter les RSS. D'un côté, on insistait sur la mise en place de républiques basée sur des critères économiques, correspondant au paradigme régionaliste économique. Celui-ci était accusé de pouvoir mener à un déséquilibre entre celles les plus favorisées en termes économiques et celles qui l'étaient moins mais promettait une modernisation plus rapide. De l'autre, les partisans du paradigme ethnolinguistique, plus à même de s'inscrire dans l'idéologie du passage par la constitution d'une nation avant d'atteindre le socialisme continuait de soulever d'importants débats en raison de la perméabilité de la zone qui faisait se côtoyer différentes ethnies, langues et modes de vie²⁴¹. Finalement, c'est la création du Traité de l'union créant de fait l'URSS le 30 décembre 1922 qui accélérera le processus décisionnel.

²³⁸ Soucek, S. (2000). *A history of inner Asia*, Cambridge : Cambridge University Press, 216-221.

²³⁹ D'ailleurs, le groupe indépendantiste *Alash Orda* et les Russes blancs se révolteront et combattront contre les bolchéviques avant d'être anéantis par ces derniers.

²⁴⁰ Hirsch, F. (2005). *Empire of nations: ethnographic knowledge & the making of the Soviet Union*, Ithaca : Cornell University Press, 43.

²⁴¹ Hirsch, F. (2005). *Empire of nations: ethnographic knowledge & the making of the Soviet Union*, Ithaca : Cornell University Press, 82-87.

Les républiques seraient dessinées de sorte à créer des nations, étape nécessaire sur la route du socialisme. Comme le résume bien le géographe Julien Thorez, il a été généralement admis dans l'historiographie que la façon dont ont été délimitées les frontières de la région s'inscrivait avant tout dans une logique de « diviser pour mieux régner »²⁴², une simplification qui omettait les réalités et la multiplicité des facteurs décisionnels. En effet, l'ouverture des archives après le démantèlement de l'URSS a démontré un certain degré de pragmatisme, permis notamment par l'activité notable des élites de la région : elles étaient invitées à soumettre leurs propositions - mises en concurrence - ce qui permettait aux décideurs de trancher en prenant en compte, ou pas, les différentes opinions émises. Le souci était d'éviter les conflits internes, de favoriser une certaine homogénéité des populations, tout en ayant à l'esprit l'importance de ne pas créer de déséquilibres (notamment économiques) entre les différentes républiques. C'était une équation compliquée et qui explique que le temps nécessaire à la mise en place finale des cinq RSS se soit étalée jusque dans les années 1930 : l'Ouzbékistan et le Turkménistan ont acquis leur statut de république de l'union en 1924, le Tadjikistan en 1929, puis le Kazakhstan et le Kirghizstan en 1936²⁴³. En plus de l'aspect territorial, les réformes commencent à être mises en place. Notamment, un effort particulier sera fourni pour la mise en place d'une éducation modernisée selon les préceptes soviétiques. On assista également à une augmentation rapide des publications et à la création de six nouvelles langues littéraires²⁴⁴. Des institutions culturelles seront mises en place afin d'encourager la « révolution des idées », comme l'accent mis sur le développement du théâtre et de la littérature par exemple²⁴⁵. Les autorités encouragent les femmes à être éduquées et à ce qu'elles aient accès à de nouvelles opportunités, ce qui va modifier aussi grandement la structure traditionnelle de la société, malgré de nombreuses résistances²⁴⁶. Une politique d'indigénisation est instaurée, c'est-à-dire que la participation de locaux aux processus administratifs et politiques (quoique souvent limités à des positions subalternes) sera mise en

²⁴² Thorez, J. (2011). Les nouvelles frontières de l'Asie centrale : États, nations et régions en recomposition. *Cybergeo: European Journal of Geography*, 534,6.

²⁴³ Soucek, S. (2000). *A history of inner Asia*, Cambridge : Cambridge University Press, 226-227.

²⁴⁴ Hirsch, F. (1997). The Soviet Union as a Work-in-Progress : Ethnographers and the Category Nationality in the 1926, 1937, and 1939 Censuses. *Slavic Review*, 56(2), 230.

²⁴⁵ Khalid, A. (2006). Backwardness and the Quest for Civilization: Early Soviet Central Asia in Comparative Perspective. *Slavic Review*, 65(2), 240.

²⁴⁶ L'ouvrage suivant est particulièrement éclairant eu égard cette question la question du voile : Northrop, D.T. (2004). *Veiled empire: gender & power in Stalinist Central Asia*, Ithaca : Cornell University Press.

avant²⁴⁷. Un exemple révélateur et annonciateur de ces nombreux bouleversements est le délaissement de l'alphabet arabe au profit de l'alphabet latin en 1922, qui sera suivi par l'imposition de l'alphabet cyrillique en 1935 : on voit ici cette volonté des bolchéviques d'homogénéiser les écritures dans une logique administrative, mais également modernisatrice, tout en distanciant graduellement les peuples de leurs cultures millénaires et des influences extérieures afin qu'ils s'imprègnent progressivement de l'idéologie des bolchéviques. Autant d'éléments sur lesquels nous reviendrons.

C) Le recensement de 1897 et les débuts de l'effort modernisateur

Le premier recensement effectué au Turkestan et dans les Khanats a lieu en 1897²⁴⁸. Il vise à mieux appréhender ce territoire dorénavant parti prenant de l'empire russe afin de mieux en connaître sa composition et dans l'optique de mieux le gérer²⁴⁹. Le recensement de 1897 s'est basé sur des données somme toute limitées par rapport aux recensements des décennies suivantes en plus d'être focalisé sur des catégories qui changeront après l'arrivée des bolchéviques²⁵⁰. « The very establishment of the census category *nationality* [that] marked a critical break with the tsarist regime, which had categorized its subjects on the basis of religion and native languages »²⁵¹. Cette différence illustre d'ailleurs le changement de paradigme qui s'opérera eu égard à ces territoires après la Guerre civile. Quoi qu'il en soit, ce recensement nous permet d'avoir une base de départ, tout autant que de dégager une idée générale des changements qui sont intervenus des débuts de la présence russe sur le territoire jusqu'à l'année fatidique de 1991. Plus encore, les Soviétiques se baseront largement sur ses données pour mesurer l'ampleur des changements à apporter sur place et expliqueront aussi en partie les priorités sur lesquelles les autorités soviétiques insisteront. Lorsque les territoires qui composent l'Asie centrale post-soviétique d'aujourd'hui sont intégrés à l'Empire russe, la population compte environ 4,7

²⁴⁷ Chuvin, P. et al. *Histoire de l'Asie centrale contemporaine*, Paris : Fayard, 134.

²⁴⁸ Les recensements suivants seront faits par les Soviétiques en 1926, 1959, 1970, 1979 et 1989 et seront aussi utilisés dans notre thèse.

²⁴⁹ Гулямов, И. К. (2019). К истории переписи населения 1897 года в Туркестане. *Наука, техника и образование*, 5(58), 58-62.

²⁵⁰ Newth, J. A. (1972). The 1970 Soviet Census. *Soviet Studies*, 24(2) 200-222.

²⁵¹ Hirsch, F. (1997). The Soviet Union as a Work-in-Progress : Ethnographers and the Category Nationality in the 1926, 1937, and 1939 Censuses. *Slavic Review*, 56(2), 251.

millions de personnes²⁵² et l'espérance de vie de la population des individus habitant dans la région est d'environ 30 ans²⁵³. Ces populations sont pauvres, souffrent chroniquement de la faim et n'ont aucun accès ou presque à des soins médicaux modernes (les colons slaves étant les rares pouvant en profiter)²⁵⁴ et la médecine traditionnelle n'étant que peu efficace²⁵⁵. Cette espérance de vie extrêmement courte s'explique également par la mortalité infantile élevée à l'époque²⁵⁶. Au Kirghizstan, l'arrivée massive de colons et leur appropriation des terres dans les zones les plus fertiles et propices à l'élevage dans le cadre de la politique tsariste provoquera en plus des vagues migratoires à l'intérieur mais aussi vers l'extérieur des territoires traditionnellement occupés par les Kirghizes et un changement du mode de vie qui se traduira par le début de la sédentarisation d'une petite frange de la population²⁵⁷. Bien que dans des proportions bien moindres que sous les soviétiques qui, comme nous le savons, l'institutionnaliseront durant la collectivisation des terres dans les années 1930. Par ailleurs, celle-ci causera des modifications démographiques encore plus importantes.

Le recensement de 1897 et les rapports fournis par les administrateurs de la région pousseront progressivement les autorités tsaristes à élaborer un plan afin de mener à une « modernisation démographique ». Les remous au sein de l'Empire, notamment avec la révolution de 1905, la guerre contre le Japon puis le début de la Grande Guerre mettront un coup d'arrêt aux réformes imaginées²⁵⁸. Encore une fois, la conscription décidée par le Tsar Nicolas II poussera des milliers à émigrer vers le Xinjiang (d'où la présence de minorités kazakhes et kirghizes importantes jusqu'à ce jour dans la région). Dans les émeutes s'opposant à la

²⁵² Гулямов, И. К. (2019). К истории переписи населения 1897 года в Туркестане. *Наука, техника и образование*, 5(58), 58-62.

²⁵³ Eby, M. (2015). *Fighters for a new life : Doctors, Medecine, and Modernity in Soviet Central Asia*, Carleton : Carleton University Press, [Mémoire de maîtrise, Carleton University].

²⁵⁴ Cavanaugh, M, C. (2001). *Backwardness and biology: Medicine and Power in Russian and Soviet Central Asia. 1868-1934*, New York : Columbia University. [Thèse de doctorat, Columbia University], 2.

²⁵⁵ Шадманова С. Б. (2017). Медицина и население Туркестана: традиции и новации (конец XIX - начало XX вв.). *Историческая этнология*, 2 (1), 119-139.

²⁵⁶ Jones, E., & Grupp, F. W. (1983). Infant Mortality Trends in the Soviet Union. *Population and Development Review*, 9(2), 213–246.

²⁵⁷ Loring, B. (2008). Rural Dynamics and Peasant Resistance in Southern Kyrgyzstan, 1929-1930. *Cahiers du Monde russe*, 49, 183-210.

²⁵⁸ Ohayon, I. (2008). Lignages et pouvoirs locaux: L'indigénisation au Kirghizstan soviétique (années 1920-1930). *Cahiers du Monde russe*, 49(1), 145-182.

conscription, il y aura des milliers de morts (difficile de trouver des chiffres précis), alors que près de 150 000 nomades auraient émigré vers la Chine voisine.

La stratégie première du leadership soviétique sera celle de *korenizatsia*, la politique d'indigénisation mentionnée plus haut. Cette politique visait à s'appuyer sur les peuples titulaires considérés comme des relais fiables dans les républiques à moderniser - à savoir les RSS non européennes. Ces individus fiables devaient coûte que coûte être considérés comme des bolchéviques²⁵⁹ qui au moins en apparence étaient convaincus de la supériorité du modèle soviétique : leur rôle serait de démanteler les réseaux et structures traditionnelles qui étaient la cause, selon leurs collègues provenant du reste de l'Union soviétique, du retard et de la dimension primitive des sociétés d'où ils étaient originaires. Cette indigénisation avait plusieurs avantages : « L'indigénisation des appareils était le mot d'ordre de la politique nationale des années 1920 et ce, jusqu'en 1932, en URSS. Elle consistait, d'une part, à attirer les populations autochtones dans les appareils de direction afin de donner au pouvoir un visage familial, local et national et de s'assurer que les fonctionnaires locaux connaissaient la langue, le mode de vie et les mœurs de leurs administrés »²⁶⁰. En d'autres mots, « It was assumed that native languages would make Soviet power understandable, and local personnel who knew the customs, habits, and way of life of their peoples would help ensure that Soviet power seemed to the population of the republics as "their own," not imposed by the Russians »²⁶¹. Comme le montre le tableau 1, l'indigénisation de l'administration n'est pas restée lettre morte, et ce, dans les RSS formant l'ensemble soviétique d'alors. Il faut toutefois garder à l'esprit que cela se fera avec plus ou moins de succès et de zèle car, comme le démontre d'ailleurs Isabelle Ohayon dans son article sur le canton Naryn, au Kirghizstan, ces relais autochtones se serviront souvent des leviers traditionnels pour faire avancer leur cause et il y aura in fine une hybridation des manières de faire²⁶². Comme nous pouvons le constater dans les tableaux 1, 2, et 3, cet effort aura cours jusqu'aux années 1970. Il y a eu une pression importante exercée par les autorités afin non

²⁵⁹ Puis, après la fin de la Guerre Civile russe, des Soviétiques modèles et convaincus.

²⁶⁰ Ohayon, I. (2008). Lignages et pouvoirs locaux: L'indigénisation au Kirghizstan soviétique (années 1920-1930). *Cahiers du Monde russe*, 49(1), 147.

²⁶¹ Mironov, B. N. (2021). From Indigenization to Sovereignization : How the Disintegration of the Soviet Union Was Prepared. *Rossiiskaya Istoriya*, 6, s47.

²⁶² Ohayon, I. (2008). Lignages et pouvoirs locaux: L'indigénisation au Kirghizstan soviétique (années 1920-1930). *Cahiers du Monde russe*, 49(1), 145-182.

seulement de moderniser ces RSS mais également d'instruire et de mobiliser les populations sur place. Cette indigénisation des élites nécessita toutefois de l'alphabétiser et de la former : nous verrons dans la partie suivante comment s'est matérialisée cette politique d'alphabétisation et de création d'une éducation moderne et à vocation universelle dans tous les territoires concernés :

La question de l'alphabétisation était précisément au cœur du problème d'indigénisation des appareils car elle conditionnait sinon le recrutement des cadres au moins l'attribution de fonctions de responsabilité. Or, la très grande majorité des Kirghiz était analphabète ; quant aux membres kirghiz du parti, ils étaient, pour la plupart, illettrés et n'avaient reçu aucune éducation scolaire. Par-delà l'alphabétisation elle-même et comme partout en URSS mais avec une acuité peut-être plus grande, le problème de la formation en général se posait, tant sur le plan technique que politique, à tel point qu'elle constituait une préoccupation omniprésente dans les rapports envoyés au centre sur le fonctionnement des administrations.²⁶³

Tout porte à croire que cette réalité kirghize était manifeste partout en Asie centrale²⁶⁴. Finalement, tout en « indigénisant » les administrations sur place, des lois étaient mises en place afin d'éradiquer les pratiques traditionnelles considérées comme barbares comme au Kirghizstan par exemple avec l'interdiction du *kalym*²⁶⁵, de l'*alaa kachuu*²⁶⁶ (l'équivalent de la dote à la période médiévale en Europe de l'ouest pour le premier, le kidnapping de femmes obligeant au mariage pour le second), réprimés par la police politique et considérés comme des « crimes de la vie quotidienne ». Aussi les attitudes rétrogrades envers les femmes, la consommation excessive d'alcool (pas vraiment courant à l'époque en Asie centrale mais cette question évoluera durant la période soviétique jusqu'à devenir un fléau dans les années 1990) ou tout comportement social ou acte rituel et/ou de sociabilité traditionnels seront bannis et punis ouvertement par les services de sécurité afin de « tirer vers le haut » les populations sur place. Cette volonté et nécessité pour les bolchéviques, commandait d'une certaine façon que les membres des différents appareils décisionnaires - des peuples titulaires inclus, donc – y participent puisque « leur présence aux rites était la condition de leur maintien et de leur intégration [aux bolchéviques] dans la société et

²⁶³ Ibid, 151.

²⁶⁴ Martin, T. (2001). *The Affirmative Action Empire : Nations and Nationalism in the Soviet Union 1923-1939*, Ithaca : Cornell University Press.

²⁶⁵ Ohayon, I. (2008). Lignages et pouvoirs locaux: L'indigénisation au Kirghizstan soviétique (années 1920-1930). *Cahiers du Monde russe*, 49(1), 151.

²⁶⁶ Heyat, F. (2004). Re-Islamisation in Kyrgyzstan : Gender, New Poverty and the moral dimension. *Central Asian Survey*, 23(3-4), 275-287.

leur assurait une légitimité qu'ils mettaient à profit dans les appareils»²⁶⁷. Par ailleurs, sans vouloir sauter les étapes, ces changements imposés très tôt par les bolchéviques (avec plus ou moins de zèle au gré des priorités édictées par le pouvoir central et de la façon dont elles étaient reçues et implémentées à l'échelle des RSS qui avaient elles aussi un pouvoir décisionnaire impactant sur les décisions prises à Moscou) réapparaîtront avec acuité, au moins au Kirghizstan dans les années 1990. Il est donc important de les garder à l'esprit puisque nous y reviendrons dans le troisième chapitre de notre thèse.

Tableau 1. - Reproduction de la *Table 3. De-Russification of Administration in the USSR and the RSFSR in 1926-1989*²⁶⁸

Table 3. De-Russification of Administration in the USSR and the RSFSR in 1926-1989*											
Administrative unit		Ethnos's share in management, %					Representation index				
		1897	1926	1959	1979	1989	1897	1926	1959	1979	1989
USSR	Russians	67.8	64.8	61.2	59.1	53.1	1.43	1.22	1.14	1.07	1.06
	Non-Russians	32.2	35.2	38.8	40.9	46.9	0.61	0.76	0.84	0.91	0.93
USSR without RSFSR	Russians	40.5	27.9	25.0	23.7	20.5	2.89	1.67	1.65	1.11	1.02
	Non-Russians	59.5	72.1	75.0	76.3	79.5	0.69	0.87	0.88	0.97	0.99
RSFSR	Russians	89.3	81.8	82.5	82.4	81.6	1.11	1.10	1.00	1.00	1.00
	Non-Russians	10.7	18.2	17.5	17.6	18.4	0.55	0.70	1.06	1.00	0.97
Calculated using: see the notes to Table 1.											
* In the state and party apparatus, in the courts, law enforcement, and legislative institutions.											

²⁶⁷ Ohayon, I. (2008). Lignages et pouvoirs locaux: L'indigénisation au Kirghizstan soviétique (années 1920-1930). *Cahiers du Monde russe*, 49(1), 161.

²⁶⁸ Mironov, B. N. (2021). From Indigenization to Sovereignization : How the Disintegration of the Soviet Union Was Prepared. *Rossiiskaya Istoriya*, 6, 3-24.

Tableau 2. - Reproduction de la *Table 2. Participation of 15 titular peoples in the management of the Russian Empire and the USSR in 1897-1989*²⁶⁹

Table 2. Participation of 15 titular peoples in the management of the Russian Empire and the USSR in 1897-1989*											
Republic	Ethnos	Ethnos's share in management, %					Representation index				
		1897**	1926	1959	1979	1989	1897**	1926	1959	1979	1989
RSFSR	Russians	89.3	81.8	82.5	82.4	81.6	1.11	1.10	1.00	1.00	1.01
	Non-Russians	10.7	18.2	17.5	17.6	18.4	0.55	0.70	1.06	1.00	0.97
Azerbaijan	Azerbaijanis	-	49.0	56.1	77.9	83.3	-	0.84	0.94	1.04	1.03
	Russians	84.3	17.5	17.2	8.4	5.3	3.35	1.43	1.18	0.86	0.79
Armenia	Armenians	39.3	94.5	92.4	94.4	97.0	0.83	1.14	1.06	1.05	1.03
	Russians	23.4	1.2	2.7	1.4	1.3	3.52	0.50	0.72	0.49	0.75
Belarus	Belarusians	30.7	57.5	69.5	72.5	-	0.70	0.69	0.85	0.93	-
	Russians	42.0	16.6	20.7	19.0	-	4.50	2.18	3.10	1.50	-
Georgia	Georgians	50.2	69.5	72.0	76.5	79.2	0.67	1.08	1.11	1.11	1.11
	Russians	32.5	8.0	7.5	5.2	4.3	5.24	1.91	0.70	0.66	0.66
Kazakhstan	Kazakhs	16.2	24.7	38.3	41.5	-	0.23	0.42	1.57	1.45	-
	Russians	77.8	51.2	43.6	40.7	-	3.46	2.74	0.96	0.90	-
Kyrgyzstan	Kyrgyz	11.7	24.1	38.5	47.4	51.0	0.15	0.35	1.00	1.17	-
	Russians	78.1	45.9	36.9	33.4	-	6.82	4.38	1.14	1.05	-
Latvia	Latvians	15.9	-	48.5	51.9	46.8	0.36	-	0.78	1.04	0.95
	Russians	29.6	-	37.9	34.6	36.5	4.17	-	1.48	1.00	1.06
Lithuania	Lithuanians	11.9	-	69.5	77.3	75.9	0.40	-	0.87	1.00	0.98
	Russians	48.4	-	19.9	13.0	13.3	5.09	-	2.53	1.28	1.33
Moldova	Moldovans	10.2	-	37.7	50.4	-	0.25	-	0.56	0.81	-
	Russians	76.0	-	30.9	22.5	-	2.33	-	3.60	1.71	-
Tajikistan	Tajiks	23.8	40.4	50.3	56.7	-	0.87	0.55	1.00	1.07	-
	Russians	49.7	35.0	23.3	18.3	-	11.83	13.00	1.48	1.25	-
Turkmenistan	Turkmens	10.6	25.7	47.9	62.8	-	0.20	0.36	0.85	1.01	-
	Russians	69.6	46.2	28.9	19.9	-	4.09	6.35	1.32	1.16	-
Uzbekistan	Uzbeks	15.8	40.6	49.5	61.1	64.6	0.28	0.60	0.83	0.96	0.96
	Russians	49.7	49.2	23.4	17.3	13.6	11.83	6.19	1.47	1.20	1.25
Ukraine	Ukrainians	53.3	55.0	68.1	70.0	-	0.73	0.66	0.87	0.97	-
	Russians	38.9	23.0	25.2	25.1	-	3.23	2.75	1.62	1.14	-
Estonia	Estonians	52.4	-	66.1	66.9	58.5	0.62	-	0.89	1.12	1.00
	Russians	28.3	-	26.4	25.1	31.2	3.72	-	1.37	0.81	0.98

Calculated using: see the notes to Table 1.

* In the state and party apparatus, in the courts, law enforcement, and legislative institutions.

•• Here and in other tables, the territory and population of the future union republics are determined tentatively for 1897.

²⁶⁹ Mironov, B. N. (2021). From Indigenization to Sovereignization : How the Disintegration of the Soviet Union Was Prepared. *Rossiiskaya Istoriya*, 6, 3-24.

Tableau 3. - Reproduction de la *Table 1. The national composition of the USSR state apparatus and power structures in 1926, 1959, 1979, and 1989 (%)*²⁷⁰

Table 1. The national composition of the USSR state apparatus and power structures in 1926, 1959, 1979, and 1989 (%)				
Ethnic groups	1926*	1959	1979	1989
Heads of the state apparatus				
Russians	63,8	53,5	55,3	53,1
Non-Russians	36,2	46,5	44,7	46,9
15 titular ethnic groups	81,9	87,7	89,8	90,4
All population	100	100	100	100
Judicial system				
Russians	65,1	56,4	59,9	57,2
Non-Russians	34,9	43,6	40,1	42,8
15 titular ethnic groups	81,4	82,0	89,1	90,6
Total	100	100	100	100
Militia				
Russians	67,0	65,4	62,1	58,0
Non-Russians	33,0	34,6	37,9	42,0
15 titular ethnic groups	85,4	92,4	90,5	91,5
Total	100	100	100	100
Army**				
Russians	73,0	63,1	-	-
Non-Russians	27,0	36,9	-	-
15 titular ethnic groups	68,0	92,3	-	-
Total	100	100	-	-
Calculated using: A General Compilation of the Results of the Development of Data of the First General Census in the Empire, Carried out on January 28, 1897, in 2 vols., Ed. by N. Troinitskii (St. Petersburg, 1905), Vol. 2, pp. 226—255 (in Russian); <i>Distribution of the Population by Types of Main Occupations and Age Groups in Separate Territorial Regions</i> , in 4 vols., Ed. by N. Troinitskii (St. Petersburg, 1905), Vols. 1—4 (in Russian); <i>All-Union Population Census 1926</i> , Vols. 18-34; RGAE: Census 1959; RGAE: Census 1979; RGAE: Census 1989; <i>Labor in the USSR</i> (Moscow, 1988), pp. 16-25, 118, 125-127; A. P. Artem'ev, <i>Fraternal Fighting Union of the Peoples of the USSR in the Great Patriotic War</i> (Moscow, 1975), p. 58 (data on the composition of 200 rifle divisions numbering over a million military personnel in 1943).				
* The state and party apparatus in 1926.				
** In 1926 based on sample data. In the column for 1959, information on the composition of the army in 1943.				

Nous évoquerons dans la dernière partie de ce chapitre les conséquences des changements intervenus aux différents niveaux de la société, en utilisant les statistiques accessibles. Il est utile

²⁷⁰ Mironov, B. N. (2021). From Indigenization to Sovereignization : How the Disintegration of the Soviet Union Was Prepared. *Rossiiskaya Istoriya*, 6, 3-24.

de comprendre que cette modernisation tous azimuts élaborée aux différents niveaux politiques soviétiques selon une logique de va-et-vient entre les instances chargées des différents domaines économiques (GOSPLAN), etc. – au niveau des élites, de l'éducation, de la science – s'entrechevauchait. Moderniser une RSS comme le Kirghizstan était un chantier colossal : pour augmenter l'espérance de vie et éduquer des travailleurs, il fallait des médecins, des enseignants ; pour mettre en place des usines, il fallait des administrateurs ; pour avoir des administrateurs, il fallait des universités. Les conditions *sine qua non* du développement des RSS étaient en premier lieu de favoriser le développement du capital humain par la construction d'écoles et d'hôpitaux. D'ailleurs, les sources soviétiques font la part belle à ces deux éléments qui étaient leur cheval de bataille²⁷¹. Pour autant, il ne faut pas voir une logique exhaustive et causale mais bien une analyse basée sur l'intercorrélation entre les différents chantiers décidés à des moments très proches par les décideurs à Moscou et dans les capitales des RSS comme Tachkent, Frounze ou Douchanbé par exemple.

2.3 De l'empreinte soviétique au Kirghizstan

Dans cette partie nous verrons en quoi la région centrasiatique, et le Kirghizstan en particulier, a été modernisée par les autorités d'abord tsaristes mais surtout soviétiques. D'une région non industrialisée, atomisée politiquement, très peu éduquée et ayant encore, en-dehors de quelques centres urbains, un mode de vie traditionnel, l'empreinte soviétique viendra bouleverser cette réalité au XXème siècle. Quelle a été la logique soviétique ? Quels en étaient les objectifs ? Quelles en ont été les étapes ? Nous avons déjà abordé dans cette thèse, au-delà de la question géopolitique et de prestige, le processus par lequel cette région a été intégrée à l'ensemble russo-soviétique. Nous avons également vu que des courants politiques vernaculaires y ont vu le jour, bien que timides. Toujours est-il que dès le début de la présence russe dans la région, dans le contexte intellectuel de l'époque, cette zone « primitive et traditionnelle » sera perçue comme un territoire particulièrement propice aux expériences de développement : il fallait amener la civilisation dans cette zone recluse et enclavée, en dehors des grandes routes commerciales et intellectuelles, qui n'avait presque rien de moderne selon les critères de l'époque. Sans que cela ne soit un fondement de la modernisation de la région, les instances dirigeantes espéraient

²⁷¹ Иманкулов, М. К. (2017). Развитие школьного образования в Киргизии в советский период. *Известия Кыргызской академии образования*, (1), 73-80.

pouvoir tirer parti dans leur politique étrangère de la modernisation de la région : l'Asie centrale soviétique pourrait devenir une vitrine à destination des États du tiers-monde. Cette réalité sera d'autant plus pertinente dans les années 1950 et 1960 à l'heure des vagues de décolonisation²⁷². Cette région périphérique de l'Union soviétique qui était restée imperméable aux grands changements socioéconomiques du XIXème et du début du XXème siècle, allait enfin rentrer dans la modernité, et ce, grâce à la vision et à la supériorité du modèle soviétique (selon ses instigateurs).

La science a été centrale dans l'imaginaire véhiculé par l'URSS. C'est aussi un indicateur du niveau de développement d'un État et de sa modernisation. Ainsi, l'évolution de la population au cours du XXème siècle, sa composition et ses particularités socioéconomiques doivent être éclairées par les progrès de la médecine, de la science et de l'éducation. Le cas de l'Asie centrale est intéressant pour plusieurs raisons. Quel que soit le canon utilisé, les attributs étatiques des RSS d'Asie centrale et les conditions de vie de leurs habitants ne correspondaient pas aux critères de modernité tels que vus en Europe et qui prédominaient à cette époque-là au niveau théorique (capitaliste ou d'origine marxiste). L'intérêt de cette partie est, au-delà des idées qui ont guidé les bolchéviques, surtout de voir comment les pays centrasiatiques et principalement le Kirghizstan ont été façonnés par le soviétisme.

Afin d'analyser ce processus modernisateur, nous nous baserons sur plusieurs statistiques et rapports officiels, que nous pensons essentiels, afin de percevoir les différentes dynamiques qui se sont côtoyées dans une approche la plus large possible. Les statistiques durant la période tsariste et les premières années soviétiques sont assez rares : nous aurons donc recours à de mêmes sources fréquemment. Cette partie vise à dresser un état des lieux concret de la République kirghize à la veille de changements profonds qui interviendront à la suite de son indépendance. Dans cette partie comme dans les axes suivants, nous aurons recours à des statistiques provenant de la période tsariste, soviétique, et de celles suivant l'indépendance.

²⁷² Latham, M. E. (2011). *The Right Kind of Revolution: Development, and U.S. Foreign Policy from the Cold War to the Present*, Ithaca : Cornell University Press.

Allison, R. (1988). *The Soviet Union and the strategy of non-alignment in the Third World*, Cambridge : Cambridge University Press.

James, M. et Betts, P. (2022). *Socialism Goes Global : The Soviet Union and Eastern Europe in the Age of Decolonisation*. Oxford : Oxford University Press.

Nous sommes parfaitement conscients et nous souhaitons ici souligner que les méthodologies tout comme les acteurs derrière la rédaction de ces rapports et de ces travaux statistiques ont différé. Il ne s'agit pas d'effectuer un travail purement statistique mais de proposer une synthèse des dynamiques qui ressortent de différents rapports écrits sur le Kirghizstan. De la sorte, nous voulons saisir les différentes dynamiques qui se sont accompagnées, succédé, durant ces périodes de changement tous azimuts que sont selon nous les années suivant la révolution bolchévique puis les années suivant l'indépendance obtenue en 1991.

La présence tsariste a déjà modérément modifié l'ordre établi en amenant des infrastructures modernes dans quelques villes comme Tachkent et Pichkek (qui deviendra Frounze en 1926 puis Bichkek en 1991) et des colons. Le recensement de 1897 et les différentes interprétations qui en sont faites à l'époque sont particulièrement éclairants sur le travail herculéen à faire pour rehausser, remettre à niveau ces sociétés à celui du reste de l'URSS tout autant que les changements qui vont intervenir, massivement et rapidement, dans les premières décennies du XXème siècle²⁷³. Dans les pages suivantes, nous porterons une attention aux années de « construction du socialisme », années durant lesquelles le plus grand nombre de changements interviendront à différents niveaux de la société.

La région centrasiatique au début du XXème siècle ne comptait presque aucun hôpital ni aucune école. Les universités se comptaient sur les doigts d'une main. L'économie n'était aucunement industrialisée et les modes de vie de la population étaient encore ancrés dans les traditions.

A) De l'éducation comme premier vecteur de modernisation de la région (1920-1950)

C'est à partir de 1917 qu'un véritable tournant, en termes de modernisation, sera imposé par les bolchéviques²⁷⁴. L'objectif est de provoquer une modernisation de la région en s'appuyant sur un vaste programme touchant aux services publics en général dans la continuité de ce

²⁷³ Гулямов, И. К. (2019). К истории переписи населения 1897 года в Туркестане. *Наука, техника и образование*, 5(58), 58-62.

²⁷⁴ Алькулова, Г. К. (2018). Октябрьская революция и образование в Кыргызстане. *Наука, новые технологии и инновации Кыргызстана*, (8), 121-124.

qu’avaient imaginé leurs prédécesseurs impériaux – quoique formulé différemment et avec un rayon d’action et d’impact beaucoup plus large en adéquation avec le projet révolutionnaire bolchévique. Les échanges entre la Russie et la région formant l’Asie centrale se sont échelonnés sur plusieurs siècles et vont gagner en intensité avec l’arrivée des colons slaves et une administration russe durant la deuxième moitié du XIX^{ème} siècle. C’est néanmoins avec la révolution bolchévique et les mesures prises dès 1918 que ces échanges vont s’intensifier et s’institutionnaliser à une tout autre échelle. Comme nous le verrons, les changements initiés par les bolchéviques au début des années 1920 ont laissé une empreinte jusqu’à nos jours. L’objectif des bolchéviques est de créer une société éduquée avec l’optique de faire contribuer ces régions sous-éduquées et périphériques à l’ensemble – en devenir – hautement industrialisé soviétique. Pour ce faire, la priorité des bolchéviques est accordée à l’éducation. Dès le 20 janvier 1918 est décrétée « la séparation de l’église de l’État et de l’éducation » suivie six jours plus tard du décret visant à éliminer « l’analphabétisme de Russie »²⁷⁵. Ces deux décrets « defined not only the existence of the Soviet secular school and its activities: the use in education of languages of different peoples or the RSFSR and then the USSR, but the direction of the development of teaching and research in Soviet Russia and the USSR »²⁷⁶. Comme nous le savons, les RSS d’Asie centrale n’ont pas encore d’existence juridique mais la ligne directrice bolchévique sera la même dès lors que celles-ci verront le jour. Pour mieux industrialiser l’Asie centrale, les leaders soviétiques et leurs relais locaux sur place auront donc pour principal objectif d’alphabétiser et d’éduquer les dernières populations à ne pas encore l’être dans leur sphère d’influence directe et partie prenante de l’Union soviétique. Il fallait aussi constituer un corps enseignant²⁷⁷.

Les autorités tsaristes avaient déjà souligné le besoin de développer l’éducation dans la région et pour ce faire, de mieux la connaître. Les Soviétiques s’enquerront des travaux déjà effectués et mèneront leurs propres recherches avant de mettre en place des mesures explicites et contraignantes. La mise en place d’un monopole d’État sur l’éducation et sa distanciation par les décrets énumérés plus haut de toute forme de spiritualité eut d’autant plus de force et d’impact

²⁷⁵ Garding, S. G. (2021). Development of Science and Education in Central Asia in the 1920s and 1950s. *Bulletin Social-Economic and Humanitarian Research*, 12(14), 54-64.

²⁷⁶ Ibid, 55.

²⁷⁷ Супатаева, Э. А. (2016). О подготовке педагогических кадров в Кыргызстане. *Вестник Иссык-Кульского университета*, (42), 1.

que, comme nous le savons, l'éducation était chasse gardée des madrasas et des élites religieuses de la région.

Leur premier acte sera de mettre la main sur tous les bâtiments religieux où était effectuée l'éducation des plus jeunes ainsi que des bibliothèques pour les mettre à disposition des autorités bolchéviques alors que de nombreuses écoles seront construites²⁷⁸. Durant les décennies 1920, 1930, 1940 et 1950, les Soviétiques viseront donc à établir un maillage du territoire avec des écoles primaires, secondaires pour éduquer la population. Des tergiversations vont exister au plus haut niveau de l'État eu égard à la politique linguistique à mettre en place. Dans quelle langue et avec quel alphabet éduquer ces populations qui elles-mêmes en parlaient un grand nombre? Au départ, l'alphabet arabe sera choisi, en adéquation avec le principe léniniste du pluralisme linguistique au sein de la Russie soviétique²⁷⁹. Selon la chercheuse kirghize M.A Turgunbaeva, le principal succès des efforts d'éducation décidés par les bolchéviques repose surtout sur la mise en place de cette politique exhaustive et unificatrice permise par l'établissement d'un seul alphabet pour l'ensemble des RSS centrasiatiques et qui a rendu plus efficace et mieux coordonnée l'éducation alors que le nombre d'écoles et le nombre de jours d'études allaient dramatiquement augmenter dans les décennies suivant la révolution bolchévique²⁸⁰.

L'éducation des enfants soviétiques durant ces années-là est coordonnée par le Narkompros, Commissariat à l'instruction (« Commissariat of Enlightenment ») : l'approche est globale, les défis locaux²⁸¹. L'accent est surtout mis sur la construction d'un grand nombre d'écoles et sur l'arrivée d'enseignants d'ailleurs en Union soviétique en attendant que des enseignants des peuples titulaires soient formés. Par ailleurs, en plus de l'objectif d'éduquer les masses (et pas seulement de les alphabétiser), les jeunesses communistes, mieux connues sous l'acronyme de Komsomol, joueront un rôle complémentaire à l'école en ayant pour but de socialiser les jeunes, de les initier aux activités athlétiques, culturelles (musique, théâtre,

²⁷⁸ Khalid, A. (2006). Backwardness and the Quest for Civilization : Early Soviet Central Asia in Comparative Perspective. *Slavic Review*, 65(2), 244

²⁷⁹ Soucek, S. (2000). *A history of inner Asia*, Cambridge : Cambridge University Press, 211

²⁸⁰ Turgunbaeva, A.M. (2008). Formirovanie systemy narodnogo obrazovaniya v period kulturnoi revoliuzii v Kirgizii (20-30-e gody XX veka). [In English: Building of public education system during cultural revolution period in Kirgizia (20-30 of XX century)]. Kyrgyzstan.

²⁸¹ Smith, J. (1997). The Education of National Minorities: The Early Soviet Experience. *The Slavonic and East European Review*, 75(2), 281–307.

« scoutisme ») dans un cadre qui était aussi propice à la dissémination et à la transmission des idéaux communistes²⁸². Dès les années 1940, l'analphabétisme est vaincu et l'instruction générale des peuples centrasiatiques connaît des progrès fulgurants. Les écoles gratuites, accessibles à tous (garçons et filles), obligatoires, perdureront jusqu'à la chute de l'Union soviétique, tout autant que l'accès aux activités parascolaires organisées dans le cadre du Komsomol et autres associations sportives et culturelles permises et encouragées par les autorités²⁸³. Les efforts conséquents effectués au niveau de l'éducation primaire et secondaire sont couronnés de succès et contribueront, comme nous le verrons, à l'industrialisation et à la modernisation des RSS après – et aussi en raison de – la Grande Guerre patriotique²⁸⁴.

Au niveau de l'éducation primaire et secondaire, les variations entre les cinq RSS d'Asie centrale ne changent ni dans la forme ni dans le but. D'ailleurs, nous avons vu que le nombre d'écoles a évolué de façon semblable puisque l'objectif à long terme est bien d'industrialiser la région centrasiatique dans son ensemble pour permettre son développement économique. La première étape a été d'alphabétiser et d'instruire les nouvelles générations pour en faire une main-d'œuvre qui corresponde aux besoins de la région et du pays plus généralement.

Pour ce qui est de l'enseignement supérieur, il y aura néanmoins des différences plus marquées. La première université d'Asie centrale est ouverte à Tachkent, en 1920 et dès 1927-1928, il y en aura deux supplémentaires. Le développement des établissements d'éducation tertiaire sera quelque peu différent dans les quatre autres républiques et sera au départ principalement axé sur le développement d'instituts techniques, notamment pédagogiques et vétérinaires. En effet, contrairement à l'Ouzbékistan où une certaine élite est déjà installée et formée, dans les autres républiques, il faut constituer et professionnaliser le corps enseignant : transmettre les codes pédagogiques et idéologiques soviétiques est l'étape qui suit au développement de l'éducation primaire et secondaire afin de l'inscrire dans la durée et le couper de la dépendance avec l'expertise venue d'ailleurs en URSS. Les premiers établissements d'éducation tertiaire qui verront le jour au Kazakhstan et au Kirghizstan, respectivement en 1928

²⁸² Igmen, A. (2012). *The Making of Soviet Culture in Kyrgyzstan during the 1920s and 1930s*. In *Speaking Soviet with an Accent: Culture and Power in Kyrgyzstan*, Pittsburgh : University of Pittsburgh Press.

²⁸³ Ibid.

²⁸⁴ La Grande Guerre patriotique est l'expression soviétique qui désigne les activités militaires en Europe du 22 juin 1941 à la capitulation de l'Allemagne le 9 mai 1945 tandis que la Seconde Guerre mondiale désigne les activités militaires du 1^{er} septembre 1939 jusqu'à la capitulation du Japon le 2 septembre 1945.

et en 1932 seront des instituts formant des enseignants puis, en 1929 et en 1933, des instituts vétérinaires pour des RSS dont l'économie dépendait encore principalement de l'agriculture et de l'élevage²⁸⁵.

L'approche soviétique était guidée par le paradigme économique instrumentaliste de l'éducation supérieure : l'idée n'est pas de former des intellectuels mais de rendre effectives et efficaces d'une part la production économique mais aussi l'instruction des générations futures dans le cadre plus large des plans quinquennaux²⁸⁶. En ce qui concerne le Kirghizstan, de l'absence d'établissement supérieur au début de la période soviétique, il y en aura 9 en 1990, avec près de 12.5 % des jeunes qui s'inscrivent dans un établissement d'éducation tertiaire²⁸⁷. Les proportions sont similaires dans les autres RSS d'Asie centrale et démontrent d'un plan par étape qui a été suivi et qui aura porté ses fruits : d'une population analphabète dont la vie était régie selon des modes de vie traditionnels, les centrasiatiques rattraperont très vite leur retard en termes d'instruction et d'accès aux plus hautes formes de savoir en plus de voir leurs modes de vie complètement bouleversés. Le développement de l'éducation à grande échelle s'est fait rapidement et les résultats ont correspondu à ce qui avait été espéré par les autorités, une réussite importante surtout si l'on considère l'étendue des terres centrasiatiques, la présence de déserts, de chaînes de montagnes, et de la faible densité de la population jusqu'à la collectivisation des terres.

B) La transformation socialiste : éducation, urbanisation et santé

L'éducation était sans contredit l'objectif principal et le dossier plus urgent constaté par les bolchéviques afin de pouvoir moderniser, *in fine*, l'Asie centrale soviétique et c'est pourquoi nous avons abordé le sujet en premier dans cette troisième partie. Ce projet était concomitant à d'autres chantiers de prime importance visant à renverser les assises de la société traditionnelle pour construire le socialisme. C'est pourquoi il est difficile de parler du développement de

²⁸⁵ Garding, S. G. (2021). Development of Science and Education in Central Asia in the 1920s and 1950s. *Bulletin Social-Economic and Humanitarian Research*, 12(14), 54-64.

²⁸⁶ Krawchenko, B., Enikeeva, Z. et Krawchenko, T. (2021). Universities and society in Kyrgyzstan: A historical, political and economic perspective. Dans B. L. Hall et R. Tandon (dir.), *Socially Responsible Higher Education*, 138-149, Leyde : Brill.

²⁸⁷ Karymshakov, K. et Sulaimanova, B. (2019), The school-to-work transition, overeducation and wages of youth in Kyrgyzstan, *International Journal of Manpower*, 40(8), 1458-1481.

l'éducation sans mentionner les autres changements profonds qui sont institués en même temps qu'étaient construits les écoles, les instituts techniques et les universités à partir des années 1920.

Nous savons que les sociétés d'Asie centrale vivaient en grande partie de l'agriculture et de l'élevage selon un mode de vie nomade et semi-nomade à l'exception de quelques poches urbaines. Celles-ci allaient se multiplier et grandir à mesure que la présence russe se faisait plus importante puis après la révolution bolchévique. De 1917 à 1921, la Guerre civile et les bouleversements institués par les bolchéviques ont d'importantes conséquences sur les populations sur place : révoltes réprimées dans le sang, famine, guerre, migrations. À l'image des besoins criants constatés par les autorités tsaristes concernant le nécessaire développement de l'instruction et de l'éducation, il en avait été de même en ce qui concerne la santé publique. Dans un cas comme dans l'autre, les observations faites par les experts tsaristes, peu suivies d'actes, ont été reprises à leur compte par les bolchéviques. Pour asseoir leur légitimité auprès des centrasiatiques tout autant que pour intégrer de façon viable cet énorme territoire à l'ensemble soviétique et le moderniser, il fallait aussi pouvoir améliorer les infrastructures liées à la santé publique qui bénéficieraient autant à la population sur place qu'à la réputation des bolchéviques et contribueront à long terme au développement économique de la région²⁸⁸. Plus encore, ce serait un message adressé au tiers-monde démontrant que le socialisme était une véritable force émancipatrice et humaniste en prenant pour exemple le développement d'infrastructures modernes destinées au plus grand nombre en Asie centrale²⁸⁹.

Dès le 13 novembre 1917, le gouvernement soviétique publie un décret considérant

*The Russian proletariat has placed on its banners 'Full Social Insurance for Wage Workers' as well as for the city and village poor. The tsarist government of landowners and capitalists... failed to satisfy the demands of the workers in this respect. The Workers' and Peasants' Government... announces to the working class of Russia and to the city and village poor that it will immediately prepare decrees on social insurance in accordance with the ideas of the workers.*²⁹⁰

²⁸⁸ Cavanaugh, M. C. (2001). *Backwardness and biology : Medicine and Power in Russian and Soviet Central Asia. 1868-1934*, New York : Columbia University Press [thèse de doctorat, Columbia University].

²⁸⁹ Cavanaugh, M. C. (2001). *Backwardness and biology : Medicine and Power in Russian and Soviet Central Asia. 1868-1934*, New York : Columbia University Press [thèse de doctorat, Columbia University].

²⁹⁰ Sigerist, H.E. (1937). *Socialized Medicine in the Soviet Union*. New York : W.W. Norton, 86–104.

Dans le contexte révolutionnaire de l'époque, ce décret est considéré comme ayant servi à marquer une rupture avec le régime précédent ainsi que la volonté des bolchéviques de rompre avec le manque de considération des autorités tsaristes pour les « petites gens ». L'année suivante, « In June 1918 the People's Commissariat of Health was established. For the first time in the history of medicine a central body was directing the entire health work of a nation. »²⁹¹. L'approche soviétique est novatrice à l'époque, à l'échelle mondiale, car elle met l'accent sur la fourniture de biens publics et notamment de soins gratuits à l'ensemble de la population :

*The Communist Party of the Soviet Union will base its public health policy on a comprehensive series of health and sanitary measures aiming to prevent the development of disease,' and the statute of 1921 regulating the activities of the Russian Commissariat of Health made that body 'responsible for all matters involving the people's health, and for the establishment of all regulations promoting it, with the aim of improving the health standards of the nation, and of abolishing all conditions prejudicial to health.'*²⁹²

En Asie centrale, cette doxa sera la même et appliquée avec la même vigueur qu'en RSFSR. À l'image du projet éducatif englobant toute l'Union soviétique, il en est de même pour la santé publique : objectif global, enjeux locaux. Les ramifications et les conséquences de ces changements ont, là aussi une portée gigantesque, autant sur la forme que sur le fond. On comprend donc que développer celle-ci comportait de nombreux avantages, au niveau de la santé et donc de la productivité de la main-d'œuvre par exemple, en dépit des coûts et du temps qui étaient engagés. Effectivement, mettre en place un système de santé publique performant et moderne impliquait, comme pour l'éducation, un maillage du territoire avec les villes comme centres névralgiques qui permettraient d'installer des centres hospitaliers d'envergure. Des points de relais vers les zones rurales seraient peu à peu mis en place pour que l'accès à des services de santé de base, à tout le moins, puisse être accessible à l'ensemble de la population.

Pour mieux développer un réseau de santé publique et efficacement instruire la population (puis plus tard industrialiser la région), l'autre grand objectif et moyen des bolchéviques résidait aussi en la sédentarisation de la population avec un accent mis sur l'urbanisation²⁹³. Celle-ci était

²⁹¹ Ibid, 307–308.

²⁹² Ibid, 141.

²⁹³ Пилипенко, И. В. (2021). Динамика жилищного строительства в республиках СССР в 1920-1980-е годы. *Историко-экономические исследования*, 22(4), 567-595.

considérée comme un moyen d'en finir avec les modes de vie archaïques et traditionnels dans les campagnes, tout en modernisant la région et les services fournis à la population. Outre la réorganisation de fond en comble alliée à la mise en place d'un système de soins universel et gratuit, encore fallait-il se donner les moyens de soigner et éduquer la population en ce qui concerne la santé. Le parcours d'un étudiant en médecine lambda en Union soviétique, dès la fin de la Guerre civile, impliquera pour lui ou elle d'effectuer un stage dans les républiques périphériques – comme pour l'éducation, un grand nombre de médecins et d'infirmières s'installeront, momentanément – ou resteront – en Asie centrale²⁹⁴. Pour citer le mémoire de Marek Eby,

Comparing the situation in 1913 with that of 1941, Ia. Tadzhiiev reported that the number of doctors had increased “in the Turkmen SSR – by 16 times, in the Uzbek SSR – by 22 times, in the Kirgiz SSR – by 35 times, and in the Tajik SSR – by almost 46 times.” Zakhidov noted a growth in Uzbekistan from 359 doctors in 1924, to 2136 in 1938. Dramatic growth was recorded not only for the region overall, but also for rural and peripheral areas therein. Tadzhiiev argued that “The training of qualified medical cadres and the creation of a firm material basis were the main factors that enabled the large growth of medical- prophylactic institutions not only in cities, but especially in rural areas, of the republics of the Soviet East” (emphasis added) »²⁹⁵.

Là encore, cette main-d'œuvre venant du reste de l'Union soviétique contribuera au développement de la région²⁹⁶ au même titre que la population locale qui comportait bon nombre de communistes convaincus et qui étaient les véhicules des idées marxistes-léninistes et de leur mise en place dans la région. À ce sujet on peut déjà dire que le départ des ex-soviétiques allophones aura un écho tout particulier au lendemain du démantèlement en 1991 en raison de leurs qualifications et de leur rôle dans les sociétés centrasiatiques.

L'effort visant à mettre en place une éducation moderne ira de pair avec l'objectif d'établir un réseau moderne d'infrastructures liées à la santé. Plusieurs travaux démontrent que l'importance accordée à l'urbanisation par les décideurs soviétiques va provoquer de nombreux

Пилипенко, И. В. (2022). Динамика жилищного строительства в республиках СССР в 1920-1980-е годы. Часть 2. *Историко-экономические исследования*, 23(1), 7-43.

²⁹⁴ Field, M. G. (1988). The position of the Soviet physician: the bureaucratic professional. *The Milbank Quarterly*, 182-201.

²⁹⁵ Eby, M. (2015). *Fighters for a new life : Doctors, Medecine, and Modernity in Soviet Central Asia*, Carleton, Carleton University Press, [Mémoire de maîtrise, Carleton University]. CURVE, 39.

²⁹⁶ Kandiyoti, D. (1996). Modernization without the market? The case of the 'Soviet East'. *Economy and Society*, 25(4), 529-542.

changements au niveau de l'espérance de vie en la tirant vers le haut²⁹⁷. L'urbanisation va modifier les indicateurs démographiques²⁹⁸. Des vagues massives de vaccination auront lieu et des ateliers visant à former des individus en mesure d'enseigner à la population les soins médicaux de base seront organisés par les autorités, en plus de mesures antiépidémiques, du nombre de médecins et d'hôpitaux, avec, plus tard, l'introduction des antibiotiques²⁹⁹.

La transformation socialiste commence à porter ses fruits : industrialisation, développement des villes, création des fermes collectives rurales, sécularisation de la vie publique, de l'éducation et de la santé, démolition de l'ancienne structure « féodale » de la société kirghize, libération des femmes. Il est intéressant de constater que dans les conditions particulièrement difficiles des années de modernisation forcée, à savoir depuis la Guerre civile jusqu'au début de la Grande Guerre patriotique, les progrès se font sentir et ce, de façon convaincante. Cela démontre à la fois l'importance des efforts entrepris tout autant que la situation particulièrement difficile des conditions de vie des populations centrasiatiques à l'aube du XXème siècle.

Bien que les autorités soviétiques aient mis en place la politique d'indigénisation, il a existé bien évidemment des variations entre les différentes républiques. Ainsi, comme pour l'éducation et la santé, pour former les futures élites des peuples titulaires et moderniser les différentes républiques, de nombreux individus provenant du reste de l'URSS ont émigré sur place. Les besoins industriels de l'Union soviétique dans les années 1920 avec notamment le premier plan quinquennal en 1928, sont allés de pair avec une forte prospection de matières premières partout en URSS et particulièrement en Asie centrale et dans le Caucase.

L'ouverture de nombreuses mines, l'implémentation de l'agriculture intensive et collectivisée menant à l'apparition de grandes fermes, l'exploitation croissante des « terres vierges » sont autant de facteurs qui ont augmenté l'émigration vers l'Asie centrale. Ainsi, autant au niveau des besoins de modernisation, à savoir pour l'éducation, la santé, les infrastructures (constructions d'usines, d'autoroutes, de chemins de fer, de câbles à haute tension, etc.) qu'au

²⁹⁷ Cavanaugh, M. C. (2001). *Backwardness and biology : Medicine and Power in Russian and Soviet Central Asia. 1868-1934*, New York : Columbia University Press [thèse de doctorat, Columbia University].

²⁹⁸ Эшононов, Б. и Камиллов, И. (2013). *Урбанизация в Центральной Азии: вызовы, проблемы и перспективы*, Ташкент : ESCAP.

²⁹⁹ McKee M, Healy J, Falkingham J. (2002). *Health care in central Asia*, Maidenhead : Open University Press, 142.

niveau de l'exploitation et du développement économique, les populations ont connu d'importants changements.

Entre les recensements de 1926 et 1939, la proportion de la population kirghize est passée de 66,6% à 51,7% alors que la population russe passait de 11,7% à 20,8%, d'Ukrainiens de 6,4% à 9,4%, d'Allemands de 0,4% à 0,8%, de Tadjikes de 0,3% à 0,7%, de Tatares de 0,5% à 1,4% et de Kazakhes de 0,2% à 1,6%. L'exception notable étant la baisse de la part des Ouzbèkes, diminuant de 11% à 10,4% et de Dunganés, de 0,5% à 0,6%³⁰⁰. Le cas de la baisse de la part des Turcs au sein de la population est particulièrement éclairant au regard de la création d'un sentiment national (ou à tout le moins son germe) comme l'un des changements qui interviennent au sein de l'Union soviétique. Comme mentionné précédemment dans ce chapitre, le sentiment d'appartenance était principalement tribal, clanique, lié au village et à la religion lors de l'arrivée des Russes dans la région, mais les choses commencent à changer. À partir de 1926, la baisse de la population turque s'explique notamment par son « assimilation » à la population kirghize. Les graines de la nation kirghizes sont définitivement plantées³⁰¹.

Or, la part des Kirghizes au sein de leur république s'est réduite considérablement durant la période soviétique. C'est aussi durant cette période que des Polonais, des Coréens, des Baltes, des Allemands apparaissent en Asie centrale, notamment au Kirghizstan. Seuls les Coréens resteront durablement dans la région au lendemain de la chute de l'Union soviétique. Les bénévoles communistes tchécoslovaques réunis dans la coopérative « Intergel'po » (Entraide), retourneront chez eux après avoir mis en place tout un quartier résidentiel et des structures industrielles dans les années 1920³⁰².

Le Kirghizstan n'est pas la seule république à avoir connu ces changements. Un exemple remarquable concerne le Tadjikistan, qui verra le nombre de groupes ethniques composant sa population passé de 49 à 76 entre 1926 et 1939³⁰³³⁰⁴. Ces mouvements migratoires s'expliquent

³⁰⁰ Кушубеков, А. Т. (2016). Трансформация этнической структуры населения Кыргызстана в годы социалистических преобразований. *European science*, (4 (14)), 18-22.

³⁰¹ Ibid 21.

³⁰² Leupold, D. (2021). 'Building the Internationalist City from Below' : The Role of the Czechoslovak Industrial Cooperative 'Interhelo' in Forging Urbanity in early-Soviet Bichkek. *International Labor and Working-Class History*, 100.

³⁰³ Кушубеков, А. Т. (2016). Трансформация этнической структуры населения Кыргызстана в годы социалистических преобразований. *European science*, (4 (14)), 18.

aussi bien par les besoins de la modernisation étatique et administrative que pour l'exploitation des ressources. Certaines de ces migrations pouvaient être forcées. On parle à l'époque de vagues massives de relocalisation de certaines populations, qui seront encore plus importantes pendant et à la suite de la Seconde Guerre mondiale.

En quoi ces dynamiques démographiques sont-elles liées à la modernisation de ces républiques? Non seulement en raison de l'arrivée de main-d'œuvre qualifiée, de l'augmentation de l'activité agricole et industrielle, mais également puisqu'elles allaient de pair avec la construction de nouvelles routes, villages, villes, menant à un maillage plus important de ces territoires tout en les intégrant à l'ensemble économique soviétique. La construction de villes, d'usines et la collectivisation des terres continuaient à sédentariser une population contribuant à une modernisation de leur mode de vie.

C) De la Grande Guerre patriotique et de l'industrialisation massive de la région

Comme nous avons pu le voir, les autorités soviétiques ont mis en place des chantiers d'envergure dans les 1920 et 1930 qui ont modifié et redessiné la région au niveau institutionnel mais aussi rapidement reconfiguré les réalités socio-économiques et culturelles. L'année 1941 va être une année de rupture dans l'espace soviétique alors que les nazis déclenchent l'opération Barbarossa au mois de juin, avec pour objectif d'atteindre Moscou dans les plus brefs délais, pour faire tomber le leadership soviétique.

Cette invasion armée provoque un temps d'arrêt des réformes d'ampleur mises en place depuis la révolution bolchévique alors que l'État tout entier se mobilise : toutes les ressources, humaines et économiques, seront mises au service de la résistance contre l'envahisseur. Alors que toute la région ouest est aux prises avec des combats de très haute intensité, le haut commandement soviétique mobilise des dizaines de millions d'hommes partout en Union soviétique afin de défendre le pays. Bien qu'épargnée par les combats sur son sol, l'Asie centrale

³⁰⁴ For the first time the following nationalities were recorded: Turkmen, Azeris, Abkhazians, Balkars, Buryats, Avars, Dargins, Kumyks, Laks, Ingush, Kabardins, Udmurts, Chechens, Chuvashes, Yakuts, Adygeans, Karachais, Khaksas, Koryaks, Dutch, Greeks, Finns and Frenchmen, Shors, Veps, Nogais, Karels and Komi

va néanmoins jouer un rôle important dans l'effort de guerre fourni durant les années 1941-1945³⁰⁵. Des hommes par centaine de milliers seront mobilisés et envoyés au front³⁰⁶.

La propagande de guerre graphique fera d'ailleurs la part belle aux combattants venus de la périphérie du pays : les affiches auront à la fois un objectif visant à rassembler la population, souligner la lutte et les efforts à faire contre les fascistes tout en mettant de l'avant la grande diversité des peuples formant l'URSS³⁰⁷. Là encore, une différence mise en avant par opposition aux alliés occidentaux qui ségréguaient les peuples coloniaux (ainsi que les noirs dans l'armée américaine) et s'en servaient comme de la chair à canon en plus d'oublier le rôle important qu'ils jouaient dans l'effort de guerre : une source de fierté dans les RSS d'Asie centrale³⁰⁸.

L'apport des centrasiatiques à l'effort de guerre sera d'ailleurs reconnu, notamment celui de la division Panfilov lors de la bataille de Moscou³⁰⁹, qui résista héroïquement aux offensives allemandes. Il était principalement composé de mobilisés provenant d'Asie centrale. Au lendemain de la Grande Guerre et jusqu'à aujourd'hui, les avenues et parcs à la gloire de cette division et son général (mort au combat en novembre 1941 dans les environs de Moscou) sont d'ailleurs monnaie courante partout en Asie centrale et notamment au Kirghizstan où le parc jouxtant le parlement et le musée national d'histoire du Kirghizstan portent ce nom³¹⁰. Les pertes humaines vont être massives à l'échelle de l'URSS et impacteront aussi durablement la démographie centrasiatique.

En parallèle à la mobilisation, des mouvements inverses de population auront lieu : la déportation vers l'Asie centrale des individus et des groupes ethniques jugés suspects et

³⁰⁵ Зиновьева, З.И. (2007). *Экономическая история Кыргызстана. Кыргызско-Российский Славянский Университет*, <http://lib.krsu.edu.kg/uploads/files/public/256.pdf>, 63-67.

³⁰⁶ Calvo, A. (2013). The Second World War in Central Asia: Events, identity, and memory. In *Social and Cultural Change in Central Asia* (pp. 99-110), London : Routledge.

³⁰⁷ Carmack, R.J. (2014). History and hero-making: patriotic narratives and the Sovietization of Kazakh front-line propaganda, 1941–1945. *Central Asian Survey*, 33(1), 95-112.

³⁰⁸ Ibid.

³⁰⁹ Des remises en question sont apparues sur la véracité et l'exactitude des exploits de ce régiment. Il reste toutefois ancré dans la mémoire collective et est symbolique de l'effort de guerre des hommes issus d'Asie centrale (du Kazakhstan et du Kirghizistan en particulier).

³¹⁰ La place centrale de la ville – Lénine du temps de la période soviétique - où ont lieu les commémorations officielles ainsi que les nombreuses avenues du même nom, changeront d'ailleurs de nom après 1991 - pas le nom du parc ni des avenues Panfilov.

potentiellement sympathisants au régime nazi³¹¹. L'idée était de les écarter des champs de bataille et des centres politiques pour éviter toute forme de sabotage et d'aide à l'ennemi. En Asie centrale ils contribuaient à l'effort de guerre et notamment à la production industrielle puisque, de concert avec l'effort militaire, se faisait l'effort industriel de mettre en place des nouvelles infrastructures et usines.

À la veille du début de la Grande Guerre patriotique, la plupart des infrastructures industrielles soviétiques étaient situées dans la partie européenne de l'Union soviétique. Très rapidement, dans l'effort d'intensifier la production d'armes, s'organise l'évacuation vers l'Oural et l'Asie centrale d'usines entières afin d'éloigner les capacités industrielles du pays des champs de bataille. L'industrialisation de l'Asie centrale qui bégayait encore durant les années 1930, en bénéficiera³¹². Par ailleurs, cette industrialisation allait aussi bénéficier à la production agricole en raison de sa mécanisation. Après les années de vaches maigres de la collectivisation, cet essor de la production agricole est d'autant plus important.

Dans les jours qui suivent le déclenchement de l'invasion allemande, 1500 usines jugées stratégiques seront déplacées vers l'est du pays, derrière la barrière naturelle que forme la chaîne montagneuse de l'Oural, mais surtout à une distance rassurante du front dans une quête de « profondeur stratégique »³¹³. Ce mouvement d'usines, effectué via le réseau de chemins de fer, « would not only bring tools and equipment, but specialized personnel, contributing to an already diverse ethnic mix, and an acceleration of some trends already initiated or planned by the Soviet authorities, from urbanization to a generalized knowledge of Russian »³¹⁴, et ce, notamment en Asie centrale. En Ouzbékistan, pas moins de 104 usines y seront déplacées, alors que cinq stations hydro-électriques seront construites, multipliant la production électrique. Au Kazakhstan, « development of the main branches of heavy industry: fuel, metallurgy, machine-building, power engineering and others. Kazakhstan was responsible for the operation of power plants, industrial enterprises, and transport not only within the republic, but also in the Southern

³¹¹ La majorité de ces « relocalisés » resteraient d'ailleurs bien après la guerre, jusqu'aux années 1990.

³¹² Shabad, T. (1951). *Geography of the USSR; a Regional Survey*, New York : Columbia University Press.

³¹³ Calvo, A. (2013). The Second World War in Central Asia: Events, identity, and memory. In *Social and Cultural Change in Central Asia* (pp. 99-110), New York:Routledge.

³¹⁴ Calvo, A. (2013). The Second World War in Central Asia: Events, identity, and memory. In *Social and Cultural Change in Central Asia* (pp. 99-110), New York : Routledge, 103.

Urals, some western regions and the Volga »³¹⁵. Au Kirghizstan, « during the Great Patriotic War, over 30 industrial enterprises from the temporarily occupied regions of Ukraine, Belarus and Russia were evacuated to the republic. Plants and factories evacuated from the western regions of the country not only increased the industrial potential of the republic, but also significantly changed its structure. For example, only the machine-building industry of the republic increased the output of goods by 11 times, and the metalworking industry - by six »³¹⁶, « Non-ferrous metallurgy, coal mining, power generation, light industry and food industry developed considerably in Kyrgyzstan »³¹⁷.

En effet, le Caucase, réservoir de matières premières et notamment pétrolières pour l'URSS est désigné comme une cible principale par les nazis en quête perpétuelle de ressources pour approvisionner leur armée et la production industrielle allemande. Les activités liées à l'exploitation des ressources pétrolières et minières existaient déjà avant la Seconde Guerre mondiale en Asie centrale mais étaient principalement des activités de prospection. Comme pour le déplacement d'un large pan de l'industrie soviétique, la quête de profondeur stratégique va se répercuter sur les activités minières et d'extraction et largement profiter aux RSS d'Asie centrale. Les ressources étaient évidemment inégalement réparties entre les différentes républiques et ce sont le Kazakhstan, l'Ouzbékistan et le Turkménistan qui profiteront, dans ces années-là et à plus long terme, de l'exploitation de ces ressources. Le Kirghizstan, lui, profitera moins de la ruée vers les matières premières soviétiques en raison de l'absence d'hydrocarbures et de gaz. Il bénéficiera néanmoins d'un sous-sol comportant des richesses minérales et notamment de l'or. Ses ressources hydrauliques et son relief important lui conféreront notamment un rôle important au niveau de la production d'électricité.³¹⁸ Le Tadjikistan lui, profitera plus tardivement de

³¹⁵ Сапанов, С. Ж. & Жумабаева К. С. (2020). Казахстан в Великой Отечественной войне 1941-1945 гг. In *Вклад регионов Урала и стран Центральной Азии в победу в Великой Отечественной войне 1941–1945 годов* (p.191-213), Челябинск : Министерство науки и высшего образования Российской Федерации Южно-Уральский государственный университет, 92.

³¹⁶ Усупова, Н. С. (2020). Кыргызстан и Россия: вместе к Великой Победе. In *Вклад регионов Урала и стран Центральной Азии в победу в Великой Отечественной войне 1941–1945 годов*, 213

³¹⁷ Ibid, 214.

³¹⁸ Авазатов, Н., & Турсунов, Ф. А. (2020). Вклад Таджикистана в победу в Великой Отечественной войне 1941–1945 годов. In *Вклад регионов Урала и стран Центральной Азии в победу в Великой Отечественной войне 1941–1945 годов*, Челябинск : Министерство науки и высшего образования Российской Федерации Южно-Уральский государственный университет, 242-251.

travaux de prospection et on peut considérer qu'il était le parent pauvre de la région à l'époque, jusqu'à l'indépendance et même aujourd'hui³¹⁹.

Le déplacement d'industries et les besoins de prospection et d'extraction vont donc conférer à l'Asie centrale de nouvelles industries (liées aux activités susmentionnées mais également celles de l'armement ou de véhicules motorisés autres qu'agricoles) bénéficiant donc à une diversification de l'économie et une importante croissance de la production industrielle dans la région, et ce, principalement dans les centres urbains (et qui virent par le fait même leurs populations croître) : « in many ways, it [les événements liés à la Seconde Guerre] increased the rate at which socio-cultural transformations were proceeding »³²⁰.

L'arrivée de personnel qualifié et d'ouvriers, le développement de nouvelles industries, l'urbanisation accrue et accélérée, provoquait une plus grande diversité des populations sur place et rendant la population plus qualifiée. Cette diversification de la population allait aussi accroître l'intégration de la région et de ses peuples au sein de la « la famille » soviétique, quand l'Armée rouge devenait elle aussi un facteur de socialisation³²¹. Les années de guerre allaient donc formidablement accélérer des phénomènes qui étaient déjà en cours mais qui connaissaient un développement sans précédent en raison de l'urgence absolue qu'avait créée l'invasion allemande et les besoins qui en découlaient.

Au niveau culturel et social, d'autres formes de modernisation telles qu'elles étaient voulues par les bolchéviques depuis les années 1920 s'accéléraient. Tout d'abord, les femmes de la région furent particulièrement actives dans la production industrielle, où elles remplacèrent les hommes dans tous les secteurs industriels : en Ouzbékistan par exemple, en 1940, les femmes représentaient 34% de la main-d'œuvre industrielle pour passer à 63,5% dès 1942³²². De même, le grand nombre d'hommes mobilisés favorisait une participation de la jeunesse à la production

³¹⁹ Foltz, R. (2023). *A History of the Tajiks: Iranians of the East*. New York : Bloomsbury Publishing.

³²⁰ Ibid, 248.

³²¹ Jones, E., & Grupp, F. W. (1982). Political socialization in the soviet military. *Armed Forces & Society*, 8(3), 355-387.

³²² Саидов, И. М. (2020). Народное хозяйство Узбекистана в годы Великой Отечественной войны, dans *Вклад регионов Урала и стран Центральной Азии в победу в Великой Отечественной войне 1941–1945 годов*, (p.171-182), Челябинск : Министерство науки и высшего образования Российской Федерации Южно-Уральский государственный университет.

industrielle et contribua ainsi à une formation accrue de la population qui bénéficiait des enseignements et de savoir-faire véhiculés dans les usines.

Par ailleurs, la participation, aussi bien des femmes que des plus jeunes à l'effort de guerre industriel renforçait l'urbanisation. L'urbanisation allait de pair avec une éducation plus poussée, une socialisation à la société soviétique, un plus grand accès aux soins, une meilleure connaissance du russe... Inéluctablement, ces changements ne se firent pas sans résistance sur place alors que « some Central Asian saw the influx of Slavs as an agent for modernization and improved living standards, whereas others disliked their pre-eminence and feared they would contribute to unwelcome social and cultural changes in the region »³²³. Pour autant, ces résistances étaient davantage verbales que violentes.

Un dernier aspect qui caractérise les années de la Grande Guerre patriotique concerne le développement de la culture, plus précisément de la culture soviétique, dans les RSS d'Asie centrale, et la prise d'importance du rôle pris par les peuples titulaires dans la gestion de leurs RSS respectives. Ainsi, ces années furent également marquées par un développement important du théâtre, du cinéma et de la littérature. Dans le contexte de guerre totale dans laquelle était plongée l'URSS, les autorités centrales firent des investissements importants dans ces vecteurs culturels à des fins de propagande promouvant l'effort de guerre mais aussi afin de souligner et d'encourager la fraternité des peuples soviétiques. L'indigénisation, notamment au niveau administratif, portait ses fruits et avait incidemment un impact sur le contenu culturel adressé à la population qui revêtait davantage de marqueurs locaux. L'arrivée de populations des grandes villes russes, contribua aussi au développement de « la haute culture » puisque ces personnes nouvellement arrivées dans la région étaient elles-mêmes consommatrices de ces produits culturels et contribuaient donc au développement de ses différents vecteurs³²⁴.

L'impact de la guerre sur l'Asie centrale est très différent de celui sur l'ouest de l'Union soviétique, ravagé par les combats et la guerre d'annihilation menée par l'Allemagne et ses alliés

³²³ Ibid, 175.

³²⁴ Хестанов, Р. (2012). *Генезис культурной политики и становление массовой культуры в СССР (1917-1953 гг.)*. Москва : Лаборатория культурологии Центра фундаментальных исследований Национального исследовательского университета "Высшая школа экономики.

Борисенко, Л. В.(2021). годы войны Киргизия приняла многих ученых и артистов СССР. *Российской газеты*. <https://rg.ru/2021/05/05/v-gody-vojny-kirgiziia-priniala-mnogih-uchenyh-i-artistov-sssr.html>

européens en Union soviétique. Les années de guerre ont produit un effet de choc que la région ne connaîtrait plus jusqu'aux bouleversements des années 1991. Les populations sur place continueront de voir progresser leur niveau de vie, d'éducation, de santé, alors que des ajustements se feront avec les autorités centrales en ce qui concerne la culture et la vie dans cette région périphérique qui, malgré son intégration réussie à l'ensemble, comportait en son sein des différences marquées qui ne s'effaceront que modérément durant la période soviétique.

Chapitre 3 – De l'après-guerre à l'indépendance, la République kirghize entre modernisation et démodernisation

De 1917 à 1945, une révolution a lieu en Asie centrale et elle n'est pas qu'idéologique. D'un territoire en marge de la modernisation des États et des conditions de vie qui progresse et se propage aux quatre coins du monde depuis la révolution industrielle, l'Asie centrale telle qu'elle est remaniée par les bolchéviques rattrape son retard rapidement. En l'espace de trente années, des changements interviennent à tous les niveaux. Les bolchéviques créent cinq nouvelles régions administratives ou RSS : des frontières sont dessinées, des langues littéraires sont élaborées, des drapeaux sont attribués, des nations (au sens ethnique du terme) sont créées³²⁵ ; les cinq républiques obtiennent dans la forme tous les attributs d'un État souverain. À l'origine, la configuration donnée à ces cinq entités ne vise cependant pas à en faire des États. Cette architecture régionale n'est supposée qu'être une étape transitoire sur le chemin du matérialisme historique : l'issue irréversible et inéluctable est le communisme et la création de l'*homo sovieticus*, produit d'un alliage des différentes nationalités.

Pour mener à bien ce projet de changement radical, les bolchéviques se sont employés à méthodiquement renouveler et façonner selon leur idéologie tous les aspects régissant l'organisation sociale et politique sur place. Toutes les formes traditionnelles d'organisation politique sont interdites et combattues de l'intérieur notamment par le processus de l'indigénisation du pouvoir soviétique et à l'aide d'une police politique implacable. Les manifestations de la culture des différents peuples de la région, considérées comme primitives, archaïques ou réactionnaires sont interdites et punies. La culture populaire socialiste s'infiltré dans les consciences autant par la multiplication des infrastructures culturelles telles que les théâtres, les cinémas, que par l'introduction des postes radio, par l'éducation donnée aux plus jeunes et leur participation aux organisations sportives et culturelles. Les syndicats et les différentes organisations affiliées aux entreprises régissent la vie des gens, en offrant, par exemple, des séjours de vacances dans les villégiatures dans la partie européenne de l'URSS. La religion, au moins en apparence, est tolérée, mais tous les efforts sont mis au service de la

³²⁵ Breton, R. (1983). L'évolution des ethnies soviétiques. *Population*, 38(1), 61-76.

De Moura A. (1963). Nationalités et cultures nationales en U.R.S.S. *Population*, 18(1), 144-148.

Wallerstein, I. (1972). La conscience ethnique en Asie soviétique. *Sociologie et sociétés*, 4(2), 225-232.

soviétisation modernisatrice, y compris l'émancipation des femmes à travers l'éducation, le travail, et la laïcité officielle.

Ce travail de reconfiguration de la région centrasiatique, et de l'Union soviétique plus largement, qu'on pensait de longue haleine, va porter ses fruits d'autant plus rapidement que la Seconde Guerre mondiale provoquera la mise en place d'une économie au service de la guerre. Dans la continuité de la guerre totale – et industrielle - qu'avait été la Première Guerre mondiale, les autorités soviétiques et Staline en premier lieu seront, dès la fin des années 1920, convaincues de la nécessité d'industrialiser le pays pour résister aux agressions des pays capitalistes.

La décision de déplacer des milliers d'usines, d'industries, d'hommes et de femmes vers les zones plus reculées du front, notamment en Asie centrale, va accélérer les réformes qui avaient été mises en place : ce grand déplacement aura un rôle primordial dans l'effort de guerre soviétique mais aussi dans la construction et la concrétisation de l'existence du « peuple soviétique ». Les hommes et les femmes accompagnant les industries, notamment, joueront un rôle important non pas seulement pendant la guerre mais aussi dans les décennies suivantes, tout autant que cela bénéficiera aux peuples titulaires et à la modernisation de leurs républiques éponymes grâce au rôle croissant qui leur sera donné. La radicalité et la vitesse des réformes et des changements vont diminuer au lendemain de la guerre. Les sacrifices importants demandés à la population pendant les années de guerre vont aussi mener à certains compromis de la part du leadership soviétique, et notamment au niveau de la religion. L'islam, comme les autres religions, sera mobilisé par Staline qui voulait également éviter que tous les efforts exigés de la population ne mènent à des révoltes et ne nuisent à la production régionale.

Après 1945, les changements seront moins radicaux. La région continuera de s'industrialiser à la suite de l'impulsion donnée pendant la guerre, avec des disparités selon les différentes républiques, tandis que la campagne des « terres vierges » initiée en 1954, visant à augmenter la production agricole continuera à modifier la composition de la population tout autant que cela contribuera à renforcer l'agriculture de la région, principalement concentrée sur la monoculture du coton³²⁶.

³²⁶ Chuvin, P. et al. (2008). *Histoire de l'Asie centrale contemporaine*, Paris : Fayard, 154-155.

En parallèle, les années 1950 virent le renforcement de la domination culturelle et linguistique russe, jusqu'à ce que s'opère un renouveau du processus d'indigénisation initié par Brejnev dans les années 1970³²⁷. Après avoir été décimées pendant les grandes purges, les élites centrasiatiques reprendront peu à peu de l'influence sur la gestion de leurs républiques, tandis que la croissance démographique des populations centrasiatiques commencera à contrebalancer le déséquilibre démographique ayant eu cours depuis l'arrivée massive d'allophones sur le territoire³²⁸.

Malgré l'annonce par Brejnev de la fusion de tous les peuples en un peuple soviétique en 1971³²⁹ une certaine indulgence vis-à-vis des pratiques culturelles traditionnelles mènera à un renouveau culturel rappelant celui du début du XXème siècle sur le territoire.

*The waves of terror were by then long past, and Central Asians, like the rest of Soviet citizenry except for the rather new and on the whole marginal appearance of active dissidents, had accepted a modus vivendi with the system. The compromise had become mutual. Moscow learned to live with the fact that the main non-Russian nations were there to stay, allowed them to cultivate their cultural patrimony within the prescribed norms and limits, and appeared confident that the union welded through this compromise was there to stay, too.*³³⁰

Des phénomènes singuliers ont lieu à partir des années 1970 conséquemment au second processus d'indigénisation. Les élites joueront un double jeu et apparaîtront à travers les structures soviétiques des relents de gestion traditionnelle avec l'influence des liens tribaux, familiaux et claniques dans l'organisation du pouvoir.

Dans ce chapitre, nous présenterons différents aspects de la société kirghize et plus généralement de la situation en Asie centrale. Nous analyserons l'état de l'éducation (primaire, secondaire, supérieure), de la santé, de la culture, des infrastructures, ainsi que les données démographiques du pays. L'arrivée de Mikhaïl Gorbatchev au pouvoir en 1984 ne changera pas immédiatement la situation. Toutefois, ses réformes libéraliseront l'économie et la politique en Asie centrale jusqu'à ce que l'impensable se produise : le démantèlement de l'Union soviétique.

³²⁷ Chuvin, P. et al. (2008). *Histoire de l'Asie centrale contemporaine*, Paris : Fayard, 158.

³²⁸ Манаков, А. Г. (2021). Трансформация этнической структуры населения регионов Советского Союза между переписями 1939 и 1989 гг. *Псковский регионалогический журнал*, 4(48), 26-46.

³²⁹ Rashid, A. (1994). *The Resurgence of Central Asia: Islam or Nationalism*, London : Zed Books, 35.

³³⁰ Soucek, S. (2000). *A history of inner Asia*, Cambridge : Cambridge University Press, 250.

Le déroulement des événements historiques menant aux accords du 21 décembre 1991 officialisant la disparition de l'URSS est bien connu. Les travaux qui se sont penchés sur la question offrent différentes grilles de lecture que nous avons comptées au nombre de quatre pour mieux appréhender les dynamiques qui ont mené à sa disparition. Nous considérons qu'elles sont complémentaires tant il est difficile de concevoir qu'une seule de ces perspectives puisse expliquer à elle seule la chute de l'URSS. La première perspective repose sur les problèmes inhérents à l'économie soviétique. Sa structure et sa planification centralisées, la collectivisation de l'agriculture, la propriété étatique des moyens de production n'auraient pas permis à l'Union soviétique de faire la concurrence au niveau technologique, vu les changements qui intervenaient dans les années 1980 et 1990. En raison de ces problèmes structurels, l'URSS s'est mise à se réinventer³³¹.

La seconde perspective, politique, traite des conséquences des changements que Gorbatchev a opérés, notamment la montée des nationalismes et de mouvements indépendantistes et la disparition du Pacte de Varsovie. Ces changements sont autant d'éléments qui auraient mené à la chute de l'URSS, plus que toute autre raison.

D'autres proposent une lecture davantage multidisciplinaire, culturelle, où ils estiment que l'évolution des mentalités aurait miné la capacité de l'URSS à garder sa légitimité auprès de sa propre population, ou plutôt d'une partie importante des élites urbaines. L'érosion de la confiance en la supériorité du modèle soviétique, la pénétration des pratiques et idées culturelles provenant du reste du monde, la montée de l'individualisme, la volonté de changement, auraient finalement contribué à délégitimer le modèle de l'intérieur et auraient contribué aux événements menant à sa disparition.

Finalement, le démantèlement de l'Union soviétique pourrait aussi s'expliquer par la situation géopolitique devenue intenable à plus long terme par l'URSS. Les différentes crises politiques ayant ponctué la Guerre froide auraient progressivement démontré la position de faiblesse de l'URSS que les années 1980 auraient confirmée. La crise des missiles de Cuba, les interventions soviétiques en Europe de l'Est et plus tard en Afghanistan, le renouveau de la course aux armements au début des années 1980 auraient fait peser un tribut trop lourd à

³³¹ Des travaux de Richard Pipes et de Milton Friedman, notamment, permettent de bien saisir les arguments tenus dans cette approche davantage économique.

l'URSS³³². Selon nous, effectivement, de multiples causes et événements ont mené au démantèlement de l'Union soviétique : problèmes structurels dans l'économie dont les crises pétrolières affectant la balance commerciale du pays, conflit en Afghanistan, réformes engagées par Gorbatchev, concurrence politique aiguë au sein des plus hautes instances soviétiques aux conséquences imprévisibles. Après avoir présenté le contexte dans lequel aura lieu l'indépendance, non voulue, des États centrasiatiques, nous analyserons les conséquences dramatiques de cette souveraineté impromptue et non préparée sur le niveau de modernisation. Nous verrons que cette région du monde, et notamment la République kirghize, a été non seulement un laboratoire dans la façon dont elle a été modernisée en un laps de temps très court, mais aussi démodernisée en un temps encore plus court.

3.1 De la Grande Guerre patriotique à l'arrivée de Gorbatchev au pouvoir – évolutions en Asie centrale

La Grande Guerre patriotique, comme nous l'avons évoqué, a joué un rôle d'accélérateur dans les changements qui s'opéraient à tous les niveaux des RSS centrasiatiques depuis les années 1920. En dépit des coûts humains importants qui ont découlé de la radicalité des réformes mises en place et des réactions des populations locales, les efforts de modernisation ont drastiquement amélioré les conditions de vie dans la région. En plus d'avoir obtenu les attributs d'États souverains, les RSS d'Asie centrale avaient aussi maintenant acquis ceux d'États modernes du XXème siècle; elles étaient industrialisées, étaient dotées d'infrastructures modernes, jouaient le rôle d'État-providence. Dans cette partie, nous verrons que dans les décennies de la paix retrouvée, le temps ne sera pas aux réformes en profondeur mais sera axé sur la consolidation des progrès effectués ainsi que sur l'augmentation de la contribution régionale – et de chacune des républiques - à l'ensemble intégré soviétique. Les manœuvres et réformes fondamentales des années de l'avant-guerre répondaient à des besoins criants, sur tout le territoire et les objectifs avaient été majoritairement atteints. Dorénavant, le regard était porté vers l'avenir et non pas sur le retard à rattraper comme cela avait été le cas pendant les premières décennies soviétiques. Les secrétaires généraux des RSS obtenaient aussi une plus grande marge de manœuvre puisque leurs républiques avaient acquis chacune des industries propres et des

³³² Les principaux tenants de cette perspective étaient John Mearsheimer et John Lewis Gaddis.

spécialités différentes, alors même que les objectifs des programmes quinquennaux n'étaient pas les mêmes pour chacune d'elles³³³. Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, il n'était plus tant question de moderniser l'Asie centrale que faire fructifier les avancées faites au cours des années précédentes. Après avoir vaincu l'analphabétisme et mis en place une éducation moderne, il s'agissait désormais de profiter de la main-d'œuvre formée (comme celles déplacées pendant la guerre et qui ne repartiraient pas) pour consolider et améliorer la contribution à l'économie soviétique dans l'ensemble sans perdre de vue les objectifs idéologiques qu'impliquait la doctrine marxiste-léniniste. Il fallait donc continuer plus en profondeur à développer l'éducation et la culture. Nous verrons ainsi comment les réformes soviétiques ont changé le paysage économique, culturel, éducationnel, industriel, agricole et démographique.

Durant les décennies 1960, 1970 et 1980, la société kirghize et les autres sociétés d'Asie centrale soviétique connaissent des dynamiques similaires. Pour autant, malgré ces changements en profondeur, certains éléments ancrés dans les traditions et les esprits centrasiatiques perdurent et donnent donc une dimension moindre aux changements pourtant annoncés par le pouvoir soviétique. Les sociétés d'Asie centrale se distinguent par différents éléments qui leur confèrent une place à part en comparaison aux autres RSS, notamment au niveau de la pratique de la culture et de la religion, mais aussi au niveau démographique et économique. Ainsi, bien que les changements aient été très marqués, certains secteurs gardent leur singularité et reviendront sur le devant de la scène lorsque les pays acquerront l'indépendance après le démantèlement de l'Union soviétique. Nous verrons également que la religion musulmane, dans la façon dont elle a été traitée durant la période soviétique et la façon dont sa pratique a évolué durant les années soviétiques, restera un marqueur d'identité, d'appartenance mais aussi d'appréhensions politiques. Elle reprendra aussi de la vigueur, préparant aussi, le terrain aux développements qui auront cours dans la région pendant les années 1990. Ainsi, les RSS d'Asie centrale ont été soviétisées et ont acquis les mêmes attributs que les dix autres, mais en gardant des spécificités propres qu'il faut souligner : elles prendront une dimension tout autre après les indépendances. Nous verrons en quoi les années 1980 voient poindre une certaine agitation dans la région à

l'aube de 1991 et laissent entrevoir certaines dynamiques qui seront particulièrement parlantes durant la période suivant les indépendances.

L'URSS était confrontée à de nombreux défis économiques et sociaux que les années 1980 n'ont pas améliorés en raison, notamment, des changements économiques qui intervenaient à l'échelle globale et notamment les prix du pétrole. Ces derniers comme les soubresauts de la politique internationale, l'enlèvement du conflit en Afghanistan sont autant d'éléments qui font faire aux élites dirigeantes du pays le choix de choisir comme chef d'État un Gorbatchev afin de redresser le pays.

Gorbatchev bouleverse, voire détruit, l'URSS par la mise en place de politiques réformatrices ayant pour but de relancer et de transformer le pays. Celles-ci visent à répondre aux défis d'une économie à bout de souffle et de revendications qui apparaissent aux quatre coins de l'Union soviétique et nécessitent une réponse. L'Asie centrale ne sera bien entendu pas exempte des conséquences de ce changement de cap politique et économique. En effet, la libéralisation de la parole et de l'économie contribuera à initier des changements que l'on observera pendant la décennie 1990 – nationalisme ethnique, « bazarisation » de l'économie ... Après nous être penché sur les tenants et aboutissants de l'arrivée de Gorbatchev au plus haut poste de l'État soviétique, nous verrons aussi comment les politiques qu'il a mises en place accompagneront la disparition de l'Union soviétique.

A) Des années 1950 aux années 1980 – quelles réalités socio-économiques au Kirghizstan et en Asie centrale ?

Comme nous l'avons vu, les années de guerre ont mené à une accélération de l'industrialisation au Kirghizstan mais ont toutefois détourné les investissements destinés à l'éducation et à la santé vers d'autres besoins plus stratégiques en temps de guerre, notamment la production industrielle. Dès 1945, la marche modernisatrice va reprendre son cours sans être axée uniquement sur ces derniers aspects.

Avant d'y revenir plus loin dans notre analyse, des changements démographiques continuent de s'observer en Kirghizie. On peut déjà avancer que certaines observations que nous nous apprêtons à faire auront de profondes implications lors de l'indépendance et du chaos des années 1990. Comme nous pouvons le voir dans le tableau 4, lors du recensement de 1926, la population kirghize est d'environ un million de personnes et la majeure partie de celle-ci est

rurale, puisque les citadins ne composent que 122 000 personnes, soit 12% de la population. Celle-ci va modérément croître entre 1939 et 1950 puisqu'elle passera de 1,4 million à 1,7 million : en revanche, la population urbaine passe de 270 000 en 1939 à 475 000 en 1950 pour atteindre 27,7% du total. De 1960 à 1979, la population passe de 2,1 millions à 3,5 millions d'individus et la population est urbaine à 38,7%: c'est le ratio le plus élevé jusqu'à nos jours de l'histoire du Kirghizstan.

L'urbanisation, nous le savons, est essentielle aux efforts modernisateurs visant notamment à l'augmentation de l'éducation générale de la population, à l'augmentation de la production économique ou encore à la mise en place et au fonctionnement d'une politique sanitaire efficace. Plus encore, la sédentarisation et in fine l'urbanisation de la population contribuent à modifier les structures profondes de la société kirghize pour en affaiblir les coutumes et aboutir à un changement des habitudes de vie de la population et créent de nouveaux besoins et de nouvelles formes de socialisation.

Tableau 4. - Reproduction de la *Table 5. Urban and rural population, Kyrgyz Republic, 1897-1999*³³⁴

Table 5. Urban and rural population, Kyrgyz Republic, 1897-1999								
Dynamics of the number and changes in the distribution of the population of Kyrgyzstan	Dynamics of the number and changes in the distribution of the population of Kyrgyzstan	Dynamics of the number and changes in the distribution of the population of Kyrgyzstan			Dynamics of the number and changes in the distribution of the population of Kyrgyzstan			Dynamics of the number and changes in the distribution of the population of Kyrgyzstan
		Total	City	Village	Total	City	Village	
1897		663	63	600	1.6			9.5
1913*	17	863.9	105.8	758.1	1.1	3.1	1.4	12.3
1926**	13	1001.7	122.3	879.4	3.2	1.1	1.1	12.2
1939	12	1458.5	270.1	1188.4	1.5	6.8	2.5	18.5
1950***	eleven	1715.7	475.3	1240.4	2.2	5.3	0.4	27.7
1960***	ten	2130.8	722.1	1408.7	3.2	4.3	1.3	33.9
1970	ten	2933.2	1097.5	1835.7	3.1	4.3	2.7	37.4
1979	9	3529	1366.3	2162.7	2.1	2.5	1.8	38.7
1989	ten	4290.5	1640.9	2649.6	2	2	2.1	38.2
1999	ten	4850.7	1713.8	3136.9	1.2	1.2	1.7	35.3
* Estimated at the end of the year.								
** Census at the end of the year.								
*** Estimated at the beginning of the year.								

³³⁴ М. Шулер, Т. Абубакирова, Л. Торгашова (2004), Динамика численности и изменения в размещении населения Киргизии, Демоскоп Weekly, <http://www.demoscope.ru/weekly/2005/0191/analit01.php>

L'augmentation de la population de la RSS kirghize, comme celles ouzbèkes, tadjikes et turkmènes, sont inégalées ailleurs dans l'Union soviétique pendant ces décennies. Au Kirghizstan, l'accroissement naturel a joué un rôle important (il était de 30,8 pour mille en 1960 pour diminuer et stabiliser à 23,1 pour mille en 1970) tout comme la migration soviétique interne qui aura été la plus importante de toute l'Union soviétique sur la période 1950-1970 puisque aucune autre RSS ne verra autant de migrants soviétiques arriver sur son sol³³⁵. Au Kirghizstan la nationalité titulaire est minoritaire au sein de sa propre république. En 1970 elle constitue 43,8% ce qui se compare à 32% au Kazakhstan. Les défis du pouvoir sont donc importants : la population s'urbanise à un rythme soutenu durant les décennies de l'après-guerre et impose donc que les infrastructures continuent de pouvoir répondre à cette demande. Par ailleurs, il fallait aussi pouvoir canaliser la population et créer, dans la mesure du possible, une symbiose entre les différents peuples habitant la RSS.

³³⁵ Estimates range from 100 000 entre 1959 et 1970 (Sheehy, 1971: 10) to 210,000 (t'""seum of Pokshishevsky's estimate for 1959-1967 and Newth's for 1968-1969; see Pokshishevsky, 1969: 70 and Newth 1972: 206). The latter figure is probably too high, while the former is for ethnic Russians only, thus omitting the Uigurs who immigrated from China's Sinkiang Autonomous Region largely in 1962; the Germans who came in from other regions of the Soviet East; and Belorussians and other groups.

Tableau 5. - Reproduction de la *Table A.1. Ethnic Composition of the Kirgiz SSR, 1959 and 1970*³³⁶

Table A.1.				
Ethnic Composition of the Kirgiz SSR, 1959 and 1970				
	1959		1970	
	Number (in 000s)	Percent of Total	Number (in 000s)	Percent of Total
Total	2,066	100.0	2,933	100.0
Kirgiz	837	40.5	1,285	43.8
Russians	624	30.2	856	29.2
Uzbeks	219	10.6	333	11.3
Ukrainians	137	6.6	120	4.1
Germans	40	1.9	50	23.1
Tatars	56	2.7	69	2.4
Uigurs	14	0.7	25	0.8
Kazakhs	20	1.0	22	0.8
Tadzhiks	15	0.7	22	0.7
Others	144	7.0	201	6.9
Source: Sovetskaya Kirgiziya (May 5), 1971.				
¹ Kommunisticheskaya Partiya Kirgizii, 1971: 11.				

Les autorités, malgré l'interruption des réformes d'envergure durant les quatre années de guerre, vont donc continuer à mettre un accent sur le développement de l'éducation et sur la culture. On observe une scientification de la société qui continuera à s'accélérer. Les avancées dans l'éducation se confirment sur la durée. Avant 1917, il existait des écoles coraniques qui instruisaient quelques privilégiés qui apprenaient à lire et constituaient l'élite régionale (spirituelle et politique). En 1971, il existe 1810 écoles qui comptent 999 000 étudiants³³⁷. Le réseau d'écoles s'étend à l'ensemble du territoire de la RSS et comprend aussi bien des écoles élémentaires que des écoles secondaires ou des instituts techniques. Parmi ces structures éducatives, près de 1000 de ces entités offrent une éducation dans la langue kirghize alors que les autres, principalement concentrées dans les villes, sont allophones. D'ailleurs, seulement 34% des Kirghizes ethniques diront parler russe en 1989³³⁸.

³³⁶ Massach, C. (1981). *Attitudes of Major Soviet Nationalities*, Cambridge : Massachusetts Institute of Technology & Cambridge Center for International Studies.

³³⁷ Ibid.

³³⁸ Massach, C. (1981). *Attitudes of Major Soviet Nationalities*, Cambridge : Massachusetts Institute of Technology & Cambridge Center for International Studies.

Tableau 6. - Reproduction de la *Table B. 1. Native and Second Languages Spoken by the Kirgiz (in thousands)*³³⁹

Table B.1										
Native and Second Languages Spoken by the Kirgiz (in thousands)										
Number of Kirgiz residing	Speaking as their Native Language								Speaking as a Second language a	
			Kirgiz		Percentage point change 1959-1970	Russian		Percentage point change 1959-1970	Russian	Other language of the peoples of USSR
	1959	1970	1959	1970		1959	1970		1970	1970 b
in the Kirgiz SSR	836.8 (100%)	1,285 (100%)	834.5 (99.7%)	1,281 (99.7%)	0.0	1.8 (0.21%)	3.0 (0.23%)	(+)0.02	254 (19.8%)	10 (0.8%)
in other Soviet Republics	132 (100%)	167 (100%)	122 (92.2%)	154 (92.1%)	(-)0.1	1.1 (0.8%)	1.8 (1.1%)	(+)0.3	21 (12.8%)	38 (22.5%)
Total	968.7 (100%)	1,452 (100%)	956.1 (98.7%)	1,435 (98.8%)	(+)0.1%	2.9 (0.30%)	4.8 (0.33%)	(+)0.03	276 (19%)	48 (3.3%)
Sources: Soyetskaya Kirgizia (May 5), 1971; Nar. khoz. 1972: 32; Itogi SSSR 1959: Table 53, Itogi, Kirgizskaya SSR. 1959: Table 53.										
a No data are available for 1959, since no questions regarding command of a second language were asked in the 1959 census										
b Including Kirgiz, if not the native language.										

³³⁹ Massach, C. (1981). *Attitudes of Major Soviet Nationalities*, Cambridge : Massachusetts Institute of Technology & Cambridge Center for International Studies.

Aussi, on peut ajouter qu'il existait près de 36 spécialisations dans les écoles secondaires pour former la main-d'œuvre dans 101 disciplines différentes selon les besoins de la RSS. Pour cela, près de 41 000 enseignants officient en Kirghizie en 1971. Au niveau de l'éducation supérieure, un élément fondateur est la création de l'Académie des Sciences du Kirghizstan en 1954 et qui fera aboutir un processus initié pendant la Grande Guerre patriotique³⁴⁰. Elle devient la clé de voûte et la boussole de la recherche scientifique kirghize.

Tout d'abord, l'une de ses missions principales est de développer le réseau universitaire et d'instituts techniques dans la République, qui, nous l'avons vu, n'existait pas. Ainsi, de l'absence totale d'université ou d'institut technique moderne lors de l'arrivée des Russes dans le territoire qui allait constituer plus tard la RSS kirghize, il existera 19 institutions scientifiques au Kirghizstan employant 1232 personnes en 1971 rattachées à l'Académie des Sciences. D'autres instituts de recherche, laboratoires et stations scientifiques qui n'étaient pas forcément chapeautés par l'Académie de science continueront aussi de fleurir dans les villes et les montagnes kirghizes avec des objectifs plus précis. Le plus souvent ils répondaient des besoins spécifiques commandés par des entreprises d'État : par exemple, comme la météorologie et la pluviométrie servent à augmenter la productivité agricole. En 1971, près de 90 000 Kirghizes travaillent dans les services liés à la science et à la recherche³⁴¹. Un chiffre particulièrement important au regard de la population totale et du nombre presque infime de personnes lettrées au début du siècle³⁴².

³⁴⁰ Джунушалиева, Г. (2010). Основные направления научных исследований Киргизского филиала Академии наук СССР в годы Великой Отечественной войны. *Вестник КРСУ*, 10(8), 15.

³⁴¹ Massach, C. (1981). *Attitudes of Major Soviet Nationalities*, Cambridge : Massachusetts Institute of Technology & Cambridge Center for International Studies.

³⁴² Ibid.

Table B.4.
Selected Data on Education in the Kirgiz SSR (1971)
 Population: 3,074,000

		Per 1000 Population
(p. 642) <u>All schools</u>		
- number of schools	1,810	.59
- number of students	999,000	259.9
 (p. 640) <u>Newly opened elementary, incomplete secondary, and secondary schools</u>		
- number of schools	51	
- number of student places	23,500	7.6
 (p. 642) <u>Secondary special schools</u>		
- number of schools	36	
- number of students	41,500	13.5
 (p. 642) <u>Institutions of higher education</u>		
- number of institutions	9	
- number of students	48,900	15.9
 (p. 439) <u>Universities</u>		
- number of universities	1	
- number of students		% of Total
Total	13,370	
day students	6,268	47%
evening students	1,054	8%
correspondence students	6,048	45%
- newly admitted		
Total	2,246	
day students	1,378	61%
evening students	137	6%
correspondence students	731	33%

Figure 1.- Photographie de la *Table B.4. Selected Data on the Education in the Kirgiz SSR (1971)*³⁴³

³⁴³ Massach, C. (1981). *Attitudes of Major Soviet Nationalities*, Cambridge : Massachusetts Institute of Technology & Cambridge Center for International Studies.

Selected Data on Education in the Kirgiz SSR (1971)

<u>Universities (continued)</u>		Per 1000 Pop.	% of Total
- graduated			
Total	-	2,154	
day students	-	922	43%
evening students	-	289	13%
correspondence students	-	943	44%
 (p. 108) <u>Graduate students</u>			
- total number of	-	750	.24
- in scientific research institutions	-	517	
- in universities	-	233	
 (p. 631) <u>Number of persons with (in 1970) higher or secondary (complete and incomplete) education</u>			
- per 1000 individuals, 10 years and older	-	452	
- per 1000 individuals employed in national economy	-	643	
<u>Number of workers graduated from professional-technical schools</u>	-	18,600	6.1

Source: Nar. khoz. 1972 (pages given above).

Figure 2.- Photographie de la *Table B.4. Selected Data on the Education in the Kirgiz SSR (1971)* suite³⁴⁴

En ce qui concerne la culture de masse, d'importants travaux sont également mis en œuvre dans les années 1950 afin de la rendre accessible et disponible au plus grand nombre. Alors qu'il n'y avait aucun musée en 1932 lors de la création de la RSS kirghize, en 1971 six musées attirent 543 000 individus par an (sur une population d'environ 3 millions). De même, près de 1 301 000 spectateurs assisteront à des représentations dans les six théâtres établis dans les différentes villes de la République. Des bibliothèques se comptent au nombre de 1378 et près de 11 857 000 livres y sont proposés en 1971. Rappelons-nous que l'immense majorité de la population ne savait pas lire un demi-siècle plus tôt ce qui donne à cette statistique d'autant plus d'importance.

³⁴⁴ Massach, C. (1981). *Attitudes of Major Soviet Nationalities*, Cambridge : Massachusetts Institute of Technology & Cambridge Center for International Studies.

Depuis la Grande Guerre patriotique, un développement conséquent de la presse et des différents médias est à l'œuvre. Des premiers périodiques apparus durant la période tsariste, 71 journaux (quotidiens et hebdomadaires) sont publiés au Kirghizstan en 1970 (41 en kirghize et/ou en russe, 28 en langue russe et 2 dans d'autres langues), représentant en tout 872 000 tirages par mois. On peut observer dans le tableau B.2 que le nombre de journaux décline entre 1959 et 1970, toutefois, la circulation des journaux continua d'augmenter. Les plus lus et les plus accessibles à la population sont les organes de presse du parti communiste kirghize (en kirghize et en russe) – *Sovetskaya Kirgiziya* et *Sovetik Kyrgyzstan* - suivis par les médias dédiés à la littérature et à la culture plus largement – *Kyrgyzstan Madaniyaty*. Viennent ensuite les journaux provenant des deux organes du Komsomol, russe et kirghize – *Komsomolets Kirgizii* et *Lenindchil Zhash*.

Pendant cette même période, la circulation de magazines en kirghize est multipliée par trois et leurs tirages passent de 104 000 en 1959 à 326 000 en 1970. En russe, 18 000 magazines sont en circulation mais les statistiques ne prenaient pas en compte tous ceux qui provenaient d'en dehors de la RSS kirghize mais qui étaient aussi très répandus chez les allophones établis sur place. En règle générale, les magazines les plus lus étaient *Kommunist* – magazine du Comité Central du Parti Communiste du Kirghizstan – et *Ala Too* – publication de du syndicat des auteurs du Kirghizstan. Le magazine *Kyrgyzstan Ayaldary* (Femmes du Kirghizstan) adressé aux femmes kirghizes était très répandu.

Tableau 7. - Reproduction de la *Table B.2. Publications in the Kirgiz SSR*³⁴⁵

Table B.2.										
Publications in the Kirgiz SSR										
	Newspapers a				Magazines			Books & Brochures		
Language of Publication	Year	No.	Per Issue Circulation (1000)	Copies/100 in Language Group d	No.	Per Issue Circulation (1000)	Copies/100 In Language Group d	No. of Titles	Total Volume (1000)	Books & Brochures /100 in Language Group d
Russian	1959	44	162	22.2	N.A.	N.A.	N.A.	339	1,298	177.8
	1971	29	310	31.5	5	19	1.9	494	2,534	257.8
Kirgiz	1959	50	189	22.4	N.A.	N.A.	N.A.	389	2,805	333.1
	1971	41	597	46.3	7	321	24.9	446	3,787	293.4
Minority Languages	1959	4b	26	5.3	N.A.	N.A.	N.A.	10	22	4.5
	1971	2	37	5.6	0	0	0	8	5	0.8
Foreign Languages	1959	0	0	—	N.A.	N.A.	—	0	0	—
	1971	0	0	—	0	0	—	(3)c	(36)	—
All languages	1959	93	377	18.2	10	104	5.0	738	4,125	199.7
	1971	72	944	32.3	12	340	11.6	951c	6,362	216.9

³⁴⁵ Massach, C. (1981). *Attitudes of Major Soviet Nationalities*, Cambridge : Massachusetts Institute of Technology & Cambridge Center for International Studies.

Des progrès importants sont faits au niveau des médias radiodiffusés et télédiffusés. Les postes de radio se diffusent progressivement à partir de la Seconde Guerre mondiale dans les foyers kirghizes pour atteindre 678 000 en 1971. Les émissions, provenant à la fois de Moscou et de Frounzé (et de certaines radios locales), en russe et en kirghize, sont variées, offrant de la musique, portant sur l'actualité et la littérature en plus d'adresser des programmes pour les enfants. La télévision aussi s'invite progressivement dans les foyers kirghizes. Alors qu'en 1966, seulement 16% du territoire kirghize était équipé d'antennes pour la transmission télévisuelle ne pouvant atteindre que 35% de la population totale. Entre 1960 et 1971, le nombre de postes est passé de 15 pour mille habitants à 364 pour mille habitants : le nombre de canaux a augmenté, de même que la couverture du territoire. Il est considéré que près de 66% de la population peut consulter régulièrement un programme de télévision grâce aux salles communales et au « partage de l'accès » entre les citoyens.

Les programmes étaient aussi assez variés : films, actualité, programme pour enfants, sports, événements culturels et événements sportifs. Des investissements seront dédiés à la production d'émissions et de cinéma kirghizes, avec la création du studio Kirgizfilm au début des années 1960. De nombreuses salles de cinéma et de projection seront ouvertes pour atteindre 193 000 places assises en 1968. Finalement, près de 95 000 individus travaillent dans un domaine lié à la culture et à l'éducation en 1971.

Table B.3.

Electronic Media and Films in the Kirgiz SSR

Year	Radio					Television				Movies	
	No. of Stations	No. of wired sets (1000)	Sets /100 population	No. of wireless sets (1000)	Sets /100 population	No. of Stations	Of which stations originating programs	No. of sets (1000)	Sets /100 population	Seats (1000)	Seats /100 population
1960	N.A.	202 ^a	9.1 ^d	157 ^a	7.1 ^c	N.A.	1 ^e	15 ^a	.7 ^c	101 ^b	4.5 ^d
1970	N.A.	306 ^a	10.1 ^d	328 ^a	10.9 ^c	11 ^f	1 ^e	318 ^a	10.6 ^c	193 ^b	6.4 ^d
1971	N.A.	325 ^d	10.6 ^d	353 ^d	11.5 ^c	N.A.	1 ^e	364 ^c	11.8 ^c	N.A.	N.A.

Kirgizstan - Local Media - 5

^aSource: *Transport i svyaz' SSR*, 1972: 296-298.^f*Televedeniye i radioveshchaniye*, 1972: 12: 13^bSource: *Narodnoye obrazovaniye, kul'tura i nauka v SSSR*, 1971, p. 325.^cSource: *Nar. khoz.*, 1972: 572, 578.^dComputed from data cited above (b and c).^e1966. See text.Figure 3.- Photographie de Table B.3. *Electronic Media and Films in the Kirgiz SSR*³⁴⁶³⁴⁶ Massach, C. (1981). *Attitudes of Major Soviet Nationalities*, Cambridge : Massachusetts Institute of Technology & Cambridge Center for International Studies.

Table B.5.
Selected Data on Scientific and Cultural Facilities
 and Personnel in Kirgiz SSR (1971)

Population: 3,074,000

<u>Academy of Science</u>	
- number of members	42
- number of scientific institutions affiliated with the Academy	18
- total number of scientific workers in these	1,232
<u>Museums</u>	
- number of museums	6
- attendance	543,000
- attendance per 1000 population	176.6
<u>Theaters</u>	
- number of theaters	6
- attendance	1,301,000
- attendance per 1000 population	423
<u>Number of persons working in education and culture</u>	
- total	95,000
- no. per 1000 population	30
<u>Number of persons working in science and scientific services</u>	
- total	30,000
- number per 1000 population	9.7
<u>Number of public libraries</u>	
- number of books and magazines in public libraries	11,853,000
<u>Number of clubs</u>	1,039

Source: Nar. khoz. 1972: 106, 451, 638.

Figure 4.- Photographie de la *Table B.5. Selected Data on Scientific and Cultural Facilities and Personnel in Kirgiz SSR (1971)*³⁴⁷

³⁴⁷ Massach, C. (1981). *Attitudes of Major Soviet Nationalities*, Cambridge : Massachusetts Institute of Technology & Cambridge Center for International Studies.

Ces différentes données et leur évolution démontrent à la fois les investissements conséquents mais aussi l'effort mis sur l'accessibilité de ces différentes offres culturelles à la population. Une véritable culture de masse existe dès les années 1970, elle est accessible gratuitement dans son immense majorité et suscite une forte demande auprès de la population dans son ensemble.

Table B.5.
Selected Data on Scientific and Cultural Facilities
 and Personnel in Kirgiz SSR (1971)
 Population: 3,074,000

<u>Academy of Science</u>	
- number of members	42
- number of scientific institutions affiliated with the Academy	18
- total number of scientific workers in these	1,232
<u>Museums</u>	
- number of museums	6
- attendance	543,000
- attendance per 1000 population	176.6
<u>Theaters</u>	
- number of theaters	6
- attendance	1,301,000
- attendance per 1000 population	423
<u>Number of persons working in education and culture</u>	
- total	95,000
- no. per 1000 population	30
<u>Number of persons working in science and scientific services</u>	
- total	30,000
- number per 1000 population	9.7
<u>Number of public libraries</u>	
- number of books and magazines in public libraries	11,853,000
<u>Number of clubs</u>	1,039

Source: Nar. khoz. 1972: 106, 451, 638.

Figure 5.- Photographie de la *Table B.5. Selected Data on Scientific and Cultural Facilities and Personnel in Kirgiz SSR (1971)*³⁴⁸

³⁴⁸ Massach, C. (1981). *Attitudes of Major Soviet Nationalities*, Cambridge : Massachusetts Institute of Technology & Cambridge Center for International Studies.

Rappelons qu'au niveau économique, dès les années 1930, une première vague d'industrialisation a eu lieu. Elle visait notamment à mécaniser l'agriculture dans le contexte de la collectivisation et de la sédentarisation de la population ethnique kirghize. Les autorités vont d'abord veiller à ce que les premières industries en Kirghizie appuient les changements qui sont mis en place au niveau de la société et de l'économie. Ces industries sont donc principalement liées à la production de machines et d'outils pour l'agriculture ainsi qu'à du matériel de construction : les villes se construisent et il y a donc un fort besoin des matériaux propres aux immeubles (habitations, écoles, hôpitaux, bâtiments administratifs, entrepôts, etc.), mais aussi pour les infrastructures telles que les routes et les voies ferrées.

La part de l'industrie dans l'économie va donc commencer à croître dans les années 1930 mais restera somme toute assez marginale en comparaison de celle qu'occupe l'agriculture. L'élevage de moutons et de chèvres est un élément central de l'économie traditionnelle et va rester important tout au long de la période soviétique : de 949 000 têtes de bétail en 1932 (après d'immenses pertes pendant les deux premières années de la collectivisation), la production atteindra 6 millions de têtes en 1960. La mécanisation des campagnes et la collectivisation vont augmenter la production globale de l'agriculture notamment dans la vallée du Ferghana, dans le sud du pays où seront principalement produits le coton et la betterave principalement. Jusqu'aux années de guerre, les industries se reposent surtout sur la main-d'œuvre venant d'ailleurs en URSS tandis que l'agriculture est presque entièrement aux mains des Kirghizes ethniques, phénomène qui, comme nous le verrons, n'évoluera que très peu dans les décennies suivantes.

À l'image des villes, principalement peuplées par des allophones quand les campagnes sont peuplées presque entièrement par les Kirghizes, la main-d'œuvre industrielle, concentrée dans les villes, compte peu de Kirghizes et réciproquement pour la main-d'œuvre agricole, concentrée dans les campagnes. Cette dichotomie entre les mains d'œuvres kirghizes et les autres populations, entre la composition ethnique des villes et le reste, va s'inscrire dans la durée en Kirghizie et aura un impact important dans les années 1990. Comme nous le verrons, l'émigration massive des minorités européennes laissera de nombreux vides dans des secteurs clés de l'économie après l'indépendance³⁴⁹. Dans les années 1940, nous savons que

³⁴⁹ Shustov, A. V. (2018). The Eastern Slavic Population of Central Asia After the Collapse of the USSR. *Ethnographic Processes*, 4, 114-122.

l'industrialisation va connaître un essor et sera principalement axée sur la production d'armements et d'équipement. Cette seconde vague d'industrialisation après celle des années 1930 devient la pierre angulaire de la production industrielle kirghize. Il y aura une diversification des secteurs et de la production industriels entre 1940 et 1980, le volume de la production industrielle sera multiplié par 38, le nombre d'Européens pour appuyer cet effort, multiplié par trois³⁵⁰.

Dans les années 1960, le pouvoir central décidera d'investir massivement dans le système hydro-électrique, le secteur minier et la métallurgie : trois secteurs nécessitant une main d'œuvre abondante que la Kirghizie est en mesure de fournir grâce à sa démographie dynamique depuis la fin de la Grande Guerre patriotique³⁵¹. Tandis qu'il existait une pénurie de la main-d'œuvre dans certaines régions de la partie européenne de l'Union soviétique elle n'existait pas en Asie centrale. Les années 1970, dans le secteur industriel, sont les années dorées, alors que la croissance du secteur allait de pair avec les investissements provenant de Moscou, souvent à la demande des autorités de Frounze. Le secteur industriel au Kirghizstan et plus largement en Asie centrale souffrira néanmoins beaucoup dans les années 1980 : les investissements seront fortement réduits du fait des problèmes économiques qui touchaient à l'Union soviétique dans son ensemble en raison notamment des chocs pétroliers et de l'invasion de l'Afghanistan, déclenchée en 1979³⁵².

Dans la mémoire collective kirghize, les années 1970 marquent l'apogée du développement socialiste de leur pays. L'assouplissement du contrôle de l'économie après la mort de Staline a permis au pays de jouir de certains avantages comme la permission d'être propriétaires de lopins de terre individuels dans les campagnes et dans les banlieues des grandes villes. Avec les surplus, les paysans pouvaient ainsi gagner de l'argent pendant que le secteur informel de l'économie

³⁵⁰ Abazov, R. (1999). Economic migration in post-Soviet Central Asia: the case of Kyrgyzstan. *Post-Communist Economies*, 11(2), 237-252.

³⁵¹ Ibid.

³⁵² Selon l'influent Zbigniew Brzezinski, ancien conseiller du président Carter, les États-Unis auraient été à la manœuvre dans les deux cas avec l'objectif précis de nuire aux intérêts de l'URSS (Vincent Jauvert, « Les révélations d'un ancien conseiller de Carter : « Oui, la CIA est entrée en Afghanistan avant les Russes ... , » » Le Nouvel Observateur, 15–21 janvier, 1998, 76). Pourtant, le bien-fondé de ces faits ne fait pas l'unanimité (Conor Tobin, « The Myth of the “Afghan Trap” : Zbigniew Brzezinski and Afghanistan, 1978–1979 » *Diplomatic History*, Volume 44, Issue 2, April 2020, Pages 237–264).

croissait. Cette économie périphérique permettait aux paysans d'engranger des profits considérables eu égard l'époque.

On peut conclure que l'objectif global de développement social et économique de l'Asie centrale et donc du Kirghizstan a porté ses fruits dans les années 1970. La région s'est dotée d'une économie dynamique et une population de plus en plus éduquée. En outre celle-ci a maintenant accès à un système de santé généralisé et une culture de masse.

B) La survivance des modes de vie et de pensée traditionnels

De 1945 au début des années 1980, la modernisation suit son cours en Kirghizstan et en Asie centrale. Certaines revendications syndicales ou en lien avec la religion, sur lesquelles nous reviendrons, se font entendre épisodiquement sans que pourtant l'ordre établi ne soit remis en question ou que quiconque (individu ou groupe), au moins ouvertement, ne dise vouloir le défier. Un certain *modus vivendi* s'est établi entre les Kirghizes ethniques et les autres peuples habitant le territoire de la RSS, le pouvoir soviétique étant accepté, la vie suivant son cours, malgré des tensions épisodiques dans la vallée du Ferghana³⁵³. Il en est de même dans les autres républiques composant l'Asie centrale soviétique. Les années 1980 vont changer la donne alors que l'Union soviétique va connaître des problèmes économiques importants qui affectera la balance commerciale du pays. De plus, contrairement aux dix autres RSS, les sociétés centrasiatiques continuent d'avoir un taux de natalité très élevé : des années 1970 à 1989, la natalité en Asie centrale était 3 à 4 fois supérieure à la moyenne du reste de l'URSS³⁵⁴. Ainsi, on constate qu'en plus des problèmes économiques qui freinent les investissements, la pression démographique pèse sur l'économie formelle et crée un certain désœuvrement chez les jeunes. Celui-ci s'observe notamment par un essor de l'économie informelle, et la multiplication des bazars. À ce sujet nous verrons que dans les années 1990, on parlera de « bazarisation » de l'économie qui marquera une résurgence marquée des formes d'organisations économiques plus traditionnelles. Après l'indépendance elle deviendra principalement informelle pour s'apparenter à une économie de la « débrouille » ou tout un chacun essaiera de subvenir à ses besoins en raison du délitement de l'État et par le fait même de l'économie.

³⁵³ Edgar, A. (2007). Marriage, Modernity, and the 'Friendship of nations': Interethnic Intimacy in Post-War Central Asia in Comparative Perspective. *Central Asian Survey*, 26(4), 581-599.

³⁵⁴ Ata-Mirzayev, O. B. M., & Kayumov, A. A. (2003). The Demography of Soviet Central Asia and its Future Development. In *Geographic Perspectives on Soviet Central Asia*, New York : Routledge, 212.

Quoi qu'il en soit, dans les années 1980, la capacité moindre de l'État soviétique à continuer à investir et à soutenir les républiques centrasiatiques – entre autres - se fera ressentir et entraînera, par moments, des conflits entre différentes minorités ethniques se considérant lésées ou défavorisées par rapport aux autres. Ce ressentiment se fera d'autant plus sentir puisque d'autres RSS (à l'exception du Kazakhstan) continuaient de recevoir autant sinon plus de financement qu'avant comme nous pouvons le voir dans le document ci-dessous.

Tableau 8. - Reproduction de la *Table 3.8 Per capita investment 1960-85: USSR, Russia and Central Asia compared (USSR=100)*³⁵⁵

Table 3.8 Per capita investment 1960-85: USSR, Russia and Central Asia compared (USSR=100)			
	1961-65	1971-75	1981-85
USSR	100	100	100
Russia	108	110	119
Uzbekistan	78	75	68
Kazakhstan	155	116	104
Kyrgyzia	68	67	54
Tajikistan	69	64	47
Turkmenistan	115	114	92

Source: R. Liebowitz (1992), 'Soviet Geographical Imbalances and Soviet Central Asia', in R. Lewis (ed.) *Geographical Perspectives in Central Asia*, Routledge, London.

Vers la fin des années 1980, l'idée soviétique d'alliage des peuples la composant sera battue en brèche alors qu'apparaîtront, sporadiquement, des revendications nationales et des violences intercommunautaires ou interethniques. Il s'agit de revendications nationales en Lituanie, tensions entre Azéris et Arméniens, revendications culturelles en Moldavie, conflits entre Ouzbèkes et Kirghizes dans la vallée du Ferghana.

La russification qu'a suivi l'industrialisation en Asie centrale n'a pas toujours été acceptée avec enthousiasme ailleurs en URSS, surtout dans les républiques qui connaissent un essor du sentiment national, voire qui avaient déjà connu l'indépendance avant la période soviétique.

On constate que l'intervention militaire déclenchée en 1979 en Afghanistan générera aussi des réactions mitigées au sein de la population soviétique et en Asie centrale notamment, alors que l'Afghanistan compte des minorités tadjikes et ouzbèkes, installées de longue date,

³⁵⁵ Rashid, A. (1994). *The Resurgence of Central Asia : Islam or Nationalism ?*, London : Zed Books, 67.

musulmanes qui plus est. « Central Asian Muslims reacted to this deeply unpopular invasion of a neighboring country of little apparent strategic value to the USSR much as their compatriots did elsewhere in the USSR: with bewilderment and anger at the large number of young lives cut short for no explicable reason »³⁵⁶. Cela crée toutefois des opportunités économiques à la frontière et notamment au Tadjikistan et en Ouzbékistan. Le passage par ces deux RSS des troupes soviétiques en route pour l’Afghanistan intensifie les commerces et les services. De plus, les opérations militaires impliquent la mise en place de chantiers d’infrastructures dans une logique de soutien. Notamment, le pont de l’Amitié qui relie l’Ouzbékistan à l’Afghanistan a été construit dans les années 1980 dans cette perspective. Néanmoins, l’optimisme des années Brejnev semble déjà s’essouffler au début des années 1980.

En réalité la fusion des peuples soviétiques, proclamée par Brejnev et inscrite comme article de la constitution soviétique ne se vérifie que partiellement. En Asie centrale, certes, l’identité soviétique est bien ancrée dans la population dans les années 1970 et on y observe une certaine fraternité interethnique. Les hommes ayant connu les années 1970 à qui je m’adressais durant mon séjour au Kirghizstan me répondaient invariablement qu’ils chérissaient les souvenirs de leur service militaire où les conscrits venant de toute l’Union soviétique se retrouvaient « comme une grande famille ».

D’un côté, les centrasiatiques réclament davantage de considération du pouvoir central pour certaines de leur spécificités culturelles et problème locaux (la pollution de l’eau notamment), autant ils sont fiers d’être soviétiques. Aucune revendication d’autonomie ou d’indépendance n’existe dans les sociétés centrasiatiques, à l’exception peut-être de quelques groupes islamistes marginaux. Or, les dirigeants des républiques ne peuvent qu’ignorer ces sentiments face à l’indépendance à laquelle ils n’avaient pas songé.

Les sociétés des RSS d’Asie centrale ont subi une révolution identitaire. De peuples à qui on demandait leur origine et appartenance un siècle plus tôt et qui répondaient par leur religion, les hommes et les femmes répondent dorénavant invariablement qu’ils sont Kirghizes, Kazakhes ou Tadjikes. Comme le dit Anna Haugen, « the bolshevik ideology of egalitarianism and national

³⁵⁶ Tasar, E. (2012). Islamically Informed Soviet Patriotism in Postwar Kyrgyzstan. *Cahiers du monde russe*, 52(2), 301.

rights resulted in a development of minority nationalism »³⁵⁷. Les modes de vie traditionnels de la population sont relégués à certains villages de campagnes, une grande partie de la population étant désormais sédentarisée, éduquée, soignée, informée par les médias de masse.

Contrairement aux autres peuples qui composent l'URSS, le taux de mobilité des peuples titulaires centrasiatiques est le plus bas : ils naissent en Asie centrale et y meurent. Le pouvoir central tente pourtant d'y remédier en mettant en place des projets pour favoriser la migration des jeunes centrasiatiques : les « projets choc » du Komsomol, la promesse de logement gratuit, ou encore la mise en place de programmes de formation spécifique³⁵⁸. Les résultats de ces projets sont mitigés. Beaucoup de ces jeunes reviennent en Asie centrale. Les vagues d'émigration massives que nous verrons dans les années 1990 n'en seront que plus évocatrices des difficultés profondes rencontrées par ces pays après l'indépendance.

Comment expliquer cette faible propension des centrasiatiques à aller s'établir ailleurs en URSS? Dans une logique d'intégration de l'Asie centrale à l'URSS, l'éducation, surtout l'éducation supérieure, tendait à russifier la population – le russe étant la langue de fonctionnement des autorités à la fois centrales mais souvent aussi au niveau des RSS. Pendant les années 1930, l'accent avait surtout été mis sur l'alphabétisation mais une certaine focalisation sera accordée à la russification dans les années 1950 puis dans les 1980 afin de favoriser le déplacement des Centrasiatiques pour pallier le manque de main-d'œuvre dans certaines régions dans le besoin.

D'un point de vue officiel, rien ne les empêche d'aller s'installer ailleurs et bien au contraire. La faible propension des Centrasiatiques à déménager ailleurs dans l'Union révèle les limites des changements qui ont été apportés par la soviétisation. Que les Kirghizes aient été soviétisés, « modernisés », est indéniable. Toutefois, dès lors que Gorbatchev mettra en place ses politiques qui impliquent une plus grande libéralisation à la fois économique et sociale mais aussi politique, on constatera que certaines pratiques qui, sur le papier, semblaient avoir été reléguées au passé vont progressivement réapparaître au grand jour : car en réalité elles n'avaient pas complètement disparu.

³⁵⁷ Haugen, A. (2003). *The establishment of national republics in Soviet Central Asia*, London : Palgrave Macmillan, 163.

³⁵⁸ Fierman, W. (2019). *Soviet Central Asia: the failed transformation*, New York : Routledge, 568.

Le fait que les jeunes Kirghizes reviennent dans leur RSS natale dès qu'ils le peuvent révèle un attachement à la terre ancestrale et à la communauté musulmane. En apparence, les pratiques sociales et spirituelles de la population n'ont jamais entièrement disparu malgré les efforts des bolchéviques de propager l'athéisme. L'islam, surtout dans sa forme politique, est considéré comme un frein à la modernisation³⁵⁹. Pourtant, l'islam, contrairement au christianisme ou autres religions monothéistes, est traité de façon distincte³⁶⁰. C'est pourquoi la laïcisation de la population centrasiatique sera un objectif important des bolchéviques : lutter contre l'islam est à la fois une manière de soviétiser, à plus long terme la société, mais c'est aussi une façon de lutter contre les élites traditionnelles et une influence politique trop forte des grands courants musulmans pouvant provenir des pays voisins³⁶¹.

Durant la première décennie soviétique, des débats existent au plus haut niveau sur la compatibilité potentielle de l'islam et du socialisme et cette idée est incarnée par la figure éminente de Sultan-Galiev. Éduqué selon les préceptes du *jadidisme* par son père, révolutionnaire acquis aux idées bolchéviques, il y trouve une promesse d'amélioration de la condition des musulmans dans le Caucase, d'où il est originaire³⁶². Plus largement il croit fermement que la révolution mondiale permettrait de sortir les musulmans du joug colonial, tout en contribuant à leur émancipation. Sa participation active durant la guerre civile lui procure une aura particulière au sein du parti communiste. Il obtiendra même l'oreille de Staline pour lui dire qu'il pensait possible de faire coexister sa religion et l'idéologie marxiste-léniniste.

Ses idées vont faire beaucoup d'émules et devenir populaires en Asie centrale. C'est par l'entremise de cet homme que le communisme va gagner en popularité dans la région jusqu'à séduire les masses. C'est que le communisme est assez bien reçu par les *Jadids*, qui sont persuadés que cette idéologie et le parti qui la porte peuvent offrir du progrès et du modernisme : ils seront nombreux à se joindre au parti bolchevique. Beaucoup des pionniers de la cause

³⁵⁹ Froese, P. (2005). I Am an Atheist and Muslim : Islam, Communism, an Ideological Competition. *Journal of Church and State*, 47(3), 473-502.

³⁶⁰ Bennigsen, A. (1971). Islamic or Local Consciousness among Soviet Nationalities. Dans E. Allworth (dir.), *Soviet Nationality Problems*, New York : Columbia University Press.

³⁶¹ Bennigsen, A. (1955). The Muslim Peoples of the Soviet Union and the Soviets. Part IV. The Political Problem. *The Islamic Review*, 7, 27-36.

³⁶² Baker, M. R. (2014). Did He Really Do It? Mirsaid Sultan-Galiev, Party Disloyalty, and the 1923 Affair. *Europe-Asia Studies*, 66(4), 590-612.

révolutionnaire issus de la région finiront toutefois par être taxés de nationalistes. Ils auront pavé la voie de la popularité et à la diffusion du marxisme-léninisme dans la région mais leur indulgence vis-à-vis de la pratique religieuse en mènera beaucoup à leur perte.

Les premières années donnent ainsi l'impression et l'espoir qu'un mariage de raison du marxisme et l'islam est possible. Néanmoins, dès 1926, l'État-parti considérera que son assise est suffisamment stable pour prendre d'assaut la société traditionnelle et en premier lieu l'islam. Les *Jadids* seront accusés d'être à la solde des impérialistes anglais et seront arrêtés, les madrasas seront systématiquement fermées à partir de 1927, de même que les cours de justice *Qazi*, alors que les propriétés religieuses (*waqf*) furent systématiquement nationalisées. Finalement, les mosquées elles aussi, entre 1927 et 1929 furent invariablement destinées à d'autres activités, « socialement utiles », ou détruites – elles étaient 26 000 en 1917, 1312 en 1940 et 400 en 1985³⁶³. Les *ulamas* (gardiens du savoir), furent souvent déportés, tués ou finirent par se taire.

En 1927, les communistes locaux lancent aussi la politique dite du *hujum* qui consiste à brûler les voiles religieux des femmes sur la place publique. Ils étaient persuadés que le fait d'émanciper les femmes de la religion et de leur rôle traditionnel par le travail à l'extérieur du foyer permettrait de changer les mentalités plus rapidement et ils s'emploieront à le faire. L'émancipation des femmes se révélera être une réussite. Alors que durant les premières années soviétiques, les autorités iront jusqu'à utiliser des passages du Coran pour légitimer l'apprentissage de différentes matières aux jeunes générations centrasiatiques, celui-ci est interdit de reproduction pendant les années 1930. Il y a eu une gradation dans la forme et la radicalité des mesures à l'encontre des musulmans jusqu'à devenir brutale de la fin des années 1920 aux années 1930 avec la révolution culturelle et les purges staliniennes : ce sera alors le paroxysme de la répression de l'islam où les croyants les plus influents seront éliminés.

Un changement a lieu en 1937, lorsque la constitution ne stipule plus que l'Union soviétique est antireligieuse mais bien athée – certains y voient l'espoir d'une diminution de la répression. Comme nous avons vu, ce sont plutôt les années de guerre qui guideront Staline à être beaucoup plus « laxiste » eu égard les musulmans et leurs pratiques religieuses dans la lignée de la mobilisation des religions à la cause patriotique. Le choix est fait d'insister sur le patriotisme et dans ces conditions, la pratique religieuse de l'islam est un temps tolérée par les autorités. Pour

³⁶³ Rashid, A. (1994). *The Resurgence of Central Asia : Islam or Nationalism ?*, London : Zed Books, 32.

autant, quoique sans la violence caractéristique des années 1920 et 1930 Khrouchtchev mettra en place une campagne antireligieuse, qui prendra en Asie centrale la forme d'anti-islam.

Toutefois, loin de disparaître, la pratique de la religion se cantonne principalement dans la sphère privée et ne sera donc que peu visible – toute démonstration trop évidente de « religiosité » est risquée. La répression féroce des années 1930 restera ancrée dans les mémoires. En 1959, le dernier voile est officiellement brûlé en Ouzbékistan. Deux ans plus tard, au 22^{ème} congrès du PCUS, le « problème des nationalités » est réglé puisque, comme nous l'avons déjà abordé, le parti proclame la fusion des nationalités au sein de l'Union soviétique.

Dix ans plus tard, Brejnev déclare que les 50 ans de pouvoir soviétique ont produit « une nouvelle communauté historique des peuples – le peuple soviétique a émergé ». Ainsi, malgré les politiques mises en place et les grands discours, l'islam est resté intégré à la culture locale et regagne même en importance dans les années 1960 : « Local communists leaders played a delicate balancing act, being ardent nationalists and good Muslims at home, whilst becoming internationalists and good communists when they visited Moscow »³⁶⁴. Cette ambivalence restera une constante pour prendre encore plus d'importance durant les années 1980. Par ailleurs, alors qu'il est évident que les centrasiatiques ont gardé certaines de leurs spécificités tout en profitant de la modernisation soviétique, la région dans son ensemble aura tendance à avoir bonne presse dans les années 1980 malgré les scandales successifs et de la corruption des dirigeants³⁶⁵. L'Asie centrale reste un exemple que la transformation des nations en une grande nation soviétique reste incomplète.

C) *Perestroïka, glasnost* et réactions en Asie centrale

Les années 1980 ne s'annoncent pas sous les meilleurs auspices en Union soviétique. Elles seront des années de tumulte et de réformes qui entraîneront une fin funeste pour l'État soviétique. Comme le souligne l'historien Stephen Kotkin, entre 1973 et 1985, 80% des devises étrangères de l'Union soviétique provenaient des revenus pétroliers³⁶⁶ et de la vente d'armes

³⁶⁴ Ferguson, R. J. (2020). Meeting on the Road: Cosmopolitan Islamic Culture and the Politics of Sufism. *Culture Mandala*, 13(3), 12069, 16.

³⁶⁵ Cucciolla, R. M. (2017). Legitimation through Self-Victimization: The Uzbek cotton affair and its repression narrative (1989-1991). *Cahiers du monde russe*, 3, 639-668.

³⁶⁶ Kotkin, S. (2001a). *Armageddon averted : The collapse of the Soviet Union*, Oxford : Oxford University Press.

détournant le leadership soviétique des réformes structurelles nécessaires à apporter. Par conséquent, l'URSS se retrouve à des problèmes économiques structurels importants, engluée dans une guerre qui semble sans issue favorable en Afghanistan et qui nuit à l'image du pays à l'étranger, y compris dans les pays issus de la décolonisation.

Une des premières mesures à forte symbolique sera d'ailleurs la décision de Gorbatchev de retirer les troupes d'Afghanistan, en 1986, et qui sera complétée en février 1989. Ni l'un ni l'autre des successeurs de Brejnev (Andropov, 1982-1984 et Tchernenko, 1984-1985) ne sont parvenus à trouver des solutions durables aux défis économiques. Il faut dire que leur santé fragile et leur âge avancé ne leur ont pas laissé le temps (ils sont tous les deux morts durant leur exercice du pouvoir). Au niveau international, les tensions ont repris de plus belle avec l'autre superpuissance depuis que Ronald Reagan, président des États-Unis d'Amérique de 1981 à 1989, a relancé la course aux armements et redoublé d'animosité autant au niveau rhétorique que politique (notamment à travers le soutien des moudjahidines en Afghanistan). De plus, la RPC, qui s'est affirmée comme une rivale de l'Union soviétique au sein du camp socialiste, est en train d'amorcer une période de croissance économique forte et dont on verra qu'elle sera inédite par sa durabilité et sa solidité.

Dans ce contexte pour le moins compliqué, l'arrivée au pouvoir de Gorbatchev est accueillie avec circonspection autant en URSS qu'à l'étranger, tant les défis auxquels il est confronté sont nombreux et tant sa marge de manœuvre est restreinte dans le cadre de l'idéologie du parti et du poids de la bureaucratie. Il apparaît comme essentiel de mettre en œuvre des réformes d'envergure et celles-ci font débat. Les dossiers prioritaires sur lesquels veut insister le nouveau secrétaire général du PCUS sont la discipline des travailleurs, l'amélioration de la gestion économique, la lutte contre la corruption (notamment en Asie centrale) et la lutte contre l'alcoolisme.

Gorbatchev lancera également une offensive de charme auprès de pays occidentaux afin de pouvoir, *in fine*, diminuer la part des dépenses militaires qui est disproportionnée par rapport aux besoins de l'économie (de l'ordre de 20% en 1985 contre 8% pour les États-Unis). Il va sans dire

De nombreux puits pétroliers, près de 60, sont forés en Sibérie entre 1961 et 1969, faisant entrer l'Union soviétique dans la catégorie des pays exportateurs de pétrole. L'URSS profitera grandement de la flambée des prix du pétrole consécutifs aux deux chocs pétroliers jusqu'au milieu des années 1980. Revenus qui permettront à l'URSS de soutenir financièrement les RSS dans le besoin ainsi que les pays satellites.

que les dossiers à régler s'accumulaient et nécessitaient une réponse vigoureuse. Dès le mois d'avril 1985, Gorbatchev va amorcer une série de réformes afin de répondre aux grandes priorités qu'il a énoncées. Il lance ainsi la *perestroïka*, la politique de « reconstruction », une série de réformes économiques et sociales qui a pour but de relancer l'économie soviétique dont les nombreux maux ont été reconnus et soulignés par des rapports internes depuis la fin des années 1970, tout autant que par des dissidents établis à l'étranger. Il apparaît notamment que, l'économie soviétique prend du retard sur les autres économies industrialisées en termes de productivité et de production (comme la République Fédérale d'Allemagne ou le Japon). Selon Gorbatchev et ses alliés, les chiffres reflétant l'économie semblent gonflés, les gaspillages monumentaux, l'innovation stagne, la rente pétrolière est mise à mal par la baisse des prix du pétrole alors que l'indiscipline au travail est endémique. Pour tenter de résoudre ces problèmes, la *perestroïka* va se concentrer sur différents points.

L'idée générale est qu'il faut libéraliser l'économie afin de favoriser une plus grande flexibilité pour mieux répondre aux besoins de l'économie soviétique et ainsi en stimuler l'activité. Les réformes économiques mises en place par Deng Xiaoping depuis 1978 visent à rendre plus attractive l'économie chinoise et à l'ouvrir sur le monde. Elles sont une source d'inspiration pour les penseurs soviétiques qui entourent Gorbatchev. Celui-ci ne se contente toutefois pas de libéraliser l'économie, il met progressivement en place des mesures qui libéralisent la politique soviétique (mesures de décentralisation notamment) et la parole publique (la presse et les médias): c'est la *glasnost* (transparence).

Certains fondements sur lesquels était basé le consensus soviétique jusqu'à présent sont ainsi remis en question par la nouvelle équipe dirigeante. La génération de politiciens qui ont assisté à la répression du « socialisme à visage humain » en Tchécoslovaquie lors du Printemps de Prague (1968), admet que ce projet était prometteur. L'idée est donc de transformer la structure et le fonctionnement de l'Union soviétique pour à la fois la relancer économiquement mais également regagner les âmes et la confiance des masses et remettre d'aplomb au projet soviétique. Or, non seulement les réformes auront des effets dévastateurs économiquement et politiquement mais des événements sans lien évident avec celles-ci mineront le pouvoir de l'intérieur.

L'explosion d'un réacteur de la centrale nucléaire de Tchernobyl, en RSS d'Ukraine, va provoquer une importante crise politique et écologique, en plus d'illustrer les faiblesses de l'administration soviétique. Les tensions au Haut-Karabagh en 1988 et la mollesse de la réaction du pouvoir politique central, le tremblement de terre dévastateur au nord de l'Arménie la même année et la réaction désastreuse des autorités (locales et centrales) mettra en évidence à la fois les lourdeurs bureaucratiques mais aussi l'inefficacité de l'État soviétique et de ses différentes structures.

Plus encore, le marasme économique dans lequel est plongée l'URSS dans les années 1980 ne s'améliore pas et mène à des grèves et des revendications dans les RSS du Caucase et d'Asie centrale. Ces manifestations sont souvent couplées à des mouvements nationalistes naissants qui, sans réclamer l'indépendance, demandent une plus grande prise en compte des réalités locales par le pouvoir central. On parle ouvertement de la corruption, de la falsification des chiffres économiques et du clientélisme.

Les importantes réformes économiques et politiques décidées à Moscou ont moult conséquences. Elles créent toute une gamme de réactions dans le giron socialiste. Dans les RSS européennes, la relative liberté accordée par les réformes est en règle générale bien accueillie puisqu'elle répond à des aspirations de longue date, surtout au sein d'une partie importante de l'intelligentsia et dans les RSS baltes.

Pour autant, dans les pays de l'Europe de l'Est, les réformes décidées au Kremlin incommode et menacent les dirigeants car elles vont à l'encontre de la doxa idéologique officielle et minent la stabilité de leurs régimes. En résulte une réticence des dirigeants des pays d'Europe de l'Est vis-à-vis des réformes et de Gorbatchev.

En Union soviétique également, les réformes créent des divisions au sein de la nomenklatura et de l'intelligentsia. La démarche de Gorbatchev est présentée comme une appropriation des idées issues de la dissidence – une hérésie qui mène à un mouvement « anti-perestroïka »³⁶⁷. De plus, la jeunesse soviétique, comme celle des autres pays socialistes, sont avides des idées et modes venues de l'ouest et propagées grâce au contrôle qu'exercent les

³⁶⁷ Kotkin, S. (2001a). *Armageddon averted : The collapse of the Soviet Union*, Oxford : Oxford University Press.

réformateurs sur les médias.³⁶⁸ Une désillusion générale sur la grandeur de l'Union soviétique et de ses réussites se fait réalité alors que les déportations de l'ère stalinienne, la pauvreté, l'usage de drogues, sont mis en relief officiellement.

En Asie centrale, certains changements importants interviennent au moment même où Gorbatchev arrive au pouvoir. Une vaste campagne anticorruption a visé les partis communistes de la région en prenant la forme de purges et d'humiliations publiques depuis le début des années 1980. De nombreux scandales sont mis au jour notamment en lien avec la production industrielle et agricole dont les chiffres étaient massivement falsifiés afin de complaire Moscou. Un changement au plus haut niveau de l'administration et des cadres sera d'autant plus clair que les cinq secrétaires généraux qui dirigeaient les partis communistes d'Asie centrale depuis les années 1960 vont mourir ou être démis de leur fonction, souvent dans l'opprobre générale : « They had built up a formidable party machine fuelled by patronage, corruption and clan loyalties. Gorbachev now had the opportunity to introduce his new policies of *glasnost* and *perestroika* through a more enlightened leadership in Central Asia, which would be more sensitive to local conditions. »³⁶⁹.

Le reproche le plus fréquent porte sur le chauvinisme des élites locales qui nuiraient à l'intérêt général du pays : des changements interviennent aussi à tous les niveaux des administrations des RSS alors mêmes que ces nouveaux administrateurs n'ont eu que peu ou pas d'expérience de la région³⁷⁰. Ces changements sont mal perçus dans les RSS non slaves d'autant plus que le reproche du chauvinisme est également fait aux russophones de ces républiques. L'exemple le plus criant aura lieu au Kazakhstan, alors que d'importantes émeutes éclatent à Alma-Ata³⁷¹ en réaction à la nomination d'un Russe au poste de secrétaire général en 1986, émeutes qui seront très médiatisées mais surtout, qui écorcheront plus encore la réputation de Gorbatchev dans la région.

³⁶⁸ Encore plus après 1989 quand Gorbatchev ordonnera de ne plus bloquer les ondes radiophoniques provenant d'Occident.

³⁶⁹ Rashid, A. (1994). *The Resurgence of Central Asia : Islam or Nationalism ?* London : Zed Books, 36.

³⁷⁰ Olcott, M. B., Hajda, L. et Olcott, A. (1990). *The Soviet Multinational State : Readings and Documents*, Armonk : M. E. Sharpe.

³⁷¹ Capitale de la RSS du Kazakhstan, qui deviendra Almaty, pour être déplacée ailleurs après l'indépendance (sous différents noms au gré du temps).

C'est un rendez-vous manqué qui illustre la méconnaissance de la région de la part de Gorbatchev. Ces émeutes, en plus d'afficher un mécontentement de la jeunesse envers le pouvoir central, traduisent aussi un sentiment nationaliste assez répandu chez les jeunes Kazakhes. Au-delà de cette erreur de casting qui traduit donc sa compréhension limitée de la région, les problèmes économiques latents qui existent dans une région avec une population très jeune créent une situation explosive. Les nouveaux chefs des partis communistes de la région sont de plus en plus inquiets par rapport aux réformes qui selon eux, peuvent apporter une instabilité et miner la situation sur place : « Every minor ethnic explosion appeared to set the stage for a larger explosion as all five communist parties refused to allow their populations to express themselves freely. They feared ethnic strife, economic strikes and an Islamic revival amongst their own people. Moreover, they feared Moscow's reaction if the Russian population in their republics were harmed in any way. »³⁷².

Au sein de l'élite moscovite, les coûts importants associés au fonctionnement des RSS centrasiatiques mènent aussi à des questionnements vis-à-vis de l'attitude à avoir. Les dissidents anti-communistes, de leur côté, estiment que l'échec de transformation culturelle de la région est nuisible à l'ensemble soviétique: Soljenitsyne, alors en exil aux États-Unis, estimait que l'Asie centrale était un poids dont il fallait se séparer afin de pouvoir ralentir de la détérioration du statut de la nation russe³⁷³. Or, peu de spécialistes envisagent, alors, que les nombreux défis auxquels est confrontée l'Union soviétique puissent mener à sa disparition.

Comme on l'a vu, plusieurs problèmes coexistent dans la deuxième moitié des années 1980 en Union soviétique et dans le camp socialiste plus largement. Tout d'abord, le changement de cap décidé par Gorbatchev et son équipe, politiquement et économiquement, est loin d'être consensuel et crée des réactions différentes au sein de l'Union soviétique en plus de provoquer des remous dans les relations avec ses pays socialistes en Europe de l'Est. Le rôle de leader de Moscou et sa capacité à continuer à l'être sont remis en question. La nouvelle direction générale donnée, cette soudaine libéralisation économique et politique suscite aussi des interrogations à plus long terme sur la capacité de l'Union soviétique à se réinventer et à se relancer.

³⁷² Rashid, A. (1994). *The Resurgence of Central Asia : Islam or Nationalism ?*, London : Zed Books, 37

³⁷³ Bigg, Claire. (2008). *Solzhenitsyn Leaves Troubled Legacy Across former Soviet Union*. Radio Free Europe.https://www.rferl.org/a/Solzhenitsyn_Leaves_Troubled_Legacy_Across_Former_Soviet_Union/1188876.html

Les réformes mises en place par Gorbatchev visant à dynamiser l'économie ne portent pas leur fruit en vont même créer des problèmes nouveaux tandis que la glasnost ouvre un débat public jamais vu auparavant en Union soviétique ce qui mine la légitimité et la solidité du pouvoir. En effet, la direction du parti est critiquée de toutes parts et des personnalités haut placées de l'establishment sortent de l'ombre en espérant pouvoir capitaliser sur les possibilités offertes par cette situation politique instable et inédite.

La glasnost va aussi rendre audibles des revendications qui commençaient déjà à se faire plus prégnantes dans les RSS du sud de l'Union. Dans ce souci nouveau de transparence, seront désormais décriés et dénoncés l'irrigation massive et soutenue pendant des décennies des champs de coton de la vallée du Ferghana qui a finalement asséché la mer d'Aral, et a provoqué la salinisation et l'érosion des sols qui les rendent impropres à l'agriculture. L'eau potable est de moins en moins accessible pour la population. Les nombreux essais nucléaires qui ont eu lieu au Kazakhstan et l'enfouissement massif de matières toxiques ont impacté la santé de la population.

Ces problèmes longtemps passés sous silence deviennent des sujets publics de discussion. Avec la glasnost, ils prennent la forme de « Public protests over economic decisions that are seen as antithetical to the interests of a specific national community are likely to increase in intensity and to spread throughout the Soviet Union »³⁷⁴. S'il semble admis que « The social structures of the republics have qualitatively changed [...] a socialist, multinational culture has blossomed on the basis of progressive traditions and intensive exchange of spiritual values »³⁷⁵, l'heure n'est pourtant pas à la communion entre les peuples formant l'Union soviétique en cette fin de décennie.

Comme nous le verrons, la disparition rapide l'Union soviétique sera accompagnée d'un affaiblissement considérable et durable des structures sociales et économiques qui avaient été mises en place pendant son existence. Déjà dans les années 1980, on pouvait observer les prémises d'une dégradation générale de la situation ; les tensions sociales et ethniques allaient en s'envenimant, surtout dans en Asie centrale et dans le Caucase, alimentées par des problèmes économiques de plus en plus importants. Un fossé s'est véritablement creusé entre les

³⁷⁴ Olcott, M. B., Hajda, L. et Olcott, A. (1990). *The Soviet Multinational State : Readings and Documents*, Armonk : M. E. Sharpe, 117.

³⁷⁵ Ibid, 14.

revendications et les réalités des peuples soviétiques d'Asie centrale et le reste du pays. Alors que l'heure était à la recherche de solutions malgré les incompréhensions évidentes et la distance qui pouvait exister entre les préoccupations du centre et celles dans les différentes capitales des RSS, il était difficile d'imaginer à quel point il y aurait une dégradation aussi marquée de la situation en si peu de temps.

En 1988, dans la continuité de ces grandes réformes et dans une série d'actes politiques dont les manœuvres, voire les manigances, continuent à être discutées aujourd'hui, Gorbatchev continue à libéraliser l'Union soviétique; pour ce faire, alors il réorganise le secrétariat du PCUS pour y installer une plus grande collégialité, autorise des élections libres, cependant limitées aux élections des partis communistes. Il décide aussi d'un changement majeur de la constitution soviétique qui concède une décentralisation de la fédération et renforçant de *facto* l'importance de l'article 72 qui spécifie les concepts de droit de sécession et de souveraineté³⁷⁶. Économiquement, il n'octroie pas une plus grande autonomie économique aux RSS, bien qu'il leur accorde une plus grande marge de manœuvre budgétaire : plus de moyens doivent être alloués, même si le temps manquera, pour la préservation du patrimoine, de l'écologie, de l'éducation des langues locales.

Gorbatchev propose une politique de « petits pas » qui semble démontrer que les doléances des peuples titulaires des RSS non européennes ne restent pas lettre morte et démontre d'une volonté du centre politique du pays de faire preuve de bonne volonté. Toutefois, ces compromis ont surtout valeur symbolique et arrivent trop tard. Aux quatre coins de l'URSS, notamment dans les RSS baltes, d'Arménie, d'Azerbaïdjan en Moldavie et en Géorgie, des revendications nationalistes se font entendre quand des heurts éclatent avec plus ou moins d'intensité, dans le Caucase et dans la vallée du Ferghana. Le mécontentement de la population est général dans un contexte de confusion extrême. Près de 30 ans plus tard, les réformes de Gorbatchev continuent de susciter des réactions variées au sein de la population centrasiatique³⁷⁷.

Plus largement, les événements politiques que l'on retrouve au même moment dans les pays satellites européens de l'URSS semblent se produire à la suite des réactions en chaîne *in*

³⁷⁶ Kavass, I., & Christian, G. (1979). 1977 Soviet Constitution: A Historical Comparison. *Vandebilt Journal of Transnational Law*, 12, 533–662.

³⁷⁷ Dadabaev, T. (2017). Evaluations of perestroika in post-Soviet Central Asia: Public views in contemporary Uzbekistan, Kazakhstan and Kyrgyzstan. *Communist and Post-Communist countries*, 49, 2, 179-192.

extenso qu'ont provoquées les réformes gorbatchéviennes. Celles-ci ont ouvert une boîte de Pandore partout dans le monde socialiste. Les manifestations massives en Pologne et en Tchécoslovaquie entraînent la fin du régime communiste dans ces pays. Le paroxysme est atteint avec la chute du Mur de Berlin et de la réunification de l'Allemagne qui seront autant de coups portés à l'unité et à la solidité du camp socialiste et par proxy à l'Union soviétique. L'absence de réaction militaire de la part de Moscou³⁷⁸, en rupture avec la « doctrine Brejnev » crée une onde de choc dans le reste du monde. Les anciens pays satellites de l'URSS en Europe de l'Est sortent un à un du giron soviétique.

En URSS, les élections promises par Gorbatchev sont organisées dans les premiers mois de l'année 1990 dans un des moments les plus démocratiques de l'histoire du pays. Elles illustrent au grand jour, principalement dans les RSS baltes, les désirs d'indépendance de leur population. Les années 1990 et 1991 sont une phase de tergiversations politiques, de négociations entre les différentes RSS, de la montée irrésistible de l'influence de celui qui deviendra le premier Président de la Fédération de Russie, Boris Eltsine.

L'affaiblissement de Gorbatchev et du PCUS semble inéluctable. Le putsch raté visant le maintien du pouvoir soviétique en août 1991, scelle le destin de l'URSS alors que la grande majorité des ex-RSS vont progressivement déclarer leur indépendance. Comme nous le verrons dans la partie suivante, le désordre et le chaos que provoquera le démantèlement de l'Union soviétique auront des implications majeures sur les structures économiques et sociales héritées de la période soviétique et affecteront gravement les populations de tout l'espace post-soviétique.

En Asie centrale, certaines dynamiques observées durant les années 1980 se confirmeront et s'amplifieront en rendant d'autant plus observable et évident le phénomène de démodernisation.

3.2 Les ravages des années 1990

Les événements et les décisions politiques qui se suivent depuis 1985 ont, *a posteriori*, pris la forme d'un phénomène centrifuge de distanciation entre les Républiques constitutives de l'Union soviétique et la RSFR. Le couperet tombe définitivement le 25 décembre 1991 : l'Union

³⁷⁸ Ce qui vaudra d'ailleurs à Gorbatchev un prix Nobel de la paix en 1990.

des républiques soviétiques socialistes cesse d'exister. La disparition juridique de l'Union soviétique ne fait qu'entériner une dynamique politique qui était devenue incontrôlable pour Gorbatchev, peu à peu dénué de toute capacité à influencer sur les événements en cours. Il s'était fait marginaliser par ses concurrents politiques et les dirigeants des RSS capitalisaient sur le *momentum* initié en Europe de l'est pour s'affirmer indépendants. La chute de l'URSS peut être analysée comme étant la conjugaison de différents phénomènes, de différentes natures : lassitude et laissez-faire de la population, impact des réformes gorbatchéviennes, rôle de la Russie et d'Eltsine, opportunisme politique, montée du nationalisme ethnique, économie moribonde.

Lors du référendum de mars 1991, les peuples centrasiatiques ont, comme nous le savons, tous plébiscité le maintien de leurs républiques respectives au sein d'une Union soviétique remaniée par les décisions majeures effectuées depuis la fin des années 1980. Ainsi, la liesse qui existe dans certaines parties de l'ex-URSS comme dans les républiques baltes n'est guère partagée en Asie centrale : ces nouveaux pays n'ont aucune expérience de la souveraineté ni de l'indépendance et n'y sont résolument pas préparés. Toujours est-il que le Kirghizstan et l'Ouzbékistan se déclarent indépendants le 31 août 1991, le Tadjikistan se déclare indépendant le 9 septembre, le Turkménistan le 27 octobre avant que le Kazakhstan ne ferme la marche le 16 décembre : « History has drawn the logical conclusion of a process conceived with the 1924 National delimitation »³⁷⁹.

Les défis sont nombreux et titanesques. La désintégration de l'ensemble économique et politique soviétique plonge les États nouvellement indépendants, désormais rassemblés sous la bannière des États post-soviétiques, devant une succession de choix à faire, diplomatiques, économiques et politiques. Les républiques centrasiatiques, les plus pauvres et les plus dépendantes économiquement des subsides centraux, aux populations diversifiées à la suite des vagues migratoires successives ayant eu lieu depuis la période tsariste, semblent particulièrement vulnérables à cette indépendance acquise malgré elles.

L'incertitude générée par cette gigantesque reconfiguration géopolitique va provoquer de nombreuses craintes à la fois dans l'espace soviétique mais également en dehors de celui-ci alors que le spectre de la guerre civile russe du début du XXème siècle et d'une déflagration armée majeure est présent dans tous les esprits. De plus, la Biélorussie, le Kazakhstan et l'Ukraine

³⁷⁹ Soucek, S. (2000). *A history of inner Asia*, Cambridge : Cambridge University Press, 262.

héritent d'armes nucléaires soviétiques ce qui ne manque pas de susciter une vive préoccupation quant à une potentielle prolifération d'armes nucléaires à grande échelle (et ce, sans compter les armes chimiques, biologiques et bactériologiques).

En Asie centrale, la crainte d'une dissémination du fondamentalisme islamique, crainte qui sera exacerbée par le conflit civil qui aura lieu au Tadjikistan à partir de 1992³⁸⁰ est aussi prégnante dans les esprits comme en témoignent nombre d'articles et de monographies publiés sur la question tout au long des années 1990 et 2000³⁸¹. Certes, de nombreuses échauffourées vont éclater dans les années 1990 dans le Caucase et en Asie centrale – avec exception faite bien évidemment du conflit civil tadjike d'une toute autre intensité – mais les craintes d'un conflit beaucoup plus large vont se dissiper assez rapidement puisqu'il ne se vérifiera pas en réalité. Le protocole de Lisbonne, qui concentre les armes nucléaires soviétiques en Russie, réduira les inquiétudes liées à la prolifération nucléaire et témoignera d'ailleurs d'une coopération diplomatique porteuse d'espoir dans les nouvelles relations qui s'établissaient entre les états post-soviétiques et l'Occident³⁸². Kirghizstan.

A) Le démantèlement de l'Union soviétique et le renforcement du multilatéralisme

La Guerre froide a été un affrontement géopolitique et idéologique entre les deux superpuissances américaine et soviétique qui, nous le savons, proposaient des visions et des modèles politico-économiques de développement concurrents et qui ont fait des émules partout dans le monde. Que cela soit via le plan Marshall durant les années 1950 en Europe de l'Ouest, via le COMECON en Europe de l'Est durant la même période ou via l'aide au développement dans les années 1960-1980, les États-Unis et l'Union soviétique ont souvent mené une diplomatie

³⁸⁰ Le conflit civil tadjike va durer de 1992 à 1997, mettrait aux prises des communistes et différentes factions fondamentalistes. Le conflit sera le plus meurtrier et le plus long qui aura eu lieu dans une ex-république soviétique et aura des conséquences désastreuses pour le pays.

³⁸¹ Par exemple, les ouvrages suivants se concentrent sur les questions liées au développement du fondamentalisme religieux et du terrorisme en Asie centrale. Naumkin Vitalij Vâčeslavovič. (2005). *Radical Islam in Central Asia : Between Pen and Rifle* (Ser. The soviet bloc and after series), Lanham : Rowman & Littlefield et Olcott, M. B., & Carnegie Endowment for International Peace. (2007). *Roots of radical islam in central asia* (Ser. Carnegie papers, no. 77), Washington D.C. : Carnegie Endowment for International Peace. Mais aussi Rashid, A. (2001). *Taliban : militant islam, oil and fundamentalism in Central Asia*, New Haven : Yale University Press ou Johnson, R. (2007). *Oil, Islam, and Conflict: Central Asia Since 1945*, London : Reaktion Books.

³⁸² Budjeryn, M. (2022). Non-Proliferation and State Succession: The Demise of the USSR and the Nuclear Aftermath in Belarus, Kazakhstan, and Ukraine. *Journal of Cold War Studies*, 24(2), 46-94.

pouvant être assimilée à du patronage. En contrepartie d'une loyauté politique, la mise en place d'un système politique et économique et d'un alignement diplomatique permettaient d'attirer des investissements massifs pour aider à développer ou relancer les pays qui en avaient besoin – parfois simplement à les garder sous perfusion.

La concurrence entre les modèles soviétique et occidental permettait aux régimes nouvellement apparus d'obtenir des compromis en insistant sur leurs « particularismes » afin de mettre en place des modèles de développements dits « hybrides ». Si la marge de manœuvre économique était réduite, elle l'était moins politiquement. Ainsi, durant les décennies qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale, des États d'Afrique, d'Amérique latine, d'Asie et d'Europe, ont mis en place des systèmes qui reprenaient à leur compte les fondamentaux de l'économie de marché tout en s'inspirant des politiques sociales à grande échelle promues en Union soviétique. D'autres États s'alignaient peu ou prou autant politiquement qu'économiquement sur leur modèle.

Jusqu'à la fin de la Guerre froide (1946-1991), les États-Unis et l'Union soviétique ont donc exercé une influence considérable sur les politiques, économiques, sociales et culturelles de nombreux pays. La disparition de la logique bipolaire issue de la disparition de l'Union soviétique qui rythmait la vie des nations durant la seconde partie du XX^{ème} siècle va donc avoir des conséquences considérables.

A la fin de la Seconde Guerre mondiale, en parallèle à la montée du pouvoir des deux superpuissances au niveau diplomatique, de nombreuses organisations internationales multilatérales émergent où les superpuissances vont exercer un rôle prépondérant. L'Organisation des Nations Unies (ONU), créée en juin 1945, reprendra à son compte certaines initiatives de la Société des Nations et continuera sur cette voie ³⁸³. Elle va créer, dans son sillage, des agences visant à coordonner la diplomatie de ses pays membres sur des sujets aussi variés que l'éducation, la santé, le développement industriel, la science et la culture, et la météorologie. L'objectif de l'ONU et de ses différentes agences est de favoriser la diplomatie et le partage de

³⁸³ L'OMS ou l'UNESCO, par exemple, créées dans le cadre de la SDN réapparaissent avec des mandats et des noms différents dans le cadre de l'ONU.

connaissances pour améliorer le bien-être général de la population mondiale et favoriser la paix : les objectifs sont clairement établis dans la Charte de l'ONU³⁸⁴.

À Bretton Woods, en juin 1944, les pays alliés présents, soucieux de penser au développement et à la reconstruction économique de l'après-guerre, créent le FMI et la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), mieux connue aujourd'hui sous le nom de Banque mondiale (BM). Elles seront amenées à jouer un rôle croissant dans les affaires économiques mondiales tout au long de la deuxième moitié du XX^e siècle. Le but de ces deux institutions internationales, dès leur création³⁸⁵, est le développement économique par le biais de prêts, de programmes d'aide et de réformes censés permettre aux pays en proie à des difficultés économiques ou financières, aux pays en développement et aux régions sous-développées de se rendre économiquement viables et idéalement, performants. Ce programme de « redistribution » à grande échelle pouvait exister grâce à l'engagement des pays contributeurs à financer ces programmes d'aide ; ceux-ci avaient donc un mot à dire dans l'élaboration des politiques – nous verrons que le néolibéralisme en vogue à Washington D.C. et Londres dans les années 1980 imprégnera ces instances internationales.

Contrairement aux autres pans d'activités multilatérales, l'URSS avait décidé de rester en marge de ces organisations qu'elles considéraient comme étant à la solde des États-Unis³⁸⁶. Elle gérait ces relations économiques dans les cadres bilatéraux. Gorbatchev opérera toutefois un tournant à 180 degrés sur la question persuadé de pouvoir bénéficier de l'expertise proposée par ces deux organisations pour mener à bien ses réformes économiques³⁸⁷.

Les arènes multilatérales étaient également un terrain de rivalité de choix pour les deux superpuissances qui œuvraient à faire avancer leurs intérêts et leurs conceptions du développement économique dans le cadre de négociations où les voix moins influentes pouvaient

³⁸⁴ Nations Unies. (1945). « Charte des Nations Unies (version intégrale) ». <https://www.un.org/fr/about-us/un-charter/full-text>.

³⁸⁵ Elles ont été créées respectivement en 1944 et en 1945.

³⁸⁶ Kostecki M. (1979). L'U.R.S.S. face au système de commerce multilatéral. *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol. 10, n°3. pp. 75-89.

³⁸⁷ Lorot, P. (1989). Organisations économiques internationales : le retournement soviétique. *Politique Étrangère*, 54(3), 469-476.

aussi se faire entendre³⁸⁸. Des compromis existaient et les modèles promus étaient donc faits d'amendements et aucune des deux superpuissances ne pouvait ainsi imposer sa propre conception et ses propres méthodes aux organisations et agences dans leur ensemble mais aussi à leurs bénéficiaires.

Au niveau militaire, les alliances entre États continuaient d'exister mais évoluaient dans leur forme et suivaient aussi une logique bipolaire où les États se regroupaient selon les blocs. Finalement, la seconde partie du XXème siècle voit aussi apparaître des organisations régionales multiples qui ont des vocations d'unification économiques et politiques. Nombreux sont les organes internationaux qui existent donc à l'aube du démantèlement de l'Union soviétique et celui-ci aura donc également des conséquences importantes sur l'agenda des différentes organisations internationales et multilatérales et notamment en termes d'économie, d'investissement et de commerce.

Avec la fin de l'URSS, les ex-RSS auraient à la fois besoin de combler le vide de la superstructure soviétique mais elles deviendraient aussi un nouveau laboratoire. Le moment était venu de la démocratisation et du tournant vers une économie de marché qui garantiraient, selon le consensus de Washington, une évolution politique et économique porteuse de promesses de développement, de création de richesses, de stabilité et de paix. La disparition de l'Union soviétique marquait aussi la fin du contrepoids exercé par celle-ci au sein des grandes institutions œuvrant au développement économique et social international et laissait donc un « power vacuum » au sein des instances économiques et politiques internationales. Une myriade d'intérêts allait entrer en jeu et le triomphalisme occidental allait faire office de potentielle recette miracle pour les pays issus de l'ex-bloc socialiste³⁸⁹. Les États centrasiatiques se joignent à l'ONU en tant que pays souverains le 2 mars 1992 et se posent en tant que pays non-alignés : l'idée est de garder grande ouverte la porte aux différents partenaires potentiels pour s'aider dans la construction de l'indépendance. La Russie elle, remplace l'URSS au sein du Conseil de Sécurité et dans toutes les organisations internationales et régionales où elle était présente.

³⁸⁸ Kostecki, M. (1979). L'U.R.S.S. face au système de commerce multilatéral. *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 10(3), 75-89.

³⁸⁹ Ofer, G. et Pomfret, R. W. (dir). (2004). *The economic prospects of the CIS: Sources of long term growth*, Cheltenham : Edward Elgar Publishing.

B) Quels défis et quelles réformes en Asie centrale ?

Lorsque l'Union soviétique cesse d'exister, elle compte environ 290 millions de citoyens. L'arsenal militaire soviétique, le nombre d'armes, les casernes, nombre de militaires disséminés à droite et à gauche est monumental et les risques de violences sont considérés comme élevés par les observateurs internationaux³⁹⁰. De plus, l'Union soviétique dispose d'une quantité importante d'armes nucléaires, biologiques et chimiques et l'une des inquiétudes les plus vives concerne le risque de prolifération de ces armes : dès novembre 1991 est mis en place le Nunn-Lugar Act qui vise à mettre en place la « Cooperation Threat Reduction Program »³⁹¹.

Au-delà des enjeux sécuritaires liés à la prolifération d'armes de destruction massive qui prennent une place importante dès le départ, celle des risques d'une escalade de la violence dans les différentes zones sous tension est également une priorité. La CEI, une organisation intergouvernementale qui vise à maintenir une forme d'unité et de dialogue entre les ex-RSS vise en premier lieu, à limiter les risques de conflits dans la zone³⁹² puis, à plus long terme, de garder une certaine forme d'intégration entre les pays ex-soviétiques.

Dans un premier temps, toutes les ex-Républiques s'y joignent³⁹³ à l'exception des pays baltes. Sans surprise, l'immense chantier politique et économique que crée l'apparition ou la réapparition des quinze États qui composaient l'Union soviétique provoquent un important effort diplomatique des différentes chancelleries afin d'éviter une explosion de la violence. Des organisations comme l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), l'OTAN avec la création en 1994 du Partnership for Peace³⁹⁴, l'Organisation de la coopération islamique (OCI) lanceront aussi des initiatives en faveur de la paix en Asie centrale. La présence de minorités ouzbèkes, tadjikes et kirghizes disséminées dans la vallée du Ferghana faisait planer

³⁹⁰ Nous avons mentionné à plusieurs reprises les tensions et les affrontements qui existent en Union soviétique depuis la fin des années 1980. Voir : Carrère d'Encausse, H. (1979). *Decline of an empire: The soviet socialist republics in revolt*, New York :Newsweek Books.

³⁹¹ Carter, A. B. (2005). Origins of the Nunn-Lugar Program. In *presentation, Presidential Conference on William Jefferson Clinton: The "New Democrat" From Hope*, New York.

³⁹² de Waal, T. et Matveeva, A. (dir.) (2007). Central Asia. Dans *Central Asia and the Caucasus: A Vulnerable Crescent* (pp. 8-12), New York : International Peace Institute.

³⁹³ Le Turkménistan, la Géorgie et l'Ukraine quitteront respectivement l'organisation en 2007, 2009 et 2018 Géorgie et Ukraine, raisons évidentes (conflits avec la Russie – Abkhazie et Ossétie 2008 et Crimée 2014).

³⁹⁴ Sara, M. H. (2007). Security and Political Implications of NATO's Presence in Central Asian Region. *Strategic Studies*, 27(4), 194–209.

la menace d'une escalade dans les heurts interethniques³⁹⁵ d'autant plus en raison des nombreuses minorités enclavées (Ouzbèkes au Tadjikistan, Tadjikes au Kirghizstan, etc.)³⁹⁶.

En Asie centrale, un autre défi de taille concerne l'Afghanistan, en proie à une guerre civile, qui fait craindre un essor du trafic de drogues et de la criminalité associée³⁹⁷, du trafic d'armes et de l'islamisme radical. L'Asie centrale devient aussi un lieu de concurrence pour les réseaux d'influence ainsi qu'un lieu de prospection importante pour le potentiel économique qu'elle recèle. De nombreux pays et entreprises voient l'occasion d'augmenter leur influence, de gagner de nouveaux marchés et d'accéder à de nouvelles ressources, très abondantes dans la région. Des pays comme l'Arabie Saoudite, la RPC, la Turquie ou le Pakistan se presseront en Asie centrale dans les années 1990 – les possibilités économiques et la volonté d'étendre leurs sphères culturelles. Plus généralement, les pays post-soviétiques représentent une occasion à ne pas rater : le démantèlement de l'Union soviétique devient un nouvel « El Dorado » pour certains États prêts à en profiter, mais aussi pour une multitude d'entreprises, de firmes de conseil et de banques. Les agences onusiennes et de développement³⁹⁸, les organisations non gouvernementales interviennent massivement et souvent en concurrence.

Les intérêts sous-jacents des différents acteurs pouvaient parfois être contradictoires, contre-productifs, ou politiquement incompatibles³⁹⁹. Par exemple des ONG occidentales qui désirent mettre en place une société civile n'auront pas les mêmes objectifs que les associations wahhabites qui veulent mettre en place une société islamique. Par ailleurs, au fur et à mesure qu'avanceront les années 1990, les ONG seront de moins en moins tolérées par les gouvernements sur place. Un fort activisme diplomatique est à l'œuvre dans la région alors que les États nouvellement indépendants établissent des relations diplomatiques avec le reste du

³⁹⁵ De Cordier, B. (1996). Conflits ethniques et dégradation écologique en Asie centrale. La vallée de Ferghana et le nord du Kazakhstan. *Central Asian Survey*, 15(3-4), 399-411.

³⁹⁶ Thorez, J. (2011, mai). Les nouvelles frontières de l'Asie centrale : États, nations et régions en recomposition. *Cybergeo : European Journal of Geography*, 534 et Gabdulhakov, R. (2015). The highly securitized insecurities of state borders in the Fergana Valley. Washington D.C. : *Central Asia Program*.

³⁹⁷ Davlatov, V., & Akimov, T. (2001). *Central Asia: Drugs and Conflict*, Osh/Brussels: International Crisis Group.

³⁹⁸ USAID, agences turques, agences saoudiennes, agences etc.

³⁹⁹ Petric, B. (2013). *On a mangé nos moutons : le Kirghizstan, du berger au businessman*, Paris : Belin.

monde⁴⁰⁰. La région centrasiatique accapare l'attention à la fois en raison des risques sécuritaires importants et pour les opportunités économiques et politiques qu'elle suscite.

Un défi primordial qui est intimement lié aux défis sécuritaires pour les pays postsoviétiques concerne le développement économique. Alors que l'Union soviétique connaissait des problèmes économiques, sa disparition soudaine provoque une crise économique beaucoup plus grave, particulièrement aiguë en Asie centrale où elle génère encore plus d'agitation et d'instabilité. Les subventions provenant de Moscou vont subitement s'arrêter en 1992 alors qu'en 1991 elles comptaient pour 45% des dépenses publiques au Tadjikistan, 43% en Ouzbékistan, 35% au Kirghizstan et pour 25% au Kazakhstan et au Turkménistan⁴⁰¹. Pour des économies aussi centralisées, ces subsides étaient essentiels au fonctionnement des RSS centrasiatiques et notamment de leur économie, des services sociaux ainsi que pour le paiement des salaires et des retraites⁴⁰².

Il existait une forte interdépendance entre les différentes composantes républicaines de l'Union soviétique : interdépendance qui va devenir d'autant plus évidente que la disparition de l'ensemble douanier et monétaire qui caractérisait les échanges sur le territoire soviétique va compliquer les échanges de biens et de marchandises ainsi que les paiements entre les nouveaux États⁴⁰³. De surcroît s'ajoutait la position géographique peu avantageuse de ces cinq pays, naturellement enclavés et dont les réseaux d'infrastructures de transport étaient largement orientés vers le reste de l'ex-Union soviétique. Cet enclavement impliquait des coûts importants pour les transports, les communications, l'accès aux ressources énergétiques, en plus de provoquer des délais importants pour tout transport de marchandises : d'autant plus mis en évidence dans le contexte chaotique des années 1990⁴⁰⁴.

⁴⁰⁰ Vercueil, J. (2018). Taming the Bear while Riding the Dragon? Central Asia confronts Russian and Chinese economic influences. *Revue de la régulation*, 24(2).

⁴⁰¹ Brunner, J. J. et Tillett, A. (2007). *Higher Education in Central Asia; the challenges of modernization—an overview*, Washington D.C : World Bank, 15-16

⁴⁰² Hare, P., Bevan, A., Stern, J., & Estrin, S. (2000). *Supply Responses in the Economies of the Former Soviet Union* (No. 0009). Edinburg : Centre for Economic Reform and Transformation, Heriot Watt University Press.

⁴⁰³ Van Selm, B. (2012). *The economics of Soviet breakup*, New York : Routledge.

⁴⁰⁴ Wignarajan, G., & Wignaraja, G. (2006). Central Asia after fifteen years of transition: Growth, regional cooperation, and policy choices. *Asia-Pacific Development Journal*, 13(2).

Les nouveaux gouvernements avaient également besoin de se légitimer auprès de leurs populations respectives⁴⁰⁵. Il leur était nécessaire d'investir dans la construction d'une identité nationale solide via de nouveaux programmes d'éducation et d'autres mesures⁴⁰⁶. Autant dire que les gouvernements d'Asie centrale sont dans l'urgence d'obtenir des fonds et des prêts pour se relancer économiquement et pallier la disparition des financements de l'époque soviétique. Très rapidement, ils entameront des pourparlers avec les organisations économiques internationales telles que le FMI et la BM : « These agencies quickly found that evaluating the republics' economic potential would take much longer than expected, the reasons being a lack of data, the unpredictable ruble and their collapsing economies »⁴⁰⁷. Le besoin de liquidités est l'un des premiers défis économiques auxquels sont confrontés ces pays. Ces pays étaient beaucoup plus liés à la Russie qu'ils ne l'étaient entre eux nécessitant la mise en place d'une coopération régionale en dépit du fait que montera une rivalité entre les différents pays formant la région⁴⁰⁸.

Par ailleurs, les ressources naturelles étaient inégalement réparties entre les pays et impliquaient donc des enjeux économiques différents et des réformes adéquates pour chacun d'eux. Kazakhstan et Turkménistan, grâce à leurs ressources naturelles, en gaz surtout, avaient des perspectives économiques plutôt rassurantes par rapport à leurs voisins. L'Ouzbékistan, grâce à son coton et à son or, avait lui aussi des perspectives plutôt intéressantes quand le Kirghizstan et le Tadjikistan, montagneux, avec un secteur manufacturier modeste et peu de ressources naturelles, avaient des perspectives plus sombres.

Les nouveaux États centrasiatiques doivent faire face à un contexte économique mondial directement, sans passer par Moscou. Au cours des années 1980, plusieurs événements ont affecté l'économie internationale. Les crises pétrolières qui ont été suivies de l'augmentation des taux d'intérêt⁴⁰⁹ ont créé une récession de l'économie mondiale. En pratique, cette évolution de la dynamique de l'économie mondiale cause de nombreux problèmes pour les pays en

⁴⁰⁵ Kuzio, T. (2002). History, memory and nation building in the post-soviet colonial space. *Nationalities Papers*, 30(2), 241-264.

⁴⁰⁶ Nous y reviendrons en prenant l'exemple du Kirghizstan.

⁴⁰⁷ Rashid, A. (1994). *The Resurgence of Central Asia : Islam or Nationalism ?*, London : Zed Books, 223.

⁴⁰⁸ Ziegler, C. E. (2016). Great powers, civil society and authoritarian diffusion in Central Asia. *Central Asian Survey*, 35(4), 549-569.

⁴⁰⁹ Un poids pour la croissance économique et augmentant de fait le coût de remboursement des prêts souverains

développement qui se retrouvent face à leur difficulté de rembourser les prêts internationaux massifs qui devaient accompagner leur croissance : « the Debt Crisis refers to the panic generated in international financial and political circles in the late 1970s to mid 1980s, when it began to appear that substantial number of heavily indebted Third World countries would be unable to continue making payments on their debts to commercial banks in wealthy countries »⁴¹⁰. Une crainte se généralise, à savoir que l'incapacité des pays en développement à rembourser leurs prêts ne mène à un effondrement généralisé du système financier mondial.

Pour contrecarrer cette perspective sombre, les pays les plus riches, en accord avec le FMI et la BM, vont intervenir afin d'éviter que les pays endettés ne fassent faillite. La réponse apportée à la crise de la dette souveraine « involved imposing structural adjustment programs (SAPs) on the economies of debtor countries, thus allowing these economies to "return to growth" and, most importantly, to continue making interest payments on their foreign loans »⁴¹¹.

Cette priorité importante donnée à la croissance économique, tout comme les programmes d'ajustements structurels, sont en grande partie influencés par le néolibéralisme économique, issu de l'école de Chicago, dominant dans les organisations économiques internationales depuis la fin des années 1970⁴¹². Ce courant considère que la croissance économique est la condition *sine qua non* à l'augmentation de la prospérité et des conditions de vie d'un pays et bénéficie à l'ensemble de la population sur le long terme. Pour fomenter cette croissance, la recette consiste à encourager les États au laissez-faire économique et à diminuer leur rôle d'État-providence. L'idée est donc pour les États de réduire le plus possible leurs dépenses publiques, leur intervention dans l'économie (notamment en éliminant les subventions, l'octroi de contrats publics et par la privatisation des entreprises publiques) pour augmenter la productivité et la rationalité des acteurs économiques.

Un autre aspect central du néolibéralisme est d'encourager les pays à ouvrir leur commerce extérieur en éliminant les barrières tarifaires et douanières de sorte à attirer les investissements et rendre compétitives leurs industries et économies plus largement : « In theory, this will raise

⁴¹⁰ Kim, J. Y. M., Irwin, J. V. et Gershman, A. J. (2000). *Dying for growth: global inequality and the health of the poor*, Monroe : Common Courage Press, 45.

⁴¹¹ Ibid, 22.

⁴¹² Navarro, V. (2007). Neoliberalism as a class ideology; or, the political causes of the growth of inequalities. *International Journal of Health Services*, 37(1), 47-62.

social welfare by making cheaper goods and services available to consumers through imports, at the same time forcing producers in the country to be more ‘‘competitive’’. Deregulation means reducing the level of state control over the flow of capital, goods, services, and, increasingly, domestic labor markets »⁴¹³. Finalement, l’idée générale était que la recherche de la croissance impliquait des changements importants mais que ceux-ci, inévitablement, profiteraient, à plus long terme, à l’ensemble de la population par un effet de ruissellement.

As technical progress and the accumulation of physical capital generated an expansion of economic activity, economic growth would ipso facto create greater wealth, which would eventually be distributed through market interactions to all segments of the population. As this process unfolded, ‘‘developing’’, nations would pass through economic and demographic transitions, some of which might be painful in the short term, but which would eventually yield greater wealth and higher quality of life for all.
⁴¹⁴

Au-delà des besoins économiques immédiats auxquels faisaient face les pays nouvellement indépendants, ceux-ci étaient aussi confrontés à une marge de manœuvre et des possibilités de choisir leur modèle de développement réduites. Les élites centrasiatiques avaient tendance à croire que, « Given the abandonment of communism, Western capitalism and democracy were seen as the only reasonable choices : virtually no alternatives to the Western capitalist models of reform espoused by the international financial institutions were seriously entertained on either side ». En face, les pays occidentaux, en mesure d’aider économiquement et financièrement les pays nouvellement indépendants avaient « [the] historic opportunity to spread the fruits of freedom and free markets, to unite Europe, and to break down isolation between the two worlds »⁴¹⁵.

Les États occidentaux articulaient aussi avoir un devoir moral de mettre en place de l’aide : « if the West declined to send aid or sent insufficient aid, argued aid proponents, the nations of the Second World might fall into a chaotic abyss, suffer economic collapse and political turmoil, and even revert back to communism »⁴¹⁶. La prépondérance des idées néolibérales dans le

⁴¹³ Kim, J. Y. M., Irwin, J. V. et Gershman, A. J. (2000). *Dying for growth: global inequality and the health of the poor*, Monroe : Common Courage Press, 23.

⁴¹⁴ Ibid, 18.

⁴¹⁵ Wedel, J. R. (2015). *Collision and collusion: The strange case of Western aid to Eastern Europe*, New York : St. Martin's Press, 42-43.

⁴¹⁶ Ibid, 23.

contexte intellectuel et au sein des élites économiques de l'époque, la possibilité de transformer les économies socialistes en économie de marché comme celle de gommer les différences socio-économiques marquées de la seconde moitié du XXème siècle se trouvaient ainsi réunies.

Les réformes néolibérales allaient de soi et ouvriraient la voie à un avenir économique radieux à condition de traverser une période de transition et de transformation économique provoquant une nécessaire crise économique et sociale, la « thérapie de choc ». C'est ainsi que les idées néolibérales vont avoir un impact fondamental sur l'élaboration des programmes de réformes qui seront implémentés dans l'espace post-soviétique. Dans des pays ayant été façonnés par un demi-siècle de modernisation dans le cadre d'une économie dirigiste où l'État contrôlait la vie économique et sociale, la « transition économique » d'inspiration néolibérale ne pouvait être que brutale et se faire ressentir massivement par les populations concernées. La dérégulation massive et la privatisation prônées par les organisations économiques internationales allaient donc mettre un frein à l'omnipotence et à la centralité de l'État et mener à une baisse drastique de ses investissements publics.

Nous le savons, toutes les républiques n'ont pas adopté les mêmes politiques économiques et réformes, le Kazakhstan et le Kirghizstan optant pour la « thérapie de choc », l'Ouzbékistan et le Tadjikistan privilégiant une transition « gradualiste », et le Turkménistan une ferme politique protectionniste⁴¹⁷. Or, tous les cinq pays allaient être confrontés à une crise économique majeure qui auraient de nombreuses répercussions sur les populations d'Asie centrale dans les années 1990 et au-delà.

C) Le chaos des premières années d'indépendance post-soviétiques en Asie centrale

Au début des années 1990, non seulement les États centrasiatiques n'ont plus les moyens d'assurer des services dont ils étaient les seuls garants alors que la transition vers des économies non socialistes implique une diminution voire un retrait du rôle de l'État-providence. Les problèmes sont similaires dans toutes les RSS et la dégradation des différents indicateurs sera la même dans les cinq RSS. Dès le commencement, « it was widely anticipated that post-Communist economies would experience greater income inequality over the period of their

⁴¹⁷ Laruelle, M., et Peyrouse S. (2008). Impact et enjeux sociaux des évolutions économiques en Asie centrale. *Autrepart*, 4(48), 13-23.

transformation into market economies »⁴¹⁸. Les risques politiques qui pouvaient naître d'une importante montée des inégalités étaient connus des différents gouvernements et d'aucuns peuvent se demander si les régimes autoritaires qui apparaissent alors dans la région visent à étouffer les réactions protestataires⁴¹⁹.

En effet, par rapport au reste de l'ensemble soviétique et malgré, nous l'avons vu, les innombrables progrès qui ont été faits par l'effort modernisateur socialiste, les services sociaux en Asie centrale restaient moins développés qu'ailleurs en URSS. Notamment, la région affichait un retard, en termes d'espace de vie, de mortalité infantile, d'infrastructures médicales ainsi qu'en termes de qualifications générales de la population⁴²⁰. La crise économique et les conséquences du retrait de l'État promettaient d'avoir d'autant plus d'impact créant un haut degré d'incertitude tout au long des années 1990.

La crise économique va se répercuter sur l'ensemble des cinq pays composant l'Asie centrale. Comme nous pouvons le voir dans le tableau 9, l'une des premières manifestations de la crise économique qui ébranle la région est le phénomène d'hyperinflation, une très forte montée des prix, qui est constatée dans les cinq Républiques avec un pic en 1993 alors que les prix sont multipliés par 20 environ au Kazakhstan, 13 au Kirghizstan, 8 en Ouzbékistan, 7 au Tadjikistan et 9 au Turkménistan. Les cinq pays vont aussi connaître une contraction importante de leurs produits intérieurs bruts (PIB) : en 1999, les PIB du Kazakhstan, du Kirghizstan, de l'Ouzbékistan, du Tadjikistan et du Turkménistan ne représentent plus que, respectivement, 63% pour le Kazakhstan et le Kirghizstan, 44% pour le Tadjikistan, 64% pour le Turkménistan et 85% pour l'Ouzbékistan de celui de 1989. On constate que le creux intervient entre 1996 et 1999 pour les cinq pays (voir figure 6).

⁴¹⁸ Rózsás, T. (2002). *Did Inequality Increase in Transition? An Analysis of the Transitional Countries of Eastern Europe and Central Asia*. Monterey : Naval Postgraduate School Monterey California, 18.

⁴¹⁹ Firdous, D. (2015). Contextualizing civil society : A Kyrgyzstan case study. *Central Asia and the Caucasus*, 16(2), 94-106.

⁴²⁰ Kuehnast, K. R. et Dudwick, N. (2004). Better a hundred friends than a hundred rubles? Social networks in transition - The Kyrgyz Republic. Washington D.C. : World Bank Group.

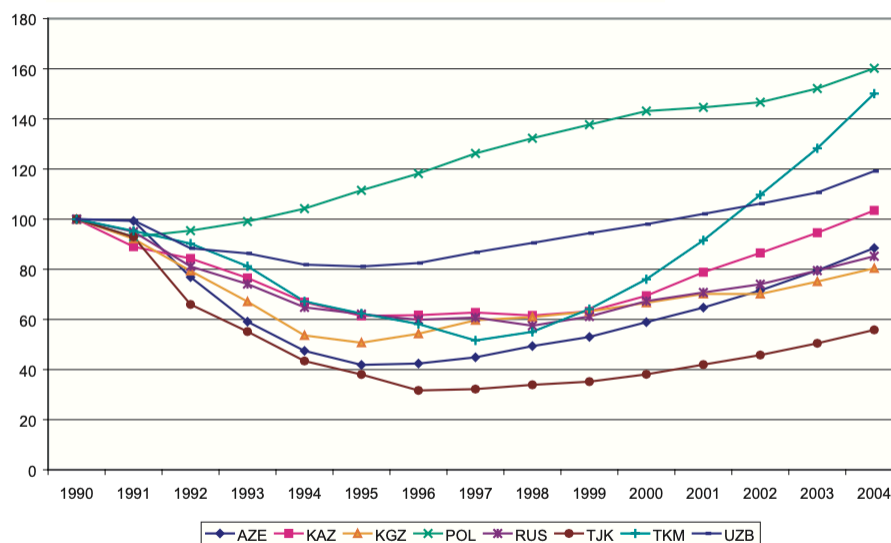
Tableau 9. - Reproduction de la *Table 3.2 Economic performance indicators in Centra Asia, 1989, 1993, 1996 and 1999*⁴²¹

Country	GDP ^a (US\$ millions)	Real GDP (% of 1989)			Inflation ^b		
	1989	1993	1996	1999	1993	1996	1999
Kazakhstan	40 304	76	61	63	2 169	29	18
Kyrgyzstan	5 357	67	54	63	1 363	35	40
Tajikistan	4 731	58	39	44	7 344	41	31
Turkmenistan	6318	83	59	64	9 750	446	21
Uzbekistan	20 465	88	85	95	885	64	25

Notes: ^a GDP is at market prices in US\$ millions. ^b Inflation is represented by the annual increase in consumer price index (end of year).

Sources: ¹ UNDP (1999), European Bank for Reconstruction and Development (2000)

Figure 1: Changes In Real GDP Index, 1990–2004
(1990=100)



Source: World Bank, *World Development Indicators online*.

⁴²¹ Pomfret, R. (2002). Macroeconomic pressures. *Health Care in Central Asia*, edited by Martin McKee, Judith Healy and Jane Falkingham, 31-41. Pomfret, R. (2002). Macroeconomic pressures. *Health Care in Central Asia*, edited by Martin McKee, Judith Healy and Jane Falkingham, 34.

Figure 6.- Reproduction de la *Figure 1 : Changes In Real GDP Index, 1990-2004*⁴²²

Cette hyperinflation et cette contraction du PIB sont accompagnées par une diminution marquée du taux d'emploi de la population active (comprise entre l'âge de 15 et 59 ans) qui va décroître pendant toute la décennie 1990 (voir figure 7), passant au Kazakhstan de 82,6% en 1989 à 68,4% en 1999, au Kirghizstan de 74,3% en 1989 à 64,6% en 1999 au Kirghizstan, en Ouzbékistan en 1989 de 72% à 66,5% en 1999, au Tadjikistan de 72,6% en 1989 à 53,2% en 1999 et au Turkménistan pour les mêmes années de 77,9% à 66,5%.

Il convient de souligner que ces chiffres démontrent la santé économique morose de ces pays puisque la richesse créée par ces pays ne cesse de décroître tandis que le chômage augmente progressivement. Rajoutons deux éléments eu égard au chômage dans la région. D'une part, celui-ci est sous-estimé car souscrire au chômage dans les années 1990 ne donnaient que rarement ou peu de droits à des aides sociales et économiques n'incitant pas l'inscription à celui-ci⁴²³. D'autre part, les chiffres économiques mentionnés ci-dessus ne prennent pas en compte l'importance de l'économie informelle qui va se développer considérablement durant ces mêmes années et qui relativise modérément les chiffres avancés⁴²⁴.

Figure 7.- Reproduction de la *Table 6 : Employment Ratios in Central Asia*⁴²⁵

	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Kazakhstan	82,6	81,4	79,9	78,0	71,2	68,2	69,1	69,5	69,8	67,0	68,4
Kyrgyzstan	74,3	73,2	72,3	74,8	67,3	64,8	64,1	63,5	64,0	63,6	64,6
Tajikistan	72,6	72,4	71,7	68,3	65,8	64,7	63,4	58,1	58,8	57,2	53,2
Turkmenistan	77,9	74,1	73,7	73,2	72,6	72,4	72,5	72,0	72,6	73,1	71,9
Uzbekistan	72	73,9	75,3	73,7	71,9	71,3	70,2	69,4	68,6	67,7	66,5

⁴²² Wignarajan, G. et Wignaraja, G. (2006). Central Asia after fifteen years of transition: Growth, regional cooperation, and policy choices. *Asia-Pacific Development Journal*, 13(2), 113-144. <https://doi.org/10.18356/e5999585-en>, 104.

⁴²³ Денисенко, М. (2011). *Население Кыргызстана в начале XXI века*, Бишкек : UNFPA.

⁴²⁴ Firdous, D. (2015). Contextualizing civil society : A Kyrgyzstan case study. *Central Asia and the Caucasus*, 16(2), 94-106. <https://cyberleninka.ru/article/n/contextualizing-civil-society-a-kyrgyzstan-case-study>

⁴²⁵ Countries Archives. (N.D). *Country Profiles*, New York : UNICEF. <https://data.unicef.org/country/>

a Number of employed as % of 15-59 population										
Source: UNICEF (2001)										

Alors que les indicateurs macroéconomiques des cinq Républiques affichent des chiffres très inquiétants, on constate d'ailleurs qu'à la fin de la décennie, que cela soit pour l'emploi, le PIB ou l'inflation, aucune économie ne se rapproche de la situation précédant leur indépendance à l'exception de l'Ouzbékistan. Cette différence s'explique par l'approche beaucoup plus progressive que ce pays a adoptée face aux réformes à mettre en place, par opposition à la rapidité de sa mise en application au Kirghizstan⁴²⁶. En fait, l'Ouzbékistan a gardé pendant la majeure partie des années 1990 une économie très étatisée. Tandis que trois pays d'Asie centrale garderont une balance des paiements négative tout au long de la décennie 1990, le Kazakhstan et le Turkménistan réussissent malgré tout à tirer leur épingle du jeu en raison de leurs ressources en hydrocarbures et de la montée importante de leurs prix au début des années 1990⁴²⁷. On peut constater dans le tableau 10 que cette réalité sera la même pour l'ensemble des pays de la CEI illustrant l'ampleur de la crise économique pour l'entièreté de l'espace post-soviétique. On notera néanmoins que les chiffres du Kirghizstan, du Tadjikistan et du Turkménistan montrent une situation économique encore plus difficile que celle de la CEI dans son ensemble ou encore des pays d'Europe de l'Est.

Tableau 10. - Reproduction de la *Table 7 : Current Account Balance during Transformation*⁴²⁸

Table 7: Current Account Balance during Transformation											
	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Kazakhstan	0,0	-7,9	-7,8	-1,3	-3,6	-3,6	-5,6	-1,0	2,2	-7,8	-5,5
Kyrgyzstan	n.a.	n.a.	-6,9	-13,9	-21,4	-7,8	-25,0	-19,5	-11,6	-3,4	-2,9
Tajikistan	n.a.	-28,8	-17,8	-16,0	-7,1	-5,4	-9,1	-3,4	-6,4	-6,9	-4,1
Turkmenistan	68,5	14,1	4,0	0,9	0,1	-25,3	-37,4	-24,8	15,2	-2,5	0,8
Uzbekistan	-12,0	-8,4	2,1	-0,2	-7,8	-5,4	-0,4	-2,0	2,8	-0,5	0,6

⁴²⁶ Nous y reviendrons dans la partie suivante.

⁴²⁷ Rappelons-nous que la Guerre du Golfe, déclenchée en 1991, va provoquer une montée importante des prix l'or noir

⁴²⁸ European Bank for Reconstruction and Development. (N.D). *Life in Transition a Decade of Measuring Transition*. <https://litsonline-ebd.com>

CISb	1,3	-13,5	-7,7	-6,7	-8,8	-10,0	-13,7	-6,5	-0,8	-2,6	-3,9
Central	3,2	1,3	0,0	-2,8	-5,7	-6,8	-6,8	-6,3	-4,7	-4,9	-4,7
Europe/ Baltic statesb											
Transition countriesb	0,8	-7,0	-4,9	-5,1	-8,1	-9,0	-10,1	-6,7	-3,7	-5,1	-5,5
a Deficit / surplus in % of GDP											
b Unweighted average											
Source: EBRD (2002)											

Force est de constater que les économies centrasiatiques font donc face à de nombreuses difficultés durant leur première décennie d'indépendance. Il n'est pas surprenant que cette décennie soit aussi parallèle à une baisse continue des dépenses gouvernementales, non seulement en raison de la baisse de leur production, de leurs revenus et de leurs échanges commerciaux, mais aussi dans le contexte plus ou moins contraignant des réformes mises en place dans le cadre de la transition de leur système économique et politique. La baisse des dépenses gouvernementales durant la première décennie d'indépendance est marquée dans les cinq républiques, quoique dans une moindre mesure au Kirghizstan et en Ouzbékistan. Comme nous pouvons le voir dans le tableau 11, en 1999, le Kazakhstan ne dépense que 21,5% de son PIB contre 32,9% en 1991, le Kirghizstan, 30,3% contre 38,3%, l'Ouzbékistan, 33,7% contre 52,7%, le Tadjikistan, 18,3% contre 49,6% et le Turkménistan, 21,6% contre 38,2%.

Cette diminution des dépenses publiques est d'autant plus importante que les PIB des cinq pays ont aussi connu des baisses significatives durant cette même période. Le tableau 12 illustre que ces baisses générales des dépenses publiques entre 1991 et 1996 concernent tous les secteurs – que cela soit pour la sécurité sociale, l'éducation et le système de santé - dans les cinq pays au plus fort de la crise économique là où les besoins de la population sont les plus immédiats. L'Ouzbékistan va cependant réussir à maintenir dans l'ensemble des dépenses publiques plus élevées que ses voisins, alors même que son PIB était celui qui avait le moins plongé durant la décennie, alors que le Tadjikistan, en raison de la guerre civile, sera le pays qui diminuera le plus ses dépenses durant la période. La particularité du Kirghizstan, nous le verrons, est liée à la mise

en place très rapide de la thérapie de choc, notamment, qui a mis en confiance les investisseurs étrangers pour fournir des prêts et encouragé les dons faits via l'aide au développement⁴²⁹.

Tableau 11. - *Reproduction de la Table 3.3 General government spending and balance in the central Asian republics (as per cent of GDP), 1990-99*⁴³⁰

Table 3.3 General government spending and balance in the central Asian republics (as per cent of GDP), 1990-99										
	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
General government spending										
Kazakhstan	31,4	32,9	31,8	25,2	18,4	20,8	18,6	20,4	25,8	21,5
Kyrgyzstan	38,3	30,3	33,9	39,0	32,4	33,2	32,7	32,7	35,6	34,7
Tajikistan		49,6	65,7	60,7	61,4	29,4	18,9	17,0	15,8	18,3
Turkmenistan	43,6	38,2	30,3	19,4	19,2	23,1	16,3	25,3	25,9	21,6
Uzbekistan	46,1	52,7	49,7	46,4	35,3	38,7	41,6	32,5	35,9	33,7
General government balance										
Kazakhstan	1,4	-7,9	-7,3	-4,1	-7,5	-2,7	-4,7	-6,9	-7,4	-4,1
Kyrgyzstan	0,3	4,6	-17,4	-14,4	-5,7	-8,4	-8,8	-8,8	-11,2	-10,2
Tajikistan		-16,4	-30,5	-20,9	-5,2	-5,3	-5,8	-3,3	-3,8	-3,2
Turkmenistan	1,2	2,5	-9,4	-4,1	-2,3	-2,6	0,3	0,0	-2,7	0,9
Uzbekistan	-1,1	-3,6	-18,3	-10,4	-6,1	-4,1	-7,3	-2,4	-3,0	-2,2

Note: The general government expenditure in Kyrgyzstan includes net lending and expenditure under foreign-financed public investment programmes. In Turkmenistan, most quasi-budgetary expenditures of the sectoral ministries fell outside the budget. When all state funds are taken into account, the 1998 fiscal deficit is closer to 10 per cent rather than the official figure of 2.7 per cent.

Source: European Bank for Reconstruction and Development (1997, 2000)

Tableau 12. - *Reproduction de la Table 3.4 Social spending (as per cent of GDP) for the central Asian republics, 1991-96*⁴³¹

⁴²⁹ Omuraliev, A. (2020, avril). *Donor activity in Central Asian Countries Since 1991*. Central Asian Bureau for Analytical Reporting. <https://cabar.asia/en/donor-activity-in-central-asian-countries-since-1991>

⁴³⁰ European Bank for Reconstruction and Development. (N.D). *Life in Transition a Decade of Measuring Transition*. <https://litsonline-ebd.com>

⁴³¹ Falkingham, J. (2000). *From security to uncertainty: the impact of economic change on child welfare in Central Asia* (No. 76). Innocenti Working Paper No. 76. Florence: UNICEF Innocenti Research Centre, 14.

	Social security		Education		Health care	
	1991	1996	1991	1996	1991	1996
Kazakhstan	4,9	0,6	7,6	3,2	4,4	2,7
Kyrgyzstan	5,5	3,8	8,0a	5,4	5,0	2,9
Tajikistan	3,0b	0,2	11,1b	3,3	6,0	1,1c
Turkmenistan	3,2	0,8	9,6	2,8	5,0	1,5c
Uzbekistan	7,7	2,5	10,2b	7,4c	5,9	3,1

Notes: a1990, b1992, c199S, d1997.
Source: Falkingham (2000a: table 2)

Les populations vivant en Asie centrale, au début des années 1990, sont donc confrontées à une crise économique sans précédent, sans que l'État ne puisse réagir dans l'immédiat, en plus d'être face à des incertitudes. Dès lors, on pouvait s'interroger sur de nombreux sujets : les violences ethniques sporadiques qui se poursuivent depuis la fin des années 1980 peuvent-elles dégénérer? Combien de temps la crise économique durera-t-elle? L'État sera-t-il à nouveau capable d'assurer la sécurité et la provision de services sociaux minimums? Le chaos, le désordre et l'incertitude provoque l'émigration massive facilitée par la disparition du *propiska*, le système de résidence qui nécessitaient que les individus s'inscrivent à un registre les autorisant à migrer ailleurs au sein de l'Union soviétique. Les citoyens des pays membres de la nouvelle CEI sont exemptés de visa rendant les frontières poreuses et l'enregistrement et la gestion des mouvements migratoires particulièrement complexes⁴³².

Le nationalisme ethnique était déjà un sujet de préoccupation durant les années 1980, il le devient encore plus alors que l'indépendance s'accompagne d'inquiétudes liées à la sécurité. Les minorités allochtones, présentes partout dans l'espace post-soviétique se sentent désarmées alors que la nouvelle Fédération de Russie ne semble pas, vouloir assurer leur sécurité surtout dans un contexte hautement inflammable et instable des pays d'Asie centrale et du Caucase.

Dans le contexte de l'indépendance, de nouvelles législations linguistiques sont mises en place et affectent tout particulièrement les populations allochtones largement russophones. En Asie centrale, la réécriture des histoires nationales, de même que la visibilité renforcée de l'islam

⁴³² Mansoor, A. M., & Quillin, B. (Eds). (2006). *Migration and remittances : Eastern Europe and the former Soviet Union*, Washington D.C. : World Bank Publications.

et l'élaboration d'identités nationales sont parfois perçues comme hostiles et renforcent la différence culturelle entre les groupes. La réhabilitation de pratiques et institutions sociales longtemps jugées archaïques par le pouvoir soviétique et étrangère aux populations allochtones, la montée du « nationalisme quotidien » sont autant d'éléments qui vont concourir au départ massif des minorités russophones au début des années 1990⁴³³. Finalement, la « dégradation des conditions de vie auxquelles furent particulièrement soumises les populations allochtones, en raison notamment de l'absence de pratiques d'entraide fondées sur les solidarités familiales et lignagères comparables à celles unissant les communautés centrasiatiques »⁴³⁴. Une certaine homogénéisation des populations accompagnera les indépendances, d'autant plus que certains Centrasiatiques installés dans le reste de l'URSS vont revenir dans leurs pays, à tout le moins au début des années 1990⁴³⁵.

Ces considérations culturelles, ethniques et politiques, ont conduit une partie des populations allochtones à rejoindre leur pays d'origine à la suite de l'indépendance, et trouvent évidemment dans la crise économique une raison supplémentaire de quitter l'Asie centrale. L'effondrement économique implique l'arrêt ou le fort ralentissement du fonctionnement de nombreuses industries et de la fourniture de services, du fonctionnement des hôpitaux, des écoles et des universités. Cette conjoncture va mener à plusieurs vagues d'émigration en provenance de l'Asie centrale et toucher à plusieurs groupes de population. En plus des Russes et des Ukrainiens, cette dynamique s'observera aussi chez une bonne partie des minorités européennes⁴³⁶.

Nous le savons, surtout au Kirghizstan, la différence entre la composition des centres urbains et des campagnes était particulièrement marquée, tout autant que l'était la composition de la main-d'œuvre – les Kirghizes ethniques travaillant principalement dans le secteur agricole. Ces vagues d'émigration dès les premières années d'indépendance contribuent aussi indirectement à

⁴³³ Dudwick, N., Gomart, E. & Marc, A. (Eds). (2003). *When things fall apart : Qualitative studies of poverty in the former Soviet Union*, Washington D.C. : World Bank Publications.

⁴³⁴ Laruelle M., et Peyrouse S. (2008). Impact et enjeux sociaux des évolutions économiques en Asie centrale. *Autrepart*, 4(48), 18.

⁴³⁵ Mansoor, A. M., & Quillin, B. (Eds). (2006). *Migration and remittances : Eastern Europe and the former Soviet Union*. Washington D.C. : World Bank Publications.

⁴³⁶ Rahmonova-Schwarz, D. (2010). Migrations during the Soviet period and in the early years of USSR'S dissolution: a focus on Central Asia. *Revue européenne des migrations internationales*, 3, 9-30.

la crise économique et à la crise de la production auxquelles sont confrontées les économies centrasiatiques puisqu'une partie non négligeable de la population la plus qualifiée quitte la région : « many of the emigrants were highly qualified professionals. This sudden brain drain caused severe problems for the nascent national economies in Central Asia. The respective governments of these states have made efforts to reassure the minorities that their fears of discrimination are groundless. This has slowed the outflow somewhat, but it has by no means succeeded in halting it »⁴³⁷.

Pourtant, en pratique, il existait un problème de discrimination des minorités ethniques et linguistiques, à la fois dans les emplois gouvernementaux, la science et l'éducation ainsi que dans les services de santé⁴³⁸. Les motifs derrière les départs des minorités en Asie centrale sont donc nombreux. Ce mouvement important de population ne va cependant pas s'arrêter aux différentes minorités qui s'étaient installées en Asie centrale en provenance du reste de l'Union soviétique. En effet, une autre vague d'émigration, dont l'origine économique est l'essence même, va acquérir une dimension symbolique particulière.

Dès le milieu des années 1990, ce sont également les Centrasiatiques qui vont massivement quitter leurs pays, notamment vers la Russie, dans le contexte d'une « mobilité de crise » : « Pendant la période soviétique, les populations d'Asie centrale détenaient les taux de mobilité résidentielle les plus faibles, en particulier chez les populations autochtones d'Asie centrale »⁴³⁹ et notamment les populations des campagnes qui n'avaient que peu d'incitatifs à vouloir se déplacer, en raison leur relative aisance matérielle, des structures sociales fonctionnelles, de leur manque de qualification ainsi que de leur connaissance imparfaite du russe⁴⁴⁰. Dans les années 1990, ce sont principalement les centres urbains qui sont la source principale des émigrants. En effet, dans les campagnes les réseaux d'entraide familiaux et traditionnels étaient perçus comme un filet de sécurité pour la population rurale et n'incitaient donc pas à l'émigration. Pourtant, nous verrons qu'au Kirghizstan, les conditions économiques et sociales de l'indépendance vont

⁴³⁷ Akiner, S. (2003). The Politicisation of Islam in Post-Soviet Central Asia. *Religion, State & Society*, 31(2),122.

⁴³⁸ Commercio, M. E. (2004). Exit in the near abroad: the Russian minorities in Latvia and Kyrgyzstan. *Problems of Post-Communism*, 51(6), 23-32.

⁴³⁹ Laruelle, M. (2007). Central Asian Labor Migrants in Russia: The "Diasporization" of the Central Asian States? *China & Eurasia Forum Quarterly*, 5(3), 59.

⁴⁴⁰ Mansoor, A. M., & Quillin, B. (Eds). (2006). *Migration and remittances : Eastern Europe and the former Soviet Union*. Washington D.C. : World Bank Publications.

aussi les pousser elles aussi au choix de l'émigration de plusieurs types, que cela soit une migration saisonnière, ou à long terme. Ces migrations vont avoir un impact très important sur le Kirghizstan puisqu'une partie de l'économie dépendra de plus en plus de l'envoi de fonds des travailleurs de l'étranger⁴⁴¹. Par ailleurs, d'un point de vue social, le départ massif d'hommes aura des conséquences sur les structures familiales, villageoises, et aura incidemment un impact sur la place des femmes au sein de la société kirghize. Nous y reviendrons.

Entre 1990 et 2003, près de 8 millions de citoyens post-soviétiques migrent vers la Russie et la moitié d'entre eux proviennent d'Asie centrale. Durant les années 1990, la Russie devient le deuxième pays d'immigration le plus important après les États-Unis⁴⁴². La manifestation de la grave crise économique qui frappe l'Asie centrale post-soviétique se répercute donc à plusieurs niveaux, et l'une des conséquences immédiates concerne l'émigration⁴⁴³. Dans la partie suivante, en nous reposant principalement sur l'analyse du Kirghizstan, nous verrons en quoi le déclin économique et les réformes mises en place auront d'importantes conséquences sur les aspects liés à la modernisation soviétique. Nous verrons que certaines dynamiques observées, et ce, à plusieurs niveaux – qu'ils soient démographiques, sociaux, scientifiques, culturels – posent des questions au sujet des concepts de modernisation et de démodernisation. L'évolution socioéconomique du Kirghizstan est pertinente car elle représente le bouleversement qui s'est opéré lors du démantèlement de l'URSS, mais aussi car elle suggère des pistes sur les implications que peut avoir le retrait de l'État-providence sur les conditions de vie de la population. Par ailleurs, nous verrons aussi les développements au Kirghizstan qui permettent d'être optimistes pour l'avenir de ce jeune pays.

⁴⁴¹ Abdurazakova, D. (2011). Social Impact of International Migration and Remittances in Central Asia. *Asia-Pacific Population Journal*, 26(3), 29-54.

⁴⁴² Александр, А. et Троицкая, И. А. (2021). Особенности и факторы демографической динамики в Киргизской Республике, 5(2), 29–54.

⁴⁴³ Laruelle, M. (2013). *Migration and social upheaval as the face of globalization in Central Asia*, Leyde : Brill Publishing.

3.3 Le Kirghizstan des années 1990, entre modernisation et démodernisation

À l'image des années 1930, années des réformes les plus radicales mises en place par les bolchéviques pour soviétiser la région, les années 1990 vont aussi être une décennie de chamboulements importants à tous les niveaux alors que ce nouveau pays va mettre en place des réformes afin d'asseoir sa souveraineté, d'ouvrir son économie et de rentrer dans le concert des nations. Le nom de la capitale change, comme le nom de ses rues. Un nouveau drapeau et un nouvel hymne national sont choisis alors que l'État kirghize s'affirme sur des frontières soviétiques dorénavant souveraines.

Les toutes premières années d'indépendance (1991-1995) sont consacrées à sa mise en place et de tous les outils de sa souveraineté et de ses symboles. Ces années sont caractérisées par l'élaboration de la constitution de l'État kirghize en 1993, adoptée par le parlement, émanation du Soviet suprême. Elles sont aussi marquées par la mise en place de réformes économiques qui remanieront des décennies de soviétisme où l'État était garant et administrateur du tout social, économique et politique.

Le Kirghizstan, nous le verrons, suscite beaucoup d'optimisme en raison des choix politiques mis de l'avant par ses responsables politiques. Ceux-ci sont axés sur une volonté unanime des différents groupes politiques de réformer en profondeur et sans attendre les institutions du pays pour mettre en place une économie de marché dans un contexte d'apparente démocratisation des institutions politiques du tout jeune État – pluralisme politique, création d'une « société civile », liberté de la presse. Dans ce contexte, le Kirghizstan indépendant se distingue de ses pays voisins durant les premières années d'indépendance. Toutefois, nous verrons que les espoirs suscités par le tournant des années 1990 et que les réformes mises en place n'auront pas les résultats escomptés et la singularité du Kirghizstan au regard de ses voisins centrasiatiques sera de relativement courte durée⁴⁴⁴.

Durant ses premières années d'indépendance, le Kirghizstan s'est résolument ouvert vers l'extérieur et a su attirer des investisseurs étrangers ainsi que l'aide des institutions internationales en raison de son discours porté sur l'ouverture. L'orthodoxie avec laquelle les

⁴⁴⁴ Lottholz, P. (2022). *Post-Liberal Statebuilding in Central Asia : Imaginaries, Discourses and Practices of Social Ordering*. Bristol : Bristol University Press.

élites kirghizes appliquent les réformes dans le contexte de grave crise économique va tarder à porter ses fruits et mener à des dynamiques nouvelles qui tranchent avec la période soviétique des années 1970 et 1980. Les inégalités vont se creuser, la pauvreté va augmenter, les infrastructures – éducation, santé, culture - héritées de la période soviétique vont être réformées en profondeur et, comme nous le verrons, beaucoup d’entre elles vont s’abîmer.

Très rapidement, on assiste à une paupérisation étendue de la société kirghize aux multiples conséquences autant au niveau social, politique, qu’économique. Si les causes sont multiples, et seront également discutées, le résultat suscite énormément d’interrogations. Comment ce pays, perçu comme une anomalie porteuse d’espoirs au sein d’une Asie centrale conservatrice et autoritaire lors de son indépendance, a pu basculer dans un tel marasme malgré les réformes mises en place et les balbutiements démocratiques de ses premières années? Ce qui est certain, c’est que les deux premières décennies d’indépendance du Kirghizstan sont des décennies de crise économique et sociale permanente où de très nombreux indicateurs et statistiques indiquent un « retour en arrière » et la disparition d’acquis.

Cette crise aux nombreuses ramifications nous fait poser sans fard le constat d’une démodernisation de ce pays d’Asie centrale depuis son indépendance, où la crise a priori « temporaire et inévitable » liée aux réformes économiques s’est installée sur la durée. Le PIB kirghize n’a retrouvé son niveau de 1991 qu’en 2022 et le pays n’a cessé de chuter dans les classements internationaux liés au développement depuis son indépendance.

Nous verrons que la situation du Kirghizstan souverain est difficile et qu’elle a eu un impact massif sur le bien-être de la population en plus d’avoir des conséquences profondes sur les acquis de plus de 70 ans de modernisation soviétique. Pourtant, en 2021, lorsque l’auteur de cette thèse s’installe à Bichkek dans le cadre de ses recherches, la première impression n’est pas celle d’un pays d’une extrême pauvreté où la nostalgie de la période soviétique est prégnante. Tous les attirails d’un pays moderne semblent être réunis dans la capitale. Il s’agit toutefois de sortir de Bichkek pour comprendre et mieux saisir ce qu’est devenu le Kirghizstan d’aujourd’hui. Un pays à deux vitesses où les richesses sont concentrées entre peu de mains et principalement dans la capitale, où le gagne-pain de presque la moitié de la population provient de l’étranger, où les rêves de la jeunesse se trouvent aux Émirats Arabes unis, en Turquie, en Europe ou en

Amérique⁴⁴⁵. Le Kirghizstan est un cas d'étude qui soulève de nombreuses interrogations eu égard aux préceptes de développement mis de l'avant durant les années 1980 de leurs conséquences et de leur applicabilité aux sociétés post-soviétiques. La nostalgie du soviétisme⁴⁴⁶, le mécontentement général de la population dans une société de plus en plus atomisée et corrompue, sont selon nous les symptômes les plus évidents de la démodernisation du pays dans les années 1990 et 2000.

A) L'indépendance du Kirghizstan et la mise en place des réformes

Dès 1989, la libéralisation politique pose les bases d'une démocratisation dans l'espace soviétique et mène à l'organisation d'élections présidentielles dans les différentes RSS. Le 25 octobre 1990, en Kirghizie, c'est le scientifique Askar Akaev, président de l'Académie des Sciences du Kirghizstan depuis 1987 qui se fait élire à la tête du Soviet suprême – celui-ci deviendra le *Jogorku Kenesh*, le parlement kirghize et prendra place dans la même enceinte, en plein cœur de la nouvelle capitale^{447, 448}.

Akaev se distingue des autres leaders centrasiatiques au lendemain des indépendances puisqu'il est le seul à ne pas avoir fait sa carrière au sein du parti communiste de sa république. Son élection est en soi une petite révolution au Kirghizstan et en Asie centrale – les présidents des quatre autres républiques centrasiatiques faisaient tous partie de la *nomenklatura* et se sont entourés de l'élite soviétique pendant la période de transition⁴⁴⁹. Cette continuité entre les décideurs de la période soviétique et celle de l'indépendance est beaucoup moins marquée et visible au Kirghizstan et sera d'ailleurs un objet de fierté pour les Kirghizes.

⁴⁴⁵ Kirmse, S. B. (2016). Youth in the Post-Soviet Space: Is the Central Asian Case Really So Different? Dans M. Schwartz et H. Winkel (dir.), *Eastern European Youth Cultures in a Global Context* (p. 335-360), London : Palgrave Macmillan.

⁴⁴⁶ Celui-ci comporte plusieurs dimensions : Dadabaev, T. (2021). Manipulating post-Soviet nostalgia: Contrasting political narratives and public recollections in Central Asia. *International Journal of Asian Studies*, 18(1), 61-81.

⁴⁴⁷ Beaucoup de changements interviendront dans la capitale afin de souligner l'indépendance du pays. Place de l'indépendance – autrefois place Lénine – une statue monumentale de Manas, figure mythique des récits oraux Kirghizes, prend la place de celle de Lénine. Les rues seront renommées en kirghize, des figures tombées dans l'oubli pendant la période soviétique seront réhabilitées, notamment celle de Kurmanjan Dakta, une nomade qui devint la représentante de plusieurs tribus auprès du Tsar. D'autres exemples.

⁴⁴⁸ Frounze était le général de l'armée tsariste qui conquiert les territoires du Kirghizstan actuel.

⁴⁴⁹ Nazarbayev est resté président du Kazakhstan jusqu'en 2020, Islam Kadirov de l'Ouzbékistan jusqu'en 2019, au Turkménistan, Serdar Berdimuhamedow a remplacé son père en 2002 tandis qu'au Tadjikistan, Emomali Rahmon est au pouvoir depuis la fin de la guerre civile.

Après la déclaration d'indépendance du Kirghizstan le 31 août 1991, Akaev est confirmé à son poste de président lors d'un vote public le 4 octobre 1991 et devient donc le premier président de l'histoire du Kirghizstan indépendant. C'est sous la présidence de Akaev (1990-2005) que sont lancés les travaux visant à élaborer la constitution du pays, les réformes économiques et sociales et que sont développés les fondements de la politique étrangère kirghize. Les décisions prises au cours des mandats d'Akaev pendant cette période charnière de l'histoire du Kirghizstan contemporain ont laissé un héritage important et durable au Kirghizstan.

Après avoir officialisé le choix du drapeau national le 3 mars 1992 et de l'hymne national le 18 décembre de la même année, la constitution de la République kirghize est ratifiée par le parlement le 5 mai 1993 après de longues consultations. L'État kirghize devient officiellement un pays laïc, avec trois branches du pouvoir soit le judiciaire, le législatif et l'exécutif. Le président de la République peut être élu pour deux quinquennats successifs seulement alors que les députés sont élus pour une période de cinq années, reconductibles à souhait.

Le Kirghizstan a amorcé dès son indépendance une transition progressive vers un système politique démocratique de type parlementaire qui attire les sympathies notamment des États-Unis mais aussi plus largement des pays occidentaux : « Kyrgyzstan lacked the natural resources enjoyed by its neighbors and thus had little with which to attract foreign investors, although the commitment to democracy has earned the country considerable support from Washington »⁴⁵⁰. Akaev, qui a ouvertement déclaré vouloir faire du Kirghizstan la « Suisse de l'Asie centrale »⁴⁵¹, un pays montagneux avec une agriculture productive et des services très développés adoptant une politique internationale neutre, a su attirer l'attention des bailleurs de fonds internationaux. La chercheuse Anna Matveeva juge qu'il serait exagéré de penser que Akaev s'est joué de ses interlocuteurs afin d'obtenir des aides pour son pays mais elle pense toutefois que le facteur « they are trying to be like us, therefore we should help them' undoubtedly played a role in the IMF decision to allocate funds to support the introduction of the national currency in May 1993 »⁴⁵².

⁴⁵⁰ Anderson, J. (1996). The Kyrgyz parliamentary and presidential elections of 1995. *Electoral Studies*, 15(4), 531.

⁴⁵¹ Akayev, A. (1994). Kyrgyzstan: Central Asia's Democratic Alternative. *Demokratizatsiya*, 2(1), 9-23.

⁴⁵² Matveeva, A. (1999). Democratization, legitimacy and political change in Central Asia. *International Affairs*, 75(1), 23-44, 30.

Effectivement, le Kirghizstan s'est démarqué de ces voisins centrasiatiques en décidant de se tourner résolument vers une réforme de ses institutions économiques selon les préceptes mis de l'avant par le FMI. Là encore, on peut considérer le Kirghizstan comme une anomalie puisqu'il est le seul de la région où le gouvernement et les partis d'opposition étaient tous partisans d'une libéralisation. Ceci permettra d'ailleurs au Kirghizstan de mettre en place son programme de réformes économiques très rapidement. Rappelons que l'objectif principal de ce programme est de privatiser l'économie et de l'ouvrir aux capitaux étrangers rapidement afin de pouvoir renouer avec la croissance aussitôt que possible – promesse de développement et d'un avenir prospère pour ce jeune pays.

Dès 1991, le gouvernement et le parlement kirghizes vont élaborer la base législative du programme de « privatisation et dénationalisation » du pays⁴⁵³. Une loi adoptée le 20 décembre 1991⁴⁵⁴ énumère les priorités ainsi que les objectifs du programme de privatisation. L'objectif, en premier lieu, est de privatiser les grandes entreprises publiques ainsi que de réformer l'agriculture, durant la première phase, allant de décembre 1991 à décembre 1993, avant de privatiser les petites et moyennes entreprises et de privatiser le secteur foncier par la suite : le plan de réforme kirghize s'échelonne en plusieurs étapes et procède secteur par secteur. La loi de décembre 1991 annonce aussi la création d'un organisme, le *Gosimuschestvo*, ou State Property Fund (SPF), censé superviser, de concert avec le FMI, l'avancement et la mise en pratique de la privatisation de tous les secteurs de l'économie. Ces signaux sont très bien reçus par le FMI et les partenaires internationaux du pays, encore plus dans le contexte de démocratisation en cours à l'époque. Un rapport de 1994 de la Commission européenne va jusqu'à stipuler que « it seems that in all likelihood Kyrgyzstan will become the next example (following the Baltic states) of successful economic transformation in the former USSR. [...]. Kyrgyzstan has become a clear leader in economic transformation in Central Asia. Moreover, the progress in this area has been accompanied by a broad democratization of political life and an open, pro-Western orientation in foreign policy »⁴⁵⁵.

⁴⁵³ Dabrowski, M., Jermakowicz, W., PańkóW, J., Kloc, K. et Antczak, R. (1995). Economic reforms in Kyrgyzstan. *Communist Economies and Economic Transformation*, 7(3), 269-297.

⁴⁵⁴ Nom de la loi – Закон Кыргызской Республики - "Об общих принципах развития, приватизации и предпринимательства в Кыргызской Республике.

⁴⁵⁵ Antczak, R., & Dabrowski, M. (1994). *Economic Reforms in Kyrgyzstan* (No. 0028). CASE-Center for Social and Economic Research, 269.

La première étape de privatisation est considérée comme un succès par les bailleurs de fond puisque les objectifs liés à la privatisation, portant sur 33,15% des actifs de l'État, sont presque entièrement respectés : près de 4428 entreprises publiques sont ainsi privatisées entre 1991 et 1993⁴⁵⁶. Cet exploit est toutefois battu en brèche par plusieurs inquiétudes partagées à la fois par la population mais aussi par les partenaires du pays : le processus serait finalement bureaucratique et opaque sans que l'on sache véritablement si les chiffres correspondent à la réalité et si cela ne répond pas davantage à un héritage soviétique de respecter, au moins sur le papier, les objectifs établis par le pouvoir⁴⁵⁷.

Par ailleurs, plusieurs craintes existent au sein de la population qui redoute que ces vagues de privatisation ne profitent qu'à une poignée de privilégiés et que la population dans l'ensemble soit laissée pour compte. On peut voir dans le tableau ci-dessous que la privatisation touche à tous les secteurs de l'économie dont les deux les plus importants, l'agriculture et l'industrie, ont été respectivement privatisés à près de 39,10% et 41,32% le 1^{er} janvier 1994. Pendant ces mêmes années, la production industrielle va diminuer de 27% et celle de l'agriculture de 15%.

Nous verrons que les vagues de privatisation vont empirer encore la situation économique et sociale puisque celles-ci vont contribuer à augmenter le chômage et vont mener, notamment dans les campagnes, à des désastres économiques : « by mid 1994, nearly all services and 82% of trade enterprises, 40% of industries, and 68% of construction assets were in private hands. The aim of the reform was to dissolve collective farms and pass land to peasants, thus creating peasant farms. By the end of 1993, 172 collective farms were dissolved and 17,5 thousand peasant farms created. In 1995, the number of peasant farms increased to 21 thousand. The state had to purchase their production by market prices »⁴⁵⁸.

Tableau 13. - Reproduction de *Table 2. Breakdown of Actual Privatization by Sector*⁴⁵⁹

Table 2. Breakdown of Actual Privatization by Sector
--

⁴⁵⁶ Jermakowicz, W. W., Pańków, J., & Soros, G. (1995). Privatization in the Kyrgyz Republic. *Russian & East European Finance and Trade*, 31(6), 31-72.

⁴⁵⁷ Dabrowski, M., Jermakowicz, W., Pańków, J., Kloc, K. et Antczak, R. (1995). Economic reforms in Kyrgyzstan. *Communist Economies and Economic Transformation*, 7(3), 269-297.

⁴⁵⁸ Dabrowski, M., Jermakowicz, W., Pańków, J., Kloc, K. et Antczak, R. (1995). Economic reforms in Kyrgyzstan. *Communist Economies and Economic Transformation*, 7(3), 269-297.

⁴⁵⁹ Ibid.

Sector	Value of all SOEs Som (in 1000s)	Aug. 10, 1993		Jan. 1, 1994			June 13, 1994
		#	%	#	Som (in 000s)	%	#
Industry	29335	217	36,7	258	11470,4	39,10	280
Munic. services	14245	•	20,4	•	6043,9	42,43	•
Consum. services	439	1700	84,0	1811	434,1	98,71	1869
Trade & catering	1450	1310	67,1	1626	1170,7	80,70	1715
Agriculture	16155	166	30,8	235	6674,7	41,32	292
Construction	4085	160	52,6	223	2757,9	67,51	273
Transport	4305	47	13,6	82	1056,2	24,53	90
Other branches	25408	103	2,7	192	1493,9	5,92	257
Total	95423	3703	24,5	4427	31101,9	33,15	4776

* Own calculations based on: (Calculation 1993; Calculation 1 1994; Privatizatsia 1994)

Alors que les autorités procèdent à une privatisation dans tous les secteurs économiques de l'État kirghize, elles vont aussi faire le choix, en mai 1993, d'introduire la monnaie nationale, le *som*. Cette décision aura un effet dévastateur sur l'économie du pays en entravant le commerce avec ses principaux partenaires, la Russie, l'Ouzbékistan et le Kazakhstan, qui utilisaient comme monnaie le rouble et qui considéraient que ce choix du Kirghizstan pouvait leur porter préjudice.

Après les tensions initiales consécutives à l'annonce du président kirghize, les discussions liées aux questions monétaires initiées dans le contexte mèneront à la création, en janvier 1994, d'une union économique avec le Kazakhstan et l'Ouzbékistan – allégeant les nombreuses barrières aux commerces nées de l'affirmation des frontières souveraines. Par ailleurs, la décision prise par le Kirghizstan de créer sa propre monnaie mène à une aide supplémentaire du FMI⁴⁶⁰ qui voit d'un bon œil la détermination des autorités kirghizes à mettre en place ses recommandations.

Les premières années de la décennie 1990 sont extrêmement compliquées au niveau économique alors que la production diminue dans tous les secteurs en même temps que la privatisation bat son plein. Alors qu'un semblant de reprise économique va se faire sentir en 1997, notamment grâce à l'exploitation de la mine d'or Kumtor⁴⁶¹, qui va permettre à l'État

⁴⁶⁰ International Monetary Fund. (1995). Kyrgyz Republic – Recent Economic Developments. IMF Staff Country Report no. 95/38.

⁴⁶¹ Cette mine d'or va devenir l'un des moteurs de la croissance kirghize jusqu'à aujourd'hui, représentant près de 15 % du PIB. Nous verrons que l'autre grand pourvoyeur de richesses seront les transferts de fonds des travailleurs kirghizes de l'étranger (près de 40 % du PIB durant les années en moyenne sur les deux dernières

kirghize d'accéder à des devises étrangères, la crise économique que va traverser la Russie en 1998 va se répercuter sur l'économie kirghize et aggraver davantage la situation difficile des ménages du pays⁴⁶².

Alors que l'économie se libéralise à une vitesse ahurissante, l'État mettra en place des tickets de rationnement pour que les populations les plus vulnérables, de plus en plus nombreuses, en ville notamment, puissent avoir accès à des repas – ceci peut sembler absurde dans un pays principalement agricole où les denrées ne manquent a priori pas. Des subventions seront également mises en place pour geler le prix du lait, les loyers et les services de transport du pays. Néanmoins, celles-ci seront inefficaces en raison de l'inflation galopante des prix. Ainsi, malgré les pronostics encourageants liés à la mise en place des réformes par l'État kirghize celles-ci vont causer de nouveaux problèmes, notamment en raison du désengagement de l'État et de la profonde crise économique dans laquelle était englué le pays.

En effet, les réformes mises en œuvre par le gouvernement kirghize, notamment au niveau de la privatisation, comportent plusieurs problèmes – que l'on retrouve d'ailleurs à l'échelle de l'espace post-soviétique. Premièrement, nous l'avons vu, la logique voulant qu'il faille absolument respecter les « quotas fixés en haut » donne un aspect administratif et bureaucratique à la privatisation sans que l'on sache véritablement dans quelle mesure les réformes sont efficacement mises en place. De même, dans le contexte de transformation de l'État, « les institutions « officielles » ne représentent que quelques îlots dans un grand vide institutionnel. Il n'y a alors rien d'étonnant à ce que s'observent d'énormes carences de régulation, les comportements privés occupant tous les vides de cet espace institutionnel – *a fortiori* quand les contraintes imposées par les institutions sont inadéquates »⁴⁶³. Les appels d'offres ne sont souvent que de façade et profitent à une poignée de personnalités qui mettent ainsi la main sur les ressources économiques les plus rentables⁴⁶⁴.

décennies). Pomfret, R. (2019). *The Central Asian Economies in the Twenty-First Century: Paving a New Silk Road*. Princeton University Press, 165.

⁴⁶² Pastor, G. et Damjanovic, T. (2001). *The Russian Financial Crisis and its Consequences for Central Asia*, Washington D.C. : International Monetary Fund.

⁴⁶³ Ould-Ahmed, P. (2003). Les transitions monétaires en URSS et en Russie : une continuité par-delà la rupture. *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 58, 1107-1135, 66.

⁴⁶⁴ Satybaldieva, E. (2015). Political capital, everyday politics and moral obligations: Understanding the political strategies of various elites and the poor in Kyrgyzstan. *Europe-Asia Studies*, 67(3), 370-387.

Au cours des années 1990, il devient de plus en plus évident que les réformes mises en place sont en train de mener à l'instauration d'une « ploutocratie », où les « theft of State goods, corruption and favours to family and clan members were considered not a crime but an essential part of maintaining a decent standard of living »⁴⁶⁵. Pendant que la population assiste à un phénomène massif de paupérisation, cette période est aussi déterminante pour conquérir une position sociale privilégiée : le délitement de l'État provoque un affaiblissement du pouvoir présidentiel et le parlement devient un endroit clé où les élites peuvent faire valoir et protéger leurs intérêts⁴⁶⁶ d'autant plus que les députés, dont un grand nombre ont la double casquette d'hommes d'affaires, ont une immunité parlementaire⁴⁶⁷. On constate une montée en puissance du clientélisme et du patronage durant les années 1990 au Kirghizstan⁴⁶⁸.

Alors que les institutions financières internationales se réjouissent de l'évolution du Kirghizstan, celui-ci sera d'ailleurs le premier pays post-soviétique à intégrer l'Organisation mondiale du commerce en 1998, la réalité sur le terrain est beaucoup plus morose : « Still, progress was mixed. The unstable economic growth, persistently high poverty rates, lack of tangible impact from economic reforms and high levels of corruption contributed to the general public dissatisfaction that led to the ousting of President Akaev in March 2005 »⁴⁶⁹.

Les Kirghizes étaient dépourvus face aux changements très rapides auxquels ils étaient confrontés, qui remettaient en question les bases de leur vie pendant la période soviétique – d'anciennes formes de solidarité réapparaissent tout comme de nouveaux moyens de subsistance. Une dégradation générale des conditions de vie s'observe, notamment au niveau de la santé, de l'éducation, des phénomènes sociaux inquiètent, et le mécontentement de la population gronde. D'une « île de démocratie » au millier d'ONG avec une société civile florissante et une presse

⁴⁶⁵ Rashid, A. (1994). *The Resurgence of Central Asia : Islam or Nationalism ?*, London : Zed Books, 42.

⁴⁶⁶ Petric, B. (2013). *On a mangé nos moutons : le Kirghizstan, du berger au businessman*, Paris : Belin.

⁴⁶⁷ Radnitz, S. (2010). The Color of Money : Privatization, Economic Dispersion, and the Post- Soviet Revolutions. *Comparative Politics*, 42(2), 127-146.

⁴⁶⁸ Ismailbekova, A. (2014). Performing Democracy: State-Making through Patronage in Kyrgyzstan. In M. Reeves, J. Rasanayagam, & J. Beyer (Eds.), *Ethnographies of the State in Central Asia: Performing Politics* (pp. 78–98), Bloomington : Indiana University Press.

⁴⁶⁹ Brunner, J. J. et Tillet, A. (2007). *Higher Education in Central Asia; the challenges of modernization—an overview*, Washington D.C : World Bank, 126.

libre⁴⁷⁰, la révolution des tulipes en 2005 qui renverse Akaev sera toutefois le début d'une longue période d'instabilité chronique⁴⁷¹ au Kirghizstan (révolutions en 2005, 2010 et 2020)⁴⁷².

En échangeant avec des Kirghizes d'un certain âge ayant connu la période soviétique, il est très rare de ne pas sentir une forte appréciation pour la période soviétique. L'auteur de cette thèse, qui a passé 8 mois au Kirghizstan, a été surpris par la rareté des témoignages positifs sur l'indépendance. Nous pensons qu'une partie importante de cette appréciation s'explique par l'incapacité du pays à sortir de la crise des années 1990 et surtout, par la perte de repères et de nombreux acquis de la période soviétique, par le retrait de l'État et par le déclassement.

Les programmes de réformes ont eu un impact évident sur bon nombre de structures et ont largement affecté la population kirghize dans son ensemble. Les années 1990 et 2000 ont été synonymes d'une paupérisation importante de la population kirghize : une augmentation importante de la pauvreté et de l'extrême pauvreté, l'accroissement des inégalités, la baisse de l'accès aux biens sociaux et de leur qualité, une émigration massive pour combler les besoins, la détérioration du statut de la femme. Nous verrons dans la partie suivante que l'optimisme du début des années 1990 aura été de courte durée car les conséquences socio-économiques de la transition ont profondément ébranlé la population kirghize en détériorant ses conditions de vie et en menant à des retours en arrière.

La République kirghize est un cas d'étude intéressant lorsque l'on se questionne sur l'évolution socioéconomique des pays post-soviétiques tant il soulève de nombreux paradoxes. De l'institutionnalisation et de la création de la RSS kirghize en 1938 à l'indépendance, la modernisation de ce territoire a mené à d'intenses bouleversements puisque les bolchéviques se sont employés dès la fin de la Guerre civile russe à méthodiquement mettre en place des changements à tous les niveaux dans leur logique de modernisation et d'intégration de la région centrasiatique à l'URSS. Les années 1930 en Kirghizie sont le théâtre d'une révolution culturelle qui vise à modifier les structures claniques et lignagères traditionnelles, à promouvoir

⁴⁷⁰ Anderson, J. (1999). *Kyrgyzstan : Central Asia's Island of Democracy?*, Reading : Harwood Academic Publishers.

⁴⁷¹ Stobdan, P. (2014). *Central Asia : Democracy Instability and Strategic Game in Kyrgyzstan*, New Delhi : Institute for Defence Studies and Analyses & Pentagon Press.

⁴⁷² Ivanov, Y. (2022). Revolutions in Kyrgyzstan. In *Handbook of revolutions in the 21st century: The new waves of revolutions, and the causes and effects of disruptive political change* (pp. 517-547), New York : Springer International Publishing.

l'éducation, à émanciper les femmes, à combattre l'influence de l'islam et à mettre en place un système de santé moderne. La collectivisation des années 1930, le développement d'industries visent à moderniser l'économie en plus d'apporter d'importantes transformations notamment par le biais de la sédentarisation de la population nomade constituant une grande partie de la population kirghize et du processus d'urbanisation. En l'espace d'une soixantaine d'années, ce territoire qui était en marge de la modernisation a connu des développements qui ont profité à l'ensemble de la population.

En 1991, un rapport du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) place le Kirghizstan en 31^{ème} position devant des pays comme la Bulgarie, la Turquie et juste derrière la République tchèque, Malte ou la Hongrie en ce qui concerne l'Indice de développement humain (IDH)⁴⁷³. Près de trente ans après son indépendance, la République kirghize est tombée en 118^{ème} position, juste devant des pays comme l'Irak, le Venezuela ou la Bolivie. Pourtant, comme nous avons pu voir dans la partie précédente, le Kirghizstan faisait, au début années 1990, figure de bon élève autant au niveau des réformes politiques et de la relative démocratisation qui y avait cours, mais aussi au niveau de la transition économique.

Conséquences immédiates de la crise économique des années 1990

L'économie kirghize va connaître une grave récession durant les années 1990. Nous désirons rappeler qu'elle est causée par une conjugaison de facteurs. La dissolution de l'ensemble économique intégré soviétique provoque une interruption de l'accès à des débouchés à l'exportation des différentes branches de l'économie kirghize dont près de 98,2% se destinaient au reste de l'URSS⁴⁷⁴. L'apparition de frontières et de droits de douane, la dislocation des transports de marchandises, tous orientés vers le reste de l'URSS qui connaît également une crise économique affectent donc la capacité de l'économie kirghize à exporter d'autant qu'elle a connu une grande spécialisation durant la période soviétique en ce qui concerne la production de biens et de services.

De plus, bien que la Russie continue de subventionner le Kirghizstan au début des années 1990, les transferts ne représentent qu'une petite partie des subsides soviétiques qui

⁴⁷³ Abazov, R. (1999). Economic migration in post-Soviet Central Asia: the case of Kyrgyzstan. *Post-Communist Economies*, 11(2), 240.

⁴⁷⁴ National Statistical Committee of the Kyrgyz Republic. <http://www.stat.kg/en/>.

représentaient avant près d'un tiers du budget de la RSSK⁴⁷⁵. La capacité de l'État kirghize à soutenir la production s'en trouve donc affectée. Les deux secteurs principaux de l'économie kirghize en 1990 sont l'industrie (et la construction), qui représente la plus grande part de l'économie kirghize avec 34,1% du PIB et l'agriculture qui contribuait quant à elle à 32,9% du PIB.

En plus de l'absence de débouchés, les choix effectués par le gouvernement kirghize de procéder à une transition rapide vers l'économie de marché dont les corollaires sont l'abandon du collectivisme et la privatisation, provoquent des changements structurels majeurs qui mènent à une désorganisation importante et une baisse de la production. Cela se reflète dans la contraction extrême du PIB : sur la base de 1990, en 1992, il diminue de 25%, en 1993 de 13%, en 1994, de 21% et en 1995, de 7 %. Le point le plus bas PIB kirghize sera atteint en 1995 mais c'est seulement en 2020 que le PIB kirghize retrouvera le niveau de celui l'année précédant son indépendance⁴⁷⁶. Dix ans plus tard, l'agriculture représentait 36,6% du PIB contre 24,6% pour l'industrie⁴⁷⁷.

Même selon les statistiques kirghizes qui sont pourtant surestimées selon certains économistes⁴⁷⁸, la crise qui a frappé le pays durant les années 1990 est manifeste et aigüe. Le nombre d'entreprises au Kirghizstan, malgré la privatisation massive qui y a cours, n'a cessé de diminuer progressivement entre 1991 et 2010 de 3200 à 2000⁴⁷⁹. La production industrielle durant la même période va connaître une évolution en dents de scie mais elle ne représente en 2010 que 48,1% de celle de 1991. La baisse la plus brutale a eu lieu entre 1991 et 1995 alors que la production industrielle a chuté de 27%. En ce qui concerne l'agriculture, le tableau est plus nuancé puisque parmi les cinq principales denrées (les grains, la betterave, le coton, le tabac, les pommes de terre et les légumes), leur production en poids excède tous leurs niveaux de 1991 à

⁴⁷⁵ Ibid.

⁴⁷⁶ Ibid

⁴⁷⁷ Pomfret, R. (2006). *The Central Asian Economies Since Independence*. Princeton : Princeton University Press, 226.

⁴⁷⁸ Kaminski, B. (2008). How Kyrgyzstan Has Seized Opportunities Offered by Central Asia's Economic Recovery. *Background paper prepared for Kyrgyz Republic: Country Economic Memorandum*.

⁴⁷⁹ National Statistical Committee of the Kyrgyz Republic. (2011). *20 years of independence of the Kyrgyz Republic: Figures and facts*. <http://www.stat.kg/media/publicationarchive/d0b1b360-9df1-4fcf-8b0d-59f439e07e8c.pdf>, 17.

l'exception de la récolte de tabac⁴⁸⁰. Quant au bétail et à la volaille, dont le Kirghizstan tirait beaucoup de revenus pendant la période soviétique, la situation est moins reluisante. Comme on peut le voir dans le tableau ci-dessous tiré des statistiques officielles, on observe une baisse importante de la production dans les secteurs-clés de l'élevage de moutons et de chèvres, et de volailles.

Tableau 14. - Livestock Capita and Poultry, output of main livestock product⁴⁸¹

LIVESTOCK CAPITA AND POULTRY					
(as of the end of the year, thsd heads)					
	1991	1995	2000	2005	2010
Number of livestock	1190	869	947	1074,8	1298,8
including the cows	518,6	470,8	523,8	565,1	666,5
Sheep and goats	9524,9	4274,9	3799,2	3876	5037,7
Pigs	357,8	113,9	101,1	77,8	59,8
Horses	320,2	308,2	353,9	345,2	378,4
Poultry	13571,2	2031,8	3063,7	4279,0	4749,9
OUTPUT OF MAIN LIVESTOCK PRODUCTS					
(thsd. tons)					
	1991	1995	2000	2005	2010
Meat (slaughter weight)	229,7	179,9	196,1	181,7	187,8
Raw milk	1131,4	864,2	1105,2	1197,6	1359,9
Eggs, mln. pieces	649,9	146,7	207,4	317,5	373,1
Wool (in physical weight)	36,5	14,8	11,7	10,6	10,9

Ces chiffres s'expliquent par la décollectivisation qui a mené à une profonde désorganisation dans les zones rurales : aucune préparation n'avait été faite en amont au niveau de la gestion. De plus, dans le contexte chaotique de ces années de nombreux Kirghizes préféreront abattre leur élevage pour le vendre sur les marchés et les bazars et le consommer⁴⁸². La crise économique affecte tout particulièrement les campagnes.

Cette baisse généralisée de la production industrielle et agricole provoque de nombreuses répercussions sociales : « Transformation of the socioeconomic framework and income polarisation led to deep differentiation in Kyrgyz society and had a negative effect on virtually all

⁴⁸⁰ National Statistical Committee of the Kyrgyz Republic. (2011). *20 years of independence of the Kyrgyz Republic: Figures and facts*. <http://www.stat.kg/media/publicationarchive/d0b1b360-9df1-4fcf-8b0d-59f439e07e8c.pdf>, 20.

⁴⁸¹ Ibid, 21.

⁴⁸² Petric, B. (2013). *On a mangé nos moutons : le Kirghizstan, du berger au businessman* (Ser. Anthropolis). Belin.

groups and strata of the population »⁴⁸³. Précisément, on assiste tout au long des années 1990 à la disparition du tissu industriel du pays et à une augmentation importante du chômage : « During the Soviet era, official statistics always registered full employment in all sectors of Kyrgyzstan's economy, although there was hidden underemployment and unemployment in some parts of the republic. Nevertheless, the existence of an extended social welfare system, which sometimes discouraged people from taking the initiative to search for a job or to migrate to other parts of the republic or the USSR, provided almost unconditional welfare support to the population. Also, there was a high level of participation by women and the elderly in the public sector »⁴⁸⁴.

Le passage d'une économie centralisée où la main-d'œuvre était principalement employée par l'État à une économie où elle devient soit employée dans le secteur privé soit indépendante, crée de nouvelles dynamiques et change complètement le rapport au travail de la population car celui-ci n'est plus garanti, n'est plus accompagné de bénéfices sociaux, en plus d'être peu disponible. Dans les années 1990, non seulement les emplois se font de plus en plus rares en plus d'être mal rémunérés, mais le filet social qui existait du temps soviétique est mis à mal par les réformes économiques qui voit le financement de l'État dans la sphère publique diminuer massivement.

Cette réalité est observable dans les cinq pays d'Asie centrale, « in the first half of the 1990s, real public spending in these countries declined by about 50-70 per cent. In all five countries, real economic output, in 1999, remains lower than a decade earlier »⁴⁸⁵. Par ailleurs, la baisse de la production industrielle dans tous les secteurs est continue jusqu'en 1997⁴⁸⁶ provoquant de fait une désindustrialisation importante de la région et au Kirghizstan. Cela en plus de la privatisation de nombreuses activités économiques et sociales auparavant financées par l'État mène au développement fulgurant de l'économie informelle : « According to the National Statistical Committee data, while in 1995, the volume of the shadow economy in Kyrgyzstan

⁴⁸³ UNICEF. (2009). *National Study on Child Poverty and Disparities in the Kyrgyz Republic*. Institute of Strategic Analysis and Evaluation under the President of the Kyrgyz Republic, 17.

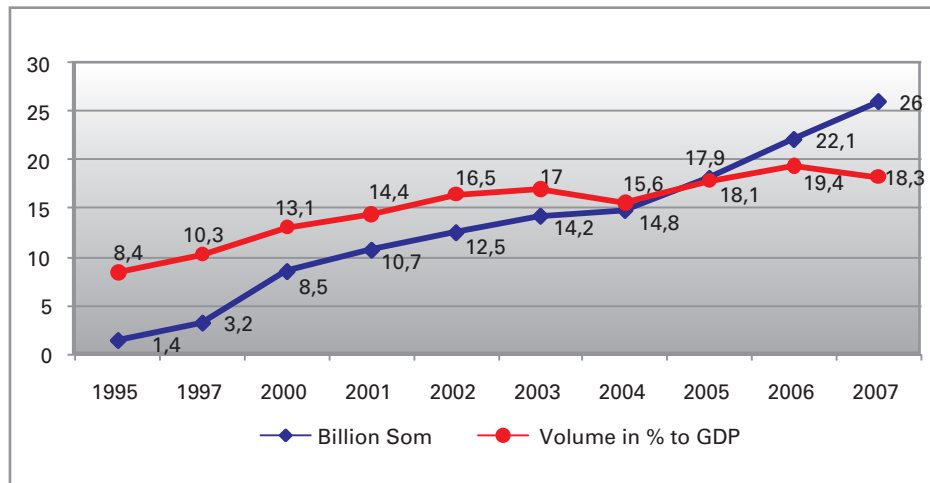
⁴⁸⁴ Abazov, R. (1999). Economic migration in post-Soviet Central Asia: the case of Kyrgyzstan. *Post-Communist Economies*, 11(2), 246.

⁴⁸⁵ Pomfret, R. (2002). Macroeconomic pressures. *Health Care in Central Asia*, edited by Martin McKee, Judith Healy and Jane Falkingham, 37.

⁴⁸⁶ International Monetary Fund. (1999). *Kyrgyz Republic – Recent Economic Developments*. IMF Staff Country Report no. 99/31.

made up KGS 1.4 billion, in 2007, it reached KGS 26 billion, increasing almost twenty fold »⁴⁸⁷. Pour pallier les carences de l'État et la précarité croissante, de nombreux Kirghizes se tournent vers l'économie informelle afin de subvenir aux besoins de leurs familles.

Figure 5. Dynamics of shadow economy volumes



Source: National Statistics Committee of the KR.

Figure 8.- Dynamics of the shadow economy volumes [Figure 5.]⁴⁸⁸

Celle-ci se manifeste notamment par la multiplication des bazars, des stands de rue, où des professeurs d'université vendent des légumes, des ingénieurs conduisent des taxis, des médecins réparent des voitures. Cette économie informelle, bien qu'elle assure des revenus et soit créatrice de richesses, a de nombreux impacts négatifs. Les revenus sont faibles, précaires et instables, les budgets des familles sont faits dorénavant presque au jour le jour, les enfants sont de plus en plus nombreux à travailler (nous y reviendrons). Les groupes criminels profitent de cette situation de misère pour tirer profit de cette manne non contrôlée par l'État (quand celui-ci n'en tire pas des bénéfices)⁴⁸⁹. De plus, aucune forme de protection sociale n'existe pour ce type de travailleurs, à

⁴⁸⁷ UNICEF. (2009). *Национальное исследование детской бедности и диспропорций в Кыргызской Республике*. Бишкек, Институт стратегического анализа и оценки при Президенте Кыргызской Республики, 23.

⁴⁸⁸ Ibid, 24.

⁴⁸⁹ Madi, M. (2004). Drug trade in Kyrgyzstan: structure, implications and countermeasures. *Central Asian Survey*, 23(3-4), 249-273.

la merci des aléas de la vie et de l'économie, créant une forte précarité et une incertitude importante du lendemain.

La production agricole, comme nous avons vu, baisse continuellement dans les années 1990 et est un facteur particulièrement éclairant au regard des dynamiques de paupérisation. Alors que la production des fermes publiques était la principale contributrice à la production agricole générale jusqu'en 1991, en 1994, la part de la production des ménages est la plus importante. On saisit dès la troisième année d'indépendance que la production agricole vise le cercle restreint du ménage et du village afin de pallier les manques généralisés et ce, dans une logique d'autosuffisance – une forme de subsistance économique traditionnelle qui est une illustration de la démodernisation en cours dans le pays⁴⁹⁰. En 2000, un rapport de l'OMS considère que « the human costs of transition have been high. The proportion of the population living in absolute poverty has increased and the achievements of the past, in terms of human development, are now under threat »⁴⁹¹. Cette misère généralisée provoque également une émigration massive des hommes vers la Russie, principalement, et le Kazakhstan voisin. Celle-ci a aussi des conséquences à long terme qui se font ressentir jusqu'à aujourd'hui.

La population kirghize est d'environ 4,5 millions en 1991. En 1995, la population a diminué de 13,1%, soit près de 590 000 personnes en moins. Nous avons déjà abordé les différentes causes qui mènent à l'émigration de la population slave et des autres minorités européennes des différents pays d'Asie centrale, notamment les craintes liées à leur sécurité, la possibilité d'émigrer avec la disparition du *propiska*, certains incitatifs mis en place par des pays comme l'Allemagne pour aider au rapatriement de leurs ressortissants⁴⁹². Cette émigration crée une hémorragie importante dans des secteurs-clés du fonctionnement de l'économie mais aussi des institutions liées à la santé et à l'éducation alors que bon nombre de cadres, de médecins, de professeurs, d'enseignants, d'infirmières, d'ingénieurs, étaient des allophones installés de longue date dans les principales villes kirghizes, surtout Bichkek. Là encore, le départ d'une partie importante des personnes les plus qualifiées crée un vide et un manque important pour le

⁴⁹⁰ International Monetary Fund. (1999). Kyrgyz Republic – Recent Economic Developments. IMF Staff Country Report no. 99/31.

⁴⁹¹ Falkingham, J. (2002). Poverty, affordability and access to health care. *Health care in central Asia*, 48.

⁴⁹² Sadovskaya, E. Y. (2013). Contemporary international migration in Central Asia and the rise of migrants' diasporas and networks. In *Migration and Social Upheaval as the Face of Globalization in Central Asia* (pp. 23-49), Leyde : Brill.

Kirghizstan (ainsi que les autres pays d'Asie centrale), qui tentera d'ailleurs d'enrayer le phénomène en officialisant la place de la langue russe⁴⁹³ et son encouragement dans certains secteurs économiques (notamment l'industrie) et dans le secteur de la santé. Là encore, il est indéniable qu'à long terme, cette fuite des cerveaux constitue une autre conséquence démodernisatrice du démantèlement de l'URSS pour un pays comme le Kirghizstan.

La seconde vague d'émigration touche dorénavant l'ensemble des différentes origines et catégories sociales car le choix d'aller travailler à l'étranger devient une stratégie pour échapper à la pauvreté. L'émigration massive des hommes kirghizes en âge de travailler va devenir une constante au Kirghizstan depuis cette période. Le chômage, les faibles salaires, le manque d'opportunités, d'activités productives et l'environnement compliqué pour les affaires (contrôlé par une petite oligarchie) rendent l'émigration particulièrement attrayante. Non seulement l'économie n'est pas en mesure d'offrir suffisamment d'emplois pour la main-d'œuvre mais en plus, s'y rajoute la pression démographique importante qui découle du fort taux de natalité du pays. L'économie kirghize est incapable de trouver des solutions à ces problèmes et le choix de l'émigration, saisonnière ou permanente, devient le choix de plus en plus de familles à partir de cette période.

Des sondages effectués par l'Organisation internationale des migrations (OIM) auprès des migrants kirghizes révèlent que le désir d'améliorer leurs conditions économiques, être en mesure d'amasser suffisamment d'argent pour subvenir aux besoins de base de leurs familles (nourritures, vêtements, utilitaires, appareils ménagers), recevoir une éducation et des services de santé et rembourser leurs dettes sont les raisons principales derrière ce choix⁴⁹⁴. Il faut dire que l'insécurité alimentaire est devenue une constante depuis le début des années 1990⁴⁹⁵. Les motifs invoqués renvoient clairement à la grave crise que traverse le pays : les migrants quittent leur pays pour répondre à des besoins primaires qu'ils ne sont pas en mesure de remplir sur place, tandis que l'éducation et la santé, dorénavant privatisées, sont maintenant à des coûts prohibitifs

⁴⁹³ Kosmarskaya, N. (2015). The Russian language in Kyrgyzstan : Changing roles and inspiring prospects. *Russian Journal of Communication*, 7(2), 217-222.

⁴⁹⁴ Молодежная миграция в странах Центральной, В. (2019). Азии: анализ рисков и минимизация негативных последствий. https://publications.iom.int/system/files/pdf/external_youth_migration_ru.pdf.

⁴⁹⁵ Gassmann, F. et Timár, E. (2018). *Scoping study on social protection and safety nets for enhanced food security and nutrition in the Kyrgyz Republic*. World Food Program. https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000104531/download/?_ga=2.170243112.98776949.1681913582-488632537.1681913582

pour une partie croissante de la population. Par ailleurs, la croissance que connaissent la Russie et le Kazakhstan dans la deuxième partie des années 1990 (avec l'interruption de la crise économique de 1998) rendent les salaires attrayants pour les migrants en plus d'avoir créé une demande importante d'emplois non qualifiés. Au Kazakhstan, pays frontalier, les différences culturelles ne sont pas particulièrement importantes ce qui rend le pays encore plus attractif pour eux.

En Russie, en revanche, la venue massive de Centrasiatiques n'est pas toujours bien perçue dans un pays où la crise de 1998 multiplie les manifestations d'une xénophobie quotidienne, et au tournant des années 2000 des attaques ciblées de travailleurs étrangers feront les manchettes autant en Russie qu'en Asie centrale. Par ailleurs, un grand nombre de travailleurs en Russie sont entrés illégalement en Russie où ils n'ont plus renouvelé leur permis de séjour⁴⁹⁶. Ils sont ainsi dénués de protection sociale et la solidarité joue un rôle important pour cette diaspora.

Par ailleurs, lors du séjour de plusieurs mois de l'auteur de cette thèse à Saint-Pétersbourg en 2018, il était évident de constater que les travaux publics pénibles sont souvent effectués par des Centrasiatiques, notamment le nettoyage des rues, le déneigement et le déglacage, les travaux de construction ou encore les postes d'agent de sécurité (très nombreux et très mal payés). Il est incontestable que les conditions de vie en Russie sont particulièrement éprouvantes pour eux et cela illustre aussi à quel point ils sont prêts à faire de nombreux sacrifices, laissant femmes et enfants derrière eux, pour une vie plus difficile mais qui leur permet de gagner un peu d'argent. Indirectement, cela fait écho à la misère de leurs propres pays et l'absence d'alternatives. Heureusement, des réseaux d'entraide existent en Russie au sein de la communauté centrasiatique⁴⁹⁷.

Cette question migratoire est d'ailleurs devenue un enjeu diplomatique de première importance pour le Kirghizstan en raison des importantes retombées économiques provenant des transferts de fonds qui permettent à presque un quart de la population de vivre et constituait près

⁴⁹⁶ Malyuchenko, I. (2015). Labour migration from Central Asia to Russia: Economic and social impact on the societies of Kyrgyzstan, Tajikistan, and Uzbekistan. *Central Asia Security Policy Briefs*, 21, 1-18.

⁴⁹⁷ Turaeva, R. (2019). Imagined mosque communities in Russia : Central Asian migrants in Moscow. *Asian Ethnicity*, 20(2), 131-147.

Sadovskaya, E. Y. (2013). Contemporary international migration in Central Asia and the rise of migrants' diasporas and networks. In *Migration and Social Upheaval as the Face of Globalization in Central Asia* (pp. 23-49), Leyde : Brill.

de 35% du PIB en 2007, classant le pays au quatrième rang des pays les plus dépendants des transferts de fonds. Par ailleurs, nous verrons que cette nouvelle donne migratoire « agit sur les structures sociales selon une dynamique associant la remobilisation d'institutions traditionnelles et le développement de pratiques nouvelles »⁴⁹⁸. La crise économique et sociale, conjuguée au retrait de l'État, au Kirghizstan et en Asie centrale plus largement, va mener à une augmentation draconienne des inégalités et de la pauvreté dans un laps de temps particulièrement court.

En ce qui concerne l'augmentation des inégalités, ce phénomène est propre à l'ensemble de l'espace post-soviétique mais est inégalé en Asie centrale. Au Kirghizstan, le coefficient de Gini⁴⁹⁹ entre 1987 et 1990 est de 0,31. En 1993, celui-ci est de 0,55⁵⁰⁰ : « these increases in inequality are among the highest ever recorded over such a short time interval. With GINI coefficient around 0,5 or above, income inequality in Tajikistan and Kyrgyzstan is now comparable to that observed in some of the most unequal Latin American economies. The unprecedented magnitude and speed of the change in income distribution has left many people disoriented, and the emergence of a small, but highly visible elite has heightened the sense of relative deprivation among people at the bottom »⁵⁰¹.

Cette croissance importante des inégalités au Kirghizstan est accompagnée d'une montée de la pauvreté et de l'extrême pauvreté à un rythme tout aussi rapide. Dans le contexte où l'État se distance progressivement de son rôle auparavant providentiel de fournisseur des services publics, la dimension prise par la pauvreté va se répercuter sur les indicateurs liés aux inégalités mais va aussi provoquer une inégalité d'accès aux soins et à l'éducation. Dans un rapport de la BM paru en 2002, les auteurs dissertent sur la « normalisation de la pauvreté » au Kirghizstan. Dès 1993, 51% de la population est tombée dans la pauvreté (à savoir le minimum de revenus pour pouvoir subsister et se procurer les biens de première nécessité). Si l'on peut bien évidemment lier ce phénomène à la grave crise économique que connaît le pays, les

⁴⁹⁸ Thorez, J. (2007). Itinéraires du déracinement. L'essor des migrations de travail entre l'Asie centrale et la Russie. *Espace populations sociétés. Space populations societies*, (2007/1), 34.

⁴⁹⁹ L'indice de GINI mesure les inégalités : plus le chiffre est proche de 0, plus la société est égalitaire, plus il est proche de 1, plus les ressources économiques sont inégalement répartis.

⁵⁰⁰ Falkingham, J. (2002). Poverty, affordability and access to health care. *Health care in central Asia*, 44.

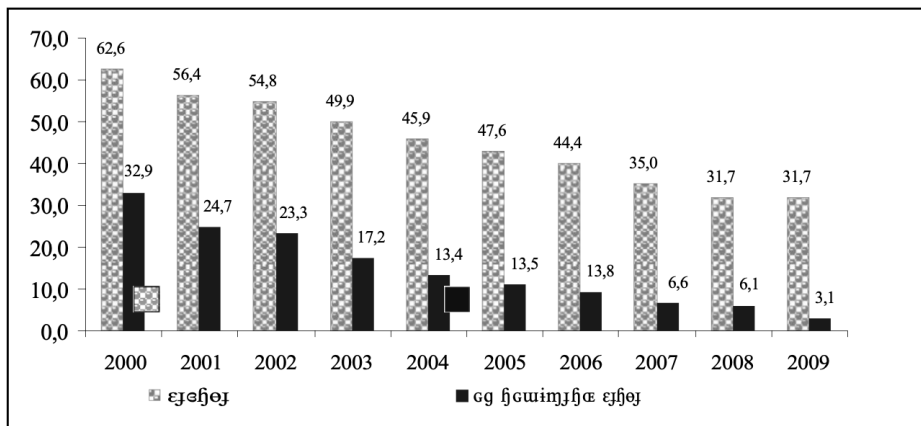
⁵⁰¹ Ibid,44.

conséquences de celles-ci vont être renforcées voire démultipliées par le retrait de l'État omnipotent d'hier.

En effet, dès 1993-1994, l'État kirghize n'est plus en mesure de payer les allocations aux chômeurs, aux retraités, aux handicapés, aux familles nombreuses, ainsi qu'aux étudiants qui dépendaient lourdement des subventions pendant la période soviétique pour subvenir à leurs besoins (encore plus lorsqu'ils provenaient des zones rurales alors que les universités et instituts techniques étaient situés dans les centres urbains). Ainsi, déjà au début des années 1990, les pauvres deviennent encore plus pauvres tandis que ceux qui ne l'étaient pas le deviennent et doivent se tourner, vers l'économie informelle et la migration : « the "market shock " has turned into the experience of " poverty shock " »⁵⁰². Comme nous pouvons le voir dans le graphique suivant, si la pauvreté atteint 62,6% de la population en 2000, dont 32,9% sont dans l'extrême pauvreté, en 2009, elle a diminué à 31,7% de la population dont 3,1% d'extrême pauvreté. Nous verrons toutefois que les implications auront été nombreuses et les coûts sociaux, très importants.

Figure 9.- Poverty rates in Kyrgyzstan [Figure 2.]⁵⁰³

Figure 2: Poverty rates in Kyrgyzstan, 2000-2009.
(The poor as a percentage of the total population)



Source: Calculated on the basis of data from the National Statistical Committee of the Kyrgyz Republic.

⁵⁰² Kuehnast, K. (2003). Poverty shock: The impact of rapid economic change on the women of the Kyrgyz Republic. World Bank Publications, 33.

⁵⁰³ Денисенко, М. (2011). *Население Кыргызстана в начале XXI века*, Бишкек : UNFPA, 18.

Tableau 15. - Reproduction de la *Table 2.5 CentralAsian poverty and inequality (2003)*⁵⁰⁴

Table 2.5 Central Asian poverty and inequality (2003)		
	% below \$2,15 per day (PPP)	Gini index
Kazakhstan	21	0,32
Kyrgyzstan	70	0,28
Tajikistan	74	0,33
Turkmenistan*	44	—
Uzbekistan	47	0,35
Russian Federation**	9	0,34
Hungary**	0	0,25
*1998, **2002.		
Source: World Bank 2005a.		

B) Les années 1990 et 2000, un Kirghizstan démodernisé?

Une crise sanitaire et démographique

Dans les années 1990, les difficultés au Kirghizstan ne sont pas qu'économiques. Nous le savons, en Asie centrale, « considering the starting point, the Soviet health system made tangible progress in providing universal access to basic health services, with significant improvements in health service utilization and coverage, as well as health outcomes »⁵⁰⁵. Le système de santé

⁵⁰⁴ Falkingham, J. (2002). Poverty, affordability and access to health care. *Health care in central Asia*, 47.

⁵⁰⁵ Ibraimova, A., Akkazieva, B., Ibraimov, A., Manzhieva, E., Rechel, B., & World Health Organization. (2011). Kyrgyzstan. *Health system review*, 17.

soviétique a permis de nombreuses avancées et a notamment augmenté l'espérance de vie à la naissance pour les hommes et pour les femmes.

La situation sanitaire déplorable au début du XXème siècle s'est considérablement améliorée alors que de nombreuses maladies infectieuses ont été éradiquées grâce notamment à l'élaboration du réseau d'infrastructures et au concours de la formation de personnel de santé mais surtout, des investissements conséquents effectués par l'État soviétique. Plusieurs phénomènes illustrent la dégradation des conditions de vie et soulèvent des questions importantes eu égard aux conséquences de l'affaiblissement général de l'État-providence – dans le contexte des réformes liées à la transition – ainsi qu'à une myriade de phénomènes liés de près ou de loin à la disparition de l'URSS.

C'est une constante dans les entretiens que j'ai pu avoir avec les Kirghizes qui apprécient le passé soviétique, que la disparition de l'URSS ne marque pas que la fin de l'existence d'un État mais fait aussi disparaître un ensemble de valeurs, un système de croyances et un mode de vie régulé et encadré qui permettait aux Kirghizes de vivre à l'abri du besoin et de se projeter sans trop de difficulté dans le futur. Ce changement n'est pas que symbolique mais va impacter toute une génération d'hommes et de femmes qui, désœuvrés et déclassés, ayant perdu leurs statuts et contraints de faire vivre leur famille avec des revenus faméliques, va également être lourd de conséquences au niveau psychologique.

Durant les années 1990, l'espérance de vie des hommes et des femmes en Asie centrale va diminuer et elle est illustratrice de cette crise qui n'est pas que sociale mais touche aux fondements de la vie d'avant face à celle d'aujourd'hui, incertaine et pleine de difficultés. D'autres indicateurs démographiques, nous le verrons, suggèrent une crise sanitaire dans les années 1990 alors que plusieurs phénomènes se côtoient durant la première décennie d'indépendance. Après avoir analysé et présenté les différents éléments en lien avec la crise sanitaire et démographique, nous présenterons quelques résultats des réformes mises en place et de la baisse des investissements de l'État dans le secteur de la santé. Finalement, nous présenterons une synthèse des liens de cause à effet entre ces deux dynamiques tout en présentant le rôle de certains phénomènes sociaux dans la crise sanitaire.

La détérioration de la santé de la population kirghize dans les années 1990 ainsi que sur les problèmes rencontrés par celle-ci afin de se faire soigner, d'avoir accès à des médicaments, très

souvent liés à un manque d'argent. La privatisation de la santé va entraîner une augmentation des coûts (formels et informels) pour la population alors qu'il y aura une raréfaction du personnel et des infrastructures.

Dans les années 1990 au Kirghizstan, le discours officiel promet que la crise économique et les nécessaires ajustements liés à la transition seraient de courte durée avant le retour à la croissance. Ce qui ressort de différents rapports écrits sur la question du lien entre baisse des dépenses dans le secteur de la santé et la crise démographique et sanitaire, c'est qu'il est plus subtil que l'on pourrait croire.

Au risque de nous répéter, il est indéniable que la santé générale des Centrasiatiques en général et des Kirghizes en particulier s'est améliorée durant la période soviétique : un simple coup d'œil à l'augmentation de l'espérance de vie, qui est passée en moyenne de 40 à 70 ans en l'espace de 70 ans, et au déclin de certains virus et maladies suffit à nous en convaincre. Le choléra et la peste sont éradiqués dans les années 1920, la variole endémique, et d'autres types de fièvres aiguës et virus le sont tout au long des années 1950 et 1970⁵⁰⁶. La rage, la diphtérie, et l'anthrax le sont virtuellement durant les années 1980 quand les maladies vénériennes et la tuberculose l'étaient presque à l'aube des années 1990⁵⁰⁷. Or, en Asie centrale, « after the disintegration of the Soviet Union in 1991, public health structures and educational systems were largely destroyed, and infectious diseases such as diphtheria, sexually transmitted infections, and tuberculosis re-emerged »⁵⁰⁸. Quiconque s'attarde à la construction de nouveaux hôpitaux, à la construction d'un grand nombre de lits pour les patients ou encore à l'augmentation considérable du personnel de santé, y verrait fort probablement d'autres preuves de la qualité des soins de santé soviétiques. Cet élément doit toutefois être relativisé dans la mesure où la réforme mise en place au Kirghizstan va viser, en théorie, à rendre plus efficace un « system [that] was inefficient, with heavy emphasis on a large network of providers, a preference of hospital over primary care and a focus on curative rather than preventive services »⁵⁰⁹, ou en d'autres mots, un système qui

⁵⁰⁶ Ibraimova, A., Akkazieva, B., Ibraimov, A., Manzhieva, E., Rechel, B., & World Health Organization. (2011). Kyrgyzstan: Health system review, 17.

⁵⁰⁷ Ibid, 17-18.

⁵⁰⁸ Falkingham, J. (2002). Poverty, affordability and access to health care. *Health care in central Asia*, 81.

⁵⁰⁹ Ibraimova, A., Akkazieva, B., Ibraimov, A., Manzhieva, E., Rechel, B., & World Health Organization. (2011). Kyrgyzstan: Health system review, 18.

se concentrait sur l' « expansion of physical capacity, without necessarily improving health care »⁵¹⁰.

Ainsi, il n'est pas étonnant que, dans le contexte des années 1990, les « capacités physiques » diminuent, tout autant que d'autres indicateurs liés au personnel et aux infrastructures. Toutefois, eu égard aux résultats observés sur la population, nous pouvons nous demander à quel point les conséquences des choix effectués dans les années 1990 ont laissé des traces à long terme et en quoi ils ont été bénéfiques pour la population.

Au Kirghizstan, certaines données posent question. Entre 1990 et 2003, l'espérance de vie à la naissance diminue de presque trois ans passant de 68,30 à 65,03⁵¹¹. Celle du Kazakhstan, autre pays à avoir mis en place des réformes draconiennes au lendemain de son indépendance, elle diminue de presque 7 ans, passant de 68,34 ans à 61,32 ans. Dans le rapport du PNUD dont nous tirons ces informations, les causes sont décrites comme telles : « increased poverty, the decline of social safety nets, and higher incidences of communicable and non-communicable diseases have sharply reduced life expectancies since independence »⁵¹². Dans un pays comme dans l'autre, les hommes sont beaucoup plus impactés que les femmes⁵¹³ et ceci est largement attribué à un changement de comportement dans le contexte de l'indépendance lié au « emotional stress, excessive consumption of alcohol, smoking and drug abuse »⁵¹⁴, qui auraient moins touché les femmes.

D'ailleurs, le choc psychologique du démantèlement de l'Union soviétique, « la disparition d'un monde », va de concert avec une augmentation des comportements à risque liés à l'alcool, notamment les violences, les accidents de voiture, mais aussi à l'augmentation de l'isolement social, menant aussi à l'augmentation des suicides, signe de l'effritement du lien et du tissu social dans toutes les sociétés patriarcales centrasiatiques. Le Kirghizstan va devenir un pays de transit pour l'opium cultivé dans les pays voisins, et notamment en Afghanistan, provoquant par ailleurs

⁵¹⁰ Ibid, 18.

⁵¹¹ Falkingham, J. (2002). *Poverty, affordability and access to health care*, Maidenhead : Open University Press.

⁵¹² Linn, J. F., & Blaxall, M. (2005). *Central Asia human development report: bringing down barriers: regional cooperation for human development and human security*, Bratislava : UNDP, 144.

⁵¹³ Rechel, B., Richardson, E. et McKee, M. (2014). Trends in health systems in the former Soviet countries : Bernd Rechel. *European Journal of Public Health*, 24(2).

⁵¹⁴ Linn, J. F., & Blaxall, M. (2005). *Central Asia human development report: bringing down barriers: regional cooperation for human development and human security*. UNDP, 142.

un important problème de consommation de drogue⁵¹⁵. Il est à noter que ces phénomènes se vérifient à l'échelle de tout le territoire post-soviétique, bien qu'avec des variations dans le temps et dans l'intensité.

En ce qui concerne la mortalité infantile à la naissance et la mortalité des enfants âgés de moins de cinq ans, « the Central Asian countries have not been able to maintain the high immunization coverage of the 1980s. In many areas, children and women suffer from iron-deficiency anaemia and iodine deficiencies ». L'augmentation de la mortalité maternelle depuis l'indépendance n'est pas en reste alors qu'au Kirghizstan et au Tadjikistan en particulier, « high maternal mortality rates are caused by early pregnancy, multiple births and short intervals between births, a high abortion rate, and inadequate care during pregnancy and after delivery »⁵¹⁶.

Le statut des femmes se détériore dans les années 1990 alors que les pratiques qui avaient été presque éradiquées par la modernisation soviétique, réapparaissent. Notamment, les mariages de mineurs, le kidnapping de jeunes femmes que l'on désire épouser, la baisse de l'utilisation de moyens de contraception (pour des raisons religieuses et aussi liées aux coûts des moyens de contraception) expliquent aussi que les femmes tombent enceintes plus jeunes et sont moins protégées par les autorités (policières notamment) ainsi que les autorités sanitaires. Par ailleurs, l'augmentation des avortements n'est pas surprenante dans ce contexte alors qu'augmentent les grossesses non désirées. Il faut noter que la possibilité d'avorter est un héritage soviétique mais qu'il devient dangereux quand il n'est pas effectué par des médecins. Ainsi, même si l'espérance de vie à la naissance est moins affectée chez les femmes que chez les hommes, elles sont confrontées au retour de pratiques qui n'avaient peut-être pas disparu pendant la période soviétique mais qui à tout le moins étaient beaucoup moins communes et avaient donc moins d'impact sur leur santé et celle de leurs enfants.

La baisse de l'espérance de vie de la population kirghize comme centrasiatique⁵¹⁷ s'explique aussi par la recrudescence et la prise d'importance de certaines maladies, en rupture

⁵¹⁵ Cowan, C. G. (2019). Drug Trafficking, State Capacity, and the Post-Soviet Condition in the Kyrgyz Republic [Thèse de doctorat, University of Arkansas]. Graduate Theses and Dissertations. <https://scholarworks.uark.edu/etd/3307/>

⁵¹⁶ Linn, J. F., et Blaxall, M. (2005). *Central Asia human development report: bringing down barriers: regional cooperation for human development and human security*. UNDP, 145.

⁵¹⁷ Qui s'observe aussi à l'échelle du territoire post-soviétique durant les années 1990.

avec la période soviétique, et notamment la tuberculose en raison de la détérioration des conditions socioéconomiques et du système de santé : « from 1990 to 2002, tuberculosis incidence doubled or worse in most Central Asian countries affecting mostly poor and young people. Aside from the health consequences for individual people, the epidemic has a serious development impact, since it results in productivity losses estimated between 0.5 and 0.8 per cent of GDP every year »⁵¹⁸. Force est de constater dans ce cas précis que la détérioration de la santé de la population a une incidence sur l'économie mais également sur l'avenir. D'autant plus quand on se penche sur le cas du VIH dont la prévalence aurait augmenté de 1600% pour atteindre 8078 cas en 2004 contre seulement 50 en 1996, les deux pays les plus touchés étant le Kazakhstan et le Kirghizstan: « a number of factors are driving Central Asia's HIV/AIDS epidemic : increasing trade and use of intravenous drugs, corruption, institutional weaknesses in health care, poverty and unemployment, rural/urban and interstate migration, and changing social and cultural practices »⁵¹⁹.

Cette prise d'importance de l'épidémie constitue un défi majeur pour les pays de la région en raison de l'impact sanitaire, bien évidemment, mais aussi des coûts importants liés aux traitements et aux mesures préventives : « at current rates, Kyrgyzstan would have to spend \$4.4 billion in 2014 on HIV retroviral treatment alone, a figure twice the country's present GDP »⁵²⁰. Fort heureusement, des améliorations nettes ont été constatées depuis la publication qui date de 2005, mais encore une fois, les conséquences sociales de l'indépendance, dans ce cas précis, sont dramatiques et s'inscrivent dans la durée.

Finalement, comme si ça n'était pas suffisant, d'autres maladies et infections liées à l'eau ont pris de l'importance tout au long des années 1990 en raison de la détérioration des infrastructures et de la pollution⁵²¹. Ainsi, la diarrhée, la typhoïde, l'hépatite virale et la malaria continuaient de prendre de la vigueur et de l'importance encore en 2002. En effet, entre 1997 et

⁵¹⁸ Linn, J. F., & Blaxall, M. (2005). *Central Asia human development report: bringing down barriers: regional cooperation for human development and human security*. UNDP, 146.

⁵¹⁹ Linn, J. F., & Blaxall, M. (2005). *Central Asia human development report: bringing down barriers: regional cooperation for human development and human security*. UNDP, 147.

⁵²⁰ Ibid, 147.

⁵²¹ UNICEF. (2009). *Национальное исследование детской бедности и диспропорций в Кыргызской Республике*. Бишкек, Институт стратегического анализа и оценки при Президенте Кыргызской Республики

2001, au Kirghizstan, près du quart des canalisations rurales étaient tombées en désuétude. L'augmentation de la consommation d'eau de source provoquant de fait une hausse importante des maladies intestinales chez toutes les strates de la population rurale⁵²².

Eu égard aux principales causes de mortalité entre 1990 et 2009 au Kirghizstan plusieurs dynamiques posent également question. On peut constater que sur les 7 principales causes, on note une augmentation nette dans 4 d'entre elles, avant qu'il n'y ait une amélioration dans les années 2000. Pour les autres, et notamment les cancers, on note une diminution des cas mais une remontée ensuite au milieu des années 2000. L'héritage des façons de faire soviétiques se perd et cause une recrudescence des maladies, longtemps après la transition. Certains problèmes de santé, notamment cardiovasculaires, étaient en augmentation au long des années 1980 et il ne faut donc pas non plus considérer que les années 1990 soient la cause de tous les maux⁵²³. Mais la crise sanitaire des années 1990 est indéniable et reflète une sérieuse démodernisation du secteur de la santé kirghize.

Tableau 16. - *Reproduction de la Table 1.4 Main causes of death, standardized death rates at all ages per 100 000 population, 1990-2009 (selected years)*⁵²⁴

⁵²² Ibid.

⁵²³ Zatravkin, S. N., & Vishlenkova, E. A. (2021). Deterioration of Soviet people's health in an era of stagnation. *Problems of Social Hygiene, Public Health and History of Medicine*, 29(2), 359-368.

⁵²⁴ Rechel, B., Richardson, E. et McKee, M. (2014). Trends in health systems in the former Soviet countries : Bernd Rechel. *European Journal of Public Health*, 24(2), 10.

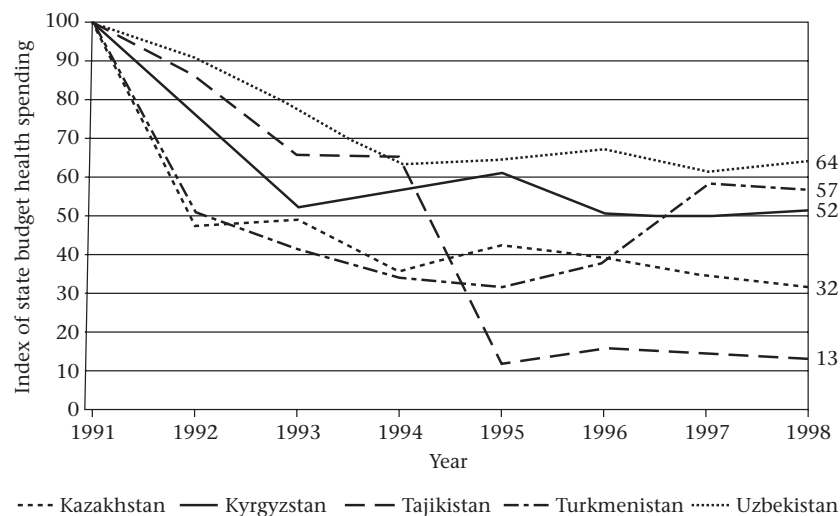
Table 1.4

Main causes of death, standardized death rates at all ages per 100 000 population, 1990–2009 (selected years)

	1990	1995	2000	2006	2007	2008	2009
Diseases of the circulatory system	537	675	673	733	720	706	693
Diseases of the respiratory system	160	187	152	133	116	110	97
Malignant neoplasms (cancer)	142	120	117	114	108	109	120
Diseases of the digestive system	49	69	69	86	85	82	78
External cause, injury and poison	112	132	91	94	89	88	81
Infectious and parasitic diseases	25	37	41	29	26	23	22
Mental disorders and diseases of the nervous system and sense organs	11	20	16	15	15	15	14

Source: WHO Regional Office for Europe, 2011.

Nous venons de passer en revue les principales dynamiques liées à la santé de la population kirghize dans les années 1990 mais pendant que l'on constate ces nombreuses détériorations comparativement à la période soviétique, comment évolue le système de santé post-soviétique? Comme nous pouvons le voir dans le graphique ci-dessous, les dépenses effectives dans le domaine de la santé vont diminuer dans les cinq républiques. Le Kirghizstan, pourtant doté de nombreuses aides internationales, les voit aussi décliner de façon importante, alors que ses dépenses en 1998 ne représentent que 64% des dépenses de 1991.

Figure 8.3 Trends in real health spending from public sources (index: 1999 = 100)

Note: The trends were constructed from data on health spending, as a percentage of GDP (see sources in Table 8.1) and data on real GDP for each country.

Sources: GDP data came from: IMF (1999a), Izvorski and Gurgun (1999), World Bank (1999), National Statistical Committee of the Kyrgyz Republic (2000)

Figure 10.- *Trends in real health spending from public sources (Index: 199 = 100)* [Figure 8.3]⁵²⁵

L'une des conséquences les plus immédiates de la baisse de dépenses concerne la dégradation des infrastructures physiques et du matériel liés à la santé limitant l'accès aux soins mais aussi la marge de manœuvre des soignants⁵²⁶. L'émigration d'une partie qualifiée des populations centrasiatiques, comme nous l'avons déjà mentionné, cause une baisse du nombre de médecins dans les années 1990 en Asie centrale. Si l'on compare avec les États d'Europe de l'Est et de l'UE, la baisse depuis les années 1990 est particulièrement marquée. Le Kazakhstan, le Kirghizstan et le Tadjikistan sont les pays qui connaissent les plus fortes baisses – le Kazakhstan et le Kirghizstan en raison des réformes et le Tadjikistan en raison de la guerre⁵²⁷ – avec une baisse du nombre de médecins au Kazakhstan de 20% entre 1990 et 1998, de 4.6% au Kirghizstan et de 8.4% au Tadjikistan (les deux autres pays connaissant quant à eux une croissance de 6% durant la même période)⁵²⁸. Il semblerait également que les chiffres soient gonflés car tout « healthcare facilities [en 2002], continue to be, as in Soviet times, mainly funded according to line item inputs, such as number of staff »⁵²⁹, les médecins auraient plusieurs postes à la fois, et les chiffres comprendraient aussi un nombre de retraités notable. Finalement, en raison des difficultés financières des États, de nombreux médecins ont changé de métier pour subvenir à leurs besoins⁵³⁰.

⁵²⁵ McKee M., Healy J. et Falkingham J. (2002). *Health care in central Asia*, Maidenhead : Open University Press, 96.

⁵²⁶ Falkingham, J. (2002). *Poverty, affordability and access to health care*. Maidenhead : Open University Press, 82.

⁵²⁷ Chatterjee, S. (2002). *Society and politics in Tajikistan in the aftermath of the Civil War*, New Delhi : Hope India Publications.

⁵²⁸ Falkingham, J. (2002). *Poverty, affordability and access to health care*, Maidenhead : Open University Press, 129.

⁵²⁹ Ibid, 132.

⁵³⁰ Ibid, 111.

Figure 10.1 Number of physicians per 100,000 population in regions of Europe

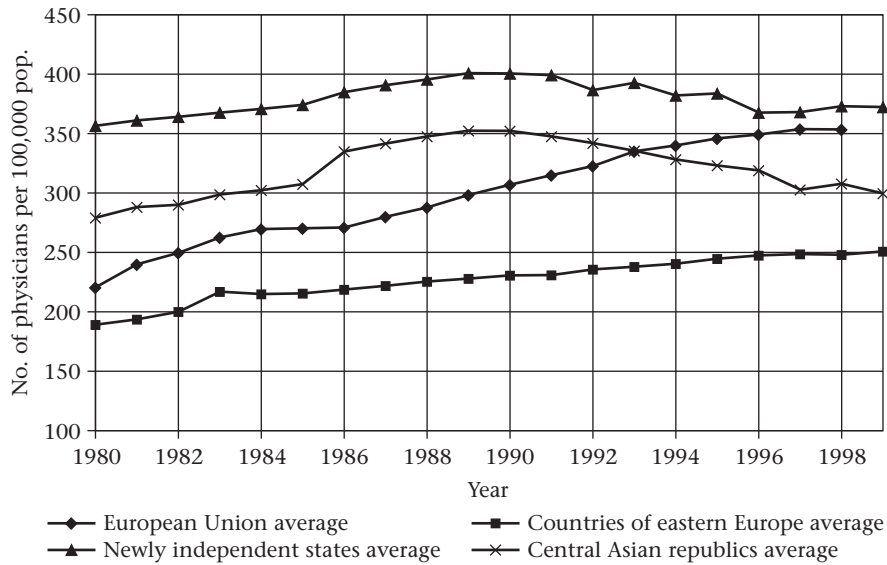


Figure 11.-Number of physicians per 100,000 population in regions of Europe [Figure 10.1]⁵³¹

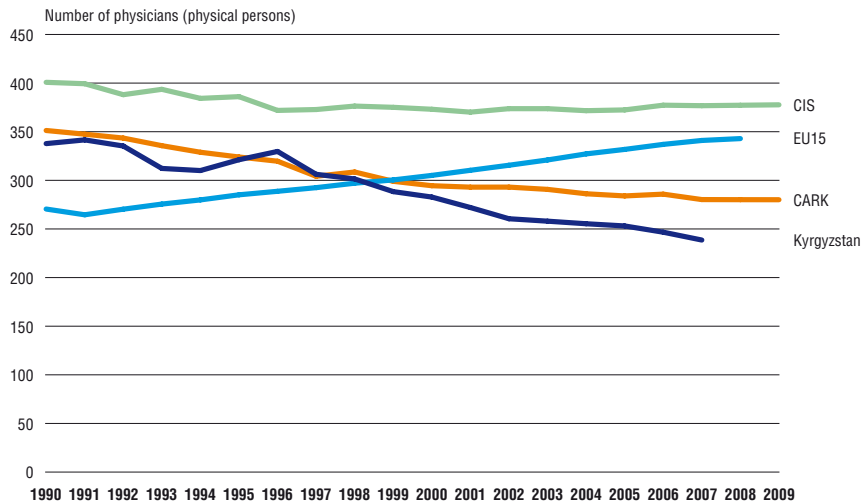
En plus de la baisse quantitative, le rapport de l’OMS auquel nous faisons référence considère aussi qu’au cours des années 1990, les cours de médecine se dégradent en raison du manque d’enseignants faisant en sorte que les nouveaux médecins « apprennent sur le tas »⁵³² et sont donc moins efficaces. Bien que nous n’ayons pas encore discuté de la situation du système éducatif dans les années 1990, là encore, il semble évident que le retrait de l’État dans le secteur ait des implications plus larges et encore une fois, avec des conséquences durables. Sans compter le nombre de médecins qui va baisser, le nombre d’infirmières va chuter abruptement au Kirghizstan et presque de moitié entre 1990 et 2008. On voit que le Kirghizstan se distingue des pays voisins et des pays de la CEI de façon évidente durant les années 1990 et 2000.

⁵³¹ McKee M., Healy J. et Falkingham J. (2002). *Health care in central Asia*. Maidenhead : Open University Press, 128

⁵³² Falkingham, J. (2002). *Poverty, affordability and access to health care*. Maidenhead ; Open University Press, 131.

Fig. 4.5

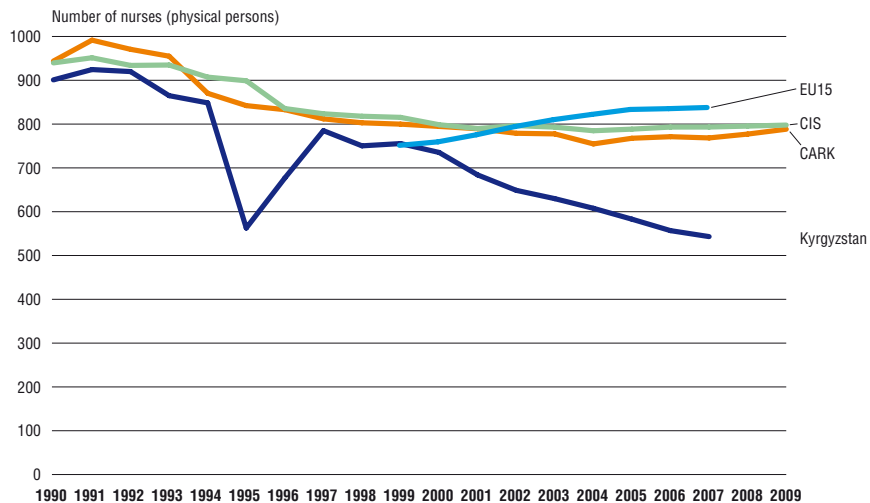
Number of physicians (physical persons) per 100 000 population in Kyrgyzstan, CARK, CIS and EU15, 1990–2009



Source: WHO Regional Office for Europe, 2011.

Fig. 4.6

Number of nurses (physical persons) per 100 000 population in Kyrgyzstan, CARK, CIS and EU15, 1990–2009



Source: WHO Regional Office for Europe, 2011.

Figure 12.-Évolution du personnel médical au Kirghizstan entre 1990 et 2009⁵³³

⁵³³ McKee M., Healy J. et Falkingham J. (2002). *Health care in central Asia*. Maidenhead : Open University Press, 68.

Il en est de même en ce qui concerne les pharmaciens et les dentistes : une baisse du personnel de santé alors même que la santé de la population décline : « Compared with other sectors, salaries of health workers remain quite low, leading to poor motivation and quality of care, as well as to requests for informal payments. They also make the profession unattractive for school leavers and graduates, leading to an ageing of the health workforce. Increasingly, health workers are migrating within Kyrgyzstan or to other countries »⁵³⁴.

Un dernier élément qui ressort des différents rapports écrits sur la situation sanitaire au Kirghizstan porte sur les conséquences de la privatisation du secteur dans les années 1990. Nous désirons clore la partie portant sur cette question car elle indique à la fois des maux mais aussi, dans une certaine mesure, une inversion de la tendance observée durant la première décennie d'indépendance. Alors que les inégalités se sont creusées et que la pauvreté a augmenté au Kirghizstan, la réforme du secteur de la santé dans le pays a permis et encouragé l'apparition d'acteurs privés – cliniques, cabinets de dentiste, etc. auxquels peu de Kirghizes peuvent prétendre avoir accès.

Si le secteur public continue d'exister et de fournir des soins à la population, nous savons que celui-ci est confronté à une pénurie de main-d'œuvre et de matériel au sein d'infrastructures de plus en plus vétustes – problème qui persiste jusqu'à aujourd'hui⁵³⁵. Les pénuries concernent aussi les médicaments⁵³⁶. L'État continue de financer une partie des coûts pour certaines franges de la population et l'aide internationale joue un rôle non négligeable dans le maintien de certains types de soins au Kirghizstan. Il reste que les salaires du personnel médical baissent fortement et dans le contexte de pénurie, les Kirghizes sont de plus en plus confrontés à la nécessité, pour pouvoir se faire soigner dans le secteur public et d'obtenir des médicaments, de faire des paiements informels : « Although in principle medical supplies and drugs required as part of inpatient treatment remain free, the scarcity of such items in medical facilities has led to an

⁵³⁴ Ibraimova, A., Akkazieva, B., Ibraimov, A., Manzhieva, E., Rechel, B., & World Health Organization. (2011). Kyrgyzstan: Health system review, xvii.

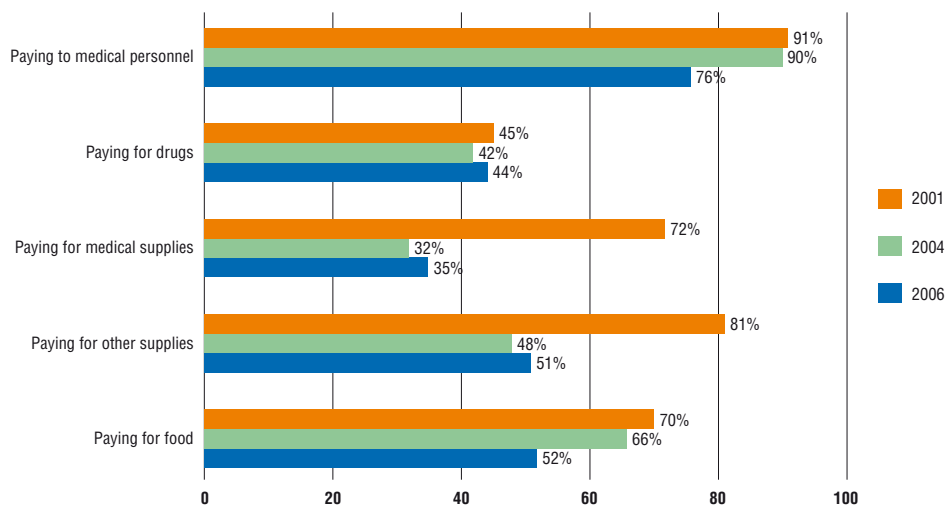
⁵³⁵ Погребняк, Е. (2018). Советская инфраструктура изнашивается, денег на новую инфраструктуру нет.. Информационно-аналитический Центр. <https://ia-centr.ru/publications/kyrgyzstanskie-eksperty-sovetskaya-infrastruktura-iznoshena-na-novuyu-net-deneg/>

⁵³⁶ Ibraimova, A., Akkazieva, B., Ibraimov, A., Manzhieva, E., Rechel, B., & World Health Organization. (2011). Kyrgyzstan: Health system review

increasing number of patients having to purchase them »⁵³⁷ Comme l'indique la figure 13, en 2001, en moyenne, 91% des Kirghizes devaient rajouter de leur poche pour une visite médicale, 45% pour des médicaments, 72% pour du matériel médical, 81% pour du matériel de support et 70% pour de la nourriture quand ils étaient hospitalisés. Cette généralisation, jusqu'au début des années 2000 de paiements informels rajoute un fardeau supplémentaire sur les épaules d'une population qui s'appauvrit et tout particulièrement les strates les plus pauvres de la population. Il faut toutefois mettre en évidence une amélioration nette pour ces différents éléments à partir du début des années 2000 à l'exception des médicaments.

Fig. 7.2

Percentage of hospitalized patients making informal payments, 2001, 2004 and 2006



Source: Jakab & Kutzin, 2009.

Figure 13.-Percentage of hospitalized patients making informal payments, 2001, 2004 and 2006
[Figure 7.1]⁵³⁸

Lors d'un sondage effectué par la BM en 1996 auprès d'un échantillon de la population kirghize compris entre 2000 et 5000 foyers, près d'un quart de la population ayant été malade dans le mois précédant leur participation au sondage a hésité à consulter ou à aller à l'hôpital en

⁵³⁷ Falkingham, J. (2002). *Poverty, affordability and access to health care*. Maidenhead : Open University Press, 42.

⁵³⁸ McKee M., Healy J. et Falkingham J. (2002). *Health care in central Asia*. Maidenhead : Open University Press, 96

raison des coûts trop élevés quand la moitié d'entre elle préfère se soigner par elle-même⁵³⁹. Un article publié en 2000 considère que 11,2% de la population totale du Kirghizstan serait dans cette situation⁵⁴⁰ mais qu'elle n'est plus que de 4,1% en 2009. Là encore, une amélioration commence à poindre. Plusieurs rapports abondent dans ce sens, établissant que les réformes apportées au réseau de santé par le gouvernement kirghize commencent à faire leur effet et redonnent confiance à la population en leur système de santé publique à mesure que s'éloignent les années 1990.

Malgré certaines carences du système de santé soviétique, les changements induits par le changement de régime au Kirghizstan ont indéniablement porté un coup dur à la santé publique. Dans une période de profonde crise sociale et sanitaire, l'accès universel aux soins, qui était indiscutable pendant les années soviétiques, n'existe plus. La réforme du système de santé en a profondément affaibli ses capacités alors que différents phénomènes et comportements sociaux des années 1990 fragilisaient en profondeur la santé générale des Kirghizes, surtout des jeunes.

Depuis les années 2010, une amélioration nette s'est observée dans la santé publique mais le coût humain des réformes mises en place a radicalement nui à une génération de Kirghizes dans le contexte démodernisateur propre au passage du socialisme au capitalisme.

Un système d'éducation en crise au détriment de la jeunesse kirghize

D'écoles extrêmement rares et de l'absence d'un réseau d'instituts universitaires et techniques au début du XXème siècle en Asie centrale, la période soviétique a complètement changé le paysage éducationnel dans la région mais aussi à l'échelle de l'ex-URSS : « accomplishments in education were one of the triumphs of communism. At the time of the transition in 1989, adult literacy was generally universal; participation and completion rates for children and youths of both genders were high at all levels of education; students had textbooks ; students from some countries in Europe and Central Asia (ECA) that participated in international

⁵³⁹ Dudwick, N., Gomart, E. et Marc, A. (dir.).(2003). *When things fall apart: Qualitative studies of poverty in the former Soviet Union*, Washington D.C. :World Bank Publications.

⁵⁴⁰ Wolf, S. (2000). *Recent Changes in Social Conditions of Countries in Transition : Eastern Europe, the Baltic States and the Commonwealth of Independent States*. Geneva : United Nations Research Institute for Social Development.

assessments of mathematics and science performed well ; and repetition and dropout rates were low »⁵⁴¹.

À la veille de l'indépendance, tout était mis en œuvre pour que les enfants, les adolescents et les jeunes adultes puissent s'éduquer : les infrastructures étaient en bon état et l'éducation dispensée était de qualité au regard de qui se faisait ailleurs dans le monde. La volonté des autorités soviétiques locales d'émanciper les habitants d'une région rurale et montagneuse s'était traduite par une attention particulière dédiée à l'ouverture d'écoles maternelles et primaires dans les zones les plus reculées du pays afin d'alphabétiser la population.

Le premier maître de l'auteur kirghize Tchinguiz Aitmatov⁵⁴² est une nouvelle qui traduit bien l'engouement d'une partie de la jeunesse kirghize des années 1920, les pionniers, décidés à intégrer et à mailler le territoire dans une logique modernisatrice mais aussi pour contribuer à la diffusion du savoir et des idées révolutionnaires. Nous savons aussi que l'idée sous-jacente était de combattre les traditions ancestrales et de faire rentrer le territoire et ses occupants dans la modernité soviétique. L'éducation était ainsi, dès le départ, le véritable fer de lance de la révolution socialiste en Asie centrale et elle occupe encore une place particulièrement importante dans la mémoire de ceux et celles qui ont connu le soviétisme.

Dans les années 1990, c'est tout l'inverse qui se produira alors que, comme nous le verrons, les choix politiques et économiques qui vont être faits vont avoir un impact en créant une éducation à deux vitesses, notamment au détriment des campagnes dans un pays pourtant majoritairement rural. L'accès à une éducation de qualité, à tous les niveaux de l'enseignement, sera trop souvent conditionné par les revenus des ménages et par l'origine sociale et spatiale des jeunes. À l'image d'une société qui devient de plus en plus inégale au niveau socio-économique et au niveau des soins dans les années 1990, il en sera de même pour l'éducation.

Alors que la constitution kirghize adoptée en 1993 stipulait que l'éducation était obligatoire et gratuite pour tous les enfants kirghizes⁵⁴³, la réalité s'est avérée différente. L'affaiblissement et

⁵⁴¹ Berryman, S. E. (2000). *Hidden challenges to education systems in transition economies*. Washington D.C.: World Bank Publications, 1.

⁵⁴² Aitmatov était une haute figure de la littérature soviétique, il devint même ambassadeur de l'Union soviétique en RDA vers la fin de sa vie.

⁵⁴³ Berryman, S. E. (2000). *Hidden challenges to education systems in transition economies*. Washington D.C : World Bank Publications, 40.

l'appauvrissement de l'éducation dispensée au Kirghizstan depuis l'indépendance ont nui à l'épanouissement et à la formation de la jeunesse du pays. Considérant que les jeunes en dessous de l'âge de 16 ans représentaient 39,5% de la population totale en 1991⁵⁴⁴ on peut concevoir que l'évolution de l'éducation ait des conséquences à long terme pour le développement du pays. Les phénomènes que nous allons analyser dans les prochaines pages constituent selon nous une composante importante de la démodernisation au Kirghizstan puisque la façon dont la jeunesse a été affectée par les années 1990 est multidimensionnelle. Nous verrons que la dégradation du système éducatif s'est caractérisée entre autres par une baisse de la fréquentation, du nombre d'écoles et d'enseignants.

Quant aux résultats des élèves kirghizes, ils connaissent une baisse qualitative. De surcroît, les rapports des organisations internationales s'étant penchées sur la question considèrent que la qualité de l'enseignement dispensé s'est particulièrement dégradée⁵⁴⁵. Par ailleurs, un certain paradoxe se dégage au cours des années 1990 alors que l'éducation tertiaire (universitaire et technique) va connaître un bond de la fréquentation alors que les niveaux primaires et secondaires connaîtront un phénomène inverse.

La baisse des investissements de l'État conjuguée à la décollectivisation et à la fermeture des usines mène à la fermeture d'une grande partie des écoles maternelles au Kirghizstan : il y en avait 1696 en 1990, contre 488 en 2008 soit une baisse de presque 70%. Durant la période soviétique, les fermes collectives assuraient la prise en charge gratuite des enfants dans les zones rurales alors que les entreprises publiques le faisaient dans les villes. La disparition de ce support va avoir un impact important dans les campagnes qui, nous le savons, sont particulièrement affectées par la pauvreté. Les campagnes comptent le plus grand nombre de familles nombreuses (au-delà de 3 enfants) et ce sont celles qui sont les plus touchées par la pauvreté ainsi que par l'extrême pauvreté : « The collapse of the economy led to a drastic reduction of budgetary financing of preschool institutions and the inability of enterprises to maintain them, which resulted in their mass closure. These negative processes have particularly affected rural areas

⁵⁴⁴ National Statistical Committee of the Kyrgyz Republic. (2011). *20 years of independence of the Kyrgyz Republic: Figures and facts*. <http://www.stat.kg/media/publicationarchive/d0b1b360-9df1-4fcf-8b0d-59f439e07e8c.pdf>, 12.

⁵⁴⁵ Silova, I. (2009). The crisis of the post-Soviet teaching profession in the Caucasus and Central Asia. *Research in Comparative and International Education*, 4(4), 366-383.

»⁵⁴⁶. L'UNICEF considère que l'envoi des enfants dès le plus jeune âge dans ce type d'établissements augmente la capacité d'apprentissage et augmente les chances de réussite des enfants à l'école primaire.

De plus, les enfants des campagnes vivent dans des conditions particulièrement difficiles : « coefficients of deprivation measured by lack of such import services as safe housing, improve sanitation, safe drinking water, information, nutrition, education and healthcare show that lack of safe housing affects 21,9 per cent of children in rural areas and 11.per cent in urban areas ». La baisse de la fréquentation des écoles maternelles s'explique aussi par le fait qu'elles deviennent payantes partout dans le pays créant de fait deux catégories. Les familles les plus pauvres, de plus en plus nombreuses, n'ont plus les moyens d'envoyer leur progéniture dans ces établissements. Cette inégalité de fait est annonciatrice d'inégalités qui se prolongent pendant toute la scolarité alors que les enfants provenant de milieux plus favorisés seront dans de meilleures conditions pour la poursuite de leur scolarité. Un rapport de l'UNICEF qui se félicite de l'inversion de cette tendance au début des années 2000 note toutefois que celle-ci s'accompagne d'un « déclin catastrophique de la qualité de l'éducation élémentaire »⁵⁴⁷.

Certaines statistiques prêtent à penser que le déclin constaté pour les écoles maternelles ne se vérifie pas au niveau secondaire. En effet, le nombre élevé d'enfants qui continuent d'être en âge d'aller à l'école va de pair, selon un rapport de la Banque Asiatique de Développement, avec la construction de 187 écoles, la réhabilitation de 92 écoles ainsi que l'agrandissement de 187 autres entre 1992 et 2000 – un grand nombre de ces écoles sont toutefois privées et donc peu accessibles aux enfants les plus pauvres⁵⁴⁸.

Cet effort du gouvernement pourrait indiquer l'importance accordée par l'État kirghize à l'éducation des plus jeunes. Toutefois, les infrastructures sont de piètre qualité et une partie d'entre elles, notamment dans les campagnes, manque de chauffage, d'eau courante, d'électricité et même de fenêtres, les autorités locales responsables de l'entretien n'ayant pas (ou détournant)

⁵⁴⁶ UNICEF. (2009). *Национальное исследование детской бедности и диспропорций в Кыргызской Республике*. Бишкек, Институт стратегического анализа и оценки при Президенте Кыргызской Республики, 40.

⁵⁴⁷ Ibid, 42

⁵⁴⁸ Медушевский, Н. А., & Шишкина, А. Р. (2014). Образовательные системы стран Центральной Азии: вызовы, риски и перспективы регионального сотрудничества. *Системный мониторинг глобальных и региональных рисков. Волгоград*, 324-363.

les ressources pour les maintenir en état⁵⁴⁹. « In most of the countries of the world, the state supports pre-school and secondary education first and foremost because it is at these levels that the foundations are laid down for acquiring a good quality professional education in the future. From 1995 through 2005, the financing of preschool and secondary education was reduced in the structure of Kyrgyzstan's education budget. Funding for secondary education went down to 66,5 percent in 2004, compared to 75,4 percent in 1995, even though a free secondary education is guaranteed to every citizen by the country's constitution »⁵⁵⁰. Cette baisse des dépenses, se répercute principalement sur la qualité de l'enseignement dispensé alors que le Kirghizstan connaît une perte de prestige de l'enseignant. Celle-ci s'explique en premier lieu par le déclassement important de la profession autant au niveau économique que social tandis que ce métier était particulièrement valorisé pendant la période soviétique. Alors qu'il équivalait à 75% du salaire moyen en 1990, celui des enseignants ne représentait que 61% en 1997 dans le contexte de forte inflation que l'on connaît rendant le métier de plus en plus précaire⁵⁵¹. L'enseignement attire de moins en moins de nouvelles recrues tout en éloignant de nombreux enseignants du métier pour se consacrer à des activités plus lucratives : « the teaching profession lost its social respect as teachers began to be more concerned about personal survival than educating children »⁵⁵². Cette dynamique observée dans les années 1990 s'est vérifiée dans la durée alors que seulement 24% des enseignants au primaire en 2008 étaient âgés de moins de 45 ans⁵⁵³ : « In the near future, an even more acute problem will be scarcity of teaching staff, although training appropriate specialits is provided in abundance. However, if the trend of current

⁵⁴⁹ Huttova, J., Silova, I., & Voolma, H. (2002). *Education development in Kyrgyzstan, Tajikistan and Uzbekistan: Challenges and ways forward*, Budapest : Open Society Institute Education Support Program, 20.

⁵⁵⁰ Tiuliundieva, N. (2008) The Financing of Higher Education in Kyrgyzstan. *Russian Education & Society*, 50(1), 75-88.

⁵⁵¹ Berryman, S. E. (2000). *Hidden challenges to education systems in transition economies*. Washington D.C. : World Bank Publications, 62.

⁵⁵² Huttova, J., Silova, I., & Voolma, H. (2002). *Education development in Kyrgyzstan, Tajikistan and Uzbekistan: Challenges and ways forward*. Budapest : Open Society Institute Education Support Program, 18.

⁵⁵³ UNICEF. (2009). *Национальное исследование детской бедности и диспропорций в Кыргызской Республике*. Бишкек, Институт стратегического анализа и оценки при Президенте Кыргызской Республики, 41.

staff departures persists, then already in the next few years there will be no one to teach at the newly built schools »⁵⁵⁴.

En 2006, près de 66% des écoles manquent d'enseignants selon les statistiques officielles kirghizes, qui sont considérées par la spécialiste écrivant cet article comme fort probablement sous-estimées de moitié. Par ailleurs, ce déclassement de la profession⁵⁵⁵ s'accompagne d'une baisse conséquente des qualifications requises pour enseigner. Ceux qui sont admis dans les programmes de pédagogie à l'université sont ceux qui ont les moins bons résultats ce qui nuit à la qualité de l'éducation donnée et donc forcément au niveau des élèves, et seulement 14% d'entre eux deviennent finalement enseignants⁵⁵⁶.

En plus, les conditions d'enseignement ne cessent de se détériorer alors que les manuels scolaires se font de plus en plus rares et les classes sont de plus en plus nombreuses⁵⁵⁷. Comme on peut le constater sur le graphique ci-dessous, les résultats des élèves de secondaire baissent de manière drastique en lecture et en mathématiques tout au long des années 2000⁵⁵⁸. 80,40% des élèves passaient avec succès leur examen de mathématique annuel avec succès en 2001 contre 38% en 2007. Pour la lecture, quand 59,50% le passaient avec succès en 2001, seulement 35,60% y arrivait en 2007⁵⁵⁹.

⁵⁵⁴ ⁵⁵⁴ UNICEF. (2009). *Национальное исследование детской бедности и диспропорций в Кыргызской Республике*. Бишкек, Институт стратегического анализа и оценки при Президенте Кыргызской Республики, 43.

⁵⁵⁵ Il convient ici de souligner que cette réalité n'est pas que propre au Kirghizstan et à l'espace post-soviétique alors que des pays comme la France, le Canada, connaissent également, dans le contexte de retrait de l'État-providence, un problème majeur avec le corps d'éducation – de moins en moins de recrues, de moins en moins qualifiées.

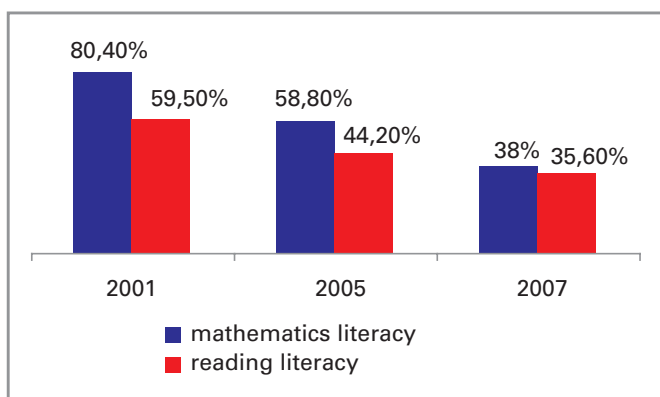
⁵⁵⁶ Медушевский, Н. А., & Шишкина, А. Р. (2014). Образовательные системы стран Центральной Азии: вызовы, риски и перспективы регионального сотрудничества. *Системный мониторинг глобальных и региональных рисков*. Волгоград, 324-363.

⁵⁵⁷ Ibid.

⁵⁵⁸⁵⁵⁸ UNICEF. (2009). *Национальное исследование детской бедности и диспропорций в Кыргызской Республике*. Бишкек, Институт стратегического анализа и оценки при Президенте Кыргызской Республики, 42.

⁵⁵⁹ Ibid, 43.

Figure 22. Share of successful tests of 4-graders based on external assessment of school education (%)



Source: UNICEF, KR Ministry of Education and Science, 2008.

Figure 14.-Share of successful tests of 4-graders based on external assessment of school education (%) [Figure 22]⁵⁶⁰

Ce déclin de la réussite scolaire au niveau secondaire s'explique donc par la baisse de la qualité de l'enseignement, du nombre d'enseignants, mais aussi des conditions matérielles de l'enseignement (manuels scolaires, écoles délabrées), éléments qui rompent avec la période soviétique. D'autres éléments qui touchent au contexte socio-économique de l'époque compliquent encore davantage le portrait de l'éducation secondaire durant la transformation. Tout au long des années 1990, on constate une baisse de la fréquentation des écoles secondaires qui passe de 92,5% en 1989 à 89,2% en 1997⁵⁶¹. Au niveau du collégial, elle passe de 61,3% en 1989 à 46,5% en 1997, et au niveau des instituts techniques, de 23,5% à 13,56%⁵⁶² : « One of the main causes of declining enrolment is slow family income. In turn, we note that, while currently school attendance is determined by the family's income level, «tomorrow» the level of education will

⁵⁶⁰ ⁵⁶⁰ UNICEF. (2009). *Национальное исследование детской бедности и диспропорций в Кыргызской Республике*. Бишкек, Институт стратегического анализа и оценки при Президенте Кыргызской Республики, 42.

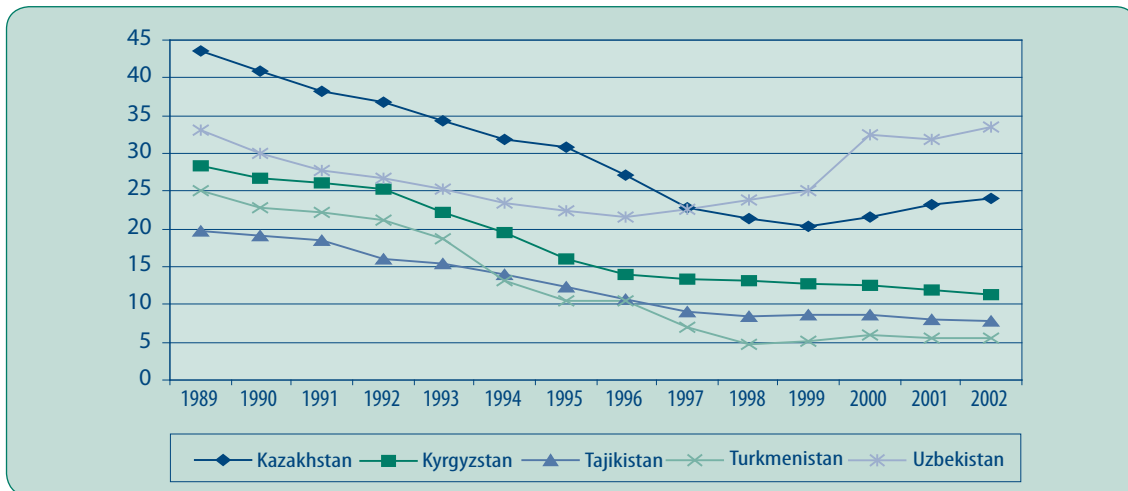
⁵⁶¹ Berryman, S. E. (2000). *Hidden challenges to education systems in transition economies*, Washington D.C. : World Bank Publications.

⁵⁶² ⁵⁶² UNICEF. (2009). *Национальное исследование детской бедности и диспропорций в Кыргызской Республике*. Бишкек, Институт стратегического анализа и оценки при Президенте Кыргызской Республики, 38.

determine the level of income. Thus, a vicious circle is created in which poverty generates poverty »⁵⁶³.

Vocational and technical secondary enrolment in Central Asia
(gross rates, as % of population aged 15-18)

Figure 6.7



Source: UNICEF 2004.

Figure 15.-Vocational and technical secondary enrolment in Central Asia [Figure 6.7]⁵⁶⁴

Si cette baisse peut sembler relativement faible (et serait fortement sous-estimée), elle ne prend pas en compte l'absentéisme qui est un fléau dans les écoles kirghizes de tous les niveaux d'éducation. En premier lieu, les transports offerts gratuitement durant la période soviétique cessent de l'être et il devient difficile pour les familles de payer le transport de leur progéniture vers les écoles, surtout dans les campagnes : « Access and equity have become further undermined in the thousands of rural schools in particular, where some children no longer attend.

⁵⁶³ UNICEF. (2009). *Национальное исследование детской бедности и диспропорций в Кыргызской Республике*. Бишкек, Институт стратегического анализа и оценки при Президенте Кыргызской Республики, 41.

⁵⁶⁴ Linn, J. F., & Blaxall, M. (2005). *Central Asia human development report: bringing down barriers: regional cooperation for human development and human security*, Bratislava : UNDP, 151.

For the first time in perhaps 50 years, some rural and poor parents complain that education is becoming a luxury that they cannot afford; something rarely heard during days of the USSR »⁵⁶⁵.

Plus encore, on assiste au Kirghizstan dans les années 1990 et 2000 à la réapparition et à la montée du travail des enfants, principalement dans les campagnes. Alors que les autorités soviétiques étaient vigilantes à ce sujet et l'avaient formellement interdit, ce phénomène a pris de l'ampleur dans les années 1990. Si les statistiques sont rares, à manier avec précaution et seraient là-encore grandement sous-estimées, près de 26% des enfants entre 5 et 14 ans dans les campagnes kirghizes travaillent⁵⁶⁶.

L'augmentation du travail des enfants est une illustration convaincante de la paupérisation de la société kirghize et constitue un autre élément de la démodernisation. Le travail des enfants était accepté et quasiment généralisé avant la soviétisation de la région. Ce retour à des modes de vie archaïques constitue une rupture avec la modernisation soviétique. Par ailleurs, selon un sondage mis en place par les autorités kirghizes, « there is no particular difference in school attendance between working and non-working children between the ages of 7 and 15. Differences in attendance only appear between the ages of 16 and 17, meaning that children do not drop out of school until they have received compulsory education and learned the basic of trades »⁵⁶⁷. Ce qui est certain, c'est que le travail des enfants va de concert avec l'absentéisme que les statistiques ne reflètent pas et ne bénéficie pas à leur éducation.

Le travail des enfants n'est pas le seul phénomène inquiétant. Un fort encadrement de la jeunesse existait pendant la période soviétique. En effet, il existait différentes organisations de jeunesse qui jouaient un rôle important dans la socialisation et la formation des jeunes Kirghizes - organisation des jeunes octobristes (pour les enfants de 7 à 9 ans) l'organisation des jeunes pionniers (s'adressant aux jeunes de 9 à 14 ans) ainsi que le Komsomol (visant les adolescents de 14 à l'âge adulte).

⁵⁶⁵ Deyoung, A. J. (2006) Problems and trends in education in Central Asia since 1990: the case of general secondary education in Kyrgyzstan, *Central Asian Survey*, 25(4), 499-514.

⁵⁶⁶ Медушевский, Н. А., & Шишкина, А. Р. (2014). Образовательные системы стран Центральной Азии: вызовы, риски и перспективы регионального сотрудничества. *Системный мониторинг глобальных и региональных рисков. Волгоград*, 324-363.

⁵⁶⁷ Ibid.

Ces organisations étaient parallèles et complémentaires aux réseaux éducatif et universitaire. Les activités parascolaires, même si elles se déroulaient formellement sous la bannière idéologique, contribuaient à une formation diversifiée. Cet accent mis sur la formation et sur l'émancipation de la jeunesse kirghize a été une constante tout au long de la période soviétique.

La jeunesse kirghize était donc bien encadrée autant dans le contexte de la formation scolaire et universitaire qu'au niveau de la formation de citoyens soviétiques qui pourraient contribuer au rayonnement de la RSSK aussi bien au niveau économique que culturel et sportif. Or, ces organisations de jeunesse vont disparaître du jour au lendemain. Cela mène à une baisse de l'encadrement et un désœuvrement, notamment chez les adolescents, qui va se traduire par une montée de la criminalité, qui a augmenté entre 1995 et 2005 de moitié⁵⁶⁸ mais aussi de la prostitution juvénile et de la mendicité des enfants. Certaines des activités offertes auparavant gratuitement dans le cadre de ces organisations deviendront payantes et ne seront réservées qu'aux familles les plus fortunées créant une autre inégalité, celle d'accès aux sports et aux activités culturelles, privilèges pris pour acquis pendant la période soviétique.

Pratique scientifique, recherche et développement, éducation supérieure

Comme pour bon nombre d'éléments que nous avons déjà évoqués, les années d'indépendance ont coïncidé avec des changements importants en ce qui concerne la pratique scientifique, l'éducation supérieure ainsi que la recherche et le développement (R&D). À l'image de l'économie soviétique qui consistait en une division du travail où chacune des RSS contribuait aux objectifs généraux du Gosplan, la recherche était elle aussi organisée à l'échelle du pays. Chacune des branches de l'Académie des sciences contribuait à la recherche en accord avec les orientations du pays. L'État soviétique était en 1980 avec les États-Unis et le Japon⁵⁶⁹, l'un des trois États qui investissait le plus dans la recherche et le développement à l'échelle mondiale, et le nombre de scientifiques en URSS était le plus élevé au monde.

Comme nous l'avons vu dans la partie portant sur la modernisation de l'Asie centrale, les progrès ont été fulgurants jusqu'à l'indépendance alors qu'un large réseau d'universités et

⁵⁶⁸ UNICEF. (2012). *Universal Basic Education by 2015. Global Initiative on Out-Of-School Children. A Study on Kyrgyzstan*, Bichkek : UNICEF, 46.

⁵⁶⁹ Dehmer SP, Pardey PG, Beddow JM, Chai Y (2019) Reshuffling the global R&D deck, 1980-2050. PLOS ONE 14(3): e0213801.

d'instituts de recherche avait été mis en place, dans lequel les RSS avec l'aide des budgets provenant du centre, ont investi massivement et continuellement jusqu'en 1991. Ces investissements dans la R&D et l'éducation supérieure bénéficiaient surtout aux industries (de l'armement, manufacturières, minières et agroalimentaires) alors que les chercheurs travaillaient conjointement avec les entreprises d'État afin d'augmenter et d'innover dans les différents domaines concernés – le nombre d'étudiants par discipline était d'ailleurs fixé par le Gosplan.

Il existait une imbrication entre la recherche et l'économie. Ainsi, la recherche correspondait aux besoins de l'économie des différentes RSS intégrés à ceux de l'URSS plus globalement. La disparition du système soviétique de recherche va donc provoquer d'une part, une baisse significative des montants alloués à l'éducation supérieure et à la recherche et d'autre part, un morcellement du réseau soviétique universitaire et scientifique.

À partir de l'indépendance, les dépenses en R&D vont diminuer partout dans l'espace post-soviétique. Les dépenses au Kirghizstan ne représentaient plus que 0,17% du PIB, la moyenne la plus basse des 15 pays issus de l'URSS⁵⁷⁰. Pour autant, pour peu que cela puisse paraître paradoxal, on va assister dans l'ensemble de l'espace post-soviétique à une augmentation importante du nombre d'étudiants dans les institutions d'éducation supérieure ainsi que du nombre de publications⁵⁷¹. Cette augmentation s'explique par le fait que beaucoup de jeunes choisissent des carrières financières et administratives en abandonnant la formation scientifique et technique privilégiée durant la période soviétique.

Les années 1990 sont aussi des années marquées par une globalisation de la recherche et par l'augmentation des partenariats internationaux dans le contexte d'une digitalisation accrue permis par l'avènement d'internet, ce qui va se matérialiser par une augmentation du nombre de citations et de partenariats internationaux⁵⁷². Ainsi, comme nous le verrons, la situation au Kirghizstan depuis l'indépendance est complexe et plus nuancée eu égard la recherche que du reste des éléments que nous avons discutés auparavant dans cette thèse.

⁵⁷⁰ Tiuliundieva, N. (2008) The Financing of Higher Education in Kyrgyzstan. *Russian Education & Society*, 50(1), 75-88.

⁵⁷¹ Brunner, J. J., & Tillett, A. (2007). *Higher Education in Central Asia; the challenges of modernization—an overview*, Washington, DC: World Bank

⁵⁷² Laumulin, M. T. et Shaykhutdinov, M. E. (2008). *Bibliographic index on Central Asia, International relations and geopolitics*. Almaty : IWEP.

Dans le contexte de l'indépendance, « the Soviet Union left an unsustainable legacy for independent countries which had now to set their own policies, a combination of continuity and change »⁵⁷³. En effet, à l'image de l'économie, les pays ont chacun décidé des changements et des réformes qu'ils voulaient mettre en place. Au Kirghizstan, l'État a tenté, dans la mesure du possible, de faire en sorte que la rupture avec la période soviétique ne soit pas trop nette. Cette volonté s'est traduite par des investissements continus quoique moindres que pendant la période soviétique ainsi que par le maintien de l'ossature organisationnelle autour de l'Académie des sciences. L'idée était de maintenir une certaine continuité des pratiques et de la qualité de l'enseignement en même temps que de développer de nouveaux domaines de compétences. De plus en plus de Kirghizes, en raison des efforts faits par le gouvernement et grâce à l'aide internationale⁵⁷⁴, vont être en mesure de fréquenter les institutions d'enseignement supérieur : dans toutes les régions du Kirghizstan, on observe jusqu'au début des années 2010 une augmentation constante du nombre d'étudiants qui est multiplié par 5 pendant la période⁵⁷⁵. Entre 1991 et 2005, le nombre d'institutions comme d'étudiants va continuer à augmenter pour se stabiliser au début des années 2010 autour de 50⁵⁷⁶. Ainsi, sur le papier, le nombre relatif de diplômés au Kirghizstan n'a jamais été aussi élevé. Pour autant, derrière cette progression quantitative, plusieurs problèmes se sont cristallisés.

Notamment, la marchandisation de l'éducation supérieure a mené de nombreuses universités à chercher à augmenter leurs revenus davantage que d'engager des enseignants formés et motivés, que de développer les compétences des étudiants, et que d'entretenir les infrastructures. C'est ainsi que la prise d'importance de la logique marchande a mené à une homogénéisation des programmes proposés par les universités kirghizes alors que les universités ont eu tendance à davantage vouloir répondre à la demande sociale des plus nantis qu'à répondre aux besoins de l'économie kirghize. De même, alors que les études supérieures étaient gratuites pendant la période soviétique, près de 80% des étudiants kirghizes paient dorénavant des frais de

⁵⁷³ Brunner, J. J., & Tillett, A. (2007). *Higher Education in Central Asia; the challenges of modernization—an overview*, Washington, DC: World Bank, 12.

⁵⁷⁴ Omuraliev, A. (2020, avril). *Donor activity in Central Asian Countries Since 1991*. Central Asian Bureau for Analytical Reporting. <https://cabar.asia/en/donor-activity-in-central-asian-countries-since-1991>

⁵⁷⁵ Il ne faut pas négliger la jeunesse de la population kirghize.

⁵⁷⁶ Brunner, J. J. et Tillett, A. (2007). *Higher Education in Central Asia; the challenges of modernization—an overview*, Washington D.C. : World Bank.

scolarité et ceux qui sont détenteurs de bourses gouvernementales doivent souvent rajouter de l'argent de leur poche, quand ils le peuvent, tant ces dernières sont dérisoires⁵⁷⁷.

On notera également que l'augmentation de la fréquentation des institutions d'éducation supérieure a mené à une saturation de celles-ci, nuisant également à la qualité de l'éducation, d'autant plus que la crise que connaît l'enseignement aux échelons inférieurs existe également au niveau supérieur : « The professionalism of faculty is also low. In 2011, six out of ten faculty members held only a bachelor's degree, 15% a master's, 20% a Candidate of Science degree, 1% a PhD and 5% a Doctor of Science (the highest degree level) »⁵⁷⁸. Ceci s'explique en grande partie par la fuite des cerveaux que connaît le Kirghizstan depuis son indépendance alors que de nombreux scientifiques qui avaient été formés sur place pendant la période soviétique mais aussi dans le reste de l'URSS ont progressivement quitté le pays, quand ceux qui sont restés sont souvent d'un âge avancé et proche de la retraite⁵⁷⁹.

De nombreux professionnels du secteur ont aussi migré vers des métiers plus lucratifs. Cela a réduit le nombre de scientifiques et de professeurs qualifiés comme cela a affaibli la qualité et la productivité de la recherche kirghize.⁵⁸⁰ Pendant que les réformes étaient mises en place, les chercheurs et professeurs kirghizes étaient de moins en moins nombreux, de moins en moins payés et avaient accès à de moins en moins de financement, dans des conditions matérielles de moins en moins propices pour mener à bien leurs activités⁵⁸¹.

C'est ainsi qu'avec les changements socio-économiques importants qui s'opèrent sur le territoire kirghize, on a assisté à un découplage de l'économie et de la recherche ainsi qu'à un essoufflement de la coopération entre les anciennes structures scientifiques soviétiques. Les complexes industriels, comme nous le savons, ont pour beaucoup cessé de fonctionner quand ils n'ont pas disparu, au début des années 1990 alors qu'un processus sévère de désindustrialisation a eu lieu sur le territoire kirghize.

⁵⁷⁷ Smolentseva, A. (2012). Access to higher education in the post-Soviet States: Between Soviet legacy and global challenges. In *Paper commissioned and presented at Salzburg Global Seminar*, 495, 21

⁵⁷⁸ UNESCO. (2015). *Science Report: Towards 2030*, Paris : UNESCO Publishing.

⁵⁷⁹ Ibid.

⁵⁸⁰ Ibid.

⁵⁸¹ Ibid.

La recherche soviétique, et kirghize par le fait même, était activement engagée dans les projets industriels en même temps qu'elle contribuait aux innovations à l'échelle soviétique. Or, le Kirghizstan indépendant ne réunissait plus les conditions pour encourager le secteur de la R&D : « there is little incentive to create knowledge – and technology-based industries. The insufficient rate of capital accumulation also hampers structural changes designed to boost innovation and technology-intensive industries. Every economic sector is technologically dependent on other countries. In the energy sector, for instance, all technological equipment is imported from abroad and many of its assets are in foreign hands »⁵⁸².

Un exemple est particulièrement révélateur de ces tendances. Dans les années 1960, l'entreprise *Frunzenskoe OKB IKI* : Bureau d'études spécial de l'Institut de recherche spatiale, Académie des sciences de l'URSS, située dans la capitale de la RSSK, est considérée comme un fleuron technologique⁵⁸³. Elle contribue activement à la production d'outils dans le cadre du programme spatial soviétique : « The production of space scientific equipment, which often did not have analogues in the world, dictated the full cycle of product creation – from accepting the technical assignment, designing and developing the design documentation to purchasing materials and components, manufacturing of mock-ups, prototypes and flight models, their testing, delivery to the customer and so on - up to the support of devices in the spaceport »⁵⁸⁴. Cette entreprise était donc en mesure d'assurer tout le cycle de production, de la recherche fondamentale au produit final. Recensant un effectif de près de 1300 personnes dans les années 1980, elle était à la pointe de la technologie spatiale et occupait une place importante dans l'infrastructure soviétique⁵⁸⁵.

Elle était donc à la fois un haut lieu de recherche et de production d'outils scientifiques: le Kirghizstan était un acteur à part entière de la science soviétique et y contribuait tout autant qu'elle en tirait des dividendes. Or, après l'indépendance, ce circuit va cesser d'exister et va mener à la disparition de ces entreprises de pointe qui bénéficiait autant de la main d'œuvre et des idées kirghizes qu'elles profitaient des différents savoirs, des différents composants et des

⁵⁸² UNESCO. (2015). *Science Report: Towards 2030*, Paris : UNESCO Publishing, 366.

⁵⁸³ Souyarkoulova, M. N.D. « Передовая периферия: Космическое приборостроение во Фрунзе », КЫРГСОЦ, <https://kyrgsoc.org/peredovaya-periferiya-kosmicheskoe-priborostroenie-vo-frunze-nyne-bishkek/>

⁵⁸⁴ Ibid.

⁵⁸⁵ Ibid.

financements provenant du reste de l'URSS. Aujourd'hui, les bâtiments autrefois occupés par ladite entreprise abritent un atelier de couture et un centre commercial. Les activités spatiales ont cessé au tout début des années 1990 lorsque l'entreprise a été privatisée. La science et la pratique scientifique ont donc particulièrement souffert de la transformation induite par l'indépendance, rendant le Kirghizstan, selon un rapport de l'UNESCO, un pays très dépendant de l'extérieur au niveau technologique : un contraste frappant avec la période soviétique.

Depuis l'indépendance, les sciences appliquées attirent de moins en moins d'étudiants. Les programmes les plus populaires au Kirghizstan concernent les sciences sociales, le droit, et la politique⁵⁸⁶. La qualité de la science fondamentale et la R&D en Union soviétique étaient reconnus mondialement. En ce qui concerne les sciences sociales et les sciences humaines, elles étaient largement limitées pour éviter d'aller à l'encontre des principes idéologiques de la doxa marxiste-léniniste : « The development of social sciences was exceedingly controversial and provocative since the research results often came in conflict with the existing vision of the authorities on social aspects of Soviet life »⁵⁸⁷. Il était difficile de proposer des recherches originales dans ce contexte sans prendre de risques importants et la qualité et la portée mondiale de la recherche soviétique dans ces domaines étaient plus limités.

Avec l'indépendance et dans le contexte de libéralisation des années 1990, les disciplines concernées vont connaître un dynamisme d'autant plus que des partenariats internationaux, en collaboration avec les autorités kirghizes, vont mener à l'installation d'établissements de recherche de qualité comme l'Université Américaine d'Asie centrale ou l'académie de l'OSCE qui attirent à la fois les jeunes Kirghizes mais aussi des étudiants provenant du reste de l'Asie centrale. Des instituts de recherche telle que l'Institut français d'études de l'Asie centrale vont aussi décider de se relocaliser au Kirghizstan dans les années 2000 afin de profiter de la relative ouverture des autorités pour effectuer des travaux de recherche, contrairement au contexte plus autoritaire ouzbèke. Cette interaction croissante entre les étudiants, professeurs et chercheurs

⁵⁸⁶ Marat, E. (2009, mai). Labor migration in Central Asia: Implications of the global economic crisis. *Silk Road Paper*, Washington D.C. : Central Asia-Caucasus Institute & Silk Road Studies Program. https://www.isdp.eu/content/uploads/images/stories/isdp-main-pdf/2009_marat_labor-migration-in-central-asia.pdf, 15.

⁵⁸⁷ Hernández-Torrano, D., Karabassova, L., Izenkova, Z. et G. R. Courtney, M. (2021). Mapping education research in post-Soviet countries: A bibliometric analysis. *International Journal of Educational Development*, 87, 102502.

locaux et étrangers contribue à une augmentation des perspectives comparatives en plus de bénéficier aux deux parties. Les Kirghizes transmettent leurs connaissances aux chercheurs étrangers et vice-versa. Le problème dans ce contexte n'est pas tant la qualité de la recherche et son dynamisme que son manque d'adéquation avec la réalité économique du pays.

Cette multiplication d'organisations étrangères visant à la recherche académique en science sociales et humaines (principalement), s'explique aussi par un autre élément positif dans le contexte post-soviétique. Entre 1900 et 1991, les pays (en comptant les RSS d'Asie centrale comme des États à part entière) d'où provenaient le plus grand nombre de publications portant sur l'étude de l'Asie centrale (peu importe la discipline de recherche) provenaient d'URSS (880), des États-Unis (222), du Kazakhstan (112), de l'Ouzbékistan (76), du Tadjikistan (72) et du Kirghizstan (49) suivi par le Royaume-Uni (49) et le Turkménistan (29)⁵⁸⁸. Cette région, comme nous le savons, était peu étudiée et peu connue en dehors de l'URSS. Les recherches étrangères se faisaient surtout dans le cadre idéologisé de la Guerre froide. Or, entre 1991 et 2016, les pays qui ont le plus publié sur la région sont respectivement les États-Unis (3488), la Russie (3155), la Chine (2337), l'Allemagne (1629) et le Kazakhstan (1566)⁵⁸⁹. Jusqu'en 1991, seulement 13,97% des articles étaient le fruit de collaborations internationales (souvent entre des chercheurs issus du reste de l'URSS) : elles ont été multipliées par 4 depuis 1991⁵⁹⁰. Cette augmentation s'explique par la globalisation technologique et informationnelle qui permet plus facilement de collaborer avec des chercheurs aux quatre coins du monde.

Pour autant, un élément qui ressort de l'analyse de ces données démontre aussi que la coopération parmi les chercheurs des ex-RSS centrasiatiques a diminué en proportion et en comparaison avec la période soviétique. Les chercheurs se mettent à concurrencer pour les fonds provenant d'ailleurs. L'Asie centrale est de plus en plus valorisée par la recherche par un nombre croissant de pays et mène à une augmentation de la coopération internationale. En effet, l'Asie centrale recèle de nombreuses matières premières et son emplacement géographique central au continent eurasiatique en fait un potentiel hub de transports. Les connaissances sur la région sont

⁵⁸⁸ Wang, Y., Hong, S., Wang, Y., Gong, X., He, C., Lu, Z., & Zhan, F. B. (2019). What is the difference in global research on Central Asia before and after the collapse of the USSR: A bibliometric analysis. *Scientometrics*, 119, 909-930

⁵⁸⁹ Ibid.

⁵⁹⁰ Ibid.

de prime importance alors que la rivalité entre les différentes puissances engagées dans la région est de plus en plus prononcée.

Dans la partie suivante, nous aborderons les changements culturels qui se sont opérés au Kirghizstan dans les années 1990 et d'autres dimensions de la démodernisation de ce pays qui d'ailleurs tranchent avec certains éléments plus conjoncturels liés à la crise économique des années 1990.

C) Réapparition de pratiques traditionnelles et culturelles ? Nouvelles dynamiques et démodernisation

Le Kirghizstan souverain, c'est aussi la construction d'une identité nationale dans un pays où la nation titulaire ne forme que 50% de la population totale en 1991, sur des frontières qui ont été élaborées et imaginées par le travail de conceptualisation des experts de Moscou et de Leningrad - travaux auxquels ont bien évidemment pris part les Kirghizes faisant partie des instances décisionnelles durant les années 1920.

Les historiens et historiennes kirghizes iront puiser dans les textes anciens⁵⁹¹ afin de situer l'existence de la nation et de l'État kirghize à l'époque prémoderne comme une légitimation et une justification à l'indépendance soudaine du nouvel État⁵⁹². En définitive, les travaux des années 1920 et 1930 ayant mené à la création des frontières et de la forme de l'État kirghize de 1991 ne seraient que la suite logique d'un Kirghizstan qui existerait depuis des temps immémoriaux. Il y aura donc une rupture importante avec les années soviétiques durant lesquelles le ciment social était basé sur une doctrine qui avait une visée universaliste et avait pour ambition, *in fine* de moderniser les pratiques sociales selon les préceptes marxistes-léninistes⁵⁹³. Primaient les idées de sécularité, d'égalité entre tous les membres de la société, y compris entre les hommes et les femmes, ainsi que l'élimination des formes plus archaïques et traditionnelles de la vie des Kirghizes. Toute référence au passé « national » était soigneusement

⁵⁹¹ Осмонов О. и Турдалиева Ц. (2016). История Кыргызстана: от каменного века до наших дней: Школьный и вузовский учебник. Бичкек : Сарыбаев Т.Т.

Umetbaeva, A. (2012). *National Memory in Kyrgyzstan : attitudes to the Soviet past*. Open Democracy. <https://www.opendemocracy.net/en/odr/national-memory-in-kyrgyzstan-attitudes-to-soviet-past>

⁵⁹² Осмонов О. и Турдалиева Ц. (2016). История Кыргызстана: от каменного века до наших дней: Школьный и вузовский учебник. Бичкек : Сарыбаев Т.Т.

⁵⁹³ Slezkine, Y. (1994). The USSR as a Communal Apartment, or How a Socialist State Promoted Ethnic Particularism. *Slavic Review*, 53(2), 414-452.

mise de côté par l'éducation et les communications officielles. Cette ambition s'est matérialisée au cours des décennies soviétiques par une diminution importante de la pratique de l'islam et de sa visibilité dans l'espace public ainsi que par l'interdiction de nombreuses pratiques que nous avons déjà évoquées. C'est pourquoi, au lendemain de l'indépendance, un travail considérable sera fait par les autorités du nouvel État afin d'en choisir ses symboles, inscrire et légitimer son existence ainsi que les constituants de l'identité nationale kirghize. L'idée est de renouer avec une authenticité qui aurait été « étouffée » pendant les années de soviétisme. Dans ce contexte, « tradition was introduced and promoted from 'above' by authorities in the newly independent nation-states, who drew on allegedly 'authentic' traditions to claim continuity with a distant past, which allowed them to established national(ist) narratives that helped legitimize their claims over a certain territory »⁵⁹⁴. Au regard de la démodernisation, cette démarche des autorités kirghizes de mettre la tradition au cœur de la légitimité de l'État naissant est particulièrement intéressante puisqu'elle provoque de fait une rupture avec la période soviétique et soulève des problématiques pertinentes eu égard au lien entre modernité et traditions. Tout au long des années 1990, plusieurs éléments pré-soviétiques vont être mis de l'avant, autant au niveau culturel que religieux : « Practices of traditionalization can be understood as efforts to link the present to the past, thereby emphasizing a continuity of practices, material culture, and institutions that in turn furthers claims to authenticity and historical or even mythical continuity.»⁵⁹⁵. On assiste au Kirghizstan à la fois à une traditionalisation mais aussi à « retraditionnalisation » en ce sens qu'elle est aussi le fruit de différentes dynamiques politiques et commerciales⁵⁹⁶ qui servent des intérêts précis dans le contexte d'indépendance et qui sont parfois peu en adéquation avec le passé⁵⁹⁷.

Le rapport à la tradition occupe une place de choix dans le contexte de construction ou de renforcement de l'identité nationale au sein du pays tout juste indépendant. Cette interaction est particulièrement révélatrice du défi qui consiste à inscrire l'État-nation kirghize. Le recours à la tradition va occuper une place fondamentale dès l'indépendance du pays, afin de légitimer

⁵⁹⁴ Beyer, J. et Finke, P. (2020). *Practices of traditionalization in Central Asia*, London : Routledge, 26.

⁵⁹⁵ Ibid, 65.

⁵⁹⁶ Commercio, M. E. (2015). The politics and economics of "retraditionalization" in Kyrgyzstan and Tajikistan. *Post-Soviet Affairs*, 31(6), 529-556.

⁵⁹⁷ Beyer, J. et Finke, P. (2019). Practices of traditionalization in Central Asia. *Central Asian Survey*, 38(3), 310-328.

l'existence de l'État kirghize en dehors de l'Union soviétique⁵⁹⁸. L'épopée de Manas, récit épique inscrit au patrimoine immatériel de l'UNESCO, va devenir fondateur de l'identité kirghize sous l'impulsion de Akaev, tout comme de nombreux éléments « traditionnels » et culturels qui seront mis de l'avant par le gouvernement⁵⁹⁹. Manas dans sa lutte acharnée contre ses ennemis est à l'image du peuple kirghize qui a « toujours » dû lutter pour son indépendance et sa souveraineté⁶⁰⁰. Cette épopée qui s'est transmise pendant des centaines d'années par voie orale via les *manastchis* (conteurs) a été couchée sur papier au XVIIIème siècle. Officiellement considérée au Kirghizstan comme une hagiographie, de nombreux doutes subsistent néanmoins sur la véracité de l'existence de Manas. Quoi qu'il en soit, ce récit va devenir extrêmement populaire et il fait aujourd'hui partie intégrante de la culture kirghize puisque continue à y être puisée une partie de ses traditions, notamment orales⁶⁰¹. Il est intéressant de constater que les Kirghizes ne sont pas les seuls à se réclamer de l'héritage de Manas⁶⁰². D'autres éléments matériels vont devenir constitutifs de la culture kirghize postindépendance telles que les yourtes, omniprésentes dans les symboles (le drapeau kirghize en représente le « plafond ») mais aussi dans les montagnes kirghizes aussi bien pour abriter les touristes que les familles qui ont renoué avec des modes de vie nomade. Selon les entretiens que l'auteur de cette thèse a eus lors de son séjour au Kirghizstan, elles n'étaient à la fin des années 1980 qu'un lointain vestige du passé pré-révolutionnaire et très peu visibles, y compris dans l'espace rural. Aussi, tolérés et portés durant la période soviétique, le *al-kalpak*, couvre-chef traditionnel fabriqué en laine et censés représenter la pureté des cols enneigés kirghizes, s'est vu décerné une date officielle de célébration⁶⁰³ et une loi a même été passée obligeant les hauts dignitaires à le porter durant les

⁵⁹⁸ Chotaeva, C. (2014). *Restoration of Islamic Values and cultural traditions in post-Soviet Kyrgyzstan* [Document universitaire, American University of Central Asia]. <https://dspace.auca.kg/handle/123456789/2231>

⁵⁹⁹ Sheranova, A. (2022). The Legitimation of Askar Akaev through cultural performance in Kyrgyzstan (1991-2005). *Studies in Ethnicity and Nationalism*, 23(1), 69-84.

⁶⁰⁰ Akaev, A. (2003). *Kyrgyz Statehood and the National Epos Manas*, New York : Global Scholarly Editions

⁶⁰¹ Une statue de Manas trône d'ailleurs sur la principale place de Bichkek là où fut jusqu'en 1991 une statue monumentale de Lénine

⁶⁰² Jacquesson, S. (2020). Claiming heritage : The Manas epic between China and Kyrgyzstan. *Central Asian Survey*, 39(3), 324-339.

⁶⁰³ TuraNews. Kyrgyzstan celebrates the Day of Ak Kalkpak. *Turanews*. <https://turanews.kz/en/news/kyrgyzstan-celebrates-the-day-of-ak-kalpak/>

cérémonies officielles⁶⁰⁴. La culture kirghize contemporaine est donc pourvue de symboles en continuité mais aussi en discontinuité avec la période soviétique qui accouchent aussi parfois de formes hybrides de modernité et de tradition⁶⁰⁵. Par exemple, il suffit d'assister à une partie de *ulak tartish*, sport équestre interdit pendant la période soviétique dans le stade flambant neuf sur la rive du majestueux lac de Issyk-Kul pour constater le mélange des genres. La réappropriation et la mise en avant de symboles sont donc l'un des premiers éléments particulièrement évocateurs et évidents qui apparaissent dans les années 1990 au Kirghizstan et qui visent donc à asseoir la légitimité de ce nouvel état, ancré dans des traditions ancestrales. Toutefois, on comprendra que ces éléments matériels reflètent une volonté comme une nécessité de mettre de l'avant la tradition afin d'inscrire le pays dans une histoire beaucoup plus ancienne que la période soviétique et ainsi tirer une légitimité conférée par l'Histoire – non pas par le démantèlement de l'URSS. L'écriture d'un roman national comme la mise en place de symboles sont somme toute des éléments classiques dans la construction d'une identité nationale et du développement des moyens pour mettre de l'avant la légitimité de l'État, tout comme l'appartenance à une culture et à des traditions. Ceux-ci n'ont pour autant que peu d'importance et sont dénués de conséquences sociales en lien avec la démodernisation.

Le Kirghizstan indépendant est ainsi confronté au défi de construire sa souveraineté, de se légitimer auprès de sa population au moment même où les conditions économiques et sociales se détériorent. Il convient donc de garder à l'esprit dans les pages suivantes l'imbrication des différentes réalités sociales, économiques et politiques pour comprendre et analyser les changements sociaux et culturels qui interviennent tant celles-ci interagissent entre elles. Par ailleurs, rappelons que « le retour à des modes de vie et de pensées plus traditionnelles et des modes de vie plus archaïques » est une dimension et une conséquence de la démodernisation tout autant que ne le sont les détériorations des conditions de vie que nous avons déjà évoquées dans ce travail. En effet, causes et conséquences ne sont pas forcément si facilement distinguables et ce, particulièrement dans un contexte porteur d'autant de changements en si peu de temps. La

⁶⁰⁴ Une loi est d'ailleurs passée récemment punissant quiconque ne « respecterait » pas cet objet de fierté et d'identification nationale. <http://kenesh.kg/ru/article/show/3151/na-obshtestvennoe-obsuzhdenie-s-8-yanvary-2018-goda-vinositsya-proekt-zakona-kirgizskoy-respubliki-o-pridanii-natsionalnomu-golovnomu-uboru-ak-kalpak-statusa-kulyturnogo-simvola>

⁶⁰⁵ Cox, T. A. (2018, 4 avril). Tradition and Changing Ideals Collide in Post-Soviet Kyrgyzstan. *The Diplomat*. <https://thediplomat.com/2018/04/tradition-and-changing-ideals-collide-in-post-soviet-kyrgyzstan/>

façon dont les femmes vont être impactées et réagir durant les années 1990 et 2000 est selon nous révélateur de l'imbrication de phénomènes en apparence contradictoires mais qui résultent de logique de survie dans un contexte de changements sociaux, économiques et politiques et qui renvoient à la démodernisation de la société kirghize dans les années 1990 et 2000.

La condition des femmes, entre recul et affirmation

L'un des aspects centraux de la « révolution culturelle » durant les premières décennies soviétiques a été celui de la « question de la femme ». Alors qu'elles étaient pour la plupart cantonnées à des rôles très précis, traditionnels, à la veille de la révolution, les femmes au Kirghizstan vont voir leur statut changer progressivement. Moderniser le territoire et la société kirghize avait aussi pour but de moderniser les consciences. L'amélioration de la condition des femmes était un objectif pour les autorités communistes partout en Union soviétique et ailleurs : « Gender equality was one of the major achievements of the Soviet Union and the socialist regimes of Central Europe. Women had equal access to schooling, healthcare, employment and, to some extent, leadership »⁶⁰⁶. Le Kirghizstan n'a pas fait exception à cette réalité soviétique où les femmes ont joué un rôle économique et social important tout en gardant un rôle traditionnel⁶⁰⁷ au sein des foyers kirghizes : « In 1991, 81,6% of women were employed in the formal labor force, supported by public state-funded services and provisions that included day care centers, kindergartens, extended maternity leave, and access to basic health care ». Or, la condition et le statut des femmes va beaucoup changer suite à l'indépendance, tant au niveau des mentalités qu'à celui des activités socioéconomiques : « Following independence, few of the newly independent states, including the Kyrgyz Republic, sought to address the issue of gender inequality in the home, and continued reinforcing the perception of women as mothers and family caretakers, rather than as individuals and independent actors of the public sphere »⁶⁰⁸. Par ailleurs la politique du gouvernement kirghize va mettre un accent sur la tradition et les valeurs conservatrices. Qu'il s'agisse des hommes et des femmes, plusieurs rapports de l'ONU basés sur des sondages auprès de la population revendiquent un « droit à ne pas travailler », « à s'occuper

⁶⁰⁶ Paci, P. (2002). *Gender in transition*, Washington D.C : World Bank, 9.

⁶⁰⁷ Ibid, 10.

⁶⁰⁸ Brody, A. (2019). *Kyrgyz Republic Country Gender Assessment*, Manila : Asian Bank of Development, 9.

de sa famille ». Une acceptation de plus en plus répandue de l'idée selon laquelle la place des femmes est au foyer s'observe dans les années 1990. Progressivement, les femmes vont être de moins en moins visibles sur la place publique en raison des changements qui s'opèrent dans la société kirghize. Les femmes se retrouvent dans des situations de pauvreté et de vulnérabilité toute particulière alors que les hommes sont de plus en plus nombreux à partir travailler en Russie et au Kazakhstan.

Les femmes vont être particulièrement affectées par la disparition des nombreux services publics qui leur permettaient de travailler tout en ayant une vie de famille. En 2007, elles n'étaient plus que 42,3% à travailler selon les statistiques officielles⁶⁰⁹, contre près de 82% en 1991, alors que les nombreuses structures d'aides soviétiques étaient devenues payantes quand elles restaient accessibles – dans certaines zones urbaines. Tout au long des années 1990, au niveau économique, des inégalités vont se creuser au niveau des salaires entre les hommes et les femmes⁶¹⁰, tandis que la proportion de femmes occupant les emplois les moins qualifiés sera démesurément plus importante que celle d'hommes⁶¹¹. Par ailleurs, la disparition de nombreux emplois publics explique pour beaucoup la diminution de la part de femmes dans les statistiques de l'économie formelle : « The loss of state-run posts in education, health care, local administration, and other vital areas where many women were previously employed had a particularly stark impact, and the resulting void has not been filled with new economic opportunities. The lack of subsidized childcare and public services, such as kindergartens, also limited the employment choices for many women with young children or with other caring responsibilities »⁶¹². La première décennie d'indépendance impose donc aux femmes une situation difficile alors qu'elles se retrouvent simultanément face à différents problèmes : les emplois qu'elles occupaient disparaissent et les structures et aides soviétiques qui leur

⁶⁰⁹ Ibraeva, G., A. Moldosheva, and A. Niyazova. (2011). *World Development Report 2012: Gender and Development Background Paper. Kyrgyz Country Case Study*. Washington D.C. : The World Bank.

⁶¹⁰ NSC, Ministry of Health [Kyrgyz Republic], and ICF International. 2013. *Kyrgyz Republic Demographic and Health Survey 2012*. Bishkek, Kyrgyz Republic, and Calverton, Maryland, USA: NSC, MOH, and ICF International. <https://dhsprogram.com/pubs/pdf/FR283/FR283.pdf>, p.98

⁶¹¹ Hoare, J. 2009. *Development and Gender in Kyrgyzstan*. Unpublished SRC Research Report. https://www.files.ethz.ch/isn/145095/Hoare_Devpt_Gender.pdf.

⁶¹² Transport Corridor Europe–Caucasus–Asia (TRACECA). 2013. *Logistics Processes and Motorways of the Sea II LOGMOS Master Plan—Annex 9.1. Country Profile*. Baku. http://www.traceca-org.org/fileadmin/fm-dam/TAREP/65ta/Master_Plan/MPA9.1KY.pdf.

permettaient de travailler disparaissent aussi. Sans compter une rupture supplémentaire avec la période soviétique alors que le tournant conservateur emprunté par les autorités kirghizes « are at the heart of the significant current discrepancies between women's de jure and the facto equality in the Kyrgyz Republic and contribute to increasing levels of time poverty for women, as they struggle to fulfill socially prescribed domestic roles as well as ear income vital for the support of their families »⁶¹³. Une dynamique particulièrement perverse se produit puisque les femmes sont touchées par le marasme économique à la fois directement et indirectement. De plus, dans le cadre des réformes liées à la décollectivisation, les femmes vont devenir de plus en plus tributaires de leurs maris en ce qui concerne la propriété de terrains : « Despite the fact that privatization placed half of land shares in female hands, meaning that women's names appeared on land titles, in the intervening decades, custom and tradition have “prevented many women from receiving the benefits of land distribution.” »⁶¹⁴. Les femmes, de plus en plus en marge de l'économie formelle et ayant été touchée par un chômage massif, dépourvues de titre de propriété, se trouvaient de plus en plus vulnérables dans le contexte de l'indépendance. Par ailleurs, « According to Kyrgyz tradition, after marriage, a woman leaves her parental home to live with her husband and, often, his extended family. She becomes “almost the property of the new family” and is strongly discouraged from seeking support from her parents »⁶¹⁵. D'un point de vue économique et social, le changement rapide de la condition de la femme est un exemple révélateur de la rapidité des changements qui s'opèrent sur le territoire Kirghize : crise économique, retrait de l'État, changement des mentalités. La condition des femmes, l'une des grandes avancées de la période soviétique (tant et autant que l'on considère cela comme une forme de la modernisation), va profondément pâtir des années 1990⁶¹⁶.

Les femmes vont aussi souffrir du retour de certaines pratiques traditionnelles qui avaient été bannies pendant la période soviétique autour du mariage. On constate la réapparition de plusieurs d'entre elles qui touchent tout particulièrement les femmes les plus pauvres et les plus

⁶¹³ Brody, A. (2019). *Kyrgyz Republic Country Gender Assessment*, Manila : Asian Bank of Development, 9

⁶¹⁴ FAO. (2016). National Gender Profile of Agricultural and Rural Livelihoods—Kyrgyz Republic. Country Gender Assessment Series. <http://www.fao.org/3/a-i5763e.pdf>, 31.

⁶¹⁵ Brody, A. (2019). *Kyrgyz Republic Country Gender Assessment*, Manila : Asian Bank of Development.

⁶¹⁶ Corcoran-Nantes, Y. (2005). *Lost Voices : Central Asian Women Confronting Transition*, London : Zed Books.

jeunes⁶¹⁷ : « In 2014, 12.7% of female respondents aged 20–49 who participated in a national statistical survey said they married, or entered into an unregistered marriage, when they were below the age of 18⁶¹⁸. Les pratiques *sep beryy* et du *kalym* (une dime sous forme d'argent, de titres de propriété ou de bétail), qui consiste en des paiements offerts aux familles du marié et de la mariée vont gagner en popularité durant les années 1990. Les gains économiques que l'on peut tirer du mariage de sa progéniture deviennent un élément central dans la volonté ou non de la marier et ces considérations et pratiques vont mener à l'augmentation des mariages de mineures⁶¹⁹ et aux mariages arrangés⁶²⁰. Dans le contexte de pauvreté importante des années 1990, ces incitatifs au mariage qui avaient presque entièrement disparu pendant les années soviétiques réapparaissent. À ce sujet, on peut évoquer un phénomène particulièrement médiatisé, celui du *ala kachuu*. Cette pratique consiste à enlever de force une femme que l'on désire épouser. Le fait qu'elle ait été enlevée la déshonore, elle et sa famille, la forçant ainsi à devoir se marier avec son ravisseur. Malheureusement, cette pratique donne souvent lieu à un viol et intervient souvent dans les zones rurales les plus pauvres⁶²¹. Les femmes et les familles concernées n'ont pas de recours quand bien même cette pratique est pourtant interdite par les autorités kirghizes depuis 1994 et qu'elle est passible de plusieurs années de prison⁶²². À ce propos, durant mon séjour au Kirghizstan, deux affaires de kidnapping ayant mené à des féminicides ont fait les manchettes sur place. Il semblerait que la pratique est particulièrement courante et difficile à enrayer en raison des questions d'honneur mais aussi des questions liées à

⁶¹⁷ Bauer, Armin, David Green, and Kathleen Kuehnast. 1997. *Women and Gender Relations: The Kyrgyz Republic in Transition*. Manila: Asian Development Bank.

⁶¹⁸ Brody, A. (2019). *Kyrgyz Republic Country Gender Assessment*, Manila : Asian Bank of Development, xvi

⁶¹⁹ UNFPA. 2014. "Child marriage in Kyrgyzstan" Fact Sheet (online): <https://www.girlsnotbrides.org/resource-centre/unfpa-child-marriage-country-profile-kyrgyz-republic/>

⁶²⁰ Amsler, Sarah and Russell Kleinbach. 1999. "Bride kidnapping in the Kyrgyz Republic." *International Journal of Central Asian Studies*, 4, 185–216.

⁶²¹ Muldoon, R. et Casabonne, U. (2017). *Gender Norms in Flux : Bride Kidnapping and Women's Civic Participation in the Kyrgyz Republic*, Washington D.C : World Bank Group
<https://documents.worldbank.org/en/publication/documents-reports/documentdetail/609321512627138423/gender-norms-in-flux-bride-kidnapping-and-women-civic-participation-in-the-kyrgyz-republic>

⁶²² Muldoon, R. et Casabonne, U. (2017). *Gender Norms in Flux : Bride Kidnapping and Women's Civic Participation in the Kyrgyz Republic*, Washington D.C. : World Bank Group
<https://documents.worldbank.org/en/publication/documents-reports/documentdetail/609321512627138423/gender-norms-in-flux-bride-kidnapping-and-women-civic-participation-in-the-kyrgyz-republic>

la honte des familles concernées par le rapt de leur(s) fille(s). Dans le cadre de plusieurs enquêtes et sondages diligentés entre 1999 et 2004, il serait estimé que près de 45% des mariages dans les villages seraient le résultat de cette pratique⁶²³. En 2016, une enquête de l'UNFPA considérait que près d'un cinquième des mariages au Kirghizstan était la conséquence d'un enlèvement. La réémergence de ces traditions et pratiques illustrent la vulnérabilité croissante auxquelles peuvent être confrontées les femmes kirghizes sans que l'État ne semble être en mesure de les protéger. Là-encore, comme pour les réseaux d'entraide et de solidarité, ce sont les ONG qui prennent le relais d'un État en perdition. Un dernier exemple de pratique interdite pendant la période soviétique est la pratique de la polygamie. Discutée au parlement, la polygamie reste interdite mais le fait que celle-ci ait été bannie par un « pouvoir extérieur », lui conférerait finalement une forme de légitimité. Si la polygamie pourrait sembler sans conséquences, elle peut aussi mener « in addition to contributing to increased levels of psychosocial stress among affected women, may also have income poverty effects, with first and/or second wives being abandoned by their husbands and left to support dependant children and other family members »⁶²⁴. Les femmes sont donc particulièrement exposées et vulnérables face à la résurgence de pratiques dans un contexte social et politique conservateur qui rompt avec la période soviétique. Pour autant, certains éléments montrent aussi que les femmes kirghizes et la société kirghize plus largement s'adaptent : agriculture de subsistance, développement de nouvelles activités économiques dans le cadre de l'économie informelle, recours aux migrations économiques.

Alors que l'on pourrait croire que les réseaux d'entraide traditionnels aient remplacé les structures soviétiques, il s'avère que la polarisation économique croissante de la société kirghize, entre la ville et la campagne notamment, provoque aussi l'effritement de la solidarité. Durant la période soviétique, des échanges de services comme « échange de bons procédés » étaient une pratique tolérée et acceptée qui permettait aux individus de se procurer des biens et services que les revenus de leur travail ne leur permettaient pas forcément d'obtenir⁶²⁵. Or, la transition à une économie de marché provoque un changement assez rapide des mentalités où l'argent tend à

⁶²³ Kleinbach, R. (2003). Frequency of non-consensual bride kidnapping in the Kyrgyz Republic. *International Journal of Central Asian Studies*, 8(8), 108-128.

⁶²⁴ Brody, A. (2019). *Kyrgyz Republic Country Gender Assessment*, Manila : Asian Bank of Development, 9.

⁶²⁵ Edgar, A. (2007). Marriage, Modernity, and the 'Friendship of nations': Interethnic Intimacy in Post-War Central Asia in Comparative Perspective. *Central Asian Survey*, 26(4), 581-599.
<https://doi.org/10.1080/02634930802018489>

occuper une place croissante dans les relations sociales entretenues: « Marketization and new forms of competition have robbed traditional and morally sanctioned relationships of their value while creating a greater need to expand and diversify interest-based relationships to further mobility »⁶²⁶. La société kirghize des années 1990 et 2000 est une société qui s'atomise et où de plus en plus d'individus vont se retrouver en situation d'exclusion sociale. Les sentiments de honte et d'humiliation mènent à un isolement croissant, notamment des hommes qui tombent dans les addictions, comme l'alcool et la drogue, en raison de leur incapacité à répondre aux besoins de leurs familles : « Part of the Kyrgyz population is not just poor : it has found itself on the periphery of social space, and has practically lost touch with the rest of society »⁶²⁷. Paradoxalement, en même temps que les filets sociaux de la période soviétique ont disparu, la polarisation de la société détériore les réseaux d'entraide traditionnel. Ce sont véritablement les ONG et les institutions religieuses qui vont remplir ce rôle alors que la société kirghize est en pleine reconfiguration et que l'État est plus ou moins incapable de fonctionner correctement⁶²⁸. Par ailleurs, dans un contexte où les idées conservatrices liées à la famille et au rôle de la femme à la maison se répandent, un paradoxe particulièrement éclairant sur les changements profonds qui interviennent au Kirghizstan se fait jour. De nombreux hommes vivent particulièrement mal la disparition de l'URSS et ses implications économiques car ils ont de plus en plus de difficultés à assurer le minimum de bien-être à leurs familles. C'est ainsi que ce sentiment de déclassement génère, entre autres, l'augmentation des violences conjugales. Un véritable fléau dans les années 1990 et 2000 qui obligera d'ailleurs le gouvernement à réagir par la promulgation d'une loi plus sévère pour ce délit. Toutefois, les poursuites intentées contre les coupables de violences resteraient souvent lettre morte⁶²⁹. Beaucoup d'hommes décident d'aller travailler au Kazakhstan et en Russie. Nous savons que pendant la période soviétique, les Centrasiatiques se distinguaient

⁶²⁶ Muldoon, R. et Casabonne, U. (2017). *Gender Norms in Flux : Bride Kidnapping and Women's Civic Participation in the Kyrgyz Republic*, Washington D.C. : World Bank Group
<https://documents.worldbank.org/en/publication/documents-reports/documentdetail/609321512627138423/gender-norms-in-flux-bride-kidnapping-and-women-civic-participation-in-the-kyrgyz-republic>

⁶²⁷ UNICEF. (2009). *Национальное исследование детской бедности и диспропорций в Кыргызской Республике*. Бишкек, Институт стратегического анализа и оценки при Президенте Кыргызской Республики 23.

⁶²⁸ McGlinchey, E. (2009). Islamic revivalism and state failure in Kyrgyzstan. *Problems of Post-Communism*, 56(3), 16-28. <https://doi.org/10.2753/PPC1075-8216560302>, 27.

⁶²⁹ Brody, A. (2019). *Kyrgyz Republic Country Gender Assessment*, Manila : Asian Bank of Development.

du reste de l'URSS par leur très faible mobilité. Au sein de la CEI pendant les années 1990, les Centrasiatiques se distinguent au contraire par leur très grande mobilité. Dans une société kirghize où le rôle de l'homme comme pourvoyeur est mis de l'avant et où le rôle de la femme est souvent considéré comme devant se limiter à la sphère familiale, les changements sur le terrain sont particulièrement contradictoires. Non seulement les femmes se trouvent souvent démunies face à la dégradation de leurs conditions de vie socio-économiques, face au chômage, face à la violence croissante de leurs maris ou de leur absence, mais en plus, elles doivent trouver des stratégies de survie. Dans une société qui prône un retour à des valeurs moins « progressistes » que celles de la période soviétique, les femmes mettent en place des stratégies économiques afin de s'en sortir et qui tranchent avec l'apparente « re-traditionalisation » de la société et des femmes kirghizes.

D'un côté, les femmes s'enquêtent des tâches domestiques et de l'autre, les femmes kirghizes vont jouer un rôle particulièrement important au niveau de l'économie informelle. Elles vont devenir des femmes d'affaires avisées qui vont contribuer au développement de certaines routes commerciales, notamment celles en lien avec la Chine. Les années 1990, en raison du chaos général, mène aussi à la prise d'importance de nouvelles activités économiques comme celle du « shuttle trade »⁶³⁰ participant à l'internationalisation de l'économie kirghize.

Plusieurs paradoxes voient le jour alors que l'accent mis sur la tradition par l'État se heurte aux nouvelles réalités sociales⁶³¹. La très forte émigration des hommes rendue nécessaire pour trouver un emploi mène à la dislocation des familles et implique de nombreux changements sociaux⁶³². Le retour vers la tradition ne se vérifie que partiellement en réalité. La tradition sert autant les discours qu'à légitimer la ou le politique sans pour autant avoir de réalité en pratique tout autant qu'elle peut servir à s'affirmer.

⁶³⁰ Morris, J. et Polese, A. (2013). *The informal post-socialist economy: Embedded practices and livelihoods*, London : Routledge.

Kuehnast, K. R. (1998). From Pioneers to Entrepreneurs : Young Women, Consumerism, and The 'World Picture' in Kyrgyzstan. *Central Asian Survey*, 17(4), 639-654.

Turaeva, R. (2014). Mobile Entrepreneurs in Post-Soviet Central Asia. *Communist and Post-Communist Studies*, 47(1), 105-114.

⁶³¹ Schatz, E. (2009). The Soft Authoritarian 'Tool Kit' : Agenda-Setting Power in Kazakhstan and Kyrgyzstan. *Comparative Politics*, 41(2) 203-222.

⁶³² Laruelle, M. et Peyrouse, S. (2015). *Globalizing Central Asia: geopolitics and the challenges of economic development*, London : Routledge.

Un retour de l'islam?

Un autre élément assez singulier que l'on observe au Kirghizstan concerne la place de l'islam et qui pourrait sembler être lié de premier abord aux éléments constitutifs d'un retour à la tradition. Peuple islamisé sur le tard⁶³³ dont la pratique a été particulièrement réduite pendant la période soviétique, plusieurs écrits se sont posé la question de savoir si la réémergence de l'islam sur la sphère publique était une forme de re-traditionalisation⁶³⁴. Cette question d'un remplacement de l'islam par la modernité soviétique suivie d'une réislamisation reste débattue et ouvre des perspectives intéressantes sur la place de la religion dans les États d'Asie centrale : l'islam et la culture qui y est liée aurait-elle été simplement mise en veilleuse pendant les années soviétiques pour mieux réapparaître après 1991⁶³⁵? L'islam pratiqué sur le territoire du Kirghizstan actuel avant l'arrivée de l'Empire tsariste avait été influencé par le bouddhisme, le judaïsme, la christianité, le tangraïsme, le zoroastrisme, religions et formes de spiritualité qui voyageaient avec les caravanes⁶³⁶. Or, l'islam qui « réémerge » durant les années 1990 est surtout influencé par l'extérieur et ne ressemble pas, ni dans le contenu ni dans les pratiques, à celles du passé. Nous pensons donc qu'il y a la fois un processus de réislamisation (quoiqu'influencé à la fois par des acteurs kirghizes mais aussi étrangers) et une réapparition de traditions et pratiques culturelles qui avaient été mise sous silence pendant la période soviétique sans pour autant disparaître. De nombreuses mosquées sont construites durant les premières années. De 34 en 1987, elles seront mille en 1994⁶³⁷ pour atteindre presque 2000 en 2015⁶³⁸. Au lendemain de l'indépendance, il se trouve que les mosquées ont surtout joué un rôle important auprès des

⁶³³ Дюшенбиев, С. У. (2011). Ислам в современном Кыргызстане: состояние и проблемы. *Религиоведение*, (3), 107-126.

Козукулов, Т. А. Ислам в социально-политической жизни юга Кыргызстана: от истоков до современности. *Вестник КРСУ*, 2009, vol. 9, no 3, 97.

⁶³⁴ Notamment Naumkin, V.V. (2005). *Radical Islam in Central Asia : Between Pen and rifle* (Ser. The soviet bloc and after series). Rowman & Littlefield et Ahmed Rashid. (2002). *Jihad: The Rise of Militant Islam in Central Asia*, New Haven : Yale University Press.

⁶³⁵ Voir Foltz, R. (2019). *A history of the Tajiks : Iranians of the East*. New York : Bloomsbury Publishing et Poliakov, S. (1992). *Everyday Islam: Religion and Tradition in Rural Central Asia*. New York : Armonk.

⁶³⁶ Karagiannis, E. (2012). The New Political Islam in Central Asia: From Radicalism to the Ballot Box? *The Brown Journal of World Affairs*, 19(1), 71-82. <http://www.jstor.org/stable/24590929>

⁶³⁷ Akiner, S. (2003). The Politicisation of Islam in Post-Soviet Central Asia. *Religion, State & Society*, 31(2), 101.

⁶³⁸ Muhiddin, Z. (2015). More Mosques Than Schools Being Built in Kyrgyzstan. *Voice of America*. <https://www.voanews.com/a/more-mosques-than-schools-being-built-in-kyrgyzstan/3044830.html>

familles dans le besoin et dans les communautés rurales les plus touchées par la paupérisation⁶³⁹. Lors d'un de mes déplacements dans un village non loin de Bichkek, lorsque je posais la question du rôle et de la place de l'islam durant les années 1990, un homme d'un certain âge me répondit que pour lui et ses camarades, c'était « soit la vodka, soit la mosquée ». Celles-ci sont devenues un endroit de maintien du lien social alors que la société était en perte de repères et était en train de s'atomiser. En fait, l'État, laïque, joue un rôle de facilitateur en mettant de l'avant l'islam comme un héritage national et comme une base morale et éthique du nouvel ordre post-soviétique⁶⁴⁰ au même titre qu'il le fait par rapport à certaines traditions que nous avons mentionnées. Alors qu'il était impossible de s'identifier musulman durant la période soviétique, dès 1998, 90 à 95% de la population ethnique kirghize se reconnaît musulmane⁶⁴¹. Les émissions de télévision et autres manifestations culturelles, la reconnaissance des jours fériés liés à l'islam, la participation à des organisations et mouvements internationaux liés à la religion deviennent progressivement monnaie courante au Kirghizstan⁶⁴². Au Kirghizstan et en Asie centrale, les autorités ont promu un islam culturel et non pas politique⁶⁴³. D'ailleurs, les craintes d'un Kirghizstan potentiellement rigoriste qui représenterait un bassin important de fondamentalistes n'ont pas été justifiées jusqu'à présent. Les États centrasiatiques ont été particulièrement vigilants en évitant que des idées extrémistes et radicales ne se diffusent auprès de la population⁶⁴⁴. Dans les cinq pays de la région, il existe un contrôle et une surveillance très stricte des différentes communautés religieuses⁶⁴⁵, ainsi que les groupes et les partis liés à l'islam politique⁶⁴⁶.

⁶³⁹ McGlinchey, E. (2009). Islamic revivalism and state failure in Kyrgyzstan. *Problems of Post-Communism*, 56(3), 16-28.

⁶⁴⁰ Akiner, S. (2003). The Politicisation of Islam in Post-Soviet Central Asia. *Religion, State & Society*, 31(2), 102

⁶⁴¹ Султангалиева А.К. (1998). *Ислам в Казахстане. История, практичность, современность*, Almaty : KISI, 63.

⁶⁴³ Gleason, G. (1997). *The Central Asian States: Discovering independence*, Boulder : Westview Press, 174-175.

⁶⁴⁴ Cet enjeu est explicitement mentionné dans le document portant sur la politique de l'État kirghize dans le domaine religieux. Voir Молдалиев О.А. (2015). *Государственная политика в религиозной сфере: законодательная база, концепция и "традиционный ислам" в Кыргызстане*. Бишкек : Государственная комиссия по делам религий Кыргызской Республики.

⁶⁴⁵ Collins, K. (2007). Ideas, Networks, and Islamist Movements: Evidence from Central Asia and the Caucasus. *World Politics*, 60(1), 64-96.

Au Kirghizstan, il semblerait que la religion et l'islam en particulier a surtout joué un rôle de soutien, matériel et social certes, mais aussi davantage. Dans le contexte des différents changements qui ont cours dans la période de fortes turbulences des années 1990, l'islam incarnait une forme de stabilité et a joué un rôle fédérateur à l'heure où les structures sociales et socialisantes d'hier étaient en train de disparaître sans être remplacées. Pour autant, il semblerait exagéré de parler d'une société islamisée et fédérée autour de la religion. La société kirghize et son fonctionnement n'est pas une société où l'appartenance à la religion est centrale et si l'État a pu jouer sur l'attachement des kirghizes à leur culture musulmane, la société kirghize reste laïque. Les logiques claniques et tribales⁶⁴⁷, basées sur une logique territoriale, continuent d'avoir un impact important au niveau de l'économie et de la politique, beaucoup plus que la foi ou l'appartenance à la religion⁶⁴⁸. Ce qui semble avéré est que dans les années 1990 et 2000, le sujet de la religion était secondaire chez les Kirghizes et que celle-ci n'a pas eu de réel impact selon nous au niveau de la modernisation et de la démodernisation. C'est véritablement depuis les années 2010 que l'on observe un changement, notamment dans les campagnes, alors que les écoles religieuses, privées, sont de plus en plus nombreuses⁶⁴⁹. La Turquie joue un rôle important au niveau de l'éducation alors que de nombreuses écoles turques à vocation religieuse ouvrent sur le territoire kirghize⁶⁵⁰. Un récent travail de recherche démontre que ce n'est pas tant la religion musulmane qui provoque un changement de mentalité mais bien le retour de certaines pratiques traditionnelles qui rendraient la religion attractive, en plus d'ouvrir des perspectives à l'international grâce aux réseaux notamment turcs et saoudiens. Les valeurs prônées par l'islam et son éducation religieuse sont perçues par de nombreux parents comme le meilleur moyen de rendre les jeunes Kirghizes de futures bonnes épouses, « In fact, the notion of a "perfect bride" is directly related to the retraditionalization of gender roles »⁶⁵¹. Nous pensons que cette

⁶⁴⁶ Montgomery, D. W. et Heathershaw, J. (2016). Islam, secularism and danger : A reconsideration of the link between religiosity, radicalism and rebellion in Central Asia. *Religion, State & Society*, 44(3), 192-218.

⁶⁴⁷ Sanglibaev, A. A. (2010). Ethnic Clan Politics in the Post-Soviet Space. *Russian Politics & Law*, 51(1), 56-71.

⁶⁴⁸ Reeves, M., Rasanayagam, J. et Beyer, J. (dir.) (2014). *Ethnographies of the state in Central Asia : Performing Politics*, Bloomington : Indiana University Press.

⁶⁴⁹ Kurmanbekova, A. (2020). *Unveiling Girls' Madrasahs in Kyrgyzstan*. Central Asia Program, 228. <https://centralasiaprogram.org/wp-content/uploads/2020/02/CAP-Papers-228-Aichurek-Kurmanbekova.pdf>

⁶⁵⁰ Вайцель Р. В. (2014). Турция на культуру и образование стран Центральной Азии. *Ислам в современном мире*. 1(33), 26-32.

⁶⁵¹ Kurmanbekova, A. (2020). *Unveiling Girls' Madrasahs in Kyrgyzstan*. Central Asia Program. <https://centralasiaprogram.org/wp-content/uploads/2020/02/CAP-Papers-228-Aichurek-Kurmanbekova.pdf>, 228,

hybridation entre identité nationale, valeurs morales et traditionnelles, pratique de la religion, sont très souvent en opposition drastique avec ce qui se pratiquait pendant la période soviétique : le rapport à la modernité s'en trouve flouté à l'image de certains symboles comme le voile. Retour vers la tradition ou au contraire élément de modernité⁶⁵²? Pour ce qui est de la popularité et de l'influence qu'ont les idées conservatrices sur la société kirghize, il est clair qu'elles remettent en question des paramètres de la période soviétique qui étaient résolument modernes comme en a témoigné l'évolution de la condition de la femme depuis 1991. Pour autant, en ce qui concerne la religion, nous pensons que la principale différence réside dans le caractère public, organisé et encouragé par les autorités kirghizes par opposition à la période soviétique. En l'état actuel des choses, il nous paraît toutefois prématuré de parler d'une influence profonde de la religion sur les affaires de l'État et les questions dont nous avons discuté dans cette thèse. Plutôt que d'abonder vers la cristallisation d'une société islamique rigoriste, la recrudescence de la pratique de l'Islam semble plutôt au contraire avoir été un refuge dans un contexte politique et social très difficile sans prendre une importance démesurée dans les affaires courantes de l'État ou dans les discours publics⁶⁵³.

⁶⁵² McBrien, J. (2009). Mukada's Struggle : Veils and Modernity in Kyrgyzstan. *Journal of the Royal Anthropological Institute*, 15(s1), 127-144.

⁶⁵³ Чотаева, Ч. (2004). Роль ислама в общественно-политической жизни Киргизстана. *Россия и мусульманский мир*, 2004, no 6, p. 50-59.

Conclusion

L'histoire contemporaine du Kirghizstan nous a permis de cerner la dynamique « modernisation-démocratisation » dans un territoire relativement restreint. Rappelons que cette région incorporée dans l'Empire russe en 1876 a changé de statut quatre fois depuis un siècle: elle devient une *oblast'* en 1924, puis une république autonome au sein du Turkestan soviétique en 1926, une république distincte au sein de l'Union soviétique en 1936 et, finalement, un État indépendant en 1991. Or, en termes de la dynamique qui nous intéresse, il s'agit de deux périodes, avant et après 1991, l'époque soviétique étant associée à la modernisation et celle d'un État séparé où nous avons identifié plusieurs indices de démocratisation.

D'une région qui était restée, pendant des siècles dans un mode socioéconomique et culturel traditionnel propre à l'Asie centrale et au tiers-monde en général, le territoire qui nous intéresse est intégré, au tournant du XXème siècle, à la zone d'influence capitaliste, surtout pour l'exploitation du coton. Mais c'est l'arrivée du pouvoir soviétique grâce aux efforts des bolchéviques tant allophones que locaux qui met en place un projet ambitieux, voire brutal, de modernisation qui touche à tous les secteurs de la vie. Cette région considérée comme archaïque et presque dépourvue d'écoles et d'hôpitaux, connaît une vraie révolution socialiste, dont la magnitude dépasse ce qui est observé dans la partie européenne de l'URSS.

Le Kirghizstan commencerait à produire des tracteurs, des films, en l'espace de deux décennies. Les investissements effectués afin d'intégrer la région dans le giron soviétique se sont concentrés au départ sur le capital humain. Il fallait alphabétiser la population, la former à la pédagogie, aux techniques de production, aux soins de santé. La population est d'abord alphabétisée, puis bénéficie d'un système intégré d'enseignement secondaire et supérieur de l'Union soviétique. Vers 1991, le Kirghizstan possède un système d'éducation moderne et de qualité, un système de santé, grâce aux progrès épidémiologique et sanitaire, ce qui augmente considérablement l'espérance de vie. La république a bâti un dense réseau de bibliothèques, de cinémas, de théâtres et de nombreuses infrastructures culturelles, comparables au reste de l'Union soviétique. Les progrès scientifiques liés au développement d'un réseau universitaire dotent le Kirghizstan d'ingénieurs, agronomes, sociologues – aussi bien des hommes que des femmes.

Un nombre de Kirghizes deviennent des personnalités culturelles et politiques de premier plan bien au-delà des frontières de la république. Rappelons que deux cosmonautes soviétiques sont originaires du Kirghizstan. Le romancier et poète écrivant dans sa langue natale, Tchinguiz Aïtmatov, est traduit non seulement en russe mais dans des dizaines de langues du monde. Vers la fin de la période soviétique Aïtmatov est nommé ambassadeur soviétique à Luxembourg. Par ailleurs, le premier président du Kirghizstan indépendant, qui préside sur la démodernisation de son pays durant plus d'une décennie, est un physicien de renom, un métier qui incarne le succès du projet soviétique de modernisation, un projet qu'il verra se défaire sous sa gouverne.

Le pays s'était industrialisé et fabriquait des produits manufacturés, de l'énergie électrique, des produits de pointe en lien avec le programme spatial soviétique. Des infrastructures de transport ont relié la capitale au reste du pays. Le territoire kirghize était aussi sorti de son isolation grâce au désenclavement permis par le développement extensif des réseaux de voies ferrées et routières à l'échelle de l'URSS. Les progrès effectués en moins d'un siècle ont également permis au Kirghizstan de devenir un acteur à part entière au sein de la division du travail soviétique.

Les changements induits par l'éducation et la culture de masse ont radicalement modifié les habitudes culturelles de la population. Les femmes s'étaient émancipées du poids des traditions alors qu'elles avaient acquis le droit d'étudier, de travailler, d'exercer des responsabilités politiques. La pratique religieuse, de l'islam en premier lieu, avait été principalement réduite à la sphère privée : la société kirghize pendant la période soviétique était devenue une société laïque résolument tournée vers le futur. De nombreuses traditions jugées rétrogrades avaient été bannies. Progressivement, la société kirghize est entrée dans la modernité soviétique et se l'a appropriée.

Dans ce contexte, la volonté affirmée de la population lors du référendum de 1991 de maintenir l'Union soviétique illustre, tandis que s'effaçait la mémoire des grandes purges et de la censure politique, une appréciation largement répandue des bienfaits que cette population retirait de son appartenance à l'État soviétique. Tout un long de la période soviétique, le Kirghizstan est un net bénéficiaire des transferts de ressources de Moscou, un « colonialisme » à l'opposé de la pratique britannique ou belge.

En 1991, le Kirghizstan, malgré lui, est coupé de l'État dont il faisait partie et qui assurait sa modernité. La Russie, elle-même appauvrie, continuera à subventionner le Kirghizstan mais à

un degré bien inférieur. Notre thèse a mis en relief et analysé les conséquences de cette rupture. Les bouleversements économiques et politiques produisent des effets démodernisateurs sur la population kirghize, qui recule selon les indices d'éducation, de santé publique, de revenu et d'égalité socioéconomique.

Nous avons souligné que les femmes kirghizes ont subi un recul particulièrement dramatique, en constituant sans doute le groupe le plus opprimé par le virage néolibéral et le démantèlement des structures sociales soviétiques. Si elles pouvaient compter sur le support de l'État-providence soviétique pour l'éducation de leurs enfants, pour la retraite de leurs aînés, pour aller se faire soigner, pour obtenir un emploi, pour se former aux activités culturelles et sportives, la réalité capitaliste porte un coup brutal à la majorité d'entre elles.

En 1991, les élites kirghizes, sous l'impulsion de leur président, Askar Akaev, vont embrasser les réformes néo-libérales. Dans ce sens, il suit l'exemple russe où les réformateurs comme Gaïdar et Tchoubaïs font tout, de leur propre aveu fait plus tard, pour en finir avec le système soviétique. Tout en étant économistes, ils agissent en idéologues et activistes politiques. Si les considérations économiques sont clairement secondaires dans leur démarche, c'est au niveau socioéconomique, voire démographique, que la grande majorité des citoyens de la Fédération de Russie en subit les effets, dont la mortalité excessive et la baisse de l'espérance de vie.⁶⁵⁴

Akaev, ni a fortiori ses électeurs, ne partage pas cette hostilité idéologique vouée au système soviétique. Il vise à instituer une économie de marché et à rendre les institutions publiques davantage efficaces via la privatisation des services étatiques. Il suit le consensus de Washington, appliqué par le FMI, la Banque mondiale et autres organisations, sans lui-même ressentir une rancune antisocialiste. Réformiste résolument volontariste et mettant de l'avant son goût pour la démocratisation du pays, Akaev a fait du Kirghizstan un cas à part en comparaison aux autres pays d'Asie centrale où les anciens secrétaires généraux du parti communiste local restaient au pouvoir et où l'autoritarisme était plus prononcé. Le Kirghizstan pouvait potentiellement devenir la vitrine des bienfaits d'une transition rapide vers une économie de marché dans un contexte de démocratisation.

⁶⁵⁴ Patnaik, U. (2018). Ideological Statistics : Inflated Death Rates of China's Famine, the Russian One Ignored. *Socialist Economist*. <http://www.socialisteconomist.com/2018/11/ideological-statistics-inflated-death.html>

Les protagonistes faisant la promotion des réformes néo-libérales savaient ouvertement que la mise en place des réformes impliquait une « secousse » importante qui allait invariablement mener à l'augmentation des inégalités et n'allait en rien arranger la crise économique qui sévissait déjà dans la région. La « thérapie de choc » impliquait donc là aussi des difficultés « temporaires », simple désagrément avant de renouer avec une croissance qui bénéficierait à l'ensemble de la société.

Or, l'économie se délite tout comme ses structures industrielles, la décollectivisation mène à un désastre dans les campagnes, les réseaux de transports soviétiques sont particulièrement ébranlés mettant à l'arrêt les rares industries qui continuent à fonctionner et créant des pénuries de médicaments, de nourriture et de biens de première nécessité. D'une société relativement égalitaire en 1989, la république kirghize s'est polarisée très rapidement pour tomber en bas des classements internationaux au niveau des indicateurs liés aux inégalités. Alors qu'une petite partie de la population s'enrichissait notamment grâce aux programmes de privatisation, la majorité s'appauvrissait. Ces inégalités et cet accroissement de la pauvreté se sont traduits par l'accentuation de phénomènes sociaux qui étaient marginaux pendant la période soviétique : augmentation de la criminalité, travail des enfants, migrations économiques, augmentation des comportements problématiques en lien à l'alcool et les drogues, pauvreté extrême, radicalisation, réapparition de pratiques traditionnelles et, sans surprise, déclin de la condition féminine.

Les réformes ont entamé et abîmé les capacités des futures générations kirghizes à se former dans des conditions optimales, à se soigner, à s'émanciper par la culture et le sport. L'objectif principal des jeunes Kirghizes est dorénavant basé sur une logique migratoire. Les Kirghizes d'aujourd'hui semblent bien pessimistes par rapport à l'avenir de leur pays. La jeunesse la plus éduquée considère que sa réussite passe par un départ à l'étranger pour étudier et vivre quand les classes les plus défavorisées « votent avec leurs pieds » et vont travailler à l'étranger⁶⁵⁵.

⁶⁵⁵ Молодежная миграция в странах Центральной, В. (2019). Азии: анализ рисков и минимизация негативных последствий.
https://publications.iom.int/system/files/pdf/external_youth_migration_ru.pdf.

L'économie kirghize n'a jamais autant profité des retombées économiques de ses travailleurs étrangers qui constituent aujourd'hui 32,7% du PIB ⁶⁵⁶. Selon des experts kirghizes qui se penchaient sur le sujet en 2012, l'importance démesurée des transferts de fonds pour l'économie kirghize nuit à sa compétitivité, à son innovation et à l'attractivité de son économie⁶⁵⁷. Les redevances soviétiques ont été remplacées par les redevances envoyées par ses travailleurs étrangers : « le nouveau régime migratoire concourt-il à la tiers-mondisation des pays de l'Asie centrale, pour lesquels la trajectoire post-soviétique correspond à une transition post-coloniale mais surtout à un déclassement dans le système mondialisé »⁶⁵⁸.

On observe un autoritarisme croissant⁶⁵⁹ comme en témoigne la position du Kirghizstan dans plusieurs classements internationaux sur la liberté de presse⁶⁶⁰, la corruption⁶⁶¹, le degré de libertés individuelles⁶⁶². Autant dire que les promesses des premières années d'indépendance ne se sont ni vérifiées au niveau politique ni au niveau économique⁶⁶³. Or, en 1991, le Kirghizstan suscitait l'espoir des observateurs internationaux en raison de son potentiel prometteur.

C'est pourquoi le cas du Kirghizstan se prête bien à notre analyse de la démodernisation. L'on assiste à un retour en arrière rapide, quantifiable, visible et brutal tandis que la démodernisation est plus graduelle ailleurs en Asie centrale post-soviétique et encore plus graduelle dans les États-providence occidentaux qui suivent le même chemin. D'où la valeur exemplaire du cas kirghize.

⁶⁵⁶ The World Bank. (2023). Personal Remittances, received (% of GDP). *The World Bank*. <https://data.worldbank.org/indicator/BX.TRF.PWKR.DT.GD.ZS?locations=KG>

⁶⁵⁷ Эргешбаев У.Ж., Момбекова Г.Б. (2016). Влияние денежных переводов трудовых мигрантов на социально-экономическое развитие Кыргызстана. *Актуальные проблемы гуманитарных и естественных наук*. 9-1, 57-63.

⁶⁵⁸ Thorez, J. (2009). « Хорошо где нас нет » L'émigration des « Russophones » d'Asie centrale », *EchoGéo*, 9. <https://doi.org/10.4000/echogeo.11212>, 19.

⁶⁵⁹ Human Rights Watch. (2022). Kyrgyzstan Events of 2021. *Human Rights Watch*. <https://www.hrw.org/world-report/2022/country-chapters/kyrgyzstan>

⁶⁶⁰ Reporters Without Borders. (2022). Kyrgyzstan. *Reporters Without Borders*. <https://rsf.org/en/country/kyrgyzstan>

⁶⁶¹ Transparency International. (2022). Corruption Perceptions Index Kyrgyzstan. *Transparency International*. <https://www.transparency.org/en/cpi/2022/index/kgz>

⁶⁶² Freedom House. (2022). Freedom in the world 2023 Kyrgyzstan. *Freedom House*. <https://freedomhouse.org/country/kyrgyzstan/freedom-world/2023>

⁶⁶³ Babakulov, U. (2017, 6 septembre). Farewell to Kyrgyzstan's 'island of democracy'. *Open democracy*. <https://www.opendemocracy.net/en/odr/farewell-to-kyrgyzstans-island-of-democracy/>

Les phénomènes que présente cette thèse incarnent la démodernisation, et les dynamiques observées au Kirghizstan démontrent clairement que la modernité n'est pas irréversible. Cette thèse devrait nous aider à mieux comprendre les changements que subit la presque totalité des sociétés depuis « la fin de l'histoire » annoncée avec tant d'enthousiasme il y a une trentaine d'années.

Dans le contexte des années 1990, l'indépendance des États post-soviétiques a offert une opportunité toute faite aux nombreux tenants des idées néolibérales la mise en place de leurs préceptes économiques : « having finally won the Cold War, the West could show that its ideology had been superior all along and put its own stamp on these formerly communist countries. It would help capitalist states: the ‘ economic man ‘ of Karl Marx was to be transformed into the economic man of Adam Smith »⁶⁶⁴. Les acteurs internationaux engagés dans les réformes ont travaillé de concert avec les firmes comptables globales, des banques et des acteurs privés, chacun en bénéficiant à sa façon.

Les transformations qui ont eu lieu au Kirghizstan, en un espace de temps très réduit, sont représentatives d'une réalité plus globale eu égard au déclin de l'État-providence et du phénomène de démodernisation. La toxicomanie et la baisse de l'espérance de vie se manifestent non seulement au Kirghizstan, mais également aux États-Unis. La tiers-mondialisation n'est guère limitée au tiers-monde.

Résultant d'une sorte de lutte des classes menée et admise par ses vainqueurs⁶⁶⁵, le transfert de richesses du secteur public au secteur privé qui se chiffre, depuis un demi-siècle, en trillions de dollars au niveau mondial est sans doute la cause principale de la démodernisation. Les phénomènes protéiformes que nous avons décrits dans le contexte de la démodernisation du Kirghizstan sont pertinents au regard des enjeux internationaux d'aujourd'hui, autant dans les

⁶⁶⁴ Wedel, J. R. (2015). *Collision and collusion: The strange case of Western aid to Eastern Europe*, New York : St. Martin's Press, 107

⁶⁶⁵ “There’s class warfare, all right,” Mr. Buffett said, “but it’s my class, the rich class, that’s making war, and we’re winning.” cité dans: Stein, B. (2006). In *Class Warfare, Guess Which Class Is Winning*. *The New York Times*, <https://www.nytimes.com/2006/11/26/business/yourmoney/26every.html>

pays développés que dans les pays en développement⁶⁶⁶. La démodernisation s'avère un concept adéquat pour mieux comprendre ces phénomènes.

⁶⁶⁶ Bone, J. D. (2010). Irrational capitalism: The social map, neoliberalism and the demodernization of the West. *Critical Sociology*, 36(5), 717-740.

Références

- Abashin, S. (2012). Nation-construction in post-Soviet Central Asia. Dans M. Bassin et C. Kelly (dir.), *Soviet and Post-Soviet Identities* (p. 150-168), Cambridge : Cambridge University Press.
- Abashin, S. (2015). Soviet Central Asia on the periphery. *Explorations in Russian and Eurasian History*, 16(2), 359-374. <https://doi.org/10.1353/kri.2015.0027>
- Abazov, R. (1999). Economic migration in post-Soviet Central Asia: the case of Kyrgyzstan. *Post-Communist Economies*, 11(2), 237-252. <https://doi.org/10.1080/14631379996002>
- Abdurazakova, D. (2011). Social Impact of International Migration and Remittances in Central Asia. *Asia-Pacific Population Journal*, 26(3), 29-54. <https://doi.org/10.18356/e5944c36-en>
- Абдрахманов, Б. (2022). *Репрессивные меры карательных органов Кыргызстана в 30-е годы XX века. Причины и последствия*, Бишкек : Институт истории, археологии и этнологии имени Б. Джамгерчинова Джамгерчинов, 303-304.
- Ackerman, G. et Lemarchand, F. (2009). Du bon et du mauvais usage du témoignage dans l'œuvre de Svetlana Alexievitch. *Tumultes*, 33(1), 29-55. <https://doi.org/10.3917/tumu.032.0029>
- Akayev, A. (1994). Kyrgyzstan: Central Asia's Democratic Alternative. *Demokratizatsiya*, 2(1), 9-23.
- Akiner, S. (2003). The Politicisation of Islam in Post-Soviet Central Asia. *Religion, State & Society*, 31(2), 97-122. <https://doi.org/10.1080/09637490308282>
- Александр, А. et Троицкая, И. А. (2021). Особенности и факторы демографической динамики в Киргизской Республике, 5(2), 29–54
- Alexievich, S. (2015). *Œuvres*, Paris : Actes Sud.
- Alexievitch, S. (2013). *La fin de l'homme rouge ou le temps du désenchantement*, Paris : Actes Sud.

- Алыкулова, Г. К. (2018). Октябрьская революция и образование в Кыргызстане. *Наука, новые технологии и инновации Кыргызстана*, (8), 121-124.
- Allison, R. (1988). *The Soviet Union and the strategy of non-alignment in the Third World*, Cambridge : Cambridge University Press. <https://doi.org/10.1017/CBO9780511521867>
- Allison, R. (2008). Virtual regionalism, regional structures and regime security in Central Asia. *Central Asian Survey*, 27(2), 185-202. <https://doi.org/10.1080/02634930802355121>
- Allworth, E. (1967). *Central Asia : A Century of Russian Rule*, New York : Columbia University Press.
- Amsler, S. et Kleinbach, R. (1999). Bride kidnapping in the Kyrgyz Republic. *International Journal of Central Asian Studies*, 4, 185-216.
- Anderson, J. (1999). *Kyrgyzstan : Central Asia's Island of Democracy?*, Reading : Harwood Academic Publishers.
- Anderson, J. (1996). The Kyrgyz parliamentary and presidential elections of 1995. *Electoral Studies*, 15(4), 529-533.
- Andreev, A. (2012). Russian expeditions to Central Asia (1870—1920s): scientific and politico-military aspects. *Terra Linguistica*, 10(4), 103-109.
- Авазматов, Н., & Турсунов, Ф. А. (2020). Вклад Таджикистана в победу в Великой Отечественной войне 1941–1945 годов. In *Вклад регионов Урала и стран Центральной Азии в победу в Великой Отечественной войне 1941–1945 годов*, (242-251), Челябинск : Министерство науки и высшего образования Российской Федерации Южно-Уральский государственный университет,.
- Arnason, J. P. (2000). Communism and Modernity. *Daedalus*, 129(1), 61-90.
- Ata-Mirzayev, O. B. M., & Kayumov, A. A. (2003). The Demography of Soviet Central Asia and its Future Development. In *Geographic Perspectives on Soviet Central Asia* (pp. 211-221). Routledge.

- Avdeev, A. A., Troitskaya, I. A. (2021). Features and factors of demographic dynamics in the Kyrgyz Republic. *Население и Экономика*, 5(2), 29-54. <https://doi.org/10.3897/popecon.5.e67183>
- Babakulov, U. (2017, 6 septembre). Farewell to Kyrgyzstan's "island of democracy ". *Open democracy*. <https://www.opendemocracy.net/en/odr/farewell-to-kyrgyzstans-island-of-democracy/>
- Bacon, E. E. (1966). *Central Asia Under Russian Rule*, Ithaca : Cornell University Press.
- Baker, M. R. (2014). Did He Really Do It? Mirsaid Sultan-Galiev, Party Disloyalty, and the 1923 Affair. *Europe-Asia Studies*, 66(4), 590-612. <https://doi.org/10.1080/09668136.2014.897415>
- Вайцель Р. В. (2014). Турции на культуру и образование стран Центральной Азии. *Ислам в современном мире*. 1(33), 26-32.
- Bigg, Claire. (2008). *Solzhenitsyn Leaves Troubled Legacy Across former Soviet Union*. Radio Free Europe. https://www.rferl.org/a/Solzhenitsyn_Leaves_Troubled_Legacy_Across_Former_Soviet_Union/1188876.html
- Becker, S. (2004). *Russia's Protectorates in Central Asia : Bukhara and Khiva, 1865-1924*, London : Routledge.
- Beer, D. (2008). *Renovating Russia the human sciences and the fate of liberal modernity, 1880-1930*, Ithaca : Cornell University Press.
- Bennigsen, A. (1955). The Muslim Peoples of the Soviet Union and the Soviets. Part IV. The Political Problem. *The Islamic Review*, 7, 27-36.
- Bennigsen, A. (1971). Islamic or Local Consciousness among Soviet Nationalities. Dans E. Allworth (dir.), *Soviet Nationality Problems*, New York : Columbia University Press.
- Berr, E. et Combarrous, F. (2004). *L'impact du consensus de Washington sur les pays en développement : Une évaluation empirique*. Centre d'Économie du Développement. Université Montesquieu-Bordeaux IV. <http://reparti.free.fr/berr2004.pdf>

- Berryman, S. E. (2000). *Hidden challenges to education systems in transition economies*, Washington D.C. : World Bank Publications.
- Beyer, J. et Finke, P. (2020). *Practices of traditionalization in Central Asia*, London : Routledge.
- Beyer, J. et Finke, P. (2019). Practices of traditionalization in Central Asia. *Central Asian Survey*, 38(3), 310-328. <https://doi.org/10.1080/02634937.2019.1636766>
- Black, C. E. (1967). *The Dynamics of Modernization : A Study In Comparative History*, New York: Harper and Row.
- Black, C. E. (1991). *The Modernization of inner Asia*, Armonk : M. E. Sharpe.
- Болпонова А.Б. (2011). *К.Тыныстанов - ученый и государственный деятель Кыргызстана*. Каракол: ИГУ.
- Bone, J. D. (2010). Irrational capitalism: The social map, neoliberalism and the demodernization of the West. *Critical Sociology*, 36(5), 717-740. <https://doi.org/10.1177/089692051037138>
- Boris Yeltsin Presidential Library. (1991). *The Belavezha accords signed*. <https://www.prlib.ru/en/history/619792>
- Борисенко, Л. В. (2021). годы войны Киргизия приняла многих ученых и артистов СССР. *Российской газеты*. <https://rg.ru/2021/05/05/v-gody-vojny-kirgiziia-priniala-mnogih-uchenyh-i-artistov-sssr.html>
- Breton, R. (1983). L'évolution des ethnies soviétiques. *Population*, 38(1), 61-76. <https://doi.org/10.2307/1532651>
- Brunner, J. J. et Tillett, A. (2007). *Higher Education in Central Asia; the challenges of modernization—an overview*, Washington D.C. : World Bank.
- Brody, A. (2019). *Kyrgyz Republic Country Gender Assessment*, Manila : Asian Bank of Development.
- Budjeryn, M. (2022). Non-Proliferation and State Succession: The Demise of the USSR and the Nuclear Aftermath in Belarus, Kazakhstan, and Ukraine. *Journal of Cold War Studies*, 24(2), 46-94.

- Burbank, J. et Von Hagen, M. (2007). *Russian Empire : Space, People, Power, 1700-1930*, Bloomington : Indiana University Press.
- Bush, G. Sr. « Bush's Address to Nation on Gorbachev's resignation», *The New York Times*, <https://www.nytimes.com/1991/12/26/world/end-soviet-union-text-bush-s-address-nation-gorbachev-s-resignation.html>
- Bustanov, A. K. (2014). *Soviet Orientalism and the Creation of Central Asian Nations*, London : Routledge.
- Cadiot, J. (2007). *Le laboratoire impérial : Russie-URSS, 1870-1940*, Paris : CNRS Éditions.
- Calvo, A. (2013). The Second World War in Central Asia: Events, identity, and memory. In *Social and Cultural Change in Central Asia* (pp. 99-110), London : Routledge.
- Сапанов, С. Ж. & Жумабаева К. С. (2020). Казахстан в Великой Отечественной войне 1941-1945 гг. In *Вклад регионов Урала и стран Центральной Азии в победу в Великой Отечественной войне 1941–1945 годов* (p.191-213), Челябинск : Министерство науки и высшего образования Российской Федерации Южно-Уральский государственный университет.
- Саидов, И. М. (2000). Народное хозяйство Узбекистана в годы Великой Отечественной войны, dans *Вклад регионов Урала и стран Центральной Азии в победу в Великой Отечественной войне 1941–1945 годов*, (p.171-182), Челябинск : Министерство науки и высшего образования Российской Федерации Южно-Уральский государственный университет.
- Carmack, R. J. (2014) History and hero-making: patriotic narratives and the Sovietization of Kazakh front-line propaganda, 1941–1945. *Central Asian Survey*, 33(1), 9-12, DOI: [10.1080/02634937.2014.883808](https://doi.org/10.1080/02634937.2014.883808)
- Carrère d'Encausse, H. (1964). *Réforme et révolution chez les musulmans de l'empire russe*, Paris : Armand Colin.
- Carrère d'Encausse, H. (1979). *Decline of an empire: The soviet socialist republics in revolt*, New York : Newsweek Books.

- Carter, A. B. (2005, November). Origins of the Nunn-Lugar Program. In *presentation, Presidential Conference on William Jefferson Clinton: The "New Democrat" From Hope, New York.*
- Cavanaugh, M. C. (2001). *Backwardness and biology : Medicine and Power in Russian and Soviet Central Asia. 1868-1934*, New York : Columbia University Press [thèse de doctorat, Columbia University]. <https://www.proquest.com/openview/ddc6ed00946f73f024a16256f40aabfd/1?pq-origsite=gscholar&cbl=18750&diss=y>
- Chang, H.-J. (2002). *Kicking away the ladder : Development strategy in historical perspective*, New York : Anthem Press.
- Charle, C. (2011). *Discordance des temps : Une brève histoire de la modernité*, Paris : Armand Colin.
- Chatterjee, S. (2002). *Society and politics in Tajikistan in the aftermath of the Civil War*, New Delhi : Hope India Publications.
- Chen, Z. (2010). La voie chinoise de développement. *Études internationales*, 41(4), 455-483. <https://doi.org/10.7202/045558ar>
- Chotaeva, C. (2014). *Restoration of Islamic Values and cultural traditions in post-Soviet Kyrgyzstan* [Document universitaire, American University of Central Asia]. <https://dspace.auca.kg/handle/123456789/2231>
- Чотаева, Ч. (2004). Роль ислама в общественно-политической жизни Киргизстана. *Россия и мусульманский мир*, 2004, no 6, p. 50-59.
- Chuvin, P. (2008). *Histoire de l'Asie centrale contemporaine*, Paris : Fayard.
- Cohen, S. (2000). *Failed Crusade. America and the Tragedy of Post-Communist Russia*, New York: W.W. Norton & Company.
- Combe, S. (2009). Introduction: De la soviétologie à l'histoire du monde soviétique. Dans *Archives et histoire dans les sociétés postcommunistes*, Paris : La Découverte.

- Cox, T. A. (2018, 4 avril). Tradition and Changing Ideals Collide in Post-Soviet Kyrgyzstan. *The Diplomat*. <https://thediplomat.com/2018/04/tradition-and-changing-ideals-collide-in-post-soviet-kyrgyzstan/>
- Collins, K. (2007). Ideas, Networks, and Islamist Movements: Evidence from Central Asia and the Caucasus. *World Politics*, 60(1), 64-96. <http://doi.org/10.1353/wp.0.0002>
- Commercio, M. E. (2015). The politics and economics of “retraditionalization” in Kyrgyzstan and Tajikistan. *Post-Soviet Affairs*, 31(6), 529-556. <https://doi.org/10.1080/1060586X.2014.986870>
- Commercio, M. E. (2004). Exit in the near abroad: the Russian minorities in Latvia and Kyrgyzstan. *Problems of Post-Communism*, 51(6), 23-32.
- Corcoran-Nantes, Y. (2005). *Lost Voices: Central Asian Women Confronting Transition*, London: Zed Books.
- Countries Archives. (N.D). *Country Profiles*. UNICEF. <https://data.unicef.org/country/>
- Cowan, C. G. (2019). *Drug Trafficking, State Capacity, and the Post-Soviet Condition in the Kyrgyz Republic* [Thèse de doctorat, University of Arkansas]. Graduate Theses and Dissertations. <https://scholarworks.uark.edu/etd/3307/>
- Cucciolla, R. M. (2017). Legitimation through Self-Victimization: The Uzbek cotton affair and its repression narrative (1989-1991). *Cahiers du monde russe*, 3, 639-668.
- Cummings, S. N. et Hinnebusch, R. (dir.) (2011). *Sovereignty After Empire: Comparing the Middle East and Central Asia*. Edinburgh : Edinburgh University Press.
- Dabrowski, M., Jermakowicz, W., PańkóW, J., Kloc, K. et Antczak, R. (1995). Economic reforms in Kyrgyzstan. *Communist Economies and Economic Transformation*, 7(3), 269-297. <https://doi.org/10.1080/14631379508427825>
- Dadabaev, T. (2021). Manipulating post-Soviet nostalgia: Contrasting political narratives and public recollections in Central Asia. *International Journal of Asian Studies*, 18(1), 61-81. <https://doi.org/10.1017/S1479591420000443>

- Dadabaev, T. (2017). Evaluations of perestroika in post-Soviet Central Asia: Public views in contemporary Uzbekistan, Kazakhstan and Kyrgyzstan. Kazakhstan, Kyrgyzstan, and Uzbekistan: Life and politics during the Soviet era, *Communist and Post-Communist countries*, 49, 2, 179-192.
- Darden, K. et Grzymala-Busse, A. (2006). The Great Divide: Literacy, Nationalism, and the Communist Collapse. *World Politics*, 59(1), 83-115. <https://doi.org/10.1353/w.2007.0015>
- Davlatov, V., & Akimov, T. (2001). *Central Asia: Drugs and Conflict*, Osh/Bruxelles : International Crisis Group. <https://apps.who.int/disasters/repo/7456.pdf>
- Dehmer, S. P, Pardey, P. G, Beddow, J. M. et Chai Y. (2019) Reshuffling the global R&D deck, 1980-2050. *PLoS ONE*, 14(3): e0213801. <https://doi.org/10.1371/journal.pone.0213801>
- De Moura A. (1963). Nationalités et cultures nationales en U.R.S.S. *Population*, 18(1), 144-148. <https://doi.org/10.2307/1527357>
- Deyoung, A. J. (2006), Problems and trends in education in Central Asia since 1990: the case of general secondary education in Kyrgyzstan. *Central Asian Survey*, 25(4), 499-514. DOI: [10.1080/02634930701210575](https://doi.org/10.1080/02634930701210575)
- Денисенко, М. (2011). *Население Кыргызстана в начале XXI века*, Бишкек : UNFPA.
- de Waal, T. et Matveeva, A. (dir.) (2007). Central Asia. Dans *Central Asia and the Caucasus: A Vulnerable Crescent* (pp. 8-12), New York : International Peace Institute.
- Diamond, J. M. (2007). *De l'inégalité parmi les sociétés : Essai sur l'homme et l'environnement dans l'histoire*, Paris : Gallimard.
- Джунушалиева, Г. (2010). Основные направления научных исследований Киргизского филиала Академии наук СССР в годы Великой Отечественной войны. *Вестник КРСУ*, 10(8), 15.
- Дюшенбиев, С. У. (2011). Ислам в современном Кыргызстане: состояние и проблемы. *Религиоведение*, (3), 107-126.
- Dudwick, N., Gomart, E. et Marc, A. (dir.).(2003). *When things fall apart: Qualitative studies of poverty in the former Soviet Union*, Washington D.C. : World Bank Publications.

- Eby, M. (2015). *Fighters for a new life : Doctors, Medecine, and Modernity in Soviet Central Asia*, Carleton : Carleton University Press, [Mémoire de maîtrise, Carleton University].
<https://curve.carleton.ca/7f86e9e9-8aa4-4b94-b2ee-36556a4aece2>
- Edgar, A. (2007). Marriage, Modernity, and the ‘Friendship of nations’: Interethnic Intimacy in Post-War Central Asia in Comparative Perspective. *Central Asian Survey*, 26(4), 581-599.
<https://doi.org/10.1080/02634930802018489>
- Eisenstadt, S. N. (1966). *Modernization - Protest and change*, Upper Saddle River : Prentice-Hall.
- Eisenstadt, S. N. (2000). Multiple Modernities. *Daedalus*, 129(1), 1-29.
- European Bank for Reconstruction and Development. (N.D). *Life in Transition a Decade of Measuring Transition*. <https://litsonline-ebd.com>
- Эшонов, Б. et Камилов, И (2013). *Урбанизация в Центральной Азии: вызовы, проблемы и перспективы*, Ташкент : ESCAP.
- Эргешбаев У.Ж., Момбекова Г.Б. (2016). Влияние денежных переводов трудовых мигрантов на социально-экономическое развитие Кыргызстана. *Актуальные проблемы гуманитарных и естественных наук*. 9-1, 57-63.
- Etkind, A. et Minakov, M. (2018). Post-Soviet Transit and Demodernization. *Ideology and Politics*, 1(9), 4-13.
- Falkingham, J. (1999). *Welfare in Transition : Trends in Poverty and Well-being in Central Asia*. Center for Analysis and Social Exclusion (CASE).
- Falkingham, J. (2000). *From security to uncertainty: the impact of economic change on child welfare in Central Asia* (No. 76). Innocenti Working Paper No. 76. Florence: UNICEF Innocenti Research Centre.
- FAO. (2016). *National Gender Profile of Agricultural and Rural Livelihoods - Kyrgyz Republic*. Country Gender Assessment Series. <http://www.fao.org/3/a-i5763e.pdf>
- Ferge, Z. (1997). The Perils of the Welfare State’s Withdrawal. *Social Research*, 64(4), 1381–1402. <http://www.jstor.org/stable/40971236>

- Ferguson, R. J. (2020). Meeting on the Road: Cosmopolitan Islamic Culture and the Politics of Sufism. *Culture Mandala*, 13(3), 12069.
- Field, M. G. (1988). The position of the Soviet physician: the bureaucratic professional. *The Milbank Quarterly*, 182-201.
- Fierman, W. (2019). *Soviet Central Asia: the failed transformation*, London : Routledge.
- Firdous, D. (2015). Contextualizing civil society : A Kyrgyzstan case study. *Central Asia and the Caucasus*, 16(2), 94-106. <https://cyberleninka.ru/article/n/contextualizing-civil-society-a-kyrgyzstan-case-study>
- Foltz, R. (2023). *A History of the Tajiks: Iranians of the East*. New York : Bloomsbury Publishing.
- Foltz, R. (2020). *Les religions de la Route de la soie : les chemins d'une mondialisation prémoderne*. Montréal : Les Presses de l'Université Concordia.
- Foroughi, P. (2002). Tajikistan: nationalism, ethnicity, conflict, and socio-economic disparities – sources and solutions. *Journal of Muslim Minority Affairs*, 22(1), 39-61. <https://doi.org/10.1080/13602000220124827>
- Fourniau, V. (1991). Un mouvement de jeunesse inconnu en Asie centrale: Les jeunes Boukhares entre les idéologies de libération nationale et sociale. *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 25(1), 11-17. <https://doi.org/10.3406/mat.1991.401770>
- Frankopan, P. (2017). *Les routes de la soie : L'histoire du cœur du monde*, Bruxelles : Éditions Nevicata.
- Frankopan, P. (2018). *Les nouvelles routes de la soie*, Bruxelles : Éditions Nevicata.
- Freedom House. (2022). Freedom in the world 2023 Kyrgyzstan. *Freedom House*. <https://freedomhouse.org/country/kyrgyzstan/freedom-world/2023>
- Frieden, J. A. (2006). *Global Capitalism : Its Fall and Rise in the Twentieth Century*, New York : W. W. Norton.
- Froese, P. (2005). I Am an Atheist and Muslim : Islam, Communism, an Ideological Competition. *Journal of Church and State*, 47(3), 473-502. <https://doi.org/10.1093/jcs/47.3.473>

- Fukuyama, F. (1992). *La fin de l'histoire et le dernier homme*, Paris : Flammarion.
- Garding, S. G. (2021). Development of Science and Education in Central Asia in the 1920s and 1950s. *Bulletin Social-Economic and Humanitarian Research*, 12(14), 54-64.
- Gatelier, K. (2012). Entre réinterprétation du passé et difficile rapport à la modernité, les stratégies de légitimation du pouvoir ouzbek. *Revue internationale de politique comparée*, 19(4), 41-65. <https://doi.org/10.3917/ripc.194.0041>
- Gilman, N. (2004). *Mandarins of the future : Modernization theory in cold war America*, Baltimore: Johns Hopkins University Press.
- Gleason, G. (1997). *The Central Asian States: Discovering independence*, Boulder : Westview Press.
- Gorbachev, M. S. (1997). *Mémoires : Une vie et des réformes*, Monaco : Éditions du Rocher.
- Gorshenina, S. (2009). La marginalité du Turkestan colonial russe est-elle une fatalité ou l'Asie centrale postsoviétique entrera-t-elle dans le champ des Post-Studies? *Cahiers d'Asie centrale*, 17/18, 17-76.
- Gorshenina, S. (2012). *Asie Centrale : L'invention des frontières et l'héritage russo-soviétique*, Paris : CNRS.
- Gouline, K. et Iline, V. (2005). Le niveau de vie en Russie 1991-2004. Des inégalités croissantes. *Le Courrier des pays de l'Est*, 1051(5), 42-56. <https://doi.org/10.3917/cpe.055.0042>
- Гулямов, И. К. (2019). К истории переписи населения 1897 года в Туркестане. *Наука, техника и образование*, 5(58), 58-62.
- Gassmann, F. et Timár, E. (2018). *Scoping study on social protection and safety nets for enhanced food security and nutrition in the Kyrgyz Republic*. World Food Program. https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000104531/download/?_ga=2.170243112.98776949.1681913582-488632537.1681913582

- Grzymala-Busse, A. et Luong, P. J. (2002). Reconceptualizing the state : Lessons from post-communism. *Politics & Society*, 30(4), 529-554. <https://doi.org/10.1177/003232902237825>
- Gurría, J. A. (2017). Orientations stratégiques du secrétaire général. *Organisation de Coopération et de Développement Économiques* », <http://www.oecd.org/fr/apropos/secretairegeneral/C-MIN-2017-1-FR.pdf>
- Habermas, J. et Ben-Habib S. (1981). Modernity versus Postmodernity. *New German Critique*, 22, 3-14. <https://doi.org/10.2307/487859>
- Hafner, U. (2009). Modernisation [traduit de l'allemand]. *Dictionnaire historique de la Suisse (DHS)*. <https://hls-dhs-dss.ch/fr/articles/015997/2009-11-10/>
- Hare, P., Bevan, A., Stern, J., & Estrin, S. (2000). *Supply Responses in the Economies of the Former Soviet Union* (No. 0009), Edinburgh : Centre for Economic Reform and Transformation, Heriot Watt University.
- Haugen, A. (2003). *The establishment of national republics in Soviet Central Asia*, London : Palgrave Macmillan
- Heathersaw, J. (2010). Central Asian statehood in post-colonial perspective. Dans E. Kavalski, (dir.), *Stable outside, fragile inside : Post-Soviet statehood in Central Asia* (p. 87-101), London : Ashgate.
- Heller, M. (1997). *Histoire de la Russie et de son Empire*, Paris : Plon.
- Herf, J. (1986). *Reactionary Modernism : Technology, culture, and politics in Weimar and the Third Reich*. Cambridge University Press. <https://doi.org/10.1017/CBO9780511583988>
- Hernández-Torrano, D., Karabassova, L., Izekenova, Z. et G. R. Courtney, M. (2021). Mapping education research in post-Soviet countries: A bibliometric analysis. *International Journal of Educational Development*, 87, 102502. <https://doi.org/10.1016/j.ijedudev.2021.102502>
- Hettne, B. (2013). *Thinking about Development*, London : Zed Books. <https://doi.org/10.5040/9781350223639>

- Heyat, F. (2004). Re-Islamisation in Kyrgyzstan : Gender, New Poverty and the moral dimension. *Central Asian Survey*, 23(3-4), 275-287. <https://doi.org/10.1080/0263493042000321371>
- Hirsch, F. (1997). The Soviet Union as a Work-in-Progress : Ethnographers and the Category Nationality in the 1926, 1937, and 1939 Censuses. *Slavic Review*, 56(2). <http://doi.org/10.2307/2500785>
- Hirsch, F. (2005). *Empire of Nations : Ethnographic knowledge and the Making of Soviet Union*, Ithaca : Cornell University Press.
- Huntington, S. P. (2006). *Political order in changing societies*, New Haven : Yale University Press.
- Human Rights Watch. (2022). Kyrgyzstan Events of 2021. *Human Rights Watch*. <https://www.hrw.org/world-report/2022/country-chapters/kyrgyzstan>
- Huttova, J., Silova, I., & Voolma, H. (2002). Education development in Kyrgyzstan, Tajikistan and Uzbekistan: Challenges and ways forward. *Open Society Institute Education Support Program*.
- Ibraimova, A., Akkazieva, B., Ibraimov, A., Manzhieva, E., Rechel, B., & World Health Organization. (2011). Kyrgyzstan. *Health system review*
- Ibraeva, G., A. Moldosheva, and A. Niyazova. (2011). *World Development Report 2012: Gender and Development Background Paper. Kyrgyz Country Case Study*, Washington D.C. :The World Bank.
- Igmen, A. (2012). *Speaking Soviet with an accent: Culture and power in Kyrgyzstan*, Pittsburgh : University of Pittsburgh Press.
- Иманкулов, М. К. (2017). Развитие школьного образования в Киргизии в советский период. *Известия Кыргызской академии образования*, (1), 73-80.
- Inglehart, R. (1997). *Modernization and postmodernization : Cultural, economic, and political change in 43 societies*, Princeton : Princeton University Press.

- Inglehart, R. et Baker, W. E. (2000). Modernization, Cultural Change, and the Persistence of Traditional Values. *American Sociological Review*, 65(1), 19-51. <https://doi.org/10.2307/2657288>
- International Monetary Fund. (1999). Kyrgyz Republic – Recent Economic Developments. IMF Staff Country Report no. 99/31.
- International Monetary Fund. (1995). Kyrgyz Republic – Recent Economic Developments. IMF Staff Country Report no. 95/38.
- Ismailbekova, A. (2014). Performing Democracy: State-Making through Patronage in Kyrgyzstan. In M. Reeves, J. Rasanayagam, & J. Beyer (Eds.), *Ethnographies of the State in Central Asia: Performing Politics* (pp. 78–98), Bloomington : Indiana University Press.
- Ivanov, Y. (2022). Revolutions in Kyrgyzstan. In *Handbook of revolutions in the 21st century: The new waves of revolutions, and the causes and effects of disruptive political change* (pp. 517-547), New York : Springer International Publishing.
- Jacquesson, S. (2020). Claiming heritage : The Manas epic between China and Kyrgyzstan. *Central Asian Survey*, 39(3), 324-339. <https://doi.org/10.1080/02634937.2020.1765739>
- James, M. et Betts, P. (2022). *Socialism Goes Global : The Soviet Union and Eastern Europe in the Age of Decolonisation*, Oxford : Oxford University Press.
- Jermakowicz, W. W., Pańków, J., & Soros, G. (1995). Privatization in the Kyrgyz Republic. *Russian & East European Finance and Trade*, 31(6), 31-72.
- Johnson, R. (2007). *Oil, Islam, and Conflict: Central Asia Since 1945*, London: Reaktion Books.
- Jones, E., & Grupp, F. W. (1983). Infant Mortality Trends in the Soviet Union. *Population and Development Review*, 9(2), 213–246. <https://doi.org/10.2307/1973050>
- Jones, E., & Grupp, F. W. (1982). Political socialization in the soviet military. *Armed Forces & Society*, 8(3), 355-387.
- Kalinovsky, A. (2013). Not Some British Colony in Africa : He Politics of Decolonization and Modernization in Central Asia, 1955–1964. *Ab Imperio*, 2, 191-222. <https://doi.org/10.1353/imp.2013.0044>

- Kaminski, B. (2008). How Kyrgyzstan Has Seized Opportunities Offered by Central Asia's Economic Recovery. *Background paper prepared for Kyrgyz Republic: Country Economic Memorandum*.
- Kandiyoti, D. (1996) Modernization without the market? The case of the 'Soviet East', *Economy and Society*, 25(4), 529-542, DOI: [10.1080/03085149600000027](https://doi.org/10.1080/03085149600000027)
- Kandiyoti, D. (2002). Postcolonialism Compared : Potentials and Limitations in the Middle East and Central Asia. *International Journal of Middle East Studies*, 34(2), 279-297. <https://doi.org/10.1017/S0020743802002076>
- Karagiannis, E. (2012). The New Political Islam in Central Asia: From Radicalism to the Ballot Box? *The Brown Journal of World Affairs*, 19(1), 71-82. <http://www.jstor.org/stable/24590929>
- Karami, J. et Kolsom, A. (2017). Modernity in Ismail Gasprinski's Thoughts and its Influence on Russian Muslims. *Central Eurasia Studies*, 10(1), 189-204. <https://doi.org/10.22059/JCEP.2017.62907>
- Karymshakov, K. et Sulaimanova, B. (2019), The school-to-work transition, overeducation and wages of youth in Kyrgyzstan, *International Journal of Manpower*, 40(8), 1458-1481. <https://doi.org/10.1108/IJM-02-2018-0054>
- Kavass, I., & Christian, G. (1979). 1977 Soviet Constitution: A Historical Comparison. *Vandebilt Journal of Transnational Law*, 12, 533-662.
- Khalid, A. (2006). Backwardness and the Quest for Civilization : Early Soviet Central Asia in Comparative Perspective. *Slavic Review*, 65(2), 231-251. <https://doi.org/doi:10.2307/4148591>
- Khalid, A. (2014). *Islam after communism : religion and politics in Central Asia*, Berkeley : University of California Press.
- Khalid, A. (1999). *The Politics of Muslim Cultural Reform: Jadidism in Central Asia*, Berkeley : University of California Press.

- Хестанов, Р. (2012). *Генезис культурной политики и становление массовой культуры в СССР (1917-1953 гг.)*. Moscou : Лаборатория культурологии Центра фундаментальных исследований Национального исследовательского университета "Высшая школа экономики.
- Kim, J. Y. M., Irwin, J. V. et Gershman, A. J. (2000). *Dying for growth: global inequality and the health of the poor*, Monroe : Common Courage Press.
- Kirkwood, M. (1993). *Alexander Zinoviev : An introduction to his work*, New York : Springer.
- Kirmse, S. B. (2016). Youth in the Post-Soviet Space : Is the Central Asian Case Really So Different? Dans M. Schwartz et H. Winkel (dir.), *Eastern European Youth Cultures in a Global Context* (p. 335-360), London : Palgrave Macmillan.
- Kleinbach, R. (2003). Frequency of non-consensual bride kidnapping in the Kyrgyz Republic. *International Journal of Central Asian Studies*, 8(8), 108-128.
- Kosmarskaya, N. (2015). The Russian language in Kyrgyzstan : Changing roles and inspiring prospects. *Russian Journal of Communication*, 7(2), 217-222. <https://doi.org/10.1080/19409419.2015.1044872>
- Kostecki, M. (1979). L'U.R.S.S. face au système de commerce multilatéral. *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 10(3), 75-89. <https://doi.org/10.3406/receo.1979.2222>
- Kotkin, S. (1997). *Magnetic mountain : Stalinism as a civilization*, Berkeley : University of California Press.
- Kotkin, S. (2001a). *Armageddon averted : The collapse of the Soviet Union*, Oxford : Oxford University Press.
- Kotkin, S. (2001b). Modern times : The Soviet Union and the interwar conjuncture. *Kritika: Explorations in Russian and Eurasian History*, 2(1), 111-164. <https://doi.org/10.1353/kri.2008.0119>
- Козукулов, Т. А. Ислам в социально-политической жизни юга Кыргызстана: от истоков до современности. *Вестник КРСУ*, 2009, vol. 9, no 3, 97.

- Krawchenko, B., Enikeeva, Z. et Krawchenko, T. (2021). Universities and society in Kyrgyzstan: A historical, political and economic perspective. Dans B. L. Hall et R. Tandon (dir.), *Socially Responsible Higher Education* (p. 138-149), Leyde : Brill.
- Kristapsons, J., Martinson, H. et Dageyte, I. (2000). *Baltic R&D System In Transition Experiences and Future Prospects*, Riga: Zinātne,.
- Kubatova, A. E. (2009). *Jadid schools in Kyrgyzstan*, Bichkek : Institute of History and Cultural Heritage of the National Academy of Sciences of the Kyrgyz Republic.
- Kuehnast, K. R. et Dudwick, N. (2004). *Better a hundred friends than a hundred rubles? Social networks in transition - The Kyrgyz Republic*, Washington D.C. : World Bank Group. <https://doi.org/10.1596/0-8213-5898-7>
- Kuehnast, K. R. (1998). From Pioneers to Entrepreneurs : Young Women, Consumerism, and The 'World Picture' in Kyrgyzstan. *Central Asian Survey*, 17(4), 639-654. <https://doi.org/10.1080/02634939808401061>
- Kuehnast, K. (2003). *Poverty shock: The impact of rapid economic change on the women of the Kyrgyz Republic*, Washington D.C. : World Bank Publications.
- Kurmanbekova, A. (2020). *Unveiling Girls' Madrasahs in Kyrgyzstan*. Central Asia Program, 228. <https://centralasiaprogram.org/wp-content/uploads/2020/02/CAP-Papers-228-Aichurek-Kurmanbekova.pdf>
- Kushubekov, A.T. (2010). Transformation of the ethnic structure of the population of Kyrgyzstan in the years of socialist transformation. *European science*, 4(14), 18-24.
- Kuzio, T. (2002). History, memory and nation building in the post-soviet colonial space. *Nationalities Papers*, 30(2), 241-264. <https://doi.org/10.1080/00905990220140649>
- Laruelle, M. (2007). Central Asian Labor Migrants in Russia: The "Diasporization" of the Central Asian States? *China & Eurasia Forum Quarterly*, 5(3), 101-119.
- Laruelle, M. (2009). Le paradigme du colonialisme en Asie centrale postsoviétique. *L'Homme et la société*, 4(174), 27-40. <https://doi.org/10.3917/lhs.174.0027>

- Laruelle, M. (2013). *Migration and social upheaval as the face of globalization in Central Asia*, Leyde : Brill Publishing.
- Laruelle, M. et Peyrouse, S. (2008). Impact et enjeux sociaux des évolutions économiques en Asie centrale. *Autrepart*, 4(48), 13-23. <https://doi.org/10.3917/autr.048.0013>
- Laruelle, M. et Peyrouse, S. (2015). *Globalizing Central Asia: geopolitics and the challenges of economic development*, New York : Routledge.
- Latham, M. E. (2011). *The Right Kind of Revolution: Development, and U.S. Foreign Policy from the Cold War to the Present*, Ithaca : Cornell University Press.
- Laumulin, M. T. et Shaykhutdinov, M. E. (2008). *Bibliographic index on Central Asia, International relations and geopolitics*, Almaty : IWEP.
- Левада-Центр. (2018). НОСТАЛЬГИЯ ПО СССР. *Левада-Центр*. <https://www.levada.ru/2018/12/19/nostalgia-po-sssr-2/>
- Leupold, D. (2021). 'Building the Internationalist City from Below': The Role of the Czechoslovak Industrial Cooperative "Interhelpo" in Forging Urbanity in early-Soviet Bichkek. *International Labor and Working-Class History*, 100.
- Lindley, C. (2009). Asie centrale : Le Heartland. *Le Débat*, 115-130.
- Linn, J. F., & Blaxall, M. (2005). *Central Asia human development report: bringing down barriers: regional cooperation for human development and human security*, Bratislava : UNDP.
- Lipset, S. (1959). Some social requisites of democracy : Economic development and political legitimacy. *American political science review*, 53(1), 69-105. <https://doi.org/10.2307/1951731>
- Loring, B. (2008). Rural Dynamics and Peasant Resistance in Southern Kyrgyzstan, 1929-1930. *Cahiers du monde russe*, 49, 183-210. <https://doi.org/10.4000/monderusse.9124>
- Lorot, P. (1989). Organisations économiques internationales : le retournement soviétique. *Politique Étrangère*, 54(3), 469-476. <https://doi.org/10.3406/polit.1989.3876>

- Lottholz, P. (2022). *Post-Liberal Statebuilding in Central Asia : Imaginaries, Discourses and Practices of Social Orderin*, Bristol : Bristol University Press.
- Mações, B. (2019). *The Dawn of Eurasia*, London : Penguin Books.
- Macqueen, N. (2007). *Colonialism*, New York : Routledge.
- Madi, M. (2004). Drug trade in Kyrgyzstan: structure, implications and countermeasures. *Central Asian Survey*, 23(3-4), 249-273.
- Манаков, А. Г. (2021). Трансформация этнической структуры населения регионов Советского Союза между переписями 1939 и 1989 гг. *Псковский регионологический журнал*, 4(48), 26-46.
- Mansoor, A. M. et Quillin, B. (dir.) (2006). *Migration and remittances: Eastern Europe and the former Soviet Union*, Washington D.C. : World Bank Publications.
- Marat, E. (2009). Labor migration in Central Asia: Implications of the global economic crisis. *Silk Road Paper*, Washington D.C. : Central Asia-Caucasus Institute & Silk Road Studies Program. https://www.isdp.eu/content/uploads/images/stories/isdp-main-pdf/2009_marat_labor-migration-in-central-asia.pdf
- Martin, T. (2001). *The Affirmative Action Empire : Nations and Nationalism in the Soviet Union 1923-1939*, Ithaca : Cornell University Press.
- Martinelli, A. (2005). *Global Modernization : Rethinking the project of modernity*, Thousand Oaks: SAGE.
- Massach, C. (1981). *Attitudes of Major Soviet Nationalities*, Cambridge : Massachusetts Institute of Technology & Cambridge Center for International Studies
- Matveeva, A. (1999). Democratization, legitimacy and political change in Central Asia. *International Affairs*, 75(1), 23-44. <https://doi.org/10.1111/1468-2346.00058>
- McBrien, J. (2009). Mukada's Struggle : Veils and Modernity in Kyrgyzstan. *Journal of the Royal Anthropological Institute*, 15(s1), 127-144. <https://doi.org/10.1111/j.1467-9655.2009.01546.x>

- McGlinchey, E. (2009). Islamic revivalism and state failure in Kyrgyzstan. *Problems of Post-Communism*, 56(3), 16-28. <https://doi.org/10.2753/PPC1075-8216560302>
- McKee M., Healy J. et Falkingham J. (2002). *Health care in central Asia*, Maidenhead : Open University Press
- McMann, K. M. (2005). *Central Asians and the state: nostalgia for the Soviet era*, Washington D.C.: National Council for Eurasian and East European Research. https://www.ucis.pitt.edu/nceeer/2005_818_09_McMann.pdf
- Медушевский, Н. А., & Шишкина, А. Р. (2014). Образовательные системы стран Центральной Азии: вызовы, риски и перспективы регионального сотрудничества. *Системный мониторинг глобальных и региональных рисков*. Волгоград, 324-363.
- Mélat, H. (2005). Du traumatisme à l'évasion : Les premiers pas de la littérature postsoviétique (1992-2005). *Revue Russe*, 26(1), 21-22.
- Ministry of Foreign Affairs of the People's Republic of China. (2023, 7 mars). *Foreign Minister Qin Gang Meets the press*. https://www.fmprc.gov.cn/mfa_eng/zxxx_662805/202303/t20230307_11037190.html
- Ministry of Foreign Affairs of the People's Republic of China. (2023, 21 avril). Chinese Modernization : New Opportunities for the World. https://www.fmprc.gov.cn/eng/wjdt_665385/zyjh_665391/202304/t20230421_11062902.html
- Mironov, B. N. (2021). From Indigenization to Sovereignization : How the Disintegration of the Soviet Union Was Prepared. *Rossiiskaya Istorija*, 6, 3-24. <https://doi.org/10.1134/S1019331622070085>
- Mironova, A. (2022). О пользе дубинки. *Gazeta.Ru* <https://www.gazeta.ru/comments/column/mironova/15151292.shtml>
- Молдалиев О.А. (2015). *Государственная политика в религиозной сфере: законодательная база, концепция и "традиционный ислам" в Кыргызстане*. Бишкек : Государственная комиссия по делам религий Кыргызской Республики.

- Mogilevskii, R. (2019). *Kyrgyzstan and the belt and road initiative* [working paper]. University of Central Asia–Institute of Public Policy and Administration (IPPA).
- Молодежная миграция в странах Центральной, В. (2019). Азии: анализ рисков и минимизация негативных последствий. https://publications.iom.int/system/files/pdf/external_youth_migration_ru.pdf.
- Montgomery, D. W. et Heathershaw, J. (2016). Islam, secularism and danger : A reconsideration of the link between religiosity, radicalism and rebellion in Central Asia. *Religion, State & Society*, 44(3), 192-218. <https://doi.org/10.1080/09637494.2016.1220177>
- Morris, J. et Polese, A. (2013). *The informal post-socialist economy: Embedded practices and livelihoods*, New York : Routledge.
- Morgan, D. (2014). Le mirage de la route de la soie. *Books*, 52(3), 72-73.
- Murray Matley, I. (1989). *Agricultural Development (1865-1963)*. Dans E. Allworth (dir.), *Central Asia: 120 years of Russian rule*, Durham : Duke University Press. <https://doi.org/10.1215/9780822396246-011>
- Muldoon, R. et Casabonne, U. (2017). *Gender Norms in Flux : Bride Kidnapping and Women's Civic Participation in the Kyrgyz Republic*, Washington D.C. : World Bank Group <https://documents.worldbank.org/en/publication/documents-reports/documentdetail/609321512627138423/gender-norms-in-flux-bride-kidnapping-and-women-civic-participation-in-the-kyrgyz-republic>
- N.A. (s. d.) Most Russians regret USSR collapse, dream of its return, poll shows. *TV-NOVOSTI*, <https://www.rt.com/politics/340158-most-russians-regret-ussr-has/>
- N.A. (s. d). Всесоюзная перепись населения 1989 года. Национальный состав населения по республикам СССР. Демоскоп weekly, http://www.demoscope.ru/weekly/ssp/sng_nac_89.php,
- Nations Unies. (1945). « Charte des Nations Unies (version intégrale) ». <https://www.un.org/fr/about-us/un-charter/full-text>.

- National Statistical Committee of the Kyrgyz Republic. (2011). *20 years of independence of the Kyrgyz Republic: Figures and facts*. <http://www.stat.kg/media/publicationarchive/d0b1b360-9df1-4fcf-8b0d-59f439e07e8c.pdf>
- Naumkin, V. V. (2005). *Radical Islam in Central Asia : Between Pen and Rifle* (Ser. The soviet bloc and after series), Lanham : Rowman & Littlefield.
- Navarro, V. (2007). Neoliberalism as a class ideology; or, the political causes of the growth of inequalities. *International Journal of Health Services*, 37(1), 47-62.
- Newth, J. A. (1972). The 1970 Soviet Census. *Soviet Studies*, 24(2) 200-222. <https://doi.org/10.1080/09668137208410856>
- Northrop, D. T. (2004). *Veiled empire : Gender & power in Stalinist*, Ithaca : Cornell University Press.
- Nove, A. et Newth, J. A. (1967). *The Soviet Middle East. A Model for Development?*, Santa Barbara: Praeger.
- Obertreis, J. (2017). *Imperial Desert Dreams : Cotton Growing and Irrigation in Central Asia, 1860-1991*, Göttingen : V&R Unipress.
- Ofer, G. et Pomfret, R. W. (dir). (2004). *The economic prospects of the CIS: Sources of long term growth*, Cheltenham : Edward Elgar Publishing.
- Ohayon, I. (2008). Lignages et pouvoirs locaux: L'indigénisation au Kirghizstan soviétique (années 1920-1930). *Cahiers du Monde russe*, 49(1), 145-182. <https://doi.org/10.4000/monderusse.9123>
- Olcott, M. B., Hajda, L. et Olcott, A. (1990). *The Soviet Multinational State : Readings and Documents*, Armonk : M. E. Sharpe.
- Olcott, M. B., & Carnegie Endowment for International Peace. (2007). *Roots of radical islam in central asia* (Ser. Carnegie papers, no. 77), Washington D.C. : Carnegie Endowment for International Peace.

- Omuraliev, A. (2020, avril). *Donor activity in Central Asian Countries Since 1991*. Central Asian Bureau for Analytical Reporting. <https://cabar.asia/en/donor-activity-in-central-asian-countries-since-1991>
- Ordenov, S. S., & Kleshnia, H. M. (2019). Demodernization as a hybrid form of modernization of traditionalist society in the globalized world. *Humanities & Social Sciences Reviews*, 7(4), 1241-1247.
- Осмонов О. и Турдалиева Ц. (2016). История Кыргызстана: от каменного века до наших дней: Школьный и вузовский учебник. Бичкек : Сарыбаев Т.Т.
- Ould-Ahmed, P. (2003). Les transitions monétaires en URSS et en Russie : une continuité par-delà la rupture. *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 58, 1107-1135. <https://doi.org/10.1017/S0395264900018163>
- Усупова, Н. С. (2020). Кыргызстан и Россия: вместе к Великой Победе. In *Вклад регионов Урала и стран Центральной Азии в победу в Великой Отечественной войне 1941–1945 годов*, 213
- Ozolins, U. (2003). The Impact of European Accession upon Language Policy in the Baltic States. *Language Policy*, 2(3), 217-238. <https://doi.org/10.1023/A:1027320716791>
- Paci, P. (2002). *Gender in transition*, Washington D.C. : World Bank.
- Pannier, B. (2022, décembre). *Central Asia in Focus : Kyrgyzstan Cracks Down on Independent Media, Civil Society*. Radio Free Europe Pressroom. <https://pressroom.rferl.org/a/32164729.html>
- Park, A. G. (1957b). *Bolshevism in Turkestan. 1917-27*, New York : Columbia University Press.
- Pastor, G. et Damjanovic, T. (2001). *The Russian Financial Crisis and its Consequences for Central Asia*, Washington D.C. : International Monetary Fund.
- Patnaik, U. (2018). Ideological Statistics : Inflated Death Rates of China's Famine, the Russian One Ignored. *Socialist Economist*. <http://www.socialisteconomist.com/2018/11/ideological-statistics-inflated-death.html>

- Peemans, J.-P. (2007). Le rôle de la modernisation dans les rapports entre impérialisme, capitalisme et développement. *Cahiers Marxistes*, 236(2), 47-72. <http://hdl.handle.net/2078.1/245659>
- Piatigorsky J. et Sapir, J. Dir. (2009). *Le grand Jeu : XIXème siècle, les enjeux géopolitiques de l'Asie centrale*. Éditions Autrement.
- Пилипенко, И. В. (2021). Динамика жилищного строительства в республиках СССР в 1920-1980-е годы. *Историко-экономические исследования*, 22(4), 567-595.
- Пилипенко, И. В. (2022). Динамика жилищного строительства в республиках СССР в 1920-1980-е годы. Часть 2. *Историко-экономические исследования*, 23(1), 7-43.
- Погребняк, Е. (2018). Советская инфраструктура изнашивается, денег на новую инфраструктуру нет.. *Информационно-аналитический Центр*. <https://ia-centr.ru/publications/kyrgyzstanskije-eksperty-sovetskaja-infrastruktura-iznoshena-na-novuyu-net-deneg/>
- Polanyi, K. (2009). *La Grande transformation*. Éditions Hachette.
- Poliakov, S. (1992). *Everyday Islam : Religion and Tradition in Rural Central Asia*. New York : Armonk.
- Pomeranz, K. (2000). *The great divergence : China, europe, and the making of the modern world economy*, Ithaca : Princeton University Press.
- Pomfret, R. (1995). *The economies of Central Asia*, Ithaca : Princeton University Press.
- Pomfret, R. (2006). *The Central Asian Economies Since Independence*, Ithaca : Princeton University Press.
- Pomfret, R. (2019). *The Central Asian Economies in the Twenty-First Century: Paving a New Silk Road*, Ithaca: Princeton University Press.
- Pomfret, R. (2002). Macroeconomic pressures. *Health Care in Central Asia*, edited by Martin McKee, Judith Healy and Jane Falkingham, 31-41
- Pouchepadass, J. (2000). Les “Subaltern Studies” ou la critique postcoloniale de la modernité. *L’Homme*, 156, 161-185. <https://doi.org/10.4000/lhomme.75>

- Poutine, V. (s. d.). *Annual Address to the Federal Assembly of the Russian Federation*. The Kremlin. <https://en.kremlin.ru/president/transcripts/22931>.
- Prozorova-Thomas, V. (2009). 2 : Accès aux archives soviétiques : Difficultés du passé, contradictions du présent. Dans S. Combe (dir.), *Archives et histoire dans les sociétés postcommuniste*, Paris : La Découverte.
- Przeworski, A., Alvarez, M. E., Cheibub, J. A. et Limongi, F. (2000). *Democracy and development : Political institutions and well-being in the world, 1950-1990*, Cambridge : Cambridge University Press.
- Przeworski, A. (2000), *Democracy and development: political institutions and well-being in the world, 1950-1990*, Cambridge : Cambridge University Press
- Rabilotta, A., Rabkin, Y. et Saul, S. (2013). La démodernisation en marche. *Revue internationale et stratégique*, 92, 40-50. <https://doi.org/10.3917/ris.092.0040>
- Rabkin, Y. et Minakov, M. (dir.) (2018). *Demodernization. A Future in The Past*. Ibidem.
- Radnitz, S. (2010). The Color of Money : Privatization, Economic Dispersion, and the Post-Soviet Revolutions. *Comparative Politics*, 42(2), 127-146. <https://doi.org/10.5129/001041510X12911363509396>
- Rahmonova-Schwarz, D. (2010). Migrations during the Soviet period and in the early years of USSR'S dissolution: a focus on Central Asia. *Revue européenne des migrations internationales*, 3, 9-30.
- Rashid, A. (1994). *The Resurgence of Central Asia : Islam or Nationalism?*, London : Zed Books.
- Rashid, A. (2001). *Taliban : militant islam, oil and fundamentalism in Central Asia*, New Haven: Yale University Press.
- Rechel, B., Richardson, E. et McKee, M. (2014). Trends in health systems in the former Soviet countries: Bernd Rechel. *European Journal of Public Health*, 24(2) <https://doi.org/10.1093/eurpub/cku162.088>
- Reeves, M., Rasanayagam, J. et Beyer, J. (dir.) (2014). *Ethnographies of the state in Central Asia : Performing Politics*, Bloomington : Indiana University Press.

- Reporters Without Borders. (2022). Kyrgyzstan. *Reporters Without Borders*.
<https://rsf.org/en/country/kyrgyzstan>
- Резван, М.Е. (2019). *Русский ориентализм (наука, искусство, коллекции)*, СПб.: МАЭ РАН, 36-62.
- Rist, G. (2014). *The history of development : From Western origins to global faith*. Zed Books.
- Rostow, W. W. (1960). *The Stages of Economic Growth : A Non-Communist Manifesto*, Cambridge : Cambridge University Press.
- Roy, O. (1997). *La nouvelle Asie Centrale ou la fabrication des nations*, Paris : Seuil.
- Rózsás, T. (2002). *Did Inequality Increase in Transition? An Analysis of the Transitional Countries of Eastern Europe and Central Asia*, Monterey : Naval Postgraduate School Monterey California.
- Sabol, S. (1995). The Creation of Soviet Central Asia : The 1924 National Delimitation. *Central Asian Survey*, 4(2), 225-241. <https://doi.org/10.1080/02634939508400901>
- Sabzalieva, E. (2019). Higher education policy in Central Asia and Afghanistan. *University of Central Asia–Institute of Public Policy and Administration (IPPA) Working Paper*, (51).
- Sanglibaev, A. A. (2010). Ethnic Clan Politics in the Post-Soviet Space. *Russian Politics & Law*, 51(1), 56-71.
<https://doi.org/10.2753/RUP1061-1940460607>
- Sara, M. H. (2007). Security and Political Implications of NATO's Presence in Central Asian Region. *Strategic Studies*, 27(4), 194–209. <http://www.jstor.org/stable/45242426>.
- Satybaldieva, E. (2015). Political capital, everyday politics and moral obligations: Understanding the political strategies of various elites and the poor in Kyrgyzstan. *Europe-Asia Studies*, 67(3), 370-387
- Schabert, T. (1983). Modernité et histoire. *Diogenes*, 121, 121-137.

- Schatz, E. (2009). The Soft Authoritarian ‘Tool Kit’ : Agenda-Setting Power in Kazakhstan and Kyrgyzstan. *Comparative Politics*, 41(2) 203-222. <https://doi.org/10.5129/001041509X12911362972034>
- Shabad, T. (1951). *Geography of the USSR; a Regional Survey*, New York : Columbia University Press.
- Sheehy, A. (1966). The Andizhen Uprising of 1898 and Soviet Historiography. *Central Asian Review XIV*, 2, 139-150.
- Sheranova, A. (2022). The Legitimation of Askar Akaev through cultural performance in Kyrgyzstan (1991-2005). *Studies in Ethnicity and Nationalism*, 23(1), 69-84. <https://doi.org/10.1111/sena.12379>
- Shustov, A. V. (2018). The Eastern Slavic Population of Central Asia After the Collapse of the USSR. *Ethnographic Processes*, 4, 114-122. <https://doi.org/10.17746/1563-0102.2018.46.4.114-122>
- Sigerist, H.E. (1937). *Socialized Medicine in the Soviet Union*, New York : W.W. Norton & Company.
- Silova, I. (2009). The crisis of the post-Soviet teaching profession in the Caucasus and Central Asia. *Research in Comparative and International Education*, 4(4), 366-383. <https://doi.org/10.2304/rcie.2009.4.4.36>
- Slezkine, Y. (1994). The USSR as a Communal Apartment, or How a Socialist State Promoted Ethnic Particularism. *Slavic Review*, 53(2), 414-452. <https://doi.org/10.2307/2501300>
- Smelser, N. J. (1965). *Social change in the industrial revolution : An application of theory to the british cotton industry*, London: Routledge. <https://doi.org/10.4324/9781315019857>
- Smith, J. (1997). The Education of National Minorities: The Early Soviet Experience. *The Slavonic and East European Review*, 75(2), 281–307. <http://www.jstor.org/stable/4212365>
- Smolentseva, A. (2012, October). Access to higher education in the post-Soviet States: Between Soviet legacy and global challenges. In *Paper commissioned and presented at Salzburg Global Seminar*, 495, 2-7.

- Султангалиева А.К. (1998). *Ислам в Казахстане. История, практичность, современность*, Almaty : KISI, 63
- Souyri, P.-F. (2016). *Moderne Sans Être Occidental : Aux Origines Du Japon d'Aujourd'hui*, Paris : Gallimard.
- Souyarkoulova, M. N.D. « Передовая периферия: Космическое приборостроение во Фрунзе », КЫРГСОЦ, <https://kyrgsoc.org/peredovaya-periferiya-kosmicheskoe-priborostroenie-vo-frunze-nyne-bishkek/>
- Soucek, S. (2000). *A history of inner Asia*, Cambridge : Cambridge University Press.
- Speich, D. (2009). The Kenyan Style of “African Socialism” : Developmental Knowledge Claims and the Explanatory Limits of the Cold War. *Diplomatic History*, 33(3), 449-466. <https://doi.org/10.1111/j.1467-7709.2009.00780.x>
- Standish, R. (2022). *China's Belt and Road Grapples With Mounting Debt Crisis, Impacting Central Asia, Pakistan and Beyond*. Radio Free Europe. <https://www.rferl.org/a/china-debt-crisis-belt-road-initiative-kyrgyzstan-pakistan-/31970756.html>
- Starr, F. (2013). *Lost Enlightenment : Central Asia's golden age from the Arab conquest to Tamerlane*, Ithaca : Princeton University Press.
- Stein, B. (2006). In Class Warfare, Guess Which Class Is Winning. *The New York Times*, <https://www.nytimes.com/2006/11/26/business/yourmoney/26every.html>
- Stobdan, P. (2014). *Central Asia : Democracy Instability and Strategic Game in Kyrgyzstan*, New Delhi : Institute for Defence Studies and Analyses & Pentagon Press.
- Suisheng, Z. (2010). The China Model: can it replace the Western model of modernization? *Journal of Contemporary China*, 19(65), 419-436. <https://doi.org/10.1080/10670561003666061>
- Tasar, E. (2012). Islamically Informed Soviet Patriotism in Postwar Kyrgyzstan. *Cahiers du Monde russe*, 52(2), 387-404. <https://doi.org/10.4000/monderusse.9340>
- Tazmini, G. (2012). *Revolution and Reform in Russia and Iran*, London : Tauris.

- Thorez, J. (2008). Bazars et routes commerciales en Asie centrale—Transformation post-soviétique et «mondialisation par le bas». *Revue européenne des migrations internationales*, 24(3), 167-189. <https://doi.org/10.4000/remi.4844>
- Thorez, J. (2007). Itinéraires du déracinement. L'essor des migrations de travail entre l'Asie centrale et la Russie. *Espace populations sociétés. Space populations societies*, (2007/1), 59-71.
- Thorez, J. (2011). Les nouvelles frontières de l'Asie centrale : États, nations et régions en recomposition. *Cybergeo : European Journal of Geography*, 534. <https://doi.org/10.4000/cybergeo.23707>
- Thorez, J. (2009). « Хорошо где нас нет » L'émigration des « Russophones » d'Asie centrale », *EchoGéo*, 9. <https://doi.org/10.4000/echogeo.11212>
- Tillett, L. (1969). *The Great Friendship*, Chapel Hill : University of North Carolina Press.
- Tiuliundieva, N. (2008) The Financing of Higher Education in Kyrgyzstan. *Russian Education & Society*, 50(1), 75-88. <https://doi.org/10.2753/RES1060-9393500105>
- Tobin, C. (2020). The Myth of the “Afghan Trap”: Zbigniew Brzezinski and Afghanistan, 1978–1979. *Diplomatic History*, 44(2), 237–264.
- Токторбекова, Н. А. (2017). Изучение хозяйственной жизни кыргызов во второй половине XIX-начале XX вв. *Universum: общественные науки*, 5(35), 9-13.
- Touraine, A. (1992). *Critique de la modernité*, Paris : Fayard.
- Touraine, A. (1997). *Pourrons-nous vivre ensemble ? Égaux et différents*, Paris : Fayard.
- Transparency international. (2022). *Corruption Perceptions Index*. <https://www.transparency.org/en/cpi/2022/index/kgz>
- Transport Corridor Europe–Caucasus–Asia (TRACECA). 2013. *Logistics Processes and Motorways of the Sea II LOGMOS Master Plan—Annex 9.1. Country Profile*. Baku. http://www.traceca-org.org/fileadmin/fm-dam/TAREP/65ta/Master_Plan/MPA9.1KY.pdf
- Tsyurin, A. P. (2018). Ретроспективный анализ развития промышленного производства республик СССР за 1950-1990 гг. *Интеллект. Инновации. Инвестиции*, (5), 31-35.

- Tuna, M. (2017). « Pillars of the Nation » : The Making of a Russian Muslim Intelligentsia and the Origins of Jadidism. *Kritika: Explorations in Russian and Eurasian History*, 18(2), 257-281. <https://doi.org/10.1353/kri.2017.0018>
- Turaeva, R. (2014). Mobile Entrepreneurs in Post-Soviet Central Asia. *Communist and Post-Communist Studies*, 47(1), 105-114. <https://doi.org/10.1016/j.postcomstud.2014.02.001>
- Turaeva, R. (2019). Imagined mosque communities in Russia: Central Asian migrants in Moscow. *Asian Ethnicity*, 20(2), 131-147. <https://doi.org/10.1080/14631369.2018.1525529>
- TuraNews. Kyrgyzstan celebrates the Day of Ak Kalkpak. *TuraNews*. <https://turanews.kz/en/news/kyrgyzstan-celebrates-the-day-of-ak-kalpak/>
- Umetbaeva, A. (2012). *National Memory in Kyrgyzstan : attitudes to the Soviet past*. Open Democracy. <https://www.opendemocracy.net/en/odr/national-memory-in-kyrgyzstan-attitudes-to-soviet-past>
- UNESCO. (2015). *Science Report: Towards 2030*. UNESCO Publishing.
- Unger, C. R. (2010). *Histories of Development and Modernization : Findings, Reflections, Future Research*. H / SOZ / KULT Kommunikation und Fachinformation für die Geschichtswissenschaften. <http://www.hsozkult.de/literaturereview/id/forschungsberichte-1130>
- UNICEF. (2009). *Национальное исследование детской бедности и диспропорций в Кыргызской Республике*. Бишкек, Институт стратегического анализа и оценки при Президенте Кыргызской Республики
- UNICEF. (2012). *Universal Basic Education by 2015. Global Initiative on Out-Of-School Children. A Study on Kyrgyzstan*, Bichkek : UNICEF.
- United Nations. (2012). *New law in Kyrgyzstan toughens penalties for bride kidnapping*. Office of the Secretary-General's Envoy on Youth. <https://www.un.org/youthenvoy/2013/09/new-law-in-kyrgyzstan-toughens-penalties-for-bride-kidnapping>
- Van Der Oye, D. S. (2010). *Russian orientalism: Asia in the Russian mind from Peter the Great to the emigration*, New Haven : Yale University Press.

- Van Selm, B. (2012). *The economics of Soviet breakup*, London : Routledge.
- Vercueil, J. (2018). Taming the Bear while Riding the Dragon? Central Asia confronts Russian and Chinese economic influences. *Revue de la régulation*, 24(2). <https://doi.org/10.4000/regulation.13626>
- Vichnevski, A. (1995). L'Asie centrale post-soviétique : Entre le colonialisme et la modernité. *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 26(4), 101-123. <https://doi.org/10.3406/receo.1995.2763>
- Wallerstein, I. (1972). La conscience ethnique en Asie soviétique. *Sociologie et sociétés*, 4(2), 225–232.
- Watch Rights Watch. (2006). *Reconciled to Violence : State Failure to Stop Domestic Abuse and Abduction of Women in Kyrgyzstan*. <https://www.hrw.org/report/2006/09/27/reconciled-violence/state-failure-stop-domestic-abuse-and-abduction-women>
- Waters, M. (1999). *Modernity : Critical concepts. Vol.1 Critical Concepts*, London : Routledge.
- Wedel, J. R. (2015). *Collision and collusion: The strange case of Western aid to Eastern Europe*, New York : St. Martin's Press.
- Wheeler, G. (1966). *The Peoples of Soviet Central Asia*, New York : Dufour Editions.
- Wheeler, G. (1968). The Problem of the Nationalities. *Studies on the Soviet Union*, VII(4), 99-110.
- Wignarajan, G. et Wignaraja, G. (2006). Central Asia after fifteen years of transition: Growth, regional cooperation, and policy choices. *Asia-Pacific Development Journal*, 13(2), 113-144. <https://doi.org/10.18356/e5999585-en>
- Wolf, S. (2000). *Recent Changes in Social Conditions of Countries in Transition : Eastern Europe, the Baltic States and the Commonwealth of Independent States*. Geneva : United Nations Research Institute for Social Development.
- Wood, C. (2022, 1er juin). Rising Soviet Nostalgia In Central Asia : Kyrgyzstan's Young Pioneers. *The Diplomat*. <https://thediplomat.com/2022/06/rising-soviet-nostalgia-in-central-asia-kyrgyzstans-young-pioneers/>

- World Bank. (2023). Personal Remittances, received (% of GDP). *The World Bank*.
<https://data.worldbank.org/indicator/BX.TRF.PWKR.DT.GD.ZS?locations=KG>
- Xi, J. (s. d.). *Working Together to Deliver a Brighter Future for Belt and Road Cooperation*. Ministry of Foreign Affairs of the People's Republic of China.
https://www.fmprc.gov.cn/mfa_eng/zxxx_662805/t1658424.shtml
- Xinlu, L. (2023, 8 février). Xi Jinping hails China modernisation miracle as path for developing countries. *South China Morning Post*.
<https://www.scmp.com/news/china/politics/article/3209450/xi-hails-china-modernisation-miracle-path-developing-countries>
- Yazdani, E. (2021). Foreign relations in Central Asia : A comparison between the Soviet and Post-Soviet Era ». *Comparative Politics Russia*, 12(4), 56-67.
<https://doi.org/10.24411/2221-3279-2021-10040>
- Zatravkin S. N. et Vishlenkova E. A. (2012). Deterioration of Soviet people's health in an era of stagnation. *Probl Sotsialnoi Gig Zdravookhranennii Istor Med*, 29(2), 359- 368.
<https://doi.org/10.32687/0869-866X-2021-29-2-359-368>
- Zenkovsky, S. A. (1960). *Pan-Turkism and Islam in Russia*, Cambridge : Harvard University Press.
- Ziegler, C. E. (2016). Great powers, civil society and authoritarian diffusion in Central Asia. *Central Asian Survey*, 35(4), 549-569. <https://doi.org/10.1080/02634937.2016.1228608>
- Zinov'ev, A. A. (1983). *Homo sovieticus*, Paris : L'Âge d'Homme.
- Zinov'ev, A. A. (1990). *Katastroïka : Histoire de la perestroïka à Partgrad*, Paris : L'Âge d'Homme.
- Zinov'ev, A. A. (2000). *La suprasociété globale et la Russie*, Paris : L'Âge d'Homme.
- ЗИНОВЬЕВА, З.И. (2007). *Экономическая история Кыргызстана. Кыргызско-Российский Славянский Университет*, 63-67. <http://lib.krsu.edu.kg/uploads/files/public/256.pdf>

